

Semi-relève
à Madrid

M. Felipe Gonzalez a formé, lundi 11 mars, son cinquième gouvernement depuis son arrivée au pouvoir en décembre 1982. C'est celui dont la gestation a été la plus difficile. Le chef du gouvernement a dû en effet réaliser, avec des talents d'acheminé, un difficile dosage entre les différentes tendances qui composent le socialisme espagnol.

Comme les autres « partis frères » européens, le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) connaît désormais lui aussi des divergences internes. Regroupés au sein de l'« appareil » du parti, les gardiens du temple socialiste sont inquiets de se retrouver marginalisés au moment où on ne parle que de rénovation idéologique. Ils le sont d'autant plus qu'ils ont perdu il y a deux mois leur principal porte-parole : le vice-président, M. Alfonso Guerra, qui a dû démissionner en raison du scandale provoqué par les indécrottables financières de son frère.

FACE à ces défenseurs de l'orthodoxie socialiste, les partisans de l'ouverture au centre ont progressivement renforcé leur position. Prônant un pragmatisme destiné à récupérer les classes moyennes urbaines qui ont paru délaissées par le PSOE aux dernières élections, ils ne vont toutefois pas aussi loin que les technocrates qui contrôlent la politique économique et qui s'affirment ouvertement « sociaux-démocrates », voire « libéraux ».

C'est entre toutes ces sensibilités que M. Gonzalez a dû arbitrer. Il l'a fait avec prudence pour ménager les diverses tendances, mais il n'en a pas moins discrètement incliné la balance vers les partisans de l'ouverture. C'est d'ailleurs un homme au-dessus des factions, M. Narciso Serra, ministre de la défense pendant huit ans, qui succède à M. Guerra à la vice-présidence. Un réaliste qui, contrairement à son prédécesseur, ne sera pas le défenseur des positions du parti au sein du gouvernement. Avant même que les instances dirigeantes du PSOE ne se soient prononcées sur ce choix, M. Serra fait désormais figure de dauphin de M. Gonzalez, celui-ci ayant laissé entendre qu'il ne solliciterait pas un troisième mandat.

La confirmation de ministres indépendants à l'égard du parti qui conservent des portefeuilles aussi importants que les affaires étrangères, l'intérieur ou l'éducation, l'entrée de nouveaux venus, choisis davantage en fonction de leurs qualités de gestionnaire que de leurs convictions idéologiques ainsi que le maintien des technocrates qui contrôlent à la fois l'économie, l'industrie et l'agriculture, illustrent la tendance au recentrage. Mais si M. Gonzalez a choisi de modifier le rapport de forces au sein de son exécutif, il l'a fait à dose quasi homéopathique. La sensibilité de l'« appareil » est toujours représentée après le départ de M. Guerra. Partisan déclaré de l'autonomie du gouvernement face au PSOE, M. Gonzalez sait que la machine électorale de sa formation reste indispensable pour commencer à préparer l'« après-Gonzalez ». Ce remaniement est un premier pas dans cette direction.

Lire page 9 l'article de THIERRY MAUINI

M0147 - 0313 0 - 6,00 F



Les suites des affrontements entre Serbes

Le Parlement de Belgrade tente de désamorcer la crise

La place de Terazije, au centre de Belgrade, était toujours occupée, mardi 12 mars en fin de matinée, par des milliers de Serbes qui réclament le départ du ministre de l'intérieur et la libération des leaders de l'opposition. A la demande du gouvernement de la République de Serbie, le directeur et quatre responsables de la radio et de la télévision ont démissionné, mardi, annonce l'agence de presse Tanjug. Les députés serbes avaient accepté la formation d'une commission d'enquête multipartite sur les troubles du 9 mars. Un débat sur les médias s'ouvrira le 20 mars.



Lire page 8 l'article de FLORENCE HARTMANN

Satisfait de la « bonne volonté » de plusieurs pays arabes

M. Baker demande à Israël de faire preuve de « souplesse » sur la question palestinienne

Poursuivant sa tournée au Proche-Orient, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, s'entretenait mardi 12 mars avec le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir. En arrivant la veille au soir à Jérusalem, M. Baker avait souligné son souhait de voir le gouvernement de l'Etat hébreu faire preuve des mêmes dispositions que celles manifestées par les dirigeants arabes qu'il a déjà consultés.

M. Baker a notamment déclaré avoir relevé « des signes de bonne volonté, d'un renouvellement de la manière de penser » chez les représentants des huit pays arabes membres de la coalition anti-irakienne. Il a indiqué à ses hôtes israéliens que ces pays seraient prêts à faire un geste à l'égard du gouvernement israélien si celui-ci montrait de la « souplesse » sur la question des territoires occupés.

M. Baker s'est déclaré « prudemment optimiste » après un dîner de travail, lundi, avec le ministre des affaires étrangères, David Levy. Il a, en outre, assuré que les Etats-Unis n'avaient pas de « plan » à proposer et qu'ils n'entendaient pas exercer de « pressions » mais jouer, plutôt, un rôle de « catalyseur ». Après ses entretiens de Ryad et sa brève visite au Koweït, le secrétaire d'Etat avait effectué une visite au Caire, qui a confirmé l'excellence des relations actuelles entre les Etats-Unis et l'Egypte.

Alors qu'il doit recevoir une délégation de personnalités palestiniennes de Cisjordanie et de Gaza, M. Baker a été accueilli en Israël par une vague de violence dans les territoires occupés ainsi qu'à la frontière jordanienne, qu'un commando de six hommes a pu traverser lundi avant d'être tué. Mardi matin, deux soldats ont été tués dans la bande

de Gaza par une voiture conduite par un Palestinien.

Par ailleurs, le département d'Etat américain a indiqué, lundi, que les attaques des rebelles kurdes dans le nord de l'Irak étaient en augmentation, mais que l'insurrection baissait dans le sud du pays. L'Irak a, pour sa part, démenti « catégoriquement » qu'il ait l'intention d'utiliser l'arme chimique pour combattre les insurgés. Le général Norman Schwarzkopf, commandant en chef des forces coalisées, a affirmé que, contrairement à ce qu'avait affirmé le New York Times, il n'avait reçu aucune instruction de Washington de reprendre les raids aériens contre l'armée irakienne en cas d'utilisation par Bagdad d'armes chimiques.

Lire page 3 les articles d'ALEXANDRE BUCCIANI, ALAIN FRACHON et JAN KRAUZE

M. John Major à Bonn

Le successeur de M. Thatcher veut participer avec « enthousiasme » à l'Europe

page 8

Le procès
de M. Andréas
Papandréou

L'ancien premier ministre socialiste refuse d'assister aux audiences

page 8

SCIENCES ♦ MÉDECINE

■ Le manteau bizarre de Garrett. ■ Lumière de jouvence. ■ Un droit pour l'éthique. ■ Science, islam et pays sous-développés. ■ De l'eau pour éteindre le mal.

pages 13 à 15

ÉCONOMIE

L'OPEP réunie
à Genève

L'Arabie saoudite refuse de réduire sa production de pétrole

Le dollar chahuté

Les banques centrales interviennent pour stopper la remontée du billet vert

Vers un impôt-
récession ?

Malgré les restrictions budgétaires, il va manquer 15 à 20 milliards de francs

page 50 - section B

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 56 - section B

Les balbutiements du multipartisme en Afrique

Le souffle du changement, né à Cotonou en février 1990, a déjà entraîné plusieurs pays du continent sur la voie de la démocratisation

par Catherine Simon

Les caciques du parti unique lui avaient écrit son discours, mais, une fois à la tribune de la « conférence nationale des forces vives de la nation », il en sortit un autre de sa poche. C'était le 28 février 1990, à Cotonou. Le président Mathieu Kérékou créait la surprise en donnant le feu vert au processus de renouveau démocratique, après dix-sept ans de régime militaire-marxiste. Cette conférence, à laquelle les dignitaires du régime s'étaient

résolus à contrecœur, venait de rassembler, onze jours durant, toutes les sensibilités politiques. A l'issue de ce tohu-bohu historique, le « coup de tampon » présidentiel permettait au « grand camarade de lutte » de sauver son fauteuil... et au Bénin de faire figure de pionnier du multipartisme africain.

En un an, ce « mai 68 à la béninoise » a porté bien des fruits : après la nomination d'un premier ministre « de transition », M. Nicéphore Soglo, et l'approbation par référendum d'une nouvelle Constitution, les

récentes élections législatives et l'élection présidentielle du 10 mars achèveront-elles de tourner la page ?

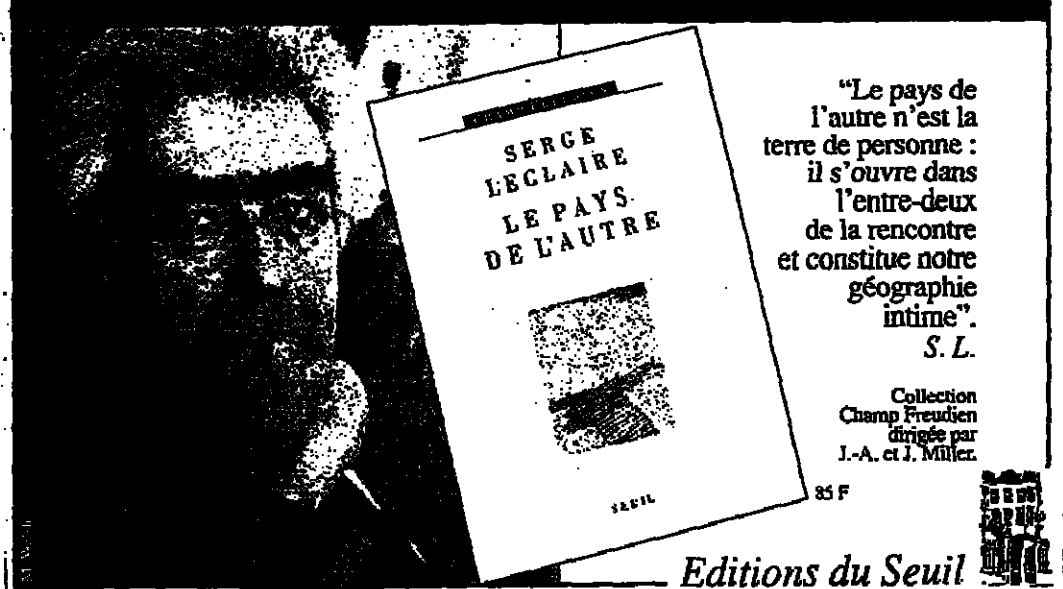
L'« hirondelle béninoise » serait-elle en train de faire le printemps sur tout le continent noir ? Après Cotonou, Brazzaville, au Congo : une conférence nationale vient s'y ouvrir. Sa mission : mettre sur pied une nouvelle Constitution et fixer un calendrier électoral, ce qui donnerait le coup de grâce au « parti-Etat » moribond du président Sassou Nguesso. Et d'aucuns se

prennent à rêver. En dépit de prévisions unanimement funestes, l'Afrique serait-elle enfin - politiquement - bien partie ?

Le ministre français de la coopération, M. Jacques Pélletier, n'hésite pas à affirmer, début janvier, que, « sur vingt-neuf pays (du « pré carré » français), moins de cinq n'ont pas encore initié de processus démocratique ». Il se gardait, toutefois, de désigner précisément ces « mauvaises têtes » de l'Afrique francophone.

Lire la suite page 6

LE CLAIR



Editions du Seuil

Quelques lieues sous la Manche

Un voyage assourdissant de cinq heures et demie
Trente-cinq minutes à partir du 15 juin 1993

FOLKESTONE
de notre envoyé spécial

On comprend que le chargé des voyages présidentiels n'ait pas insisté pour que M. Mitterrand descende, en décembre dernier, au front de taille du tunnel de service sous la Manche pour servir la main du premier ministre britannique, voire de Sa Majesté. Certes, l'abolition de huit mille ans de tyrannie maritime, le comblement de cette douve naturelle qu'est le pas de Calais, méritaient un geste. Cent trente-huit projets plus fous - ou plus sages - les uns que les autres n'avaient-ils pas, depuis 1802, rêvé ce saut d'une cinquantaine de kilomè-

tres ? Un saut que Napoléon, tenté par le tourisme outre-Manche, se serait bien vu réaliser en malle-poste dans un tunnel sous-marin éclairé par des becs à huile...

Toute question de Golfe et de sécurité mise à part, l'entreprise présidentielle et royale eût été malaisée. La descente dans le puits de Coquelles, d'où partent les trois tunnels sous la Manche (deux ferroviaires et un troisième de service), est une agréable virée au pays de la technologie minière de l'an 2000. En revanche, le voyage d'une heure en draineuse est parfaitement hébétant.

ALAIN FAUJAS

Lire la suite page 50 - section B

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 2,20 S ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 160 PTA ; Grèce, 70 p.; Irlande, 200 IR ; Italie, 2.200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (other), 2,50 \$.

DÉBATS

De la guerre à la paix

La République à l'épreuve

par Didier Maus et Olivier Passeleq

L n'est pas de meilleure façon, pour des institutions politiques, de mettre à l'épreuve leurs qualités et de révéler leur vraie nature que de se confronter à une crise. Cela vient d'être le cas de la V^e République, qui s'est trouvée en crise - au sens strict du terme - du moins dans une situation qui en est très proche. Comment mesurer et apprécier les incidences de cette situation de crise sur le fonctionnement des institutions ? La plus simple est de les envisager sous trois angles différents en les considérant successivement du point de vue du pouvoir exécutif, du Parlement et du citoyen.

L'effet le plus immédiat et le plus visible de la crise internationale ouverte en août 1990 a été d'amplifier, au profit du chef de l'Etat et au détriment du premier ministre, le déséquilibre préexistant au sein de l'exécutif. Les circonstances n'ont pas manqué, en effet, de favoriser un renforcement du « gouvernement présidentiel », en mettant en lumière à la fois les bases constitutionnelles sur lesquelles s'appuie la primauté du

président et sa confirmation par la pratique suivie depuis le début des hostilités dans le golfe Persique.

La prépondérance présidentielle trouve son fondement dans l'article 5 de la Constitution, qui fait du chef de l'Etat « le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire et du respect des traités » ; on ne soulignera jamais assez l'importance de ces dispositions qui sont le véritable socle sur lequel repose le rôle décisif du président en matière de relations internationales et de défense. L'article 15, qui qualifie le président de chef des armées, et l'article 52 en vertu duquel il négocie et ratifie les traités ne sont que des applications accessoires du principe fondamental posé par l'article 5.

Président et premier ministre

C'est donc bien au chef de l'Etat que la Constitution confie la mission d'assurer l'essentiel. La pratique suivie depuis 1958 l'a bien sûr confirmé, et le fait que le président ait reçu par le décret du 14 janvier 1964 le pouvoir de donner direc-

ment l'ordre d'engagement des forces armées est évidemment capital. Seul à pouvoir « presser sur le bouton » et déclencher l'apocalypse, le président a ainsi toujours tenu du général de Gaulle à François Mitterrand) à affirmer sa prééminence dans la fixation des objectifs stratégiques. Mais, dans la crise, le président ne s'est pas limité à définir les grandes options : il a tenu un conseil d'Etat-major quotidien (avec, outre le premier ministre et trois autres membres du gouvernement, le chef d'état-major des armées, les chefs d'état-major des trois armées) et c'est par l'intermédiaire de son chef d'état-major particulier qu'a été assuré le suivi permanent des opérations. Les pouvoirs se trouvent donc concentrés entre les mains du président de la République, en prise directe sur les circuits de décision et de commandement.

Dans ces conditions, en dépit des articles 20 et 21 de la Constitution, le rôle du premier ministre n'a pu dans que plus limité et plus surordonné d'habitude : Mitterrand n'est pas, d'ailleurs, en matière militaire, un échelon opérationnel, pas plus aujourd'hui que pendant la guerre d'Algérie, et l'on peut considérer que, mutatis mutandis, la création actuelle (qui n'est que la réunion d'état-major à l'Elysée) a réassemblé la création (également sui generis) d'un comité des affaires algériennes au temps du général de Gaulle.

Ainsi, on peut dire que le premier ministre, pour reprendre la formule appliquée jadis au préfet, a « préparé et exécuté » les décisions du président de la République, et, plus responsable que jamais devant lui, s'est vu cantonné dans quelques fonctions spécifiques. Celle de gérer, tout d'abord, les aspects non militaires de la crise, notamment par l'intermédiaire du secrétaire général de la défense nationale (seul fonctionnaire qui soit sous l'autorité conjointe du président de la République et du premier ministre) ou par la mise en œuvre de mesures particulières comme le blocage des prix des carburants en août dernier ou le décret du 14 janvier 1991 portant ouverture du droit de réquisition des compagnies aériennes françaises. Celle de s'occuper, ensuite, des aspects politiques de la crise, en recevant, par exemple, les représentants des groupes parlementaires toutes les semaines. Celle de soulager, enfin, le président de tout ce qui n'est pas directement lié à la guerre, en assurant la gestion des affaires courantes que le chef de l'Etat ne tient pas à évoquer personnellement et dont il tient à se décharger dans le cadre d'une dyarchie qui présente l'intérêt de permettre une répartition des tâches qui, déjà vraie en temps normal, ne peut que se confirmer en cas de crise.

Quel rôle pour le Parlement ?

Comment s'étonner, dès lors, que la lettre de démission de Jean-Pierre Chevènement ne s'est adressée exclusivement qu'au président, sans même évoquer le nom du premier ministre « sur la proposition » duquel il avait pourtant été nommé ? Ce n'est que le signe supplémentaire - parmi d'autres - de l'accentuation de la prépondérance présidentielle « en temps de guerre ». La vraie question à poser, en revanche, est de savoir si ce déséquilibre au sein de l'exécutif se confirmera ou s'atténuera après la crise.

Quel a pu être, dans ce contexte, le rôle du Parlement ? Si l'on additionne le traditionnel éloignement des assemblées des affaires extérieures et le « parlementarisme rationalisé » de 1958, le bilan n'est guère réjouissant. A partir du moment où la « guerre du Golfe » n'a pas constitué une guerre au sens de l'article 35 de la Constitution, il convient de prendre en compte les attributions traditionnelles du Parlement. Le vote de la loi ne constitue pas une procédure adaptée pour suivre les affaires au jour le jour. Seule l'exigence du vote, en urgence, de crédits militaires aurait justifié une délibération législative. Les historiens savent, d'ailleurs, qu'en septembre 1939 il fut considéré que l'adoption des crédits nécessaires à la guerre valait approbation par le Parlement de la politique menée par le gouvernement.

Dans le cadre d'une crise comme celle que vient de connaître le pays, le recours à toutes les techniques d'information et de contrôle s'avère parfaitement légitime. Le

président de la République et le gouvernement ont montré la voie en convoquant, par deux fois, les chambres en session extraordinaire et en ayant recours, pour le premier, au droit de message, pour le second, aux procédures de l'article 49. Il appartient désormais aux parlementaires eux-mêmes de montrer, grâce à leur présence, qu'ils ont le droit de savoir au moins autant, sinon plus, que les téléspéctateurs. Les modalités des rencontres entre les parlementaires et les responsables gouvernementaux peuvent revêtir des aspects gradués, de l'audition classique du ministre compétent par la commission correspondante à la réunion d'un « comité de la Chambre tout entière » avec débat et (pourquoi pas ?) présence de la presse, voire du public.

A partir du moment où il n'est pas fait appel à la séance publique solennelle dans l'hémicycle, ce qui suppose que le Parlement soit en session, les instances de l'Assemblée nationale et du Sénat peuvent faire preuve d'imagination, suivre l'exemple donné naguère par le président Edgar Faure en matière budgétaire, et donner naissance à de nouvelles pratiques.

Sur un point précis, la situation a pu paraître anormale. Il s'agit de l'envoi de parlementaires en mission auprès des troupes. Les représentants du peuple ont le droit et le devoir d'aller rendre visite aux soldats de la République. Ce qui ne faisait pendant la Grande Guerre, sur le sol de la patrie, aurait pu se perpétuer.

Les citoyens de ce pays ont-ils pu craindre que la guerre du Golfe réduise leurs libertés ? Mis à part les restrictions (jusqu'à 14 heures) à la liberté d'être informé, la réponse est négative. Aucun des dispositifs prévus pour les temps de crise n'a été susceptible de s'appliquer. L'état de siège prévu par la vieille loi du 9 août 1849 vise des hypothèses de péril imminent, qu'il s'agisse d'une invasion étrangère ou d'une révolution intérieure. L'état d'urgence organisé par la loi du 3 avril 1955 peut être mis en œuvre en cas d'atteintes graves à l'ordre public ou de « calamité publique ».

Aucune de ces situations n'a existé. A ceux qui, imprudemment, ont évoqué l'utilisation par le président de la République de l'article 16 de la Constitution, il faut rappeler que celui-ci ne peut être déclenché qu'à la suite d'une interruption du « fonctionnement régulier des pouvoirs publics ». De ce point de vue, tout fonctionne parfaitement.

Certes, la République a été « en guerre ». Pour la première fois de ce siècle, son armée a été engagée de façon significative sans que le territoire national, métropolitain ou d'outre-mer, soit concerné. Cela explique que cette République en guerre n'ait que si peu troublé l'ordre constitutionnel de la V^e République.

► Didier Maus est directeur de la Revue de droit constitutionnel ; Olivier Passeleq est enseignant à l'université Paris-XI.

COURRIER

Les bienfaits de la crise

Il est permis d'espérer que la crise actuelle aura des effets bénéfiques sur les relations Occident-monde arabe, si les leçons qui s'imposent sont tirées de part et d'autre.

Puissent nos gouvernants comprendre qu'ils n'ont aucun intérêt à se complaire dans une démocratie fictive, à maintenir les masses populaires dans la marginalité et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent nos élites saisir l'importance du retard historique que nous avons à surmonter et cesser de rejeter sur l'autre la responsabilité de nos propres insuffisances.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des partis politiques factices, non représentatifs et incapables de concevoir un projet de société.

Puissent les pays d'Occident saisir l'urgence de problèmes de développement, la nécessité d'une coopération moins mercantile et à s'appuyer sur des

LE GOLFE APRÈS LA GUERRE

Le Monde • Mercredi 13 mars 1991 3

La visite du secrétaire d'Etat américain au Proche-Orient

M. Baker souhaite voir Jérusalem faire preuve de bonne volonté

« Les Etats-Unis espèrent qu'ils trouveront en Israël les mêmes bonnes dispositions que celles manifestées dans certains pays arabes en faveur d'une approche nouvelle de la situation au Proche-Orient. » C'est avec cette formule, entre le souhait et l'avertissement, que le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a conclu ses premières conversations, lundi 11 mars, à Jérusalem.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

M. Baker a expliqué que lors de ses récents entretiens de Ryad avec huit ministres arabes des affaires étrangères, dont ceux de l'Égypte et de la Syrie, il avait relevé « des signes de bonne volonté, d'un renouvellement de la manière de penser » à propos du conflit israélo-arabe et que cela « pourrait se concrétiser (...) si l'autre côté [Israël] adoptait une attitude similaire ».

Le secrétaire d'Etat a fait cette déclaration lors d'un bref « point de presse » après un dîner de travail avec M. David Lévy, le ministre des affaires étrangères. « David et moi avons eu un entretien positif », a dit M. Baker, se déclarant « prudemment optimiste ». A en croire le *Jerusalem*

Le Luxembourg va organiser un Conseil européen sur l'après-guerre

Le Luxembourg, qui préside la CEE jusqu'à la fin de juin, va convoquer bientôt, à la demande de la France, un sommet extraordinaire des Douze afin de tirer les leçons de la crise du Golfe, a annoncé lundi 11 mars le premier ministre luxembourgeois, M. Jacques Santer.

Dans un communiqué, M. Santer a précisé avoir déjà engagé les contacts avec les autres capitales de la CEE pour « convenir d'une date » pour ce Conseil européen extraordinaire - dont Bruxelles et Bonn ont déjà accepté le principe - « dans un avenir rapproché ».

Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, avait fait part de la proposition française dans un entretien au *Monde* (nos éditions du 12 mars).



Post, qui cite des participants au dîner, M. Baker a indiqué à ses hôtes que les pays arabes seraient prêts à faire un geste à l'égard d'Israël pour peu que l'Etat hébreu fasse preuve de « flexibilité » sur la question des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza.

Les Etats-Unis au cours de l'été 1990. De source américaine, on souligne qu'il n'y aura pas de reprise officielle du dialogue entre les deux parties tant que l'OLP n'aura pas dénoncé le raid d'un commando palestinien sur une plage israélienne qui, en juin dernier, avait été à l'origine de l'arrêt des conversations américano-palestiniennes de Tounks.

La première journée de cette visite s'est déroulée sur fond de violence, soulignant le climat de tension continue qui règne aux frontières de l'Etat hébreu et entre Israéliens et Palestiniens des territoires. Arrivé au moment où Jérusalem entrait quatre femmes assassinées par balles à Ramallah après avoir abattu un Israélien avec un poignard; un « colporteur » assassiné à Tulkarem. Les territoires étaient « fermés », leurs résidents interdits d'accès en Israël; les villes de Naplouse, Hébron et de nombreux camps de réfugiés étaient sous couvre-feu. La routine...

A l'aube, un grave incident avait eu lieu dans la vallée du Jourdain, non loin de la ville de Beit Shean. Un commando de six hommes a

réussi à s'infiltrer quelques mètres en Israël à partir de la Jordanie. Répété par une patrouille, le groupe a été encerclé et ses six membres tués lors d'une bataille de vingt minutes, au cours de laquelle trois soldats israéliens ont été blessés.

Le commando était lourdement armé : fusils automatiques, lance-roquettes, grenades, matériel de déminage. Les six hommes appartenaient apparemment à la mouvance islamiste; ils étaient barbus, porteurs de Corans et de photos de l'un des chefs du mouvement islamiste Hamas - le cheikh Ahmed Yassin, originaire de la bande de Gaza et actuellement jugé en Israël.

Cette opération est la cinquième infiltration dans la vallée depuis le début de l'année. Elle a stupéfié les autorités militaires. La combattivité dont a fait preuve le commando et le matériel dont il disposait ont donné l'impression d'une opération longuement préparée, ayant disposé d'un soutien logistique certain, qui ne relevait pas des habituelles tentatives individuelles ou isolées le long de cette frontière devenue de plus en plus « chaude ». Le commandant en chef de la région Centre, le général Itzhak Mordechai, s'est publiquement demandé si, cette fois, l'opération n'avait pas bénéficié de certains appuis officiels en Jordanie.

ALAIN FRACHON

«Nombres convergences» entre MM. Ozal et Gorbatchev

Le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev et son homologue turc, M. Turgut Ozal, ont constaté de « nombreuses convergences » dans leur approche pour un règlement des problèmes du Golfe et du Proche-Orient lors de près de trois heures d'entretiens lundi soir 11 mars au Kremlin, a annoncé l'agence TASS. Arrivé dans la capitale soviétique pour une visite de plusieurs jours, M. Ozal doit également se rendre en Ukraine, au Kazakhstan et en Azerbaïdjan.

A l'occasion de sa visite officielle à Moscou, le président turc doit signer plusieurs accords de coopération, en particulier dans les domaines culturel et économique. M. Ozal, qui doit être de retour à Ankara le 16 mars pour y recevoir le secrétaire d'Etat américain M. Baker, a rendez-vous le 22 avec le président Bush à Camp David.

Lune de miel entre Le Caire et Washington

La visite de vingt-quatre heures en Égypte que vient d'effectuer le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a démontré, si besoin était, que les relations entre Le Caire et Washington n'ont jamais été aussi bonnes depuis l'arrivée du président Mubarak au pouvoir, il y a dix ans.

LE CAIRE

de notre correspondant

Le ton a été donné, dimanche 10 mars, dès l'arrivée au Caire de M. Baker, qui est descendu de son avion accompagné de M. Esmat Abdel Meguid, le ministre égyptien des affaires étrangères. Les deux hommes, qui avaient déjà eu des entretiens en Arabie saoudite dans le cadre de la réunion qui comprenait aussi les chefs de diplomatie des pays du Golfe et de Syrie, avaient, en effet, décidé de poursuivre leurs discussions dans l'avion. Lundi, à l'issue d'un entretien de deux heures trente avec le président Mubarak, le secrétaire d'Etat soulignait l'« identité des points de vue » sur quasiment toutes les questions.

L'un des sujets abordés « de manière détaillée » au cours de la rencontre avec le rais a été « la coopération économique après la guerre du Golfe ». Un euphémisme pour désigner l'aide qu'accorderont les Etats-Unis à l'économie égyptienne. M. Baker a indiqué à cet égard que Washington soutiendrait, « dans la mesure de ses possibilités », l'Égypte dans ses négociations en cours avec le FMI.

L'« erreur fondamentale » de l'OLP

Il a ajouté que les Etats-Unis examineraient aussi la possibilité de créer un département pour le développement et la reconstruction du Proche-Orient au sein de la Banque mondiale. Un département dont l'Égypte sera sans doute le principal bénéficiaire. On indique d'ailleurs de diverses sources bien informées que les Américains ont laissé entendre aux Koweïtiens qu'il était nécessaire de faire participer Le Caire au pactole que constitue la reconstruction de l'émirat, soit

par le biais de sous-contracts accordés à des compagnies de la vallée du Nil, soit par l'utilisation d'un quota important de main-d'œuvre égyptienne.

M. Baker a d'autre part abordé la question des arrangements de sécurité dans la région, ainsi que celle des armes de destruction massive. Le secrétaire d'Etat n'a donné aucune précision sur ces questions, si ce n'est que les Etats-Unis ne projetaient pas d'installer des troupes ou de positionner des armes en Égypte. Il faut rappeler que l'administration américaine n'est pas hostile à la vente à l'armée égyptienne de chasseurs F-16 et de missiles pour une valeur de 1,5 milliard de dollars.

Pour ce qui est du conflit israélo-arabe, M. Baker s'est contenté de souligner que sa rencontre avec des personnalités palestiniennes ne constituait pas une reprise du dialogue entre l'administration américaine et l'OLP. « La direction de l'OLP, a estimé le secrétaire d'Etat, a commis une erreur fondamentale en s'alignant sur les positions de Saddam Hussein. » « La stature de l'organisation en est sortie amoindrie et le resta en ce qui nous concerne », a ajouté M. Baker.

Cette attitude ne diverge pas beaucoup, pour le moment, de celle des Égyptiens, dont les relations sont au plus bas avec l'organisation de M. Yasser Arafat, que les éditorialistes de la presse officielle du Caire qualifient de « bouffon ». On se refuse toutefois ici à faire une croix sur l'OLP, et le ministre égyptien des affaires étrangères a prudemment déclaré, la veille de la visite de M. Baker, que « c'était aux Palestiniens à choisir leurs représentants à d'éventuelles négociations de paix ». La question d'une conférence internationale sur le Proche-Orient est, elle aussi, laissée en suspens par Le Caire en attendant que les Américains dépassent le stade exploratoire de leur entreprise. Ce sera sans doute l'un des sujets de conversation qu'auront les responsables égyptiens, mardi 12 mars, au Caire avec le ministre italien des affaires étrangères, M. Gianni De Michelis.

ALEXANDRE BUCCIANTI

La visite du premier ministre français aux Etats-Unis

M. Rocard croit en la «volonté convergente» de Paris et Washington au Proche-Orient

WASHINGTON

de notre correspondant

M. Michel Rocard n'a pas beaucoup de chance. Un séjour « semi-privé » à Washington s'achevant par un entretien avec le président Bush, c'était une occasion appréciable pour un premier ministre dont la présence sur la scène internationale reste, les choses étant ce qu'elles sont et M. Mitterrand président, assez discrète.

Le sort a pourtant voulu que ce séjour, prévu de longue date, intervienne à trois jours de la rencontre entre le président Bush et M. Mitterrand, à la Martinique, et une dizaine de jours après une visite de M. Roland Dumas à Washington. M. Rocard n'en a pas moins été fort bien reçu, et il a conversé pendant près d'une heure avec le président américain, qui a eu des paroles aimables pour la France, et pays « terriblement important », et a abordé avec son interlocuteur quelques-uns des problèmes du jour. Mais on ne pouvait guère attendre plus d'un simple lever de rideau.

C'est bien entendu sur le Proche-Orient que M. Rocard a surtout eu l'occasion de s'exprimer publiquement, et il n'a surpris personne en mettant en avant tout ce qui unit la France et les Etats-Unis - pour l'essentiel, le désir de trouver une solution - et en présentant comme de bien moindre importance les divergences d'approche, la « procédure ». Cette « procédure », la France continue à penser que ce pourrait être une confé-

rence internationale, mais les Américains, et à plus forte raison les Israéliens, n'étant pas du même avis, on préfère ne pas insister pour l'instant. M. Rocard n'a pas donné non plus l'impression de croire très intensément aux vertus d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU au niveau des chefs d'Etat, comme l'idée en a été avancée par l'Elysée. « Cela demande beaucoup de travail préalable, de préparation », a déclaré le premier ministre au cours d'une conférence de presse. Ladite réunion devrait donc avoir lieu « dès que possible », mais « pas pour l'instant ». Et, bien entendu, « personne, y compris la France », ne souhaite une telle réunion « pour des raisons de prestige ».

«Confédération jordanienne-palestiniennne» ?

« L'important, comme le dit M. Rocard, c'est la substance », c'est-à-dire la solution susceptible de recueillir l'approbation des parties en conflit. Mais on paraît encore bien loin de l'apercevoir. Le premier ministre avait un peu fait dresser l'oreille en évoquant dimanche, au cours d'une émission de la chaîne ABC, l'hypothèse d'une « confédération jordanienne-palestiniennne », qu'on a vu jusqu'à présent dans la bouche des responsables français. Mais le lendemain, prêt à dire si elle était désastreuse la piste suivie par la France, il a battu en retraite en expliquant que c'était seulement une option parmi d'autres,

au même titre qu'un « Etat palestinien » ou même qu'une « confédération incluant Israël ». Et il a refusé de dire laquelle de ces options avait sa préférence.

Le premier ministre a seulement fait remarquer qu'au stade actuel « l'important est qu'Israël saisisse l'occasion fournie par la fin de la guerre » et « engage un processus de paix ». Et il a suggéré de ne pas accorder une importance démesurée aux déclarations des dirigeants israéliens, qui rejettent le principe de l'échange de « territoires contre la paix », selon la formule prônée par M. Bush. Quant à la représentativité de l'OLP, M. Rocard a laissé entendre que l'organisation de M. Yasser Arafat ne reflétait pas forcément les positions de tous les Palestiniens. Mais, a-t-il ajouté, « je ne connais pas pour le moment d'autre représentation formelle et institutionnelle du peuple palestinien ».

M. Rocard, qui s'exprimait alternativement en français et en anglais, a aussi été prêt à dire si la France était favorable à une reprise des bombardements contre l'Irak si les forces de Saddam Hussein utilisaient les armes chimiques pour réduire l'opposition irakienne (les Etats-Unis en ont brandi la menace de manière officielle). Le premier ministre français a préféré ne pas s'engager, expliquant que si des armes chimiques étaient effectivement utilisées, ce qui serait « intolérable », il y aurait matière à consultations.

JAN KRAUZE

SCIENTIFICS POINTS

Albert Jacquard
L'héritage de la liberté

Edgar Morin
Science avec conscience

Jean-Marie Pelt
L'Homme re-naturé

Philippe Breton
Une histoire de l'informatique

Bruno Jacomy
Une histoire des techniques

Gabriel Gobau
Une histoire de la géologie

EDITIONS
DU SEUIL

LE GOLFE APRÈS LA GUERRE

Le lent redémarrage du Koweït

Dans un pays dévasté et pollué le gouvernement a choisi la « manière douce » mais la population s'impatiente

KOWEÏT

de notre envoyée spéciale

Depuis deux semaines, le Koweït est soumis aux caprices des vents. Qu'ils soufflent du sud-est et tout le pays, jusqu'au cœur de la ville de Koweït, est envahi par un gigantesque nuage de fumée noire entretenu par les puits pétroliers en flammes. Pour M. Suleiman Al Mutawa, ministre de la planification, pas de doute : « Il ne faut pas confondre destructions et sabotages, nous dit-il. Les Irakiens ont frappé là où ça fait mal. Ils ont voulu créer l'agitation et paralyser l'action du gouvernement. Ils ont réussi à créer une atmosphère de mécontentement. »

Douze jours après la libération, le Koweït renait péniblement sous les cendres. Sali, pillé, toujours privé d'électricité, d'eau et de moyens de communications, mais moins anéanti qu'on ne l'avait cru. Ce n'est pas une ruine, mais un pays saccagé. Le résultat d'un sabotage accompli à l'échelle de tout un pays. « Les Irakiens ont agi par dépit », commente le ministre des Finances cheikh Ali Khalifa. Les destructions proprement dites sont beaucoup moins massives qu'on ne l'avait craint. Les autoroutes et les grands ouvrages sont en bon état, a constaté le corps du génie de l'armée américaine : deux ponts seulement ont été détruits. « Les dégâts sont très localisés », estime un diplomate occidental. Si une bonne moitié des 950 puits pétroliers est inutilisable, les raffineries et les terminaux, eux, n'ont pas subi de dégâts irréparables, assure le ministre des finances. Quant à l'eau, les usines de désalinisation et les stations de pompage sont toutes partiellement ou totalement intactes, mais pour la majeure partie intactes dans le sud du pays.

« Le problème critique est celui de l'électricité », explique cheikh Ali Khalifa. Dès qu'on en aura, on aura de l'eau. On pourra alors commencer à lutter contre les incendies. Le réseau électrique a été totalement détruit en quelques heures, juste avant le 26 février, comme celui des télécommunications, comme l'adoption et tous les bâtiments publics. Les Irakiens se sont donc attaqués de manière très précise à tous les centres névralgiques du pays. « Les dégâts ne sont pas si importants, sauf

ceux qui minent l'action du gouvernement », insiste le ministre de la planification. Un exemple : « Ils ont emporté, dit-il, des cassettes contenant des listes d'abonnés ; quelques dizaines de milliers de foyers resteront longtemps privés de courant ou d'eau sans que nous puissions nous en apercevoir. » Sabotage encore : les locaux et les équipements administratifs, tous systématiquement dévastés. Aucun ministère, aucune direction technique ne dispose de locaux ou de moyens adaptés.

Clivage entre « exilés » et « résistants »

Au Plan, ce sont les ordinateurs qui ont disparu. « Je ne peux offrir à l'Etat aucun service », explique le ministre. Sans ordinateur, pas de statistiques, pas de listes de personnel, pas de feuilles de paye... En attendant que le centre administratif soit déminé et remis en état, tous les ministères campent ici, dans un hôtel, qui dans une maison particulière - les ministres sont pratiquement tous rentrés au pays et se réunissent deux fois par jour dans une villa.

C'est une pagaille énorme, une désorganisation de tous les instants qui, ajoutée à l'inconfort de la vie quotidienne, exaspère la population. Après douze jours de liberté, les Koweïtiens manifestent encore tous les soirs leur joie en défilant bruyamment, un fusil dans une main, un drapeau dans l'autre, sur le front de mer. Mais les critiques commencent à se faire plus acérées contre l'impuissance des autorités. « Où sont les promesses ? » titrait, le 6 mars, l'unique quotidien koweïtien - douze feuilles photocopiées en quart de format - les maisons sont toujours vides. Les enfants réclament du chocolat (...) où sont les bennes à ordures ? Jusqu'à quand vont durer ces fumées qui créent des maladies respiratoires (...) A l'arrivée des troupes, on attendait qu'elles apportent de la nourriture (...). Nous avons été étonnés de ne rien voir. Nous demandons aux responsables de distribuer ce qu'ils ont... »

Samedi 9 mars, pour protester, des manifestants ont campé pendant plu-

sieurs heures devant l'hôtel international devenu le centre nerveux du pays et le siège de la presse, des armées alliées et de plusieurs ministères. Les frustrations quotidiennes exacerbent les clivages visibles à l'œil nu : d'un côté les « exilés », de l'autre les « résistants ». Ces derniers, demeurés à Koweït pendant l'occupation, ont improvisé dès le lendemain du 26 février des structures parallèles, souvent rivales des organisations officielles.

Situation explosive ? Les observateurs étrangers sont partagés. L'optimisme prévaut du côté des Américains qui soulignent les progrès accomplis en moins de deux semaines. « Les tensions s'apaiseront dès que l'électricité reviendra, assure un diplomate. J'entends beaucoup de critiques mais personne ne parle de changer le système ou l'émir. D'autres sont moins confiants : « leur problème numéro un est que l'administration est inexistante », assure un Européen.

« Confusion inévitable »

« Chaque jour est meilleur que le précédent », déclare, confiant, le ministre des finances. De fait, des auditions commencent à se faire sentir. Les « coopératives » - sortes de supermarchés de quartier - ont pratiquement toutes ouvert leurs portes et distribuent gratuitement, au prix de quelques heures de queue, le minimum vital : eau potable, riz, sucre, pain. Selon le ministre de la planification, de la viande, des légumes et du poulet devraient être livrés cette semaine.

De petits généraux commencent à rouvrir dans toute la capitale, apportant un minimum de confort. Ici ou là l'éclairage public a été allumé, dimanche soir. Pour les privilégiés disposant encore d'une voiture et de pneus intacts, de rares stations services distribuent gratuitement de l'essence. Le gouvernement commence timidement à reprendre les choses en main. La police est réapparue pendant le week-end et se mélange désormais à l'armée dépenaillée des « volontaires » qui jusque-là assuraient les

contrôles, ce qui, assurent les Américains, diminue les « incidents » et règlements de compte.

L'essentiel pourtant reste à faire. L'électricité ne sera pas rétablie avant dix ou quinze jours. Le temps de déminer et de réparer quelque 120 kilomètres de lignes électriques sabotées et de remettre en marche la centrale de Zor dans le sud du pays, la moins touchée, qui devrait pouvoir fournir 70 % des besoins immédiats. Quant aux puits pétroliers, il faudra sans doute plus d'un an pour les éteindre tous. C'est cette semaine que doit débiter la lutte contre les incendies. D'autre part, les banques sont fermées et le pays est, pour l'instant, privé de monnaie.

« Les choses se remettent en place lentement, affirme le ministre des finances. La confusion était inévitable après sept mois d'occupation sauvage. Pour reprendre les choses en main le gouvernement ne doit pas utiliser la force. Il faut la manière douce. » Pour cette manière douce, il y a toutefois deux limites dans le temps : mi-avril, commencement des grosses chaleurs et de la période de climatisation qui triplera la demande d'électricité, puis le début du mois de mai, moment prévu pour le retour des quelque 350 000 Koweïtiens restés en exil à la demande du gouvernement. Plus de la moitié de la population totale qu'il est impossible d'accueillir dans la situation actuelle.

Véronique MAURUS

Les besoins du Koweït « relativement faibles » selon M. de Larosière. - M. Jacques de Larosière, gouverneur de la Banque de France, a déclaré lundi 11 mars à Bâle que les besoins en capitaux du Koweït pour sa reconstruction seraient « relativement faibles ». Interrogé à l'issue d'une réunion des gouverneurs des banques centrales des dix pays les plus industrialisés sur l'ampleur des besoins du Koweït et sur la pression qui pourrait en résulter sur les taux d'intérêt, M. de Larosière a déclaré : « Il y a des besoins. Mais si on les considère en même temps que l'offre globale de ressources, et si on les calcule, ils sont relativement faibles. » (AFP)

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

Mises à nu

tumeur et au dépôt de munitions comme le bouc à la chèvre. La faute à qui ? Mourir « traité », et pour cause d'infirmité. L'honneur et la gloire, eux aussi, vont changer de sens, à ce compte. Dans les classes, on ne pourra plus expliquer Cornélie de la même façon.

La plus jolie trouvaille, c'est évidemment l'aviation dit FURTF. « Subreptice » admet le mot convenu à la forme de l'engin, à ses angles de véhicule interplanétaire pour bande dessinée. Mais furf joue bien le rôle éducatif qu'on attend de lui. On est au bord du vocabulaire amoureux, donc inoffensif. Le substantif « plaisir » se profile, venu droit des paradis enfantine de Baudelaire. Qu'un même adjectif serve à désigner le dernier cri de la technique militaire la plus ravageuse et quelque baiser volé dans un sous-bois de Wateau : la réussite est totale, puisque c'est en confusion que cette réussite se mesure. Mais comment savoir ce qu'y perdront, en finesse, en délices, nos conversations sur la volupté ?

ES temps de guerre mettent en évidence une réalité constante du temps de paix : la fonction de cache-vieillesse du langage. Celui-ci ne résout pas les conflits ; il les minimise. Il reflète les tensions sous-jacentes, sans leur substituer vraiment le forum paisible dont il se donne l'air. Un jour, il faudra relire tout ce qui s'est dit et écrit, sur la crise du Golfe, depuis six mois. On verra comment les esprits et les langues, furtivement, ont revêtu le treillis, ajusté les culottes, pris goût aux croisillons des collimateurs. Par exemple : à partir de quel degré d'armement, de quelle rugosité du discours, un dictateur est-il désigné sous ce nom, quand tant de ses voisins méritent, en droit, la même épithète ?

Les intellectuels n'ont jamais représenté l'alternative raisonnable qu'ils s'imaginent, ou que l'on croit, à une prétendue rudesse militaire. Lors d'une visite d'écrivains à nos forces nucléaires, j'ai pu observer la conversion foudroyante de certains artistes rêveurs à la manière forte, alors que bien des officiers chargés d'y recourir s'en méfient comme de la peste.

L'histoire des engagements d'écrivains au cours du siècle témoigne du flottement des meilleurs esprits devant les justifications de la

violence. A preuve, les passionnantes *Aventures de la liberté* de Bernard-Henri Lévy propose ces jours-ci, en images et en livre. Si Sartre et pas mal d'autres prennent périodiquement en grippe la pensée, c'est moins par détestation de ce qui les constitue que par lassitude de la sagesse et de la tolérance équilibrée auxquelles la pensée oblige. Agir, enfin ! Sortir des ergotages ! Céder à la simplification sans phrase ! Drieu et Brasillach ont éprouvé cette fascination pour la force « virile » qui libère du fardeau de comprendre l'adversaire.

Il s'y ajoutait cette limite injustifiable à la violence, qui s'appelle l'amitié. Aymé et Anouilh ont défendu leurs potes, en fait de collaboration. B.-H. Lévy a raison de placer sa récapitulation sous le signe de la subjectivité. Tout en se parant d'équité et d'équité, l'intelligence excelle à classer les torts de chacun selon des accointances maffieuses. La même erreur de jugement est taxée d'infamie chez le clerc dégoûté de soi, et de simple plaisir chez le voisin de bar. La justice intellectuelle, comme l'autre, n'est jamais qu'un rapport de pouvoirs.

A brusque fin des combats au Moyen-Orient pose de façon renouvelée le problème de la part incompréhensible d'agressivité dans nos élan personnels et nos relations sociales.

Il est frappant qu'à quelques jours d'intervalle, et en pleine guerre, deux vedettes du sport - Florence Arthaud - et du spectacle - Gérard Philipe - aient cité la violence comme leur motivation principale. Il n'y a pas de réussite, à un certain niveau de compétition, sans acte d'écarter le poursuivant.

Autre symptôme qui demanderait à être analysé à tête reposée : l'abondance copie qui a salué la disparition de Serge Gainsbourg. Rarement le genre nécrologique a charrié, sous les fleurs, tant de dégoût nouveau et de secrète délivrance. Gainsbourg dérangeait : moins par ses provocations appuyées que par la preuve qu'il donnait de l'omniprésence de la violence, en la retournant contre lui-même. Artaud et Ganet causaient le même malaise. Comme par hasard, tous trois étaient d'immenses poètes.

Devant eux, la société salue et presse le pas, comme devant les mendiants à moignons du métro, qui nous font murmurer le « qu'est-ce que j'y fais ? » des lâches soulèvements.

L'opposition demande la restauration de la démocratie dans l'émirat

KOWEÏT

de notre envoyée spéciale

Inquiets pour leur avenir après le départ de la presse occidentale, les représentants de l'opposition koweïtienne ont appelé, lundi 11 mars, la communauté internationale à maintenir la pression sur le gouvernement du Koweït afin qu'il restaure la démocratie. « Nous espérons que vous ne nous oublierez pas. Nous ne voulons pas que l'aide apportée par la communauté internationale pour libérer le pays soit utilisée contre la démocratie au Koweït. »

Le Koweït n'a pas été délivré d'un dictateur pour être donné à une personne ou à une famille », a déclaré M. Abdallah El Nebari, dirigeant du KDF (Forum démocratique koweïtien), l'une des principales formations de l'opposition, au cours de la première conférence de presse organisée au Koweït par les opposants au régime.

« Plus de mots, des actes »

L'inquiétude de l'opposition a été récemment ravivée par la tentative d'assassinat de l'un de ses principaux dirigeants, M. Hamad Al Jou'ane (le Monde du 7 mars). Ce « malheureux accident », a dit M. El Nebari, a déclenché « une nouvelle bataille à Koweït pour la démocratie. Ce sera une lutte difficile. Elle dépendra d'abord des pressions internes exercées par tous les groupes politiques, toutes les personnalités koweïtiennes, mais largement du support de la communauté internationale. »

L'opposition doute des bonnes intentions du gouvernement, en dépit de ses récentes promesses de libéralisation. « Nous sommes désolés de constater que la première décision consistant à décréter la loi martiale en l'absence de toute Assemblée parlementaire élue est contraire à la Constitution de 1962 », a déclaré M. El Nebari. Comme une large partie des citoyens koweïtiens, fermement décidés à tirer profit de la crise pour arracher des droits supplémentaires, les opposants

redoutent que la loi martiale, qui suspend tous les droits d'expression (presse, manifestations, réunions, courrier, etc.), ne soit utilisée pour rétablir l'autorité absolue de la famille royale.

« Nous ne voulons plus de mots, mais des actes », a souligné M. El Nebari en réclamant la fixation immédiate d'une date pour les élections annoncées par le gouvernement. En attendant qu'un nouveau Parlement soit élu, l'opposition demande également la convocation de l'ancienne Assemblée, dissoute en 1986, et la constitution d'un gouvernement de coalition rassemblant les principaux partis. La loi martiale peut être « pratiquée de manière amicale et légalisée », a-t-il ajouté.

L'opposition a fait observer l'inaptitude des autorités à gérer la crise actuelle : « Le rétablissement de l'électricité devrait être une question de jours, pas de semaines. Il aurait dû être prévu à l'avance. Nous n'aurions pas de problème d'eau, de nourriture ou d'ordures ménagères dans ce cas. » Cette inaptitude « renforce l'urgence d'une action immédiate pour la démocratie », a dit M. El Nebari, soulignant le mécontentement croissant de la population. « Ce n'est pas dans la nature des Koweïtiens d'utiliser la violence, mais personne ne peut prévoir l'avenir », a-t-il dit.

« Malheureux accident »

Le dirigeant du KDF a également accusé six membres de la famille royale d'avoir constitué des milices privées. Ces initiatives sont particulièrement inquiétantes dans les circonstances présentes, où « il est aisé de dénoncer n'importe qui comme collaborateur et de le faire exécuter », ont souligné les opposants. Leur inquiétude a été, selon eux, renforcée, vendredi 8 mars, par un nouveau « malheureux accident » : un citoyen koweïtien, M. Hussein Ali El Banaï, aurait été tué au cours d'une réunion sous prétexte qu'il avait insulté la famille royale.

V. M.

DIAGONALES

ON nous rebat les oreilles avec le coût de la guerre du Golfe, en dollars, en amitiés arabes, subsidiairement en vies humaines. On oublie un gâchis qui ne s'apprécie en aucune monnaie : l'abus de langage.

Les batailles font ripaille d'euphémismes, autant que d'explosifs. Les premiers visent à masquer le mauvais effet des seconds, comme la peinture de camouflage change les engins de mort en dunes pour pique-nique. Proprement réquisitionné, le langage reçoit mission de LÉNIFIER EN DOUCE. Il y parvient d'autant mieux qu'images et chiffres viennent à manquer. L'horreur atteignant alors son maximum d'abstraction, le mot opère comme sous anesthésie.

Les déclarations éloquentes s'effectuent le plus souvent sous couvert de technicité extrême, à l'aide de vocables opaques, ou de vieilles notions remises en vogue. Ainsi de l'ATTRITION, à laquelle les marchands d'armes ont redonné un faveur à la mesure du mystère. A l'origine, il s'agit d'érosion par frottement, rien de plus. En économie, le mot est devenu synonyme de tassement des effectifs. On devine l'usage sous-jacent en a résulté. « Compression de personnel » fait bruit, sans cœur ; licenciement pour cause d'attrition vous a quelque chose de scientifique, de fatal. De désolé, aussi : le mot contrition n'est pas loin. Il jette sur la cruauté du fait l'ombre excusante d'un quel remords chrétien. Si vous dites de la publicité que le matraqueur la dessert, vous risquez d'aggraver le mal. Si vous parlez de taux d'attrition, vous voilà compétent, et digne.

TRAITER un objectif, mis pour bombarder, a battu tous les records d'hypocrisie douce. Rien n'est plus pacifique que le verbe traiter ! Il a longtemps servi à dire comment en user avec son prochain, à régler nos égards envers les gens et la pensée. L'hospitalité, la rhétorique, la médecine, y ont puisé leurs codes et leurs méthodes. Traiter, c'était aussi tenter l'arrangement, soit exactement le contraire de ce que veut dire l'attaque armée.

Sans doute la contamination est-elle venue de l'électronique. « Patience, disent les répondeurs, nous traitons votre appel. » Encore faut-il qu'il y ait un appel. Avec la technologie des cibles attirant elles-mêmes les coups et, pour un peu, les désirant, le langage usuel des combats vacille, et avec lui la morale qui s'y est toujours attachée. Le rayon laser va à la

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-86

MINTEL 36.15 CODE A3T puis OSP

VENTE sur saisie immobilière au Palais de justice de PARIS le JEUDI 28 MARS 1991, à 14 h 30 - en un seul lot
LOGEMENT à PARIS (10^e)
au 4^e étage, de deux pièces, cuisine, WC communs
46, rue René-Boulanger - Mise à prix : 60 000 F
S'ad. chez M^{re} DEVOS-CAMPY, avocat à PARIS-7, 57, avenue de Suffren.
Tél. : 45-67-98-84 - à tous avocats près le TGI de PARIS.

VENTE sur subrogation, au Palais de justice de CRÉTEIL le JEUDI 28 MARS 1991, à 9 h 30 - EN UN LOT
UN APPARTEMENT à IVRY-SUR-SEINE (94)
5 à 13, rue Bernard-Palissy - CAVE et 2 PARKINGS
M. à P. : 100 000 F S'ad. M^{re} Patrick VARINOT, avocat au barreau de Créteil, 156 bis, Grande-Rue, NOGENT-S/MARNE.
Tél. : 45-71-03-78 - M^{re} Alain FETREMAN, av. à PARIS (9^e), 11 bis, rue Portalis.
Tél. : 45-22-22-86. Ts av. T.G.I. CRÉTEIL - Sur les lieux pour visiter.

VENTE sur folle enchère, au Palais de justice à NANTERRE le JEUDI 21 MARS 1991, à 14 heures
UNE PROPRIÉTÉ à BOULOGNE-BILLANCOURT (92) 12, rue de Solferino
comp. 2 bâtiments : l'un à usage commerce 300 m² env. (entrepôt), l'autre comp. 1 btm. de 3 ét. avec APPARTEMENTS et BOUTIQUES
S'ad. M^{re} C. DIENNER-BALEPHEN, av. 12, r. de Paris, BOULOGNE (92). Tél. : 46-05-36-34.
M^{re} B. LEOPOLD-COUTURIER, av. 12, rue Théophile-Ribot, PARIS (17^e).
Tél. : 47-66-59-59. M^{re} TOULLEC, av. 93, r. Sadi-Carnot, VANVES (92).
Tél. : 47-36-59-78. Sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de justice de PARIS le JEUDI 28 MARS 1991, à 14 h 30
Dans un ensemble immobilier
un APPARTEMENT de 5PP à PARIS (9^e) - 3, rue Duperré
se composant de vestibule, 2 pièces sur rez, 3 pièces sur 1^{er} étage dont une petite salle de bains, pendence, cuisine, W.C.
Mise à Prix : 1 000 000 F
S'ad. M^{re} Denis TALON, avocat à PARIS-10^e, 20, quai de la Mégisserie.
Tél. : 40-26-06-47. M^{re} Amélie LEMAS, avocat à PARIS-16^e, 67, avenue Kléber. Tél. : 45-53-81-82. A tous avocats près le tribunal de grande instance de PARIS, et sur les lieux pour visiter.

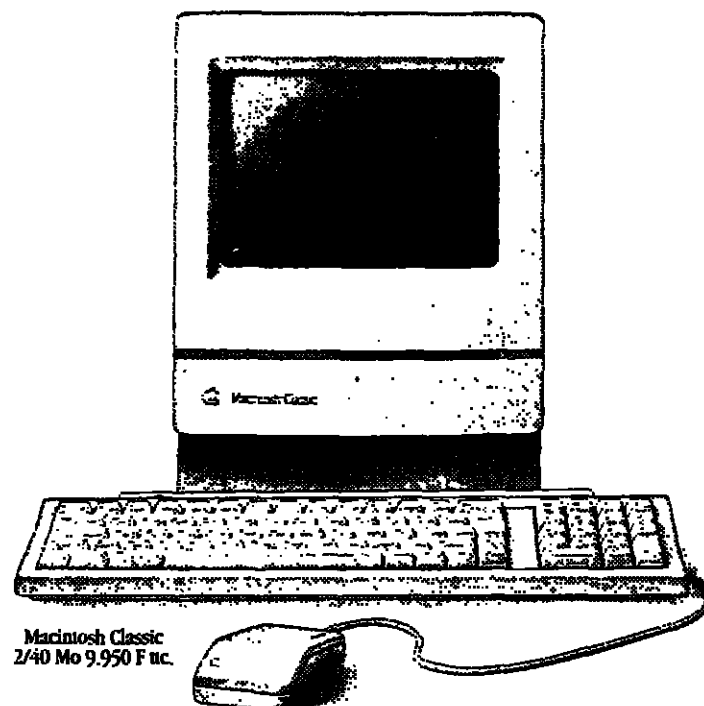
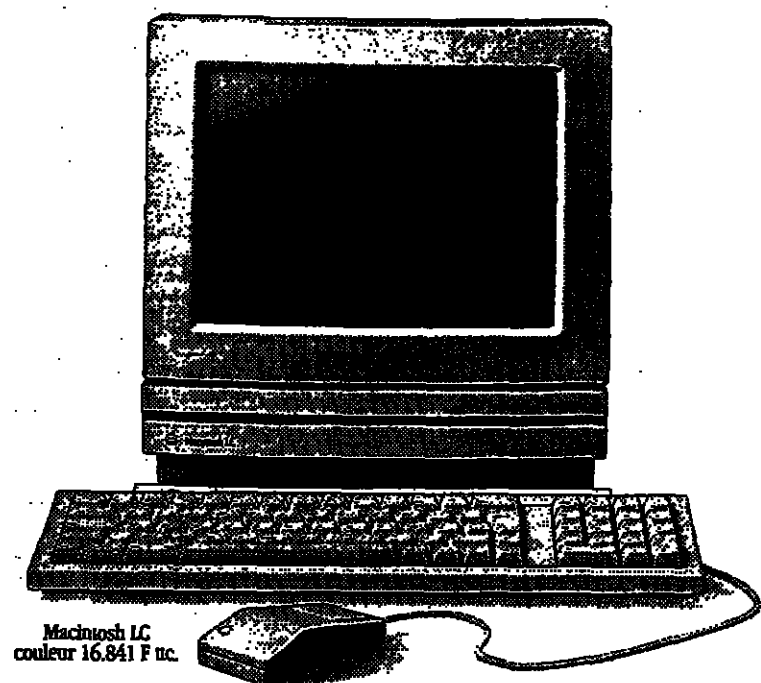
Après le choix Macintosh déterminant. IC vous gratuitement les 5 prestigieux logiciels MacDraw II, FileMaker, Project II. Avec IC vous tement utiliser toutes le nouveau Macintosh LC parfaite connaissance vous conviennent le mintosh vous êtes sûr de l'acheteur chez IC vous mieux choisir vos logi

APPLE CENTER IC 21 PLACE VENDÔME 25 RUE OZANNE 31

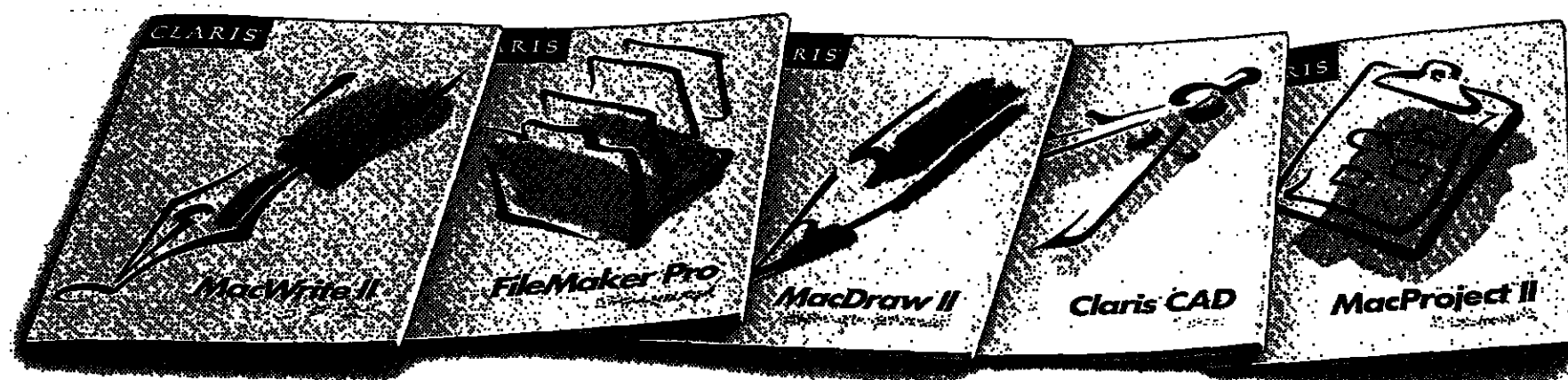
LES HEURES D'

هكذا من زلزل

Voici deux Macintosh



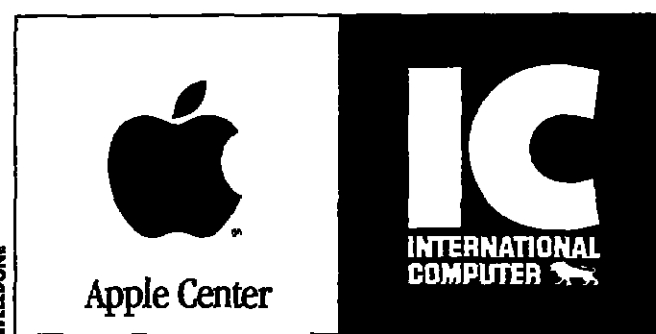
et cinq bonnes raisons exclusives de les acheter chez IC.



Après le choix Macintosh celui des logiciels est déterminant. IC vous offre en exclusivité et gratuitement les packs d'évaluation de 5 prestigieux logiciels: MacWrite II, MacDraw II, FileMaker Pro, ClarisCAD, MacProject II. Avec IC vous allez pouvoir immédiatement utiliser toutes les performances de votre nouveau Macintosh LC ou Classic et choisir en parfaite connaissance de cause les logiciels qui vous conviennent le mieux. En choisissant Macintosh vous êtes sûr de ne pas vous tromper. En l'achetant chez IC vous êtes sûr de pouvoir mieux choisir vos logiciels, et les acquérir

ensuite à un prix exceptionnel. IC est un des premiers distributeurs Apple en Europe, sa puissance d'achat en volume vous fera bénéficier d'une disponibilité immédiate sur toute la gamme Apple y compris sur les nouvelles imprimantes StyleWriter et Personal Laser Writer LS. IC c'est aussi 10 ans d'expérience et de conseils, une maintenance performante et économique, la formation, et sans doute le plus important le sourire. Il ne vous reste plus qu'à choisir une heure pour venir acheter votre Macintosh chez IC du lundi au samedi de 10 h à 19 h.

(1) 42 72 26 26



10 ANS D'APPLE ÇA COMPTE

*Offre exceptionnelle pour l'achat d'un Macintosh et strictement limitée aux stocks disponibles.

APPLE CENTER IC BEAUBOURG (1) 42 72 26 26 26 RUE DU RENARD 75004 PARIS • APPLE CENTER IC VENDOME (1) 42 86 90 90 21 PLACE VENDOME 75001 PARIS • IC MARSEILLE 91 37 25 03 94 AVENUE DU PRADO 13008 MARSEILLE • IC TOULOUSE 61 25 62 32 25 RUE OZENNE 31000 TOULOUSE • IC NANTES 40 47 08 62 3 ALLÉE DES TANNEURS COURS DES 50 OTAGES 44000 NANTES • IC LYON 78 62 38 38 47 COURS DE LA LIBERTÉ 69003 LYON
LES HEURES D'OUVERTURE SONT SUSCEPTIBLES DE VARIER SELON LES POINTS DE VENTE. RENSEIGNEZ-VOUS.

LE GOLFE APRÈS LA GUERRE

IRAK : l'insurrection semble s'étendre au Nord et diminuer au Sud

Bagdad affirme que l'arme chimique ne sera pas utilisée

Le gouvernement irakien a démenti « catégoriquement » qu'il ait l'intention d'utiliser l'arme chimique pour mater les mouvements de rébellion dans le pays, dans un communiqué publié lundi 11 mars à l'ONU. Précédemment les services de renseignement alliés avaient affirmé avoir intercepté des communications entre Bagdad et les commandements militaires du sud de l'Irak, autorisant l'utilisation des gaz de combat contre les rebelles de Najaf et de Karbala.

Le général américain Norman Schwarzkopf, commandant en chef de l'opération « Tempête du désert », interrogé par la chaîne de télévision NBC, a affirmé qu'il n'avait reçu aucune instruction de reprendre les raids aériens en pareil cas. Il a indiqué par ailleurs qu'il n'existait aucune preuve que les irakiens utilisaient des armes chimiques contre les opposants.

Violents combats

Lundi, le département d'Etat a indiqué que les attaques de rebelles kurdes dans le nord de l'Irak étaient en augmentation, mais que l'insurrection diminuait dans le Sud, à majorité chiite. Le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher, s'est refusé à énumérer les villes touchées par l'insurrection, mais un responsable du département, qui a requis l'anonymat, a précisé que des combats se déroulaient toujours à Karbala.

Il n'a pas pu confirmer que des manifestations aient eu lieu à Bagdad.

L'agence iranienne IRNA affirme, pour sa part, que les combats entre rebelles et troupes de la garde républicaine continuent à faire rage à Bassorah. Selon un réfugié qui a atteint un poste militaire américain, « la moitié de la ville est sous le contrôle de la résistance et l'autre moitié sous celui de l'armée ».

A Bagdad, le président Saddam Hussein a présidé lundi une réunion du Conseil du commandement de la Révolution (CCR) et du parti Baas au pouvoir. Au cours de cette réunion, le vice-président du CCR, M. Izzat Ibrahim, a présenté un compte rendu de son voyage dans les gouvernats de Wasit et de Mayssa, qui ont été récemment le théâtre de violents combats entre les troupes loyales et les rebelles chiites. Les médias officiels passent toujours sous silence l'insurrection. Radio-Bagdad a

ultérieurement rapporté que le chef de l'Etat avait reçu son ministre de l'Industrialisation militaire, M. Hussein Kamel Hassan, de retour d'une visite dans la ville sainte de Karbala. Ce dernier est le frère du ministre de l'Intérieur, M. Ali Hassan al-Majid, qui a été chargé de réprimer le mouvement insurrectionnel.

D'après Radio-Bagdad, le premier vice-ministre irakien, M. Taha Yassine Ramadan, s'est rendu lundi dans un district de la province de Babylone, au sud de Bagdad. Ce qui semble démentir une information d'un membre de l'Assemblée suprême de la révolution islamique d'Irak (SAIRI), selon lequel M. Ramadan aurait été tué par les gardes du corps du président Saddam Hussein pour avoir tenté d'assassiner celui-ci, à qui il reprochait la mort de plusieurs de ses proches dans le bombardement, le 13 février, d'un bunker à Bagdad. (AFP, Reuters)

Les Kurdes se joignent aux chiites pour le congrès de l'opposition irakienne

BEYROUTH

de notre correspondant

Réunie à Beyrouth, lundi 11 mars, l'opposition irakienne peut-elle faire plus que de la figuration dans la lutte pour le pouvoir déclinée en Irak par la défaite de Saddam Hussein ? A prendre en considération les éléments qui la composent et son influence à l'intérieur du pays, on peut douter qu'elle ne pourra sans doute pas renverser le régime. Mais elle pourrait contribuer à sa chute et participer au nouveau pouvoir ou lui fournir une utile caution.

L'Union du Maghreb arabe demande la levée de l'embargo contre l'Irak

Le sommet des cinq pays membres de l'Union du Maghreb arabe (UMA) qui s'est tenu, dimanche 10 et lundi 11 mars, à Ras-Lanuf, en Libye, a appelé, dans un communiqué, au respect « de la souveraineté et de l'indépendance de tous les pays arabes » et a mis en garde « contre toute atteinte au territoire de l'Irak frère et contre toute ingérence dans ses affaires intérieures ».

Les chefs d'Etat de Libye, de Tunisie, d'Algérie et de Mauritanie, ainsi que le chef de la diplomatie marocaine, qui représentait le roi du Maroc, ont invité le Conseil de sécurité de l'ONU à lever « immédiatement l'embargo contre l'Irak ». A leur avis, « une telle mesure ne se justifie plus depuis que l'Irak a répondu à toutes les résolutions du Conseil de sécurité ».

Le sommet a dénoncé « la campagne hostile menée par certaines parties pour nuire à la crédibilité et à la légitimité de la représentativité de l'OLP ». Il s'est prononcé pour un règlement de l'affaire palestinienne « à travers les résolutions des Nations unies », affirmant que « la légitimité internationale est un tout indivisible et doit se fonder sur l'équité entre tous les peuples et leur droit à l'autodétermination, loin de toute duplicité sélective ».

Entérinant une série d'accords d'ordre économique, commercial, judiciaire et social, « visant au renforcement de l'unité de l'UMA », l'Union a décidé de tenir un sommet extraordinaire en Libye, en 1991, « compte tenu de l'évolution de la situation dans le monde arabe ». (AFP)

(Publicité)
CENTRE RACHI
Mercredi 13 mars 1991
à 20 h 30
RENCONTRE - DÉBAT
sur le thème

« LA FRANCE
ET ISRAËL
APRÈS LA GUERRE
DU GOLFE »
avec Marek HALTER

Centre Rachi
30, bd de Port-Royal, 75005 PARIS
Tél. : 43-31-75-47

Aux dix-sept mouvements d'opposition déjà regroupés à Damas, depuis décembre dernier, en un comité d'action doté d'une plateforme politique commune, se sont jointes des personnalités, essentiellement kurdes, venues des pays d'émigration : les Etats-Unis et, en Europe, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Suède principalement. C'est à leur demande que le congrès s'est tenu à Beyrouth plutôt qu'à Damas. Mais en réalité, la Syrie paraît être les assises, les participants venant de chez elle en constituent l'ossature et son armée en assure la protection.

On distingue deux blocs dominants, les Arabes chiites et les Kurdes, et l'on relève une (quasi) absence, celle des Arabes sunnites. Les autres (à l'exception des communistes, particulièrement actifs) - baasistes dissidents, nationalistes arabes - sont là pour mémo.

Les chiites se battent dans le Sud, contre l'armée de Saddam Hussein, les Kurdes dans le Nord. Les uns et les autres annoncent des victoires et, à les croire, des divisions entières se désagrègent, sous le double effet des redditions et des ralliements aux insurgés. Si les données en provenance du Sud demeurent confuses, celles en provenance du Kurdistan sont plus précises : après la 24^e division de l'armée irakienne, les 33^e et 36^e divisions n'existeraient plus.

On distingue deux blocs dominants, les Arabes chiites et les Kurdes, et l'on relève une (quasi) absence, celle des Arabes sunnites. Les autres (à l'exception des communistes, particulièrement actifs) - baasistes dissidents, nationalistes arabes - sont là pour mémo.

On distingue deux blocs dominants, les Arabes chiites et les Kurdes, et l'on relève une (quasi) absence, celle des Arabes sunnites. Les autres (à l'exception des communistes, particulièrement actifs) - baasistes dissidents, nationalistes arabes - sont là pour mémo.

On distingue deux blocs dominants, les Arabes chiites et les Kurdes, et l'on relève une (quasi) absence, celle des Arabes sunnites. Les autres (à l'exception des communistes, particulièrement actifs) - baasistes dissidents, nationalistes arabes - sont là pour mémo.

Outre Souleymaniyeh, vingt-cinq localités seraient tombées aux mains des Kurdes.

Les chiites préparent la prise du pouvoir, qu'ils entendent bien partager avec les sunnites, désormais. Leur soutien est irakien mais leur ancrage demeure irakien.

Un accord en trois points

Les Kurdes préparent leur autonomie et leur autogestion, taisant leurs pulsions indépendantistes pour ne pas effrayer non seulement leurs partenaires irakiens, mais tout autant - voire encore plus - le grand voisin turc. Celui-ci, dans un geste de Realpolitik, mettrait fin à un tabou vieux de soixante-dix ans, à accepter de négocier avec des représentants kurdes.

MM. Jalal Talabani et Mohsen Dezafe, ce dernier délégué par M. Massoud Barzani, se sont en effet rendus à Ankara, où ils ont conféré vendredi et samedi, à trois reprises, avec le vice-ministre turc des affaires étrangères et vraisemblablement avec M. Ozal lui-même.

Ces pourparlers ont abouti à un accord en trois points, assorti d'une promesse de laisser transiter à travers la Turquie l'aide humanitaire - vivres et médicaments - vers le Kurdistan irakien : 1) pas de paix avec Saddam Hussein ; 2) pas de monopole du pouvoir en

Irak au profit d'un groupe ou d'une communauté, mais partage réel du pouvoir entre sunnites, chiites et Kurdes ; 3) sauf l'indépendance du Kurdistan, rejetée par les Turcs, toute autre solution satisfaisant les Kurdes irakiens est acceptable pour Ankara.

C'est fort de cette période politique que les Kurdes se présentent au congrès de l'opposition irakienne à Beyrouth, qui a commencé lundi ses travaux. Alors que les chiites sont forts de leur nombre (40% à 55% de la population) et que les sunnites, même absents, arguent de leur position privilégiée à Bagdad puisque ce sont eux, et eux seuls, qui, théoriquement, peuvent donner l'estocade finale au régime de Saddam Hussein.

Lucien GEORGE

Irak Airways veut récupérer ses avions. - La compagnie Iraqi Airways s'apprête à récupérer les appareils civils qu'elle a mis à l'abri des hostilités soit en Iran, soit dans un certain nombre de pays arabes amis. Son directeur, M. Noureddine Safi Hammadi, partira bientôt pour l'Iran afin d'y récupérer ses cinq avions, tout comme les six Airbus koweïtiens confisqués qu'il stationnent et qu'il compte restituer au Koweït pour obtenir la levée de l'embargo aérien.

La « mission du dialogue » du PS à Tunis, Alger et Rabat

« La mère de toutes les questions »...

Venus à Tunis, Alger et Rabat du 7 au 12 mars pour prendre la mesure du fossé qui s'est creusé entre la France et la terre de leurs racines depuis le début de la crise du Golfe, les quinze membres de la « mission du dialogue », constituée à l'initiative de la Conférence nationale des élus du PS originaires du Maghreb, en repartent, mardi 12 mars, pleins de doutes.

RABAT

de notre envoyé spécial

M. Georges Morin, qui se propose de fédérer, au sein du PS, les élus et militants originaires du Maghreb, l'admettait volontiers, lundi soir 11 mars, au terme d'une journée essentielle-ment consacrée à des entretiens avec les parlementaires marocains de la majorité et de l'opposition. « Nous sommes, disait-il, un peu ébranlés dans nos certitudes ».

Le discrédit qui affecte la France en général et les socialistes en particulier, ainsi qu'ils l'ont constaté, leur apparaissent même insurmontables, s'ils ne s'accrochaient à l'espoir de voir M. Mitterrand prendre une part déterminante dans la réalisation du seul « miracle » qui pourrait réduire la fracture actuelle : le règlement de la question palestinienne. De Tunis à Rabat, les interlocuteurs de la mission se sont souvent référés à l'expression de M. Saddam Hussein - « la mère de toutes les questions » - pour souligner avec force qu'il s'agit là, aux yeux des Maghrébins, d'un problème incontournable, de « la mère de toutes les questions ». Cela a été répété sur tous les tons à M. Morin et à ses compagnons. Bien que leur pays ait fait partie de la coalition engagée dans la guerre, les dirigeants politiques marocains ne tiennent pas, à ce sujet, un discours différent de celui qu'on entend en Algérie et en Tunisie.

Jaurès et Ramadier

« La clé de tout, c'est l'injustice faite au peuple palestinien », souligne notamment M. Abdelrahim Bouabid, le chef de l'Union socialiste des forces populaires (USFP).

« Alors, on pourra dépasser les ruptures », ajoute M. Fathallah Oualalou, secrétaire général de l'USFP et président du groupe parlementaire socialiste. « Nous attendons des socialistes français qu'ils soient à la hauteur de Jaurès, et non à celle de Ramadier », déclarait, lundi, à l'adresse des quinze « émissaires du PS », M. Abdelhak Tazi, porte-parole du Parti de l'Unité, qui dispose de quarante-trois sièges

à la Chambre des représentants et se situe, comme l'USFP, dans l'opposition parlementaire.

M. Morin et son escouade pacifique ont été priés d'expliquer l'attitude du PS à l'égard de l'OLP. Ils n'ont pas démenti quand leurs hôtes leur ont demandé s'il fallait considérer comme une « bavure » les déclarations faites au cours de la guerre par M. Pierre Mauroy, en Israël, sur la « disqualification » de Yasser Arafat. Les « missionnaires » du PS ont reconnu, sans difficulté, qu'il appartenait aux seuls Palestiniens de désigner leurs représentants. En revanche, plusieurs de leurs interlocuteurs ont admis que M. Arafat n'avait pas fait un choix politique très judicieux en s'alignant sur M. Saddam Hussein.

M. Morin a rapporté, pour sa part, que le ministre algérien des affaires étrangères, M. Sid Hamed Ghazali, qu'il venait de rencontrer le 9 mars à Alger, avait conseillé en vain au président de l'OLP de calquer sa position sur celle du GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne), qui s'était tenu à l'écart de toutes les querelles arabo-arabes, pendant la guerre d'Algérie, pour privilégier la défense de sa cause.

ALAIN ROLLAT

Images roumaines

En Afrique de l'Est, l'heure de l'ouverture à la démocratie est loin d'avoir sonné. Le Burundi et le Rwanda demeurent à la merci d'une explosion de violence ethnique - on l'a vu, en octobre, lors de l'incursion des rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) venus d'Ouganda. Pas question, pour ces régimes « aux pieds d'argile » de progresser d'un pas trop vite. En Tanzanie, la libéralisation économique n'a pas provoqué de virage politique. Quant au Kenya, secoué par de sanglantes émeutes en février et juillet 1990, il a, après un bref flottement, décidé de durcir le bras. L'aide militaire de Washington, suspendue après l'arrestation d'opposants favorables au multipartisme, a été débloquée pour remédier à la situation de la capitale Nairobi.

En Afrique de l'Est, l'heure de l'ouverture à la démocratie est loin d'avoir sonné. Le Burundi et le Rwanda demeurent à la merci d'une explosion de violence ethnique - on l'a vu, en octobre, lors de l'incursion des rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) venus d'Ouganda. Pas question, pour ces régimes « aux pieds d'argile » de progresser d'un pas trop vite. En Tanzanie, la libéralisation économique n'a pas provoqué de virage politique. Quant au Kenya, secoué par de sanglantes émeutes en février et juillet 1990, il a, après un bref flottement, décidé de durcir le bras. L'aide militaire de Washington, suspendue après l'arrestation d'opposants favorables au multipartisme, a été débloquée pour remédier à la situation de la capitale Nairobi.

En Afrique de l'Est, l'heure de l'ouverture à la démocratie est loin d'avoir sonné. Le Burundi et le Rwanda demeurent à la merci d'une explosion de violence ethnique - on l'a vu, en octobre, lors de l'incursion des rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) venus d'Ouganda. Pas question, pour ces régimes « aux pieds d'argile » de progresser d'un pas trop vite. En Tanzanie, la libéralisation économique n'a pas provoqué de virage politique. Quant au Kenya, secoué par de sanglantes émeutes en février et juillet 1990, il a, après un bref flottement, décidé de durcir le bras. L'aide militaire de Washington, suspendue après l'arrestation d'opposants favorables au multipartisme, a été débloquée pour remédier à la situation de la capitale Nairobi.

En Afrique de l'Est, l'heure de l'ouverture à la démocratie est loin d'avoir sonné. Le Burundi et le Rwanda demeurent à la merci d'une explosion de violence ethnique - on l'a vu, en octobre, lors de l'incursion des rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) venus d'Ouganda. Pas question, pour ces régimes « aux pieds d'argile » de progresser d'un pas trop vite. En Tanzanie, la libéralisation économique n'a pas provoqué de virage politique. Quant au Kenya, secoué par de sanglantes émeutes en février et juillet 1990, il a, après un bref flottement, décidé de durcir le bras. L'aide militaire de Washington, suspendue après l'arrestation d'opposants favorables au multipartisme, a été débloquée pour remédier à la situation de la capitale Nairobi.

En Afrique de l'Est, l'heure de l'ouverture à la démocratie est loin d'avoir sonné. Le Burundi et le Rwanda demeurent à la merci d'une explosion de violence ethnique - on l'a vu, en octobre, lors de l'incursion des rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) venus d'Ouganda. Pas question, pour ces régimes « aux pieds d'argile » de progresser d'un pas trop vite. En Tanzanie, la libéralisation économique n'a pas provoqué de virage politique. Quant au Kenya, secoué par de sanglantes émeutes en février et juillet 1990, il a, après un bref flottement, décidé de durcir le bras. L'aide militaire de Washington, suspendue après l'arrestation d'opposants favorables au multipartisme, a été débloquée pour remédier à la situation de la capitale Nairobi.

En Afrique de l'Est, l'heure de l'ouverture à la démocratie est loin d'avoir sonné. Le Burundi et le Rwanda demeurent à la merci d'une explosion de violence ethnique - on l'a vu, en octobre, lors de l'incursion des rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) venus d'Ouganda. Pas question, pour ces régimes « aux pieds d'argile » de progresser d'un pas trop vite. En Tanzanie, la libéralisation économique n'a pas provoqué de virage politique. Quant au Kenya, secoué par de sanglantes émeutes en février et juillet 1990, il a, après un bref flottement, décidé de durcir le bras. L'aide militaire de Washington, suspendue après l'arrestation d'opposants favorables au multipartisme, a été débloquée pour remédier à l'organisation d'élections pluralistes au Gabon et en Côte d'Ivoire.

En Afrique de l'Est, l'heure de l'ouverture à la démocratie est loin d'avoir sonné. Le Burundi et le Rwanda demeurent à la merci d'une explosion de violence ethnique - on l'a vu, en octobre, lors de l'incursion des rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) venus d'Ouganda. Pas question, pour ces régimes « aux pieds d'argile » de progresser d'un pas trop vite. En Tanzanie, la libéralisation économique n'a pas provoqué de virage politique. Quant au Kenya, secoué par de sanglantes émeutes en février et juillet 1990, il a, après un bref flottement, décidé de durcir le bras. L'aide militaire de Washington, suspendue après l'arrestation d'opposants favorables au multipartisme, a été débloquée pour remédier à la situation de la capitale Nairobi.

En Afrique de l'Est, l'heure de l'ouverture à la démocratie est loin d'avoir sonné. Le Burundi et le Rwanda demeurent à la merci d'une explosion de violence ethnique - on l'a vu, en octobre, lors de l'incursion des rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) venus d'Ouganda. Pas question, pour ces régimes « aux pieds d'argile » de progresser d'un pas trop vite. En Tanzanie, la libéralisation économique n'a pas provoqué de virage politique. Quant au Kenya, secoué par de sanglantes émeutes en février et juillet 1990, il a, après un bref flottement, décidé de durcir le bras. L'aide militaire de Washington, suspendue après l'arrestation d'opposants favorables au multipartisme, a été débloquée pour remédier à la situation de la capitale Nairobi.

En Afrique de l'Est, l'heure de l'ouverture à la démocratie est loin d'avoir sonné. Le Burundi et le Rwanda demeurent à la merci d'une explosion de violence ethnique - on l'a vu, en octobre, lors de l'incursion des rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) venus d'Ouganda. Pas question, pour ces régimes « aux pieds d'argile » de progresser d'un pas trop vite. En Tanzanie, la libéralisation économique n'a pas provoqué de virage politique. Quant au Kenya, secoué par de sanglantes émeutes en février et juillet 1990, il a, après un bref flottement, décidé de durcir le bras. L'aide militaire de Washington, suspendue après l'arrestation d'opposants favorables au multipartisme, a été débloquée pour remédier à la situation de la capitale Nairobi.

En Afrique de l'Est, l'heure de l'ouverture à la démocratie est loin d'avoir sonné. Le Burundi et le Rwanda demeurent à la merci d'une explosion de violence ethnique - on l'a vu, en octobre, lors de l'incursion des rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) venus d'Ouganda. Pas question, pour ces régimes « aux pieds d'argile » de progresser d'un pas trop vite. En Tanzanie, la libéralisation économique n'a pas provoqué de virage politique. Quant au Kenya, secoué par de sanglantes émeutes en février et juillet 1990, il a, après un bref flottement, décidé de durcir le bras. L'aide militaire de Washington, suspendue après l'arrestation d'opposants favorables au multipartisme, a été débloquée pour remédier à la situation de la capitale Nairobi.

En Afrique de l'Est, l'heure de l'ouverture à la démocratie est loin d'avoir sonné. Le Burundi et le Rwanda demeurent à la merci d'une explosion de violence ethnique - on l'a vu, en octobre, lors de l'incursion des rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) venus d'Ouganda. Pas question, pour ces régimes « aux pieds d'argile » de progresser d'un pas trop vite. En Tanzanie, la libéralisation économique n'a pas provoqué de virage politique. Quant au Kenya, secoué par de sanglantes émeutes en février et juillet 1990, il a, après un bref flottement, décidé de durcir le bras. L'aide militaire de Washington, suspendue après l'arrestation d'opposants favorables au multipartisme, a été débloquée pour remédier à la situation de la capitale Nairobi.

En Afrique de l'Est, l'heure de l'ouverture à la démocratie est loin d'avoir sonné. Le Burundi et le Rwanda demeurent à la merci d'une explosion de violence ethnique - on l'a vu, en octobre, lors de l'incursion des rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) venus d'Ouganda. Pas question, pour ces régimes « aux pieds d'argile » de progresser d'un pas trop vite. En Tanzanie, la libéralisation économique n'a pas provoqué de virage politique. Quant au Kenya, secoué par de sanglantes émeutes en février et juillet 1990, il a, après un bref flottement, décidé de durcir le bras. L'aide militaire de Washington, suspendue après l'arrestation d'opposants favorables au multipartisme, a été débloquée pour remédier à la situation de la capitale Nairobi.

En Afrique de l'Est, l'heure de l'ouverture à la démocratie est loin d'avoir sonné. Le Burundi et le Rwanda demeurent à la merci d'une explosion de violence ethnique - on l'a vu, en octobre, lors de l'incursion des rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) venus d'Ouganda. Pas question, pour ces régimes « aux pieds d'argile » de progresser d'un pas trop vite. En Tanzanie, la libéralisation économique n'a pas provoqué de virage politique. Quant au Kenya, secoué par de sanglantes émeutes en février et juillet 1990, il a, après un bref flottement, décidé de durcir le bras. L'aide militaire de Washington, suspendue après l'arrestation d'opposants favorables au multipartisme, a été débloquée pour remédier à la situation de la capitale Nairobi.

En Afrique de l'Est, l'heure de l'ouverture à la démocratie est loin d'avoir sonné. Le Burundi et le Rwanda demeurent à la merci d'une explosion de violence ethnique - on l'a vu, en octobre, lors de l'incursion des rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) venus d'Ouganda. Pas question, pour ces régimes « aux pieds d'argile » de progresser d'un pas trop vite. En Tanzanie, la libéralisation économique n'a pas provoqué de virage politique. Quant au Kenya, secoué par de sanglantes émeutes en février et juillet 1990, il a, après un bref flottement, décidé de durcir le bras. L'aide militaire de Washington, suspendue après l'arrestation d'opposants favorables au multipartisme, a été débloquée pour remédier à la situation de la capitale Nairobi.

En Afrique de l'Est, l'heure de l'ouverture à la démocratie est loin d'avoir sonné. Le Burundi et le Rwanda demeurent à la merci d'une explosion de violence ethnique - on l'a vu, en octobre, lors de l'incursion des rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) venus d'Ouganda. Pas question, pour ces régimes « aux pieds d'argile » de progresser d'un pas trop vite. En Tanzanie, la libéralisation économique n'a pas provoqué de virage politique. Quant au Kenya, secoué par de sanglantes émeutes en février et juillet 1990, il a, après un bref flottement, décidé de durcir le bras. L'aide militaire de Washington, suspendue après l'arrestation d'opposants favorables au multipartisme, a été débloquée pour remédier à la situation de la capitale Nairobi.

En Afrique de l'Est, l'heure de l'ouverture à la démocratie est loin d'avoir sonné. Le Burundi et le Rwanda demeurent à la merci d'une explosion de violence ethnique - on l'a vu, en octobre, lors de l'incursion des rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) venus d'Ouganda. Pas question, pour ces régimes « aux pieds d'argile » de progresser d'un pas trop vite. En Tanzanie, la libéralisation économique n'a pas provoqué de virage politique. Quant au Kenya, secoué par de sanglantes émeutes en février et juillet 1990, il a, après un bref flottement, décidé de durcir le bras. L'aide militaire de Washington, suspendue après l'arrestation d'opposants favorables au multipartisme, a été débloquée pour remédier à la situation de la capitale Nairobi.

En Afrique de l'Est, l'heure de l'ouverture à la démocratie est loin d'avoir sonné. Le Burundi et le Rwanda demeurent à la merci d'une explosion de violence ethnique - on l'a vu, en octobre, lors de l'incursion des rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) venus d'Ouganda. Pas question, pour ces régimes « aux pieds d'argile » de progresser d'un pas trop vite. En Tanzanie, la libéralisation économique n'a pas provoqué de virage politique. Quant au Kenya, secoué par de sanglantes émeutes en février et juillet 1990, il a, après un bref flottement, décidé de durcir le bras. L'aide militaire de Washington, suspendue après l'arrestation d'opposants favorables au multipartisme, a été débloquée pour remédier à la situation de la capitale Nairobi.

En Afrique de l'Est, l'heure de l'ouverture à la démocratie est loin d'avoir sonné. Le Burundi et le Rwanda demeurent à la merci d'une explosion de violence ethnique - on l'a vu, en octobre, lors de l'incursion des rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) venus d'Ouganda. Pas question, pour ces régimes « aux pieds d'argile » de progresser d'un pas trop vite. En Tanzanie, la libéralisation économique n'a pas provoqué de virage politique. Quant au Kenya, secoué par de sanglantes émeutes en février et juillet 1990, il a, après un bref flottement, décidé de durcir le bras. L'aide militaire de Washington, suspendue après l'arrestation d'opposants favorables au multipartisme, a été débloquée pour remédier à la situation de la capitale Nairobi.

En Afrique de l'Est, l'heure de l'ouverture à la démocratie est loin d'avoir sonné. Le Burundi et le Rwanda demeurent à la merci d'une explosion de violence ethnique - on l'a vu, en octobre, lors de l'incursion des rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) venus d'Ouganda. Pas question, pour ces régimes « aux pieds d'argile » de progresser d'un pas trop vite. En Tanzanie, la libéralisation économique n'a pas provoqué de virage politique. Quant au Kenya, secoué par de sanglantes émeutes en février et juillet 1990, il a, après un bref flottement, décidé de durcir le bras. L'aide militaire de Washington, suspendue après l'arrestation d'opposants favorables au multipartisme, a été débloquée pour remédier à la situation de la capitale Nairobi.

En Afrique de l'Est, l'heure de l'ouverture à la démocratie est loin d'avoir sonné. Le Burundi et le Rwanda demeurent à la merci d'une explosion de violence ethnique - on l'a vu, en octobre, lors de l'incursion des rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) venus d'Ouganda. Pas question, pour ces régimes « aux pieds d'argile » de progresser d'un pas trop vite. En Tanzanie, la libéralisation économique n'a pas provoqué de virage politique. Quant au Kenya, secoué par de sanglantes émeutes en février et juillet 1990, il a, après un bref flottement, décidé de durcir le bras. L'aide militaire de Washington, suspendue après l'arrestation d'opposants favorables au multipartisme, a été débloquée pour remédier à la situation de la capitale Nairobi.

En Afrique de l'Est, l'heure de l'ouverture à la démocratie est loin d'avoir sonné. Le Burundi et le Rwanda demeurent à la merci d'une explosion de violence ethnique - on l'a vu, en octobre, lors de l'incursion des rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) venus d'Ouganda. Pas question, pour ces régimes « aux pieds d'argile » de progresser d'un pas trop vite. En Tanzanie, la libéralisation économique n'a pas provoqué de virage politique. Quant au Kenya, secoué par de sanglantes émeutes en février et juillet 1990, il a, après un bref flottement, décidé de durcir le bras. L'aide militaire de Washington, suspendue après l'arrestation d'opposants favorables au multipartisme, a été débloquée pour remédier à la situation de la capitale Nairobi.

En Afrique de l'Est, l'heure de l'ouverture à la démocratie est loin d'avoir sonné. Le Burundi et le Rwanda demeurent à la merci d'une explosion de violence ethnique - on l'a vu, en octobre, lors de l'incursion des rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) venus d'Ouganda. Pas question, pour ces régimes « aux pieds d'argile » de progresser d'un pas trop vite. En Tanzanie, la libéralisation économique n'a pas provoqué de virage politique. Quant au Kenya, secoué par de sanglantes émeutes en février et juillet 1990, il a, après un bref flottement, décidé de durcir le bras. L'aide militaire de Washington, suspendue après l'arrestation d'opposants favorables au multipartisme, a été débloquée pour remédier à la situation de la capitale Nairobi.

En Afrique de l'Est, l'heure de l'ouverture à la démocratie est loin d'avoir sonné. Le Burundi et le Rwanda demeurent à la merci d'une explosion de violence ethnique - on l'a vu, en octobre, lors de l'incursion des rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) venus d'Ouganda. Pas question, pour ces régimes « aux pieds d'argile » de progresser d'un pas trop vite. En Tanzanie, la libéralisation économique n'a pas provoqué de virage politique. Quant au Kenya, secoué par de sanglantes émeutes en février et juillet 1990, il a, après un bref flottement, décidé de durcir le bras. L'aide militaire de Washington, suspendue après l'arrestation d'opposants favorables au multipartisme, a été débloquée pour remédier à la situation de la capitale Nairobi.

En Afrique de l'Est, l'heure de l'ouverture à la démocratie est loin d'avoir sonné. Le Burundi et le Rwanda demeurent à la merci d'une explosion de violence ethnique - on l'a vu, en octobre, lors de l'incursion des rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) venus d'Ouganda. Pas question, pour ces régimes « aux pieds d'argile » de progresser d'un pas trop vite. En Tanzanie, la libéralisation économique n'a pas provoqué de virage politique. Quant au Kenya, secoué par de sanglantes émeutes en février et juillet 1990, il a, après un bref flottement, décidé de durcir le bras. L'aide militaire de Washington, suspendue après l'arrestation d'opposants favorables au multipartisme, a été débloquée pour remédier à la situation de la capitale Nairobi.

En Afrique de l'Est, l'heure de l'ouverture à la démocratie est loin d'avoir sonné. Le Burundi et le Rwanda demeurent à la merci d'une explosion de violence ethnique - on l'a vu, en octobre, lors de l'incursion des rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) venus d'Ouganda. Pas question, pour ces régimes « aux pieds d'argile » de progresser d'un pas trop vite. En Tanzanie, la libéralisation économique n'a pas provoqué de virage politique. Quant au Kenya, secoué par de sanglantes émeutes en février et juillet 1990, il a, après un bref flottement, décidé de durcir le bras. L'aide militaire de Washington, suspendue après l'arrestation d'opposants favorables au multipartisme, a été débloquée pour remédier à la situation de la capitale Nairobi.

AFRIQUE

Les balbutiements du multipartisme

Suite de la première page

Une chose est sûre : le club des adeptes du multipartisme à tout crin a perdu, en un an, le gros de ses adhérents.

En Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest, on ne compte plus guère que le Ghana, la Guinée-Equatoriale, la Mauritanie et le Centrafrique, parmi les rares régimes restés insensibles aux vents d'Est de 1989 ou au zéphyr béni de 1990. Dans les trois premiers cas, le silence assourdissant de la rue témoigne de l'absence d'une éventuelle opposition.

En Guinée-Equatoriale, la « pratique acceptée » de la tutelle par le gouvernement - selon l'expression d'Amnesty International - semble suffisamment dissuasive. Les contradicteurs potentiels sont jetés au cachot, contraints au silence ou à l'exil. Dans son dernier rapport, l'organisation humanitaire évoque les multiples sévices auxquels plusieurs dizaines d'opposants ont été exposés depuis dix ans. Malgré les critiques de plus en plus vives de l'Eglise catholique, le président Obiang Nguema tient solidement les rênes. « Le monolithisme politique reste la seule voie du contraire », a-t-il répété, en novembre.

L'idée d'un gouvernement civil, à laquelle certains se cramponnent, est un héritage colonial !, a tranché le président ghanéen Jerry Rawlings, fin décembre, lors du neuvième anniversaire de son putsch. En Mauritanie, les seules manifestations de rue qu'auraient connues Nouakchott ont été celles, vite dispersées, des partisans du président Saddam Hussein.

La démocratie serait-elle vouée, comme semble le penser le président centrafricain, le général André Kolingba, à « exercer plus pleinement dans les Etats forts » ? Curieux aveu... « Nous ne devons pas avancer sous la pression des gens qui ne lui ont jamais tenu le langage du cœur », ajoutait, fin novembre, le successeur de Jean-Bedel Bokassa.

Car, malgré les pressions officielles de Paris, malgré les appels répétés de l'opposition et les émeutes qui ont suivi dans les rues de Bangui, le président Kolingba n'en demeure pas : « Le multipartisme viendra en son temps ». Proclamer l'ouverture des Etats forts ? Curieux aveu... « Nous ne devons pas avancer sous la pression des gens qui ne lui ont jamais tenu le langage du cœur », ajoutait, fin novembre, le successeur de Jean-Bedel Bokassa.

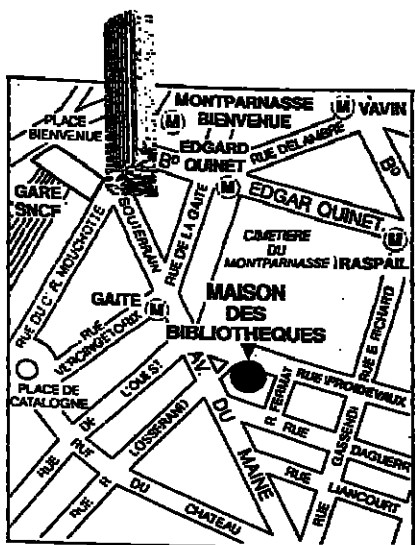
D'aucuns tiennent que lui ont pour tant, très vite, fini par être pris dans l'engrenage de la démocratisation. C'est le cas au Zimbabwe, où le président Robert Mug

50 من لاصح

• Le Monde • Mercredi 13 mars 1991 7

La maison des BIBLIOTHEQUES

61, RUE FROIDEVAUX - PARIS 14^e



ET DANS
NOS
30
MAGASINS

A PARIS

61, rue Froidevaux - 75014

"en Montparnasse" (à 300 m de la gare)
Ouvert le lundi de 14 h à 19 h 30 et
du mardi au samedi inclus de 9 h 30 à
19 h 30 sans interruption.

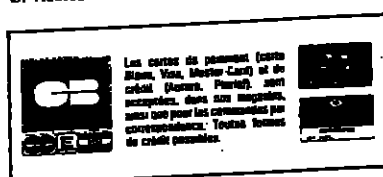
RER: Denfert-Rochereau - Métro: Denfert-
Rochereau - Gâté - Edgar-Quinet - Bus:
28, 38, 58, 68 - SNCF: Gare Montparnasse.

ARPAJON 91290: 33, Route Nationale 20 (200 m
avant la sortie Arpajon-centre). Tél.: 04.80.05.47.
VERSAILLES 78000: 84-70, rue des Chantiers.
Tél.: 39.53.66.09.

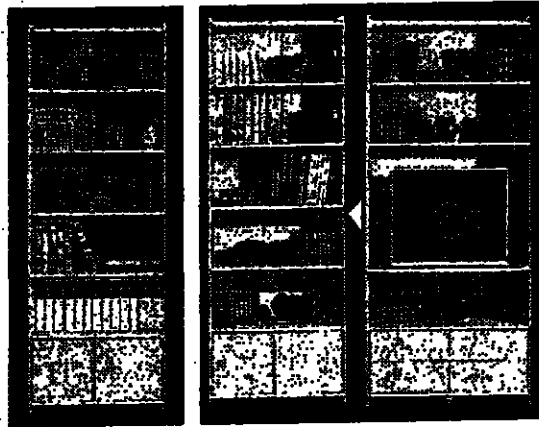
BIARRITZ 64200: 11, rue des Halles. Tél.:
58.24.08.74 - BORDEAUX 33000: 10, rue Bou-
fard. Tél.: 58.44.39.42 - BRIVE 19100 (Point
Expo): 30, rue Louis-Latrade. Tél.: 56.74.07.82 -
CHATEAUX-LE-PONCHONNET 36300: Equi-
pespace - La Forêt, route de la Châtre. Tél.:
54.07.21.22 - CLERMONT-FERRAND 63000:
22, rue S. Clemenceau. Tél.: 73.53.97.06 - DIJON
21000: 100, rue Monge. Tél.: 80.45.02.45 - DRE-
UILLE 93300 (Point Expo): 25, rue de St-
Hermentaire. Tél.: 94.87.33.10 - GENÈVE
1200: 53, rue Saint-Laurent. Tél.: 76.42.55.75 -
LILLE 59000: 88, rue Esquermoise. Tél.:
20.55.69.35 - LIMOGES 87000: 57, rue Jules-
Mortier. Tél.: 55.79.15.42 - LYON 69001: 8, rue
de la République (métro Hôtel-de-Ville/Louis-
Pradel). Tél.: 78.28.38.51 - MARSEILLE 13000:
100, rue Paradis (métro Estrangin). Tél.:
91.37.60.54 - MONTPELLIER 34000: 8, rue
Séane (près gare). Tél.: 67.58.19.32 - NANCY
54000: 8, rue St-Michel (près St-Epvre). Tél.:
83.32.84.84 - NANTES 44000: 15, rue Gambetta
(près rue Coulanders). Tél.: 40.74.59.35 - NICE
06000: 2, rue Ottenbach. Tél.: 93.88.04.55 -
ORLÉANS - FLEURY-LES-AUBRAIS 45400:
13, rue André-Dessaux - RN 20 Nord. Tél.:
38.73.83.76 - PERPIGNAN 66000: Km 3, route de
Prades (zone commerciale). Tél.: 88.55.39.92 -
POITIERS 86000: 42, rue du Moulin-à-Vent. Tél.:
49.41.68.46 - QUIMPER 29000 (Point Expo):
17, av. de la Libération. Tél.: 98.90.63.39 - REIMS
51100 (Point Expo): 39 bis, av. de Paris. Tél.:
26.04.09.01 - RENNES 35100: 16, quai Emile-Zola
(près du musée). Tél.: 95.79.55.39 - ROUEN
76000: 43, rue des Chantrilles. Tél.: 35.71.98.22 -
SAINT-ETIENNE 42100: 40, rue de la Montat.
Tél.: 77.25.91.46 - STRASBOURG 67000: 11, rue
des Bouchers. Tél.: 88.36.73.78 - TOULOUSE
31000: 1, rue des Trois-Renards (près place
St-Sernin). Tél.: 61.22.82.40 - TOURS 37000:
5, rue Henri-Barbusse (près des halles).
Tél.: 47.28.63.66.

Magasins régionaux ouverts du mardi au samedi inclus.

• CRÉDITS PERSONNALISÉS (après acceptation de crédit)
• DÉV. GRATUITS • EXPÉDITIONS TRIANGO DANS TOUTE
LA FRANCE • REPRISE EN CAS DE NON CONVIENANCE.

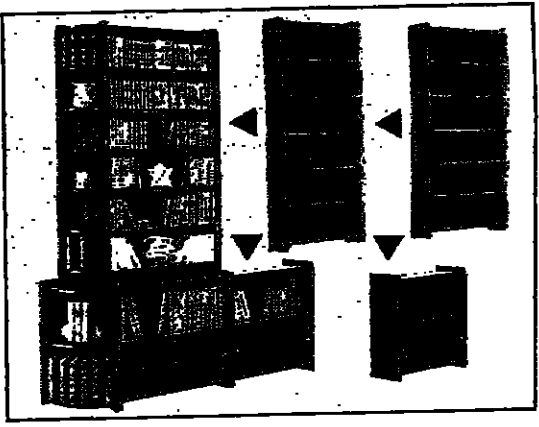
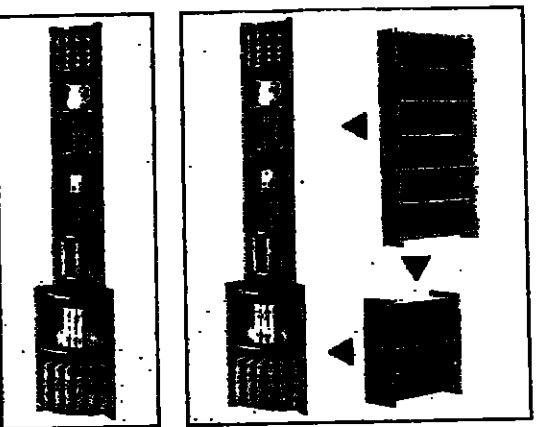


présente en permanence le plus grand choix de
BIBLIOTHEQUES JUXTAPERPOSABLES®
pouvant former des ensembles à la mesure
de vos besoins, de votre espace, de votre budget



PAR SIMPLES
JUXTAPOSITION
ET
SUPERPOSITION

SANS FIXATION MURALE
DONC
AISEMENT DEMONTABLES
DEMEGEABLES A VOLONTE
ET AGRANDISSABLES
AU FIL DU TEMPS
ET SUIVANT VOS BESOINS.



Exemples de créations avec la ligne "STANDARD"
A gauche, bibliothèque de coin salon/salle à manger, en frêne
clair, composée de 6 éléments juxtaposés. A droite, bibliothèque
avec TV incorporée et portes coulissantes en partie basse, en aca-
jou, composée de 10 éléments superposés et juxtaposés. La ligne
"STANDARD" est la ligne la plus vendue et toujours suivie depuis
plus de 30 ans.

DEMANDE DE CATALOGUE
24 H/24 SUR ENREGISTREUR
☎ (1) 43.20.73.33

La maison des
BIBLIOTHEQUES



NOUVEAU CATALOGUE GRATUIT

J'aimerais recevoir gratuitement et sans aucun engagement de ma
part votre catalogue: 92 pages toutes en couleurs, avec photos,
dimensions, teintes et essences, la contenance et le prix précis de
chaque modèle. Merci. (MD97)

☐ M. ☐ Mme NOM PRÉNOM
☐ Mlle
ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

PROFESSION TEL.

Coupon à envoyer à la Maison des Bibliothèques 75680 Paris Cedex 14

EUROPE

ALLEMAGNE

Démission surprise du maire de Francfort

BONN

de notre correspondant

Le maire de Francfort-sur-le-Main, M. Volker Hauff (SPD), a annoncé lundi 11 mars qu'il avait décidé de se démettre de ses fonctions. Il avait été élu en mai 1988 à la tête d'une coalition des sociaux-démocrates et des Verts, qui avait battu la CDU qui dirigeait depuis dix ans la métropole financière de l'Allemagne.

Cette décision a surpris tous les milieux, y compris les plus proches collaborateurs de M. Volker Hauff, comme son adjoint aux affaires multiculturelles, M. Daniel Cohn-Bendit. L'ancien leader de la révolte étudiante de mai 1968 semble sincèrement désemparé du retrait de M. Hauff : « C'est un coup dur porté à une équipe municipale où la collaboration entre les sociaux-démocrates et les Verts avait pris un caractère exemplaire », nous a-t-il déclaré. Le maire de Francfort a jeté l'éponge car il estime « humainement insupportable » les pressions exercées sur lui par l'organisation locale du SPD. La goutte d'eau qui a fait déborder le vase a été la prétention de la section de Francfort du parti de lui imposer la nomination de sa présidente, M^{me} Anita Breithaupt, comme adjointe aux affaires sociales.

L. R.

AUTRICHE : auteur de l'escroquerie du « Lucona »

M. Udo Proksch a été condamné à vingt ans de prison

VIENNE

de notre correspondant

La cour d'assise de Vienne a condamné lundi 11 mars Udo Proksch, principal protagoniste de l'affaire du Lucona, à vingt ans de prison pour le meurtre de six matelots du cargo Lucona, tentative de meurtre et escroquerie à l'assurance. Son co-accusé, M. Johann Edelmaier, ancien officier de l'armée autrichienne, accusé d'avoir procuré à M. Proksch 200 kilos d'explosifs dérobés aux dépôts de l'armée, a été acquitté.

L'aventurier Proksch, cinquante-six ans, natif d'un village de la société viennoise des années 70, avait assuré le fret du cargo Lucona, une installation de traitement d'uranium - en réalité de la ferraille repeinte - pour la valeur de 212 millions de schillings (106 millions de francs) auprès de la compagnie d'assurances autrichienne Bundesländer. Le cargo a coulé le 23 janvier 1977 dans l'océan Indien à la suite d'une forte explosion criminelle entraînant la mort de six douze membres de l'équipage.

Le procès s'est ouvert fin janvier 1990. Il a connu son point culminant dans la recherche de l'épave du cargo Lucona retrouvée le 6 février dernier par la firme américaine spécialisée Essopart par une profondeur de plus de 4 000 mètres au large des Maldives. La recherche de l'épave, principale pièce à conviction, aura coûté à l'Etat autrichien quelques 23 millions de schillings. Dans son réquisitoire, le procureur de la République avait estimé qu'« ouvrir ce procès était déjà un succès pour la justice de ce pays, qui a réussi à s'opposer à l'arrogance cynique du pouvoir ». Le procureur avait passé en revue tous ceux qui avaient, depuis 1983, tenté d'entraver les poursuites judiciaires, dont notamment trois anciens ministres socialistes.

L'enquête sur le dossier Lucona a été ouverte en 1983 après une série de procès civils opposant la compagnie d'assurances Bundesländer à Udo Proksch, qui réclamait le paiement de l'indemnité. L'assurance avait engagé un détective privé pour mener des recherches et avait finalement déposé plainte contre Udo Proksch. Ce dernier, personnage rocambolesque, à la fois et à la fois avec une bonne partie de la classe dirigeante, notamment socialiste, fondateur du Club 45, la « loge rouge » de Vienne, a su largement profiter de ses relations pour longtemps échapper à la justice. En mars 1988 seulement, un nouveau ministre de la Justice, M. Egmont Foregger, qui n'appartenait à aucun parti politique, avait donné le feu vert aux poursuites. Après une fuite en Asie puis un retour dans des circonstances non éclaircies en Autriche, Udo Proksch fut arrêté le 2 octobre 1989 à l'aéroport de Vienne. Le verdict ne met que provisoirement fin au plus grand scandale politico-financier de l'après-guerre : Udo Proksch a immédiatement fait appel contre le jugement.

WALTRAUD BARYLI

ESPAGNE

M. Gonzalez remanie son cabinet

M. Felipe Gonzalez a formé, lundi 11 mars, son cinquième gouvernement depuis son arrivée au pouvoir en décembre 1982. Six ministres partent, six autres arrivent et deux autres changent de fonction au sein d'un cabinet de dix-huit membres. Il s'agit d'un remaniement limité mais le nouveau gouvernement apparaît plus indépendant du Parti

socialiste, et davantage dominé par les partisans de l'ouverture au centre. C'est ainsi que l'on peut interpréter le changement le plus spectaculaire : l'ascension à la vice-présidence de M. Narcis Serra, ministre de la défense. M. Serra, pragmatique et homme au-dessus des factions, fait désormais figure de dauphin.

Nouveau vice-président

M. Narcis Serra, l'homme qui a maté l'armée

MADRID

de notre correspondant

M. Narcis Serra sait surprendre son monde. Qui aurait cru que cet homme aux allures de père tranquille - qui, un comble, n'a jamais effectué son service militaire - allait mener à bien l'une des tâches les plus redoutables qui attendent les socialistes à leur arrivée au pouvoir : mettre au pas les turbulentes forces armées espagnoles ? Avec sa barbe fournie, ses lunettes d'intellectuel, son air distrait, sa passion pour les livres, son ton posé et nasillard, M. Serra ressemble davantage, à première vue, à un universitaire perdu dans ses réflexions philosophiques qu'à un meneur d'hommes, surtout d'hommes en uniforme.

L'étonnement n'en fut que plus grand lorsque M. Felipe Gonzalez fit de lui en décembre 1982 le ministre de la défense du premier gouvernement socialiste. Un défi assurément, quelques semaines après qu'une nouvelle tentative de putsch ait été déjouée par les autorités. Le royaume et le grogne régnant dans les casernes face à l'arrivée au pouvoir de ceux que le régime franquiste avait désignés, durant quarante ans, comme « les roches ».

Rien ne semblait d'ailleurs, à première vue, désigner M. Serra pour cette tâche délicate. Né en 1943 à Barcelone dans les milieux de la bourgeoisie catalane, cet homme qui sait incarner plus que tout autre la modération parut un bref instant tenté par le radicalisme. Étudiant en sciences économiques, il fut l'un des fondateurs d'un groupuscule gauchiste, le Front ouvrier de Catalogne, qui combattait les syndicats officiels phalangistes dans les facultés de Barcelone.

Mais cette fougue de jeunesse fut passagère. Un travail à la Chambre de commerce de Barcelone, ainsi que deux ans d'études à la London School of Economics, le convertirent au pragmatisme et à la social-démocratie. Il devint membre de Convergence socialiste de Catalogne, l'une des formations qui adhèrent par la suite au PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol). En 1979, il sera élu premier maire socialiste de Barcelone, une fonction qui lui permettra de faire preuve de ses talents de sage gestionnaire et de lancer la candidature de sa ville aux Jeux olympiques de 1992.

Tenu de troquer du jour au lendemain son tranquille bureau d'édile pour l'atmosphère martiale des casernes, il va tenir le pari. Pour s'imposer parmi les centurions, il ne dispose que d'un atout, qu'il va cependant utiliser à fond : l'autorité que lui assurent les dix millions de voix qui viennent d'obtenir les socialistes dans les urnes. Une autorité dont il n'hésite pas à faire preuve pour faire taire, au nom de la discipline, les voix militaires discordantes.

Maintien dans l'OTAN

Dans un premier temps, il s'agit pour lui de prendre la mesure des forces armées, avant de commencer à les réformer en profondeur. Avec un objectif prioritaire : intégrer définitivement l'institution militaire au sein des structures démocratiques, la soumettre une fois pour toutes au contrôle du pouvoir civil. Fini le temps où les militaires revendiquaient le droit de fonctionner de manière autonome ! Dorénavant, le gouvernement aura son

mot à dire dans les promotions, les affectations. Désormais, pour progresser il faut également faire preuve de ses capacités. C'est l'introduction de la compétitivité dans les casernes !

En outre, M. Serra modifie de fond en comble le déploiement d'une armée jusque-là habituée à raisonner en termes d'ennemi intérieur. L'institution militaire, dorénavant, aura pour objectif de veiller au grain aux frontières, au lieu de se concentrer aux alentours des grandes villes espagnoles pour contrôler ses propres concitoyens. Décidé à convaincre définitivement les militaires espagnols que l'ennemi potentiel se trouve bien au dehors et non au dedans, M. Serra sera l'un des plus chauds partisans du maintien de son pays dans l'OTAN, d'une manière, à ses yeux, d'intégrer de manière irréversible les militaires espagnols dans la mouvance des pays démocratiques européens.

Suite précisée à cette profonde transformation, la tâche de M. Serra avait elle aussi progressivement changé de nature au fil de la décennie. « J'ai conservé le même ministère, mais avec d'autres fonctions », aime-t-il affirmer. La priorité consistait à aborder avec ses collègues étrangers l'insertion de l'Espagne dans le système de défense occidentale, de définir sa position face aux grands problèmes de stratégie internationale. Il était devenu, à cet égard, un ministre de la défense comme les autres. Ce qui, d'une certaine manière, résume bien son succès. Un succès qui pourrait peut-être lui ouvrir la porte, demain, aux plus hautes fonctions.

THIERRY MALINIAK

La composition du nouveau gouvernement

Président : M. Felipe Gonzalez ; Vice-président : M. Narcis Serra ; Affaires étrangères : Francisco Fernandez Ordóñez ; Défense : M. Julian Garcia Vargas ; Intérieur : M. José Luis Corcuera ; Economie : M. Carlos Sochaga ; Travail et sécurité sociale : M. Luis Martinez Noval ; Administra-

tion publique : M. Juan Manuel Equigay ; Industrie, commerce et tourisme : M. Claudio Aranzadi ; Education et science : M. Javier Solana ; Culture : M. Jordi Solé Tura ; Justice : M. Tomas de la Quadra Salcedo ; Santé : M. Julian Garcia Valverde ; Travaux publics et transports :

M. José Borrell ; Agriculture : M. Pedro Solbes ; Relations avec le Parlement : M. Virgilio Zapatero ; Affaires sociales : M. Matilde Fernandez ; Porte-parole du gouvernement : M^{me} Rosa Conde.

Les nouveaux ministres ou ceux qui ont changé de portefeuille sont signalés par un *.

LE FUTUR COMPOSÉ

Salon de l'Étudiant

13/14/15/16/17 MARS. Paris Grande Halle de la Villette

choisir ses études et son métier

L'HERMÈS Editeur Td. (1) 46 34 07 70

Outils de

ANGLAIS COMMERCIAL ET ÉCONOMIQUE

énoncés - fiches techniques - corrigés sélectionnés

par Gérard PERROUD et Michèle GRENIER

Diffusion MEDILIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS

ICELANDAIR

Islande

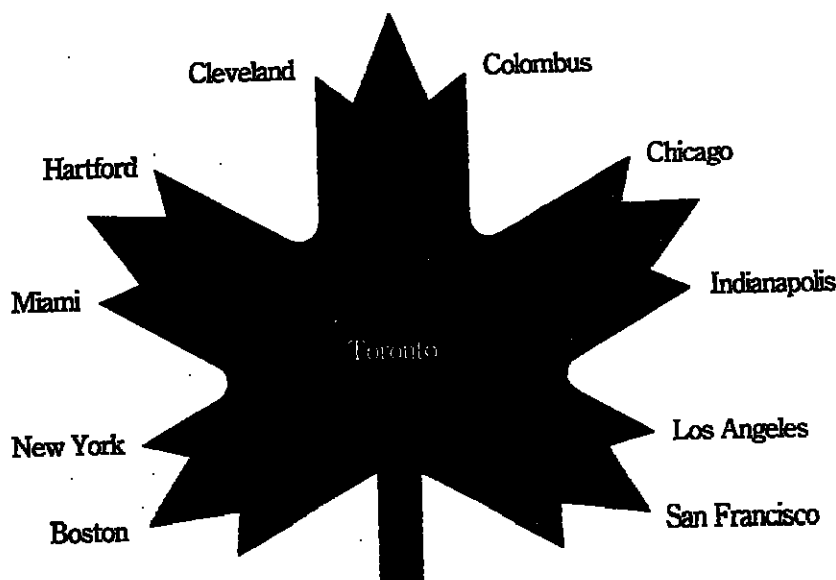
le secret le mieux gardé de l'Europe

ALANTOURS vous propose de découvrir votre ISLANDE... Voyages individuels, location de 4x4, randonnées à pied, à vélo de montagne, à cheval, circuits accompagnés avec hébergement à l'hôtel, etc.

Demandez la brochure ALANTOURS "DESTINATION ISLANDE" à votre agent de voyage ou 5, rue Danielle Casanova 75001 Paris Tél. : (1) 42 96 59 78 un vrai spécialiste de l'Islande

ALANTOURS

Vous ne pouvez plus ignorer que Toronto est le nouveau centre des Etats-Unis !



Il fallait y penser !

Passer par Toronto au lieu de s'obstiner sur New York. Nous assurons un vol direct pour Toronto plusieurs fois par semaine. Réalisez que vous aller vous retrouver aux portes de l'Amérique, et tout en restant dans le Terminal Air Canada,

franchir très rapidement les douanes pour le Canada et les USA. Quand d'autres piétièreront à New York, vous aurez déjà redécouvert en direction des plus grandes villes des États-Unis en savourant tranquillement le plaisir d'un service chaleureux et efficace, spécialement conçu

pour assurer un confort maximum aux hommes d'affaires. Les États-Unis via Toronto : une bonne inspiration.

UNE BOUFFÉE D'AIR FRAIS

Air Canada

AMÉRIQUES

CANADA : le congrès du Parti libéral québécois

Le courant « souverainiste »
marque des points

MONTREAL

de notre correspondante

Les quelque trois mille militants du Parti libéral du Québec, réunis à l'occasion de leur vingt-cinquième congrès, les 9 et 10 mars à Montréal, ont accepté massivement, et presque sans modification, le nouveau programme du parti. Ce programme, qui fait la part belle aux revendications nationalistes en faveur d'une autonomie presque totale du Québec (la compétence exclusive d'Ottawa se limite à quelques domaines, dont la défense et les douanes), remplace l'ancien, devenu caduc depuis l'échec de l'accord du lac Meech, qui devait reconnaître un statut « distinct » à la Belle Province, en échange de sa signature de la Constitution du Canada (le Monde du 31 janvier).

Volonté d'un changement
en profondeur

Un amendement, présenté au nom de la tendance fédéraliste, et ayant comme objectif de considérer ce programme comme « une simple base de négociation avec le reste du Canada », a été repoussé par plus des deux-tiers des délégués. Le ministre des affaires municipales et ancien chef du parti, M. Claude Ryan, qui soutenait cet amendement, a quitté la salle du congrès en signe de protestation, amèrement déçu. Pour ceux

qui seraient tentés d'y voir une victoire de la tendance « souverainiste » au sein du Parti libéral, le premier ministre, Robert Bourassa, a pris soin de souligner, dans un discours modéré, dimanche 11 mars, qu'il s'agissait d'un message « d'une grande fermeté mais sans dogmatisme » et d'une manifestation exprimant « la volonté d'un changement en profondeur des relations Québec-Canada ».

Cette résolution des militants du parti ne devrait pas altérer la marge de manœuvre du gouvernement. Le premier ministre, en effet, a rappelé qu'il attendait les résultats de la commission parlementaire élargie sur l'avenir du Québec, attendus d'ici la fin du mois de mars, avant de saisir son cabinet des stratégies qu'il entend adopter pour obtenir d'Ottawa les pleins pouvoirs désirés.

Le gouvernement fédéral du premier ministre conservateur, M. Brian Mulroney, n'a plus, en principe, que dix-huit mois devant lui, selon l'échéance imposée le week-end dernier par les militants libéraux, pour satisfaire « aux exigences de résultats » du gouvernement libéral québécois : « un Québec autonome dans une structure fédérale » ou, en cas de nouveau refus, « un Québec souverain dans une structure confédérale ». (Intérim.)

ETATS-UNIS

Le gouverneur démocrate de Louisiane
passe chez les républicains

Première conséquence politique de la victoire du républicain George Bush dans le Golfe ? En dignes successeur de Ronald Reagan dont l'élection avait en 1980 entraîné de nombreuses défections dans le clan démocrate, M. Bush vient de faire son premier converti. Et de taille, puisqu'il s'agit du gouverneur démocrate de Louisiane, Buddy Roemer, considéré il y a peu, non seulement comme un des jeunes espoirs de son parti, mais comme le prototype de cette pépinière de démocrates d'un nouveau type (moins « dépensiers » et plus réalistes) qui devaient contribuer à créer un « nouveau Sud ».

« Après plus de dix ans dans la vie politique, je me suis rendu compte que c'est le parti républicain qui est le plus ouvert aux idées nouvelles, aux nouvelles pensées, aux gens nouveaux, le plus ouvert à l'esprit d'équipe et à la création d'opportunités », a déclaré M. Roemer, lundi 11 mars, en annonçant publiquement son intention de changer de camp.

Décision qui devait être immédiatement récompensée par l'envoi d'une invitation du président à se rendre à la Maison Blanche. M. Roemer, a toutefois reconnu que la soudaine prise de conscience politique qu'il avait précédé sa spectaculaire conversion, n'avait pas été étrangère à certaines préoccupations électorales, son siège de gouverneur venant à renouvellement en novembre prochain. Et force est de reconnaître qu'à l'heure actuelle les démocrates ont beaucoup d'ennemis et pas beaucoup d'amis.

ASIE

VIETNAM : responsable du quotidien « Nhan Dan »

Pour « trahison », M. Bui Tin
a été exclu du Parti communiste

Le colonel Bui Tin, rédacteur en chef adjoint du *Nhan Dan*, organe du PCV, a été exclu du mouvement et relevé de ses fonctions pour avoir « trahi le parti par ses activités et ses discours à travers les radios et la presse étrangères », a annoncé jeudi 7 mars l'agence officielle vietnamienne, installée à Paris depuis l'automne dernier, ce héros de la guerre du Vietnam était le fils d'un des plus hauts dignitaires de l'empire d'Annam rallié à Ho Chi Minh.

Depuis son arrivée en France, M. Tin était devenu l'un des dissidents vietnamiens les plus en vue. Personnalité bien connue dans son pays, il avait rendu publique en novembre dernier son opposition au régime de conservatisme dans une *Pétition du citoyen*.

« Langue de bois
terrible »

La mesure disciplinaire prise contre lui intervient à un moment où le PCV vient de décider de reporter d'un mois quelques semaines son prochain congrès, en raison, a-t-il dit au Monde, de l'impossibilité de faire valoir par ses militants le projet de programme politique qui leur a été soumis.

Selon M. Tin, cette sanction, prise il y a un mois, « n'est pas conforme aux statuts du PCV », car elle a été décidée par le comité du

parti de son journal, contrairement aux vœux de la cellule dans laquelle il militait. Il s'agit pour les dirigeants conservateurs au pouvoir de « décourager les intellectuels et la jeunesse » par une « sorte de répression ». Le premier a l'avoir accusé de « trahison » a été le ministre de l'intérieur, M. Mai Chi Tho, le frère de Le Duc Tho. Mais M. Tin affirme que ses idées réformatrices bénéficient d'un large soutien parmi l'intelligentsia. Elles s'inscrivent aussi dans la ligne de la pétition rendue publique à Ho Chi Minh-Ville par un autre intellectuel, l'écrivain Nguyen Khac Vien (le Monde du 5 mars).

Le débat sur le projet de rapport politique a été si intense, nous a-t-il déclaré, que le PCV a été contraint de renoncer pour le moment à sa publication dans la presse. Ce programme, caractérisé par sa « langue de bois terrible », son « maotisme complet » est aujourd'hui largement dépassé. « C'est comme si l'on avait écrit il y a trente ou quarante ans. Il est rempli de grands mots, parle encore de victoire historique. » En tout cas, la décision du PCV de chasser de ses rangs un militant historique au nom du monolithisme de la dictature du prolétariat paraît bien anachronique au moment où le monde communiste se désagrége.

P. de B.

POLITIQUE

En créant l'association « Demain la France »

MM. Pasqua et Séguin veulent « dynamiser l'opposition »
et « hâter l'alternance »

MM. Charles Pasqua et Philippe Séguin réunissent, mercredi 13 mars à Paris, l'assemblée constitutive d'une nouvelle association, *Demain la France*, qui entend réunir des personnalités politiques aussi bien que des responsables économiques, des universitaires et des représentants du monde culturel. Plusieurs autres groupements se créent, d'autre part, dans la famille politique gaulliste.

Lorsqu'ils avaient contesté la direction du RPR et le comportement de M. Chirac, MM. Pasqua et Séguin avaient proclamé, le 11 janvier 1990, leur volonté d'être les moteurs de « la rénovation dans le gaullisme ». Bien qu'ils aient été hostiles aux « courants », qui avaient reçu une reconnaissance statutaire, ils en avaient eux-mêmes constitué un. Pour un nouveau rassemblement, fort des quelques 30 % des voix qu'ils avaient recueillies aux élections nationales du RPR le 11 février suivant.

Depuis lors, comme le souhaitait M. Pasqua, M. Chirac est « remonté sur son cheval » et, surtout, les militants du RPR ont mal accueilli ceux qui pouvaient diviser leur mouvement, car s'ils acceptent que MM. Chirac et Pasqua aient des tempéraments différents, ils ne les conçoivent que comme complémentaires.

Or les querelles de chefs, étalées au grand jour et souvent mal comprises, ont été perçues comme des rivalités de personnalités plus que comme un combat idéologique, et elles ont donné une impression de désordre que, par tradition, les militants gaullistes reprochent. M. Pasqua, conscient de cette évo-

lution, s'est gardé d'aller trop loin. Il a décidé de demeurer au sein des instances du RPR et de mettre son courant « en veilleuse », voire de le laisser s'éteindre de lui-même, comme cela s'est produit, d'ailleurs, pour les autres tentatives. La création de l'association *Demain la France*, naît ainsi de la volonté de créer un nouveau rassemblement, répond, selon le sénateur des Hauts-de-Seine, à un autre souci (le Monde du 9 mars 1991). Sans aucun lien institutionnel avec le RPR, cette association fait appel à des élus des partis de l'opposition et, aussi, à des personnalités non engagées dans les structures actuelles, mais résolument hostiles aux socialistes.

M. Pasqua veut, dit-il, en faire « un observatoire recueillant les avis des milieux professionnels, économiques ou culturels et, aussi, un laboratoire pour tester des idées et préparer des projets qui permettraient de dynamiser l'opposition et de hâter l'alternance ». Il souhaite que *Demain la France* se distingue des clubs devenus classiques et dont les liens avec les partis politiques sont trop étroits, comme le club *Perspectives et Réalités* du parti au Parti républicain et à M. Valéry Giscard d'Estaing, ou le Club 89 par rapport au RPR et à M. Chirac. M. Pasqua affirme qu'il fera preuve d'« esprit acuminé », afin de suppléer au déficit du débat d'idées que connaissent actuellement les partis de l'opposition. Les premiers travaux auxquels se consacreront son association devraient porter sur l'identité nationale, sur l'éducation et la réforme universitaire et sur un projet social.

MM. Pasqua et Séguin ne seront que « membres d'honneur » du comité directeur de cette association, qui sera présidée par

M^{me} Denise Flouzat, ancien recteur de l'académie d'Orléans, professeur d'économie à Paris-1 et spécialiste des problèmes de l'Asie. Parmi les vingt et un membres du comité directeur figurent six parlementaires RPR, MM. Etienne Pinte, François Fillon et Frank Borotra, députés, ainsi que Mme Hélène Missoffe et MM. Jean Chantant et André-Georges Voisin, sénateurs. Cette initiative — et la présence de parlementaires RPR dont le « chiraquisme » n'a pas été la qualité essentielle depuis quelques mois — montre assez clairement que M. Pasqua, s'il n'entend pas rompre avec son parti, souhaite, néanmoins, développer une activité politique plus indépendante que celle qu'il avait conduite, pendant des années, dans le sillage de M. Chirac.

M. Toubon veut
« informer les citoyens »

Le président du groupe RPR du Sénat se défend, cependant, avec force, de toute arrière-pensée concurrente, et il a tenu le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, informé de son projet. Son initiative a aussi pour objet, sinon reconnu, du moins censuré, de tenter de récupérer la fraction de l'électorat RPR qui s'est laissé séduire par le Front national et qui, aujourd'hui, serait déçue par M. Jean-Marie Le Pen et prête à retourner au bercail. Il s'agit, également, de retrouver un électorat populaire déçu par la gauche et qui serait en déshérence. C'est pour cette raison que M. Pasqua veut développer un projet social que n'a pu réaliser le gouvernement Chirac de 1986 à 1988, car il était, alors, trop absorbé par les réformes économiques de M. Edouard Balladur, que M. Pas-

qua approuve, mais qu'il juge déséquilibrées en raison de cette insuffisance.

Si la mode a été, naguère, aux clubs, elle est, aujourd'hui, aux associations. M. Jacques Toubon, député de Paris, maire du treizième arrondissement, ancien secrétaire général du RPR, a créé la sienne, l'Association pour l'information des citoyens. Dans le premier numéro de sa « Lettre », il ne cite ni le sigle du RPR, ni le nom de M. Chirac. Et, comme pour manifester une certaine indépendance, il attaque avec une vigueur plus grande que ne l'ont fait les instances officielles de son mouvement la politique étrangère de M. François Mitterrand. Il se propose, en outre, de régler le conflit du Golfe en proposant, « avant le 2 août, un plan de paix français ». Il s'en prend avec vivacité aux socialistes, qui permettent « au secteur public de développer des activités spéculatives ».

L'éclosion d'associations nouvelles dans la mouvance gaulliste s'accompagne du réveil de quelques groupements qui s'étaient mis en sommeil, au risque de se livrer, aujourd'hui, à une concurrence fratricide sous couvert d'émulation. Ainsi, après le mouvement Solidarité-participation et l'Union des jeunes pour le progrès, voilà l'Union des démocrates pour le progrès, que préside M. Paul Auréli, ainsi que l'Union pour la société de participation, que préside M. Maurice Annage, le président d'honneur étant M. Jacques Godfrain, député (RPR) qui, tout en étant proche de M. Chirac, se réfère au gaullisme social de feu l'Union démocratique du travail et la « nouvelle société » de M. Jacques Chaban-Delmas.

ANDRÉ PASSERON

La préparation de la convention du PS

M. Chevènement et ses amis entendent travailler
à l'élaboration du « projet » socialiste

M. Pierre Mauroy a adressé aux dirigeants du Parti socialiste un projet de texte en vue de la convention nationale du parti, qui doit se réunir les 6 et 7 avril. Ce texte, qui ne sera pas soumis au vote des militants, devait être discuté et adopté par le bureau exécutif mercredi 13 mars. Le courant Socialisme et République de M. Jean-Pierre Chevènement a décidé de ne pas proposer lui-même de texte, tandis que M. Jean Poperen et ses amis ont rendu publique une « contribution aux débats ».

La convention nationale du PS sera « ordinaire » à tous les sens — statutaire et politique — du terme. Ainsi en ont décidé les dirigeants du parti, convaincus que l'heure de la clarification et des éventuels recensements n'est pas arrivée (le Monde du 10 mars). Le projet de déclaration adressé par M. Mauroy, à la fin de la semaine dernière, aux membres du secrétariat national, représente une synthèse sans apertures du bilan à la fin de la conduite suivie, par la direction du parti pendant la crise du

Golfe et des projets qu'elle propose de défendre dans les mois à venir.

Réunis, le 10 mars, à Paris, les cent vingt-deux membres du conseil politique de Socialisme et République, le courant de M. Chevènement, ont résolu de se consacrer désormais à la préparation du futur « projet » du parti. Ils vont préparer, d'ici le mois de septembre prochain, un « texte d'orientation », qui sera leur contribution à ce travail. Des commissions sont chargées de réfléchir sur cinq thèmes : la construction européenne, la coopération Nord-Sud, la politique économique et sociale, les institutions et la défense, une réunion du collectif national du courant étant prévue pour juin.

« Trouver les modalités
d'une paix durable »

A ses amis, l'ancien ministre de la défense a expliqué que la « refondation » du PS, qu'il avait jugée nécessaire (le Monde daté 3-4 mars), passe, précisément, par le travail sur le projet, dont l'un des responsables du courant, M. Michel Charret, est l'animateur au secrétariat national

du PS. Ainsi, la répartition des rôles souhaitée par plusieurs membres du courant — MM. Jean-Marie Bodec, maire de Mulhouse, et Jean-Paul Planchou, député de la Seine-et-Marne, aussi bien que M. Pierre Guidoni, chargé des relations internationales au secrétariat national du PS, — a-t-elle été entérinée par le conseil politique. Désormais, Socialisme et République s'efforcera d'autant plus de s'intégrer à l'action collective du parti — et, par conséquent, à la « synthèse » qui associe tous les courants à sa direction — que M. Chevènement, à la tête du club République moderne, mène une action personnelle, dirigée, plutôt, vers l'extérieur du PS.

De leur côté, les amis de M. Jean Poperen, ministre des relations avec le Parlement, qui avaient souhaité que la convention d'avril fit l'occasion d'un débat de fond sur les conceptions internationales du parti, ont rendu publique, lundi, une « contribution aux débats », dans laquelle ils analysent la guerre du Golfe et ses conséquences. Face à l'« expansionnisme classique, accompagnant une volonté de puissance politique » de l'Irak, « il faut résister », soulignent-ils, mais ils ajoutent que « la défaite militaire et morale de Saddam Hussein doit entraîner une « paix onusienne », sous peine d'accroître l'idée d'une « paix américaine », imposée par le gendarme du monde ».

« Maintenant que le droit international a prévalu, il s'agit bien de trouver les modalités d'une paix durable dans cette région », estiment les amis de M. Poperen, en soulignant que « la première nécessité est l'organisation de la sécurité collective de tous les peuples vivant au Moyen-Orient ». Pour parvenir à cet objectif, ils proposent qu'une « conférence des pays du Moyen-Orient, sous l'égide de l'ONU », prépare une « réduction contrôlée des armements dans la région et l'abandon totale des armes chimiques, biologiques et nucléaires », et qu'une « deuxième conférence » ait « pour objet la résolution des problèmes qui restent en suspens ». « Aujourd'hui, estiment les popérenistes, la réalité économique et sociale du monde résulte d'un écart grandissant entre nations industrialisées et pays pauvres. Ces déséquilibres permanents et grandissants dans la répartition de la richesse conduisent au désespoir ».

P. J.

Dans l'Aisne

Les quatre derniers
conseillers généraux
communistes
rompent avec le PCF

LAON

de notre correspondant

Il n'y a plus de groupe communiste au conseil général de l'Aisne. Les quatre conseillers qui le formaient, MM. Roland Renard (cantons de Saint-Simon), Serge Montigny (Saint-Quentin), Yvan Rojo (Rohain), et Jacques Hurreme (Péron-Tardennes), ont décidé, lundi 11 mars, de former désormais le Groupe des élus progressistes de l'Aisne. Trois de ces quatre élus n'avaient pas vu leur carte du parti renouvelée par la fédération communiste.

Cette décision marque le dénouement d'un long désaccord avec l'appareil, notamment sur l'appréciation de la chute des régimes de l'Est. « Le monde bouge, les anciennes certitudes n'ont plus cours. Les évolutions, les bouleversements qui secouent l'humanité et, particulièrement, les pays de l'Est nous conduisent à réexaminer en profondeur notre politique », observent les contestataires, en estimant que « le dernier congrès du PCF, loin s'en faut, n'a pas répondu aux questions que se posent les hommes et les femmes de progrès ».

Trois de ces conseillers représentent le bassin industriel saint-quentinois, l'un des derniers bastions du communisme picard. En 1979, avec onze élus, le PCF disposait du groupe le plus important au conseil général.

J.-P. BARRATTE-SORIN

le journal mensuel
de documentation politique
après-demain

Fondé par la Ligue
des droits de l'homme
(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LES INTÉGRISMES
ET LES FEMMES

Envoyer 80 F (timbres à 2,30 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolère, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 160 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économies, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro)

هكذا من الرجال

55 ذ ر م ن ل ا م ن

SOCIÉTÉ

Le Monde • Mercredi 13 mars 1991 11

iser l'opposition

M. Michel Delebarre à « L'heure de vérité »

Le ministre de la ville entend lutter contre « les privilèges, le conservatisme et la bonne conscience »

M. Michel Delebarre, ministre de la ville, était, lundi soir 11 mars, l'invité de « L'heure de vérité » sur Antenne 2. Il a expliqué son action en faveur des quartiers les plus déshérités, à la veille de l'adoption par le conseil des ministres d'un projet de loi destiné à lutter contre la ségrégation dans l'habitat.

La ville est le miroir de toutes les difficultés de la société. M. Michel Delebarre a tenté de faire passer cette conviction tout au long de « L'heure de vérité », résumant son souci de justice, de rééquilibrage des ressources entre les communes riches et les communes pauvres, et illustrant sa méthode : meilleure coordination des actions de terrain, relance de la vie associative, meilleure répartition du travail des fonctionnaires, effort particulier en faveur de la sécurité, solidarité entre les élus, etc.

« Je crois que si on n'est pas prêt à toucher à un certain nombre de privilèges, de conservatisme et de bonne conscience », a affirmé M. Delebarre, pour dire « Écoutez on ne peut plus continuer comme ça », si on ne fait pas en sorte de résoudre ces problèmes demain, c'est l'ensemble de la société urbaine qui explosera. »

Le ministre de la ville a notamment souligné la disparité des ressources qui existe entre Paris et sa banlieue et la nécessité de la corriger par les mécanismes prévus par le projet de loi (prochainement en discussion à l'Assemblée nationale) sur la dotation globale de fonctionnement : « Plus d'un milliard de francs arrivent chaque année dans les caisses de la Ville de Paris, qui viennent du travail des gens qui font la navette (entre Paris et la banlieue) », a expliqué M. Delebarre. Ajoutant : « Il faut faire un effort de péréquation (...). Nous allons prendre un peu d'argent à Paris et, pour la région parisienne, nous prendrons de l'argent à une cinquantaine de communes pour en donner à une centaine qui sont en difficulté (...). Ce qu'on va prendre aux communes de l'Île-de-

France ne représente pas 2 % de la capacité fiscale des collectivités d'Île-de-France ».

M. Delebarre a évoqué son autre projet de loi portant sur la lutte contre la ségrégation dans l'habitat : « Cette loi va donner aux collectivités locales et, si elles ne le font pas, aux préfets des possibilités de faire en sorte qu'il y ait du foncier disponible pour construire des logements sociaux. » Prenant à nouveau l'exemple de la Ville de Paris, il a dit : « On peut, dans une discussion avec la Ville, trouver les moyens de mettre en œuvre une politique de construction de logement social, avec l'aide bien entendue de l'État. On peut le faire certes sur table... On perd cette idée que le

gouvernement ou l'État veut du mal à la Ville de Paris. Nous ne lui voulons que du bien, et quand on souhaite développer la mixité dans les logements à Paris, c'est parce qu'on veut que la Ville de Paris, capitale de la France, soit diversifiée dans son occupation. Je suis convaincu que cela peut être expliqué à tout le monde. Et compris. »

La mise en œuvre de cette politique de la ville passe par une meilleure coordination de l'effort de l'État et une répartition nouvelle des fonctionnaires : « Je souhaite », a dit M. Delebarre, qu'au moins d'avril des arbitrages puissent être rendus sur les primes supplémentaires pour les fonctionnaires qui sont dans les quartiers

difficiles, avec des modalités de poursuite de carrière plus avantageuses des lors qu'ils auront passé un certain nombre d'années au service de la population qui en a le plus besoin. La grandeur de la fonction publique et du service public, a conclu le ministre de la Ville, c'est de rendre service à ceux qui en ont le plus besoin. »

A propos de la sécurité enfin, évoquant l'ilotage policier à Paris (voir par ailleurs), M. Delebarre a affirmé que cette expérience n'allait pas tarder à s'étendre. « Je suis convaincu, a-t-il dit, que dans les deux ou trois ans, on peut faire en sorte que l'ilotage existe dans les principales villes de France et dans les quartiers les plus difficiles. »

La politique du quotidien

par Thierry Bréhier

La politique a, parfois, son « Heure de vérité » à la télévision. La politique, au-delà de celle des petites phrases et des jeux d'appareil, celle que définit l'étymologie de ce beau mot : les affaires de la cité. La performance est réjouissante pour tous ceux qui désespèrent de voir les Français avoir une si piètre opinion de la fonction politique et de l'image qu'en donnent certains médias. N'est-ce pas le meilleur moyen de réconcilier les citoyens et les politiques que de montrer aux premiers que les seconds ne s'intéressent pas seulement à la lutte pour le pouvoir, mais qu'ils peuvent aussi se passionner pour ce qui fait le quotidien de leurs électeurs et de leurs auditeurs ?

Le sujet mériterait une telle réussite. La France a trop longtemps baigné dans sa tradition rurale pour ne pas avoir le plus grand mal à s'adapter à une civilisation urbaine. C'est pourtant, dorénavant, dans ses villes que se joue son avenir, là aussi que se cumulent les plus sérieuses de ses

difficultés : l'immigration, l'exclusion, le chômage. Pour aider les Français à faire ce saut culturel, pour éviter que des banlieues ne deviennent vraiment des ghettos, il était temps, plus que temps, que le gouvernement se saisisse réellement du dossier. Et il fallait sans doute pour le traiter un homme comme M. Michel Delebarre.

Pour réussir, il lui faut se montrer pédagogue. Il l'a fait avec brio lundi soir. Mais cela ne saurait suffire. Il lui faudra aussi montrer que, dans ce vieux pays de juristes et d'administrateurs, un ministre sans fonctionnaires et sans pouvoir réglementaire peut gouverner. Il y va de l'avenir de la société française, mais aussi de celui de M. Delebarre. Réussir cette mission, à la fois la plus difficile actuellement et probablement la plus importante pour les années à venir, permettrait à ce Flamand, venu à Paris dans les fourgons de M. Pierre Mauroy, de postuler pour des postes plus prestigieux. Mais, pour cela, il lui faut aussi prouver que s'il est un

technicien il peut être un politique.

Le ministre de la ville a fait plus que montrer le bout de l'oreille. Oui, l'action qu'il mène peut être, doit être consensuelle, mais il est ravi de constater que dans les banlieues en difficulté c'est plutôt à la gauche que les électeurs font confiance. Surtout, il n'a pas manqué les occasions qui lui étaient offertes pour s'en prendre à la gestion du maire de Paris. Il n'est pas mauvais, pour un socialiste ambassadeur, de montrer que M. Jacques Chirac défend les intérêts de sa ville et non ceux de la région et de la nation ; de laisser entendre que le président du RPR donne la priorité à la défense des avantages acquis de ceux qui sont déjà des privilégiés par la qualité de la vie et la faiblesse des impôts locaux, plutôt qu'à la satisfaction des besoins essentiels des moins chanceux. En démocratie, la politique, au sens étroit du terme, est inséparable de la gestion de la cité.

Polémique entre le ministre de l'intérieur et le maire de Paris

M. Marchand développe l'ilotage dans la capitale

M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur, a manifesté sa volonté de développer l'ilotage dans la capitale en lançant, lundi 11 mars dans le treizième arrondissement, cette méthode de surveillance de la voie publique dont bénéficient déjà les onzième, douzième et dix-huitième arrondissements. Recevant le même jour une quinzaine de policiers-ilotiers dans ses appartements de l'hôtel Beauvau, M. Marchand n'a pas caché son opposition aux projets de la Ville de Paris en matière policière.

Paris devrait continuer à être la seule commune de France où le maire ne dispose d'aucun des pouvoirs de police, tous concentrés dans les mains du préfet de police. A propos de la création d'une police municipale à Paris, évoquée par M. Jacques Chirac (le Monde du 28 novembre), le ministre de l'intérieur a en effet affirmé que « l'ilotage à Paris est, de très loin, préférable à la création d'une police municipale, car il maintient toutes les garanties de la police d'État dans la capitale ».

Le ministre de l'intérieur a révisé, sur fond de polémique engagée par la majorité municipale à propos des statistiques de la délinquance à Paris, que « le nombre des faits criminels et délictuels constatés dans la capitale a diminué de 5 %, en comparant février 1991 à février 1990 ». Non sans rappeler que, déjà, « la délinquance avait été stabilisée, l'an dernier, avec une hausse de 1 % par rapport à 1989 ».

Un statut particulier

Le 4 mars, le conseil parisien de sécurité et de prévention de la délinquance, siégeant à l'hôtel de ville, s'était pourtant inquiété d'une évolution qui ne constitue, selon lui, qu'une « moindre croissance », après la forte hausse de 1989 (+ 7,5 %). A quoi le préfet de police, M. Pierre Verbrugghe, rétorque aujourd'hui

que « le niveau de la criminalité et de la délinquance à Paris n'est guère différent en 1990 (298 000 faits constatés) de ce qu'il était en 1981 (310 000 faits) ».

A la principale revendication de la ville - confier au maire des pouvoirs de police municipale ainsi que le préconise une proposition de loi adoptée en mai au Sénat - le ministre de l'intérieur a répondu d'une façon tout aussi catégorique : « Il faut un statut particulier à une capitale. Paris a déjà ce statut, et c'est celui de la préfecture de police. » M. Marchand ne s'est pas privé de citer un de ses prédécesseurs, M. Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur du gouvernement Chirac en 1975, au sujet des « attributions de police » à Paris : « La gestion et la responsabilité du préfet de police doivent demeurer entières et ne doivent pas être partagées. » A ce jeu des citations, la Ville de Paris peut, elle, évoquer le « programme commun de gouvernement » de la gauche, en 1973 - « un statut démocratique de la Ville de Paris conduira à y aligner l'organisation des forces de police sur celle des autres villes ».

Le préfet de police n'est pas disposé à répondre favorablement à la demande, exprimée par le conseil de Paris le 11 décembre, de mettre en place une commission paritaire mairie-préfecture chargée d'examiner les questions de sécurité (le Monde du 13 décembre). Aussi le conseil de Paris devrait-il mettre à exécution, lors de sa réunion du 25 mars, sa menace de ne pas voter la subvention municipale au budget spécial de la préfecture de police (920 millions de francs), consacré aux personnels administratifs, aux sapeurs-pompiers et aux « perches ». Dans ces conditions, M. Pierre Verbrugghe se dit prêt à aller devant la chambre régionale des comptes afin d'obtenir la reconduction de ce budget. Ce qui devrait, à court terme, poser des problèmes de trésorerie à la préfecture de police de Paris.

ERICH INCIVAN

En achetant APPLE ou COMPAQ chez KA, vous éviterez de laisser quelques plumes...



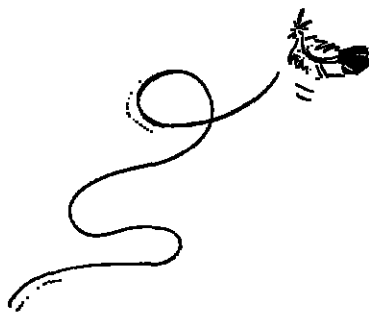
Chez ceux qui refusent de voir qu'il existe plusieurs constructeurs.

Chez KA, on vous conseille Apple ou Compaq en toute objectivité suivant vos besoins.



Chez ceux qui vous laissent le bec dans l'eau.

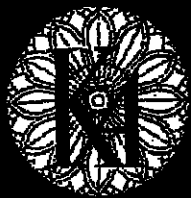
Chez KA, notre "hot line" vous permet de résoudre tous vos problèmes de maintenance et de logiciels.



Chez ceux qui ne font pas le poids.

Chez KA, 60 personnes sont à votre service pour vous conseiller et vous suivre personnellement.

KA, c'est aussi : une équipe de professionnels en réseaux locaux Novell, un département "formation" et les prix d'un des plus grands spécialistes Apple et Compaq.



L'INFORMATIQUE DOUCE
spécialiste Apple & Compaq

11 RUE MAGELLAN 75008 PARIS
TEL. 01 47 23 72 00 FAX 01 47 26 21 28
SAU CAPITAL DE 12 000 000 F
OUVERT DU LUNDI AU
VENDREDI DE 10H À 18H
PARKING GEORGE V

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

Le manteau bizarre de Garrett

Le sous-marin français Nautilus a effectué dans le Pacifique la première exploration d'une des failles transformantes les plus complexes de la planète

«DES éboulis énormes, partout, qui traduisent bien la sismicité importante de la faille transformante Garrett. Un volcanisme récent et actuel et des roches du manteau supérieur d'un type tout à fait inhabituel. Roger Hékinian, le géologue de l'IFREMER (Institut français de la mer) qui a dirigé, du 4 janvier au 8 février, la campagne Garrett (1), est vraiment passionné par son sujet. Il est vrai que l'exploration de la faille Garrett par le petit sous-marin Nautilus et la caméra vidéo remorquée Scampi constitue une « première ».

Une fois faites les analyses des 500 kilos de roches remorquées par le Nautilus au cours de ses dix-neuf plongées, une fois étudiées les 10 000 photos sous-marines prises dans la faille, nul doute que la campagne Garrett marquera une étape importante dans la connaissance de la dynamique de notre planète.

Depuis près de vingt-cinq ans, on sait que la surface de la Terre est faite d'une mosaïque de plaques rigides de lithosphère. Cette lithosphère, épaisse en moyenne de soixante-dix kilomètres, est composée : sa partie inférieure est la couche la plus superficielle du manteau (2) ; sa partie supérieure est, soit de la croûte continentale (environ trente kilomètres d'épaisseur) faite de roches acides - du granite en simplifiant -, soit de la croûte océanique (environ six kilomètres d'épaisseur) faite de roches basiques (basaltes) et ultra-basiques (périodites).

Les plaques océaniques ont la particularité de se renouveler constamment : elles se créent dans l'axe médian des dorsales subocéaniques

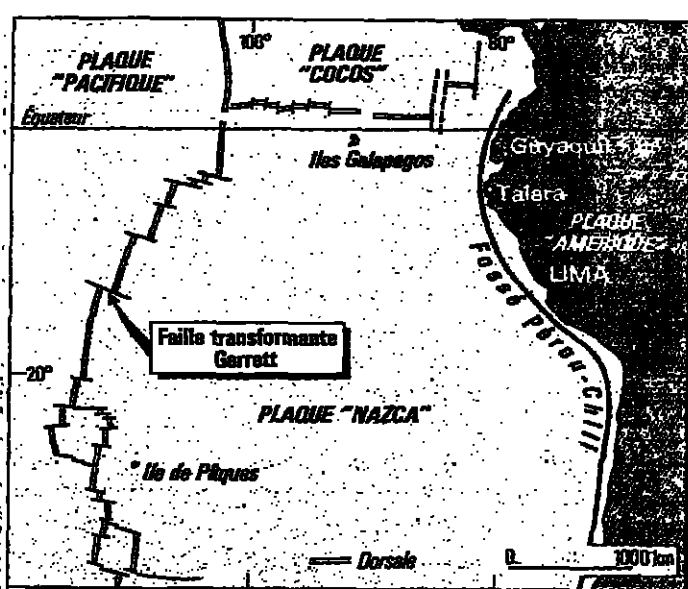
ou monte du matériau venu des profondeurs du manteau ; elles disparaissent en plongeant sous leur voisine. Ce renouvellement ayant pour conséquence de faire bouger toutes les plaques - océaniques et continentales, ces dernières étant purement passives - les unes par rapport aux autres, c'est ce qu'on appelle la tectonique des plaques.

La création, c'est-à-dire la mise en place, dans les axes médians des dorsales subocéaniques, du matériau constitutif des plaques océaniques fait que les deux plaques voisines s'écartent l'une de l'autre en sens opposé et symétrique par rapport à l'axe des dorsales. La disparition d'une plaque océanique (la subduction) sous sa voisine fait que l'une et l'autre se rapprochent. Mais la géométrie sphérique - n'oublions pas que la Terre est à peu près ronde - impose à deux plaques voisines une troisième sorte de mouvement relatif : le frottement ou cisaillement. Cela se produit dans les failles transformantes dont chaque côté glisse horizontalement en sens inverse de son voisin d'en face (3).

Rapidité et profondeur exceptionnelles

Bien entendu, tous les mouvements relatifs des plaques ne se font pas aisément : ils sont donc à l'origine de la quasi-totalité des tremblements de terre. Tout comme l'activité à l'axe des dorsales et la subduction (matérialisée par les grandes fosses océaniques) sont responsables de la quasi-totalité du volcanisme mondial.

La faille transformante Garrett a été repérée, il y a une dizaine d'années, lors d'une campagne océanographique américaine. Dès sa découverte, elle a retenu l'attention des



scientifiques car elle est exceptionnelle à plus d'un titre. Elle décale de 130 kilomètres, deux segments de la dorsale du Pacifique Sud-Est qui est la plus rapide du monde et qui sépare les plaques Pacifique et Nazca : là, en effet, se créent en moyenne, chaque année, une quinzaine de centimètres (7,5 centimètres) de chaque côté de l'axe médian de la dorsale océanique. En outre, avec ses 5 084 mètres, elle est l'une des failles transformantes les plus profondes de tout le Pacifique.

De 1985 à 1987, une équipe de l'université de Rhode-Island (Etats-Unis) a dressé, depuis un bateau de surface, grâce à un sonar très perfectionné (le Seabeam), la carte topographique détaillée du fond de la

faille Garrett. Ainsi, les plongées du Nautilus ont-elles eu un bon guide. En outre, le Nautilus, le navire de l'IFREMER, qui met en œuvre le Nautilus, a utilisé pour la première fois et à trois reprises le Scampi, une grosse caméra vidéo (une tonne dans l'air) remorquée par un câble électroporteur. Les images du Scampi, reçues en temps réel sur le Nautilus, ont été fort utiles pour « affiner » le choix des zones où devait plonger le Nautilus.

Bien entendu, l'interprétation des innombrables informations recueillies lors des plongées du Nautilus en est au stade tout à fait préliminaire. Mais on sait déjà que la faille Garrett est plus complexe qu'une faille

transformante classique. Est-ce à cause de la rapidité de la dorsale ? Est-ce aussi à cause des mouvements généraux des plaques Pacifique et Nazca ? On ne peut encore trancher. Mais il est sûr que, dans la faille Garrett, il y a tout à la fois cisaillement et ouverture. Si bien que le fond de la faille transformante Garrett est long de 130 kilomètres et large de vingt-cinq à trente kilomètres. Non seulement les deux plaques glissent l'une contre l'autre, mais encore elles se sont amincies et écartées l'une de l'autre, comme si elles s'étaient « désolidarisées », selon la formule de Roger Hékinian. Elles ont ainsi laissé la place de se manifester à un volcanisme très actif, très récent et même actuel, probablement, aussi, très particulier par la composition des laves émises (celles-ci sont en cours d'analyse).

Etranges laves

Pour le moment, on attribue cette étrangeté des laves de la faille Garrett au fait que les bords des deux plaques étant amincies, le manteau est plus proche qu'il ne l'est habituellement de la base d'une faille transformante. Lorsque le matériau monte du manteau pour aller créer la nouvelle lithosphère océanique, il est soumis, par sa seule montée, à des conditions décroissantes de température et de pression. Dans le magma, très chaud et très liquide, se produisent donc, au cours de la montée, des phénomènes physico-chimiques de fusion partielle et de cristallisation fractionnée au cours desquels les éléments de la « soupe » initiale se séparent les uns des autres (le Monde du 18 avril 1990).

Sous la faille Garrett, le matériau n'a à franchir qu'une courte distance

pour se retrouver en surface. Les phénomènes physico-chimiques classiques n'ont pas le temps de s'y produire. D'où ces roches bizarres qui forment la nouvelle lithosphère océanique et que le Nautilus a permis de voir sur la tranche de plusieurs gigantesques marches d'escalier totalisant quelques cinquantaines de mètres de haut.

La faille Garrett ne doit pas être seule de son espèce. La même dorsale du Pacifique Sud-Est est décalée plus au nord par d'autres longues failles transformantes. Mais, pour le moment, Garrett est la seule à avoir été explorée *in situ*. Actuellement le Nautilus et le Nadir viennent de repartir pour « Nautiperc », une autre mission dans le Pacifique. Du 7 mars au 22 avril, le petit sous-marin de l'IFREMER va descendre une quarantaine de fois dans le grand fossé qui longe la côte du Pérou et du Chili, là où la plaque Nazca plonge sous l'Amérique du Sud, c'est-à-dire sous la plaque « Améri- que ».

YVONNE REBEYROL

(1) Ont participé à la campagne Garrett neuf chercheurs et techniciens de l'IFREMER, de l'Institut de physique du globe de Paris, de l'université de Bretagne occidentale, de l'université Laval (Québec).

(2) Le manteau de la Terre, épais de 2 900 kilomètres, est situé entre le noyau et la croûte de notre planète. A part ses cinquante à soixante kilomètres les plus superficiels qui constituent la base de la lithosphère rigide, le manteau se comporte, à l'échelle des temps géologiques, comme un fluide visqueux.

(3) La faille de San-Andrés, la plus célèbre des failles transformantes, parcourt tout l'ouest de la Californie, du fond du golfe de Californie jusqu'au cap Mendocino. Ses « sauts » répétés sont à l'origine des violents tremblements de terre qui secouent de temps à autre cet Etat américain.

Lumière de jouvence

Le laser a trouvé un nouveau débouché : le nettoyage des statues

ON l'utilisait déjà pour des tâches aussi diverses que la microchirurgie et la désaturation des ribles aux bombes et aux missiles « intelligents », la lecture des disques numériques et les essais de fusion thermonucléaire. Des chercheurs du Laboratoire de recherche des monuments historiques (LRMH), à Champs-sur-Marne (Seine-et-Marne), viennent d'étendre le champ d'action du laser au nettoyage des sculptures de pierre et d'autres ouvrages anciens délicats, comme les vitraux ou les pièces métalliques corrodées.

Face à une œuvre de pierre souillée par les intempéries, la pollution atmosphérique ou la cohabitation avec les pigeons, les restaurateurs de monuments historiques ne disposent, jusqu'à présent, que d'outils très classiques. Hormis le lavage à l'eau claire, ils utilisaient généralement le « micro-sablage ». Une technique similaire à celle qui sert au décapage des façades d'immeubles anciens, mais adaptée aux sujets fragiles : le jet puissant de sable et d'eau y est remplacé par un stylet projetant une fine poudre d'alumine sous faible pression.

Une énergie colossale

Ces systèmes offrent de nombreux inconvénients, explique M^{me} Geneviève Oriol, du LRHM. L'eau s'infiltre dans la pierre, ce qui entraîne des risques de détérioration en cas de gel. Le micro-sablage donne des résultats remarquables, mais il est d'un maniement assez délicat. Malgré toutes les précautions, il est pratiquement impossible de limiter strictement l'action du jet à l'élimination des salissures, et la surface de la pierre est un peu attaquée. Même s'il s'agit le plus souvent d'une « micro-abrasion », visible seulement au microscope, les dégâts n'en sont pas moins réels. Ils sont encore plus gênants dans le cas des vitraux, où le nettoyage par micro-sablage entraîne inévitablement un dépolissage en surface du verre.

De plus, explique M^{me} Oriol, quand la pierre est très altérée, elle peut devenir extrêmement friable, au point de tomber en poussière au moindre choc. Il est alors nécessaire de la consolider par imprégnation de résine avant tout nettoyage, ce qui rend encore plus difficile : les billes microscopiques projetées par micro-sablage ont tendance à « glisser » à la surface de la résine, et n'ont plus aucun effet



Le laser respecte parfaitement la surface de la pierre à nettoyer.

sur les salissures qui y sont incrustées.

Le laser, qui a fait ses preuves en chirurgie oculaire pour des opérations particulièrement délicates sur la cornée ou la rétine, constituerait évidemment une solution séduisante. Ce « jet » de lumière très énergétique agit en effet avec beaucoup de précision, mais sans « contact » physique avec la matière, autre que le choc des photons, les particules constitutives de la lumière. Le résultat est spectaculaire. Le faisceau frappe les concrétions noires qui maculent la statue, avec un crépitemment caractéristique qui cesse brusquement dès que la pierre est à nu.

Contrairement aux apparences, les salissures ne sont pas carbonisées par le jet de lumière. « Les impulsions du laser « Yag déclenché » que nous utilisons sont extrêmement brèves, de l'ordre du milliardième de seconde, explique M. Riboulet, de la société BMI, fabricant de l'appareil. La puissance relativement faible du faisceau devient colossale quand elle est rassemblée sur ce laps de temps. L'impulsion est trop courte pour chauffer le matériau, et

vous pourriez placer votre main devant le rayon sans aucun dommage. En revanche, l'énergie dégagée par l'impact des photons est telle que la couche de salissures est décollée localement, exactement comme une feuille de papier se soulève quand vous frappez la table sur laquelle elle est posée. » On peut d'ailleurs discerner très distinctement une petite colonne de poussière qui « remonte » le long du faisceau. « L'onde de choc traverse ensuite la pierre, même la plus friable, sans aucun dommage », ajoute M. Riboulet.

Un instrument unique au monde

Le nettoyage au laser d'un masque de la taille d'un visage humain ne dure pas plus de dix minutes. L'examen au microscope électronique démontre que la surface de la pierre n'est absolument pas altérée, alors qu'elle présente, après micro-sablage, de minuscules craquelures causées par l'impact des microbilles d'alumine. D'après les premiers essais réalisés en laboratoire, l'efficacité est tout aussi

bonne pour la restauration des vitraux que des pièces métalliques oxydées.

Ce résultat n'a pas été obtenu d'emblée. Les premiers tests furent réalisés par M^{me} Oriol et M. Gaudillet, de l'IFREPA, avec un laser « Yag pulsé », dont les impulsions étaient plus longues (de l'ordre de la milliseconde). Les salissures étaient bien éliminées, et le faisceau parvenait même à effacer les graffitis au feutre ou à la peinture aérosol. Hélas ! la pierre s'échauffait et devait être refroidie par vaporisation d'eau. Quant aux vitraux, ils étaient sous l'effet du « choc thermique ».

C'est pour résoudre ces problèmes que M^{me} Oriol a fait appel à la société BMI, fabricant de lasers pour l'industrie et les laboratoires. Après de multiples tâtonnements, le « Yag déclenché » commercialisé par ailleurs par BMI pour le contrôle non destructif des matériaux métalliques dans l'industrie, s'est révélé comme étant le mieux adapté.

Les quelques recherches du même type connues - notamment les travaux menés à Venise par un chercheur américain, M. John Asmus - traitent toujours sur les problèmes d'échauffement rencontrés au départ par M^{me} Oriol. Le LRHM et la société BMI ont donc mis au point un appareil apparemment unique au monde. BMI envisage d'en commercialiser une version portable pouvant être utilisée sur les chantiers de restauration des cathédrales, par exemple, mais la tâche est moins facile qu'il n'y paraît. Ce matériel assez coûteux (probablement plusieurs centaines de milliers de francs) ne pourra raisonnablement être mis en œuvre que dans le cadre de restaurations fines et, estime M. Riboulet, le marché est assez limité : guère plus d'une vingtaine de machines par pays.

Afin de surmonter ce handicap, une association baptisée Protolaser a été créée. Ses membres - des représentants du LRHM, de l'administration du ministère de la culture et de la société BMI - voudraient convaincre des sponsors d'acquiescer un ou deux prototypes de leur appareil qui pourraient être utilisés à titre de démonstration sur des chantiers de restauration prestigieux comme celui du Louvre ou de la cathédrale d'Amiens qui doit démarrer fin 1991 ou début 1992.

JEAN-PAUL DUFOUR

Un droit pour l'éthique

A partir de quand faut-il sinon poser des bornes à la connaissance, du moins encadrer les possibilités d'action du biologiste et du médecin ? Le III^e Congrès international d'éthique médicale, qui vient d'organiser, à Paris, le Conseil national de l'ordre des médecins, aura une nouvelle fois témoigné du foisonnement des nouveaux problèmes qui se posent aux praticiens, comme à la société tout entière. « Dans une société qui s'interdit de poser des bornes à la connaissance et qui a sacralisé le droit à l'information, ne doit-on pas se poser le problème de leurs frontières pour préserver la société du déterminisme biologique et laisser à l'homme son espace de liberté ? », s'est interrogé M. Marceau Long, vice-président du Conseil d'Etat, lors de l'ouverture de cette manifestation.

Or, l'appel à la règle du droit n'est pas toujours, loin s'en faut, suivi de réponse. On sait à quel point de nombreux chercheurs et praticiens peuvent être inquiets de toute initiative législative. Les premiers jugent la loi incompatible avec le droit à la connaissance, et les seconds peuvent estimer que l'actuel code de déontologie médicale est, tout bien pesé, suffisant.

« Les directives éthiques ont toute la force et l'autorité morales et consensuelles, mais il leur manque la sanction du droit qui seul garantit l'application des règles générales s'imposant au juge qui les interprète et leur donne leur sanction, estime M. Marceau Long. Parce que ces questions touchent intimement au vivant, certains estiment que le droit ne doit pas intervenir car il risque de figer une science en pleine évolution et de freiner la recherche, donc d'entraver la progression, d'imposer les règles générales et de ne pas laisser place aux réponses dictées par la conscience de chacun et adaptées à des cas qui n'appellent jamais une solution uniforme. Je crois personnellement que cette conception du droit, incapable d'évoluer au fur et à mesure des progrès scientifiques et de s'adapter aux cas particuliers, est une conception mutilante. »

Prenez pour exemple la loi du 6 janvier 1978 créant la Commission nationale informatique et libertés, le vice-président du Conseil d'Etat a rappelé que le souci du législateur de voir protéger les libertés individuelles et publiques n'a nullement entravé l'essor formidable de l'informatique au cours des dix dernières années. « Un effort d'imagination et de création s'impose afin de ne pas laisser le champ des sciences de la vie hors du droit parce qu'il est mouvant, complexe ou qu'il peut sortir des catégories connues. Il faut, certes, reconnaître bien des carences ou inadéquations du droit positif, mais cette constatation doit nous conduire à les réparer, non à laisser se créer d'autres vides. »

L'urgence d'un cadre législatif

A leur manière, les récentes affaires d'insémination post mortem, de droit des détenus à la procréation ou encore de commerce d'organes humains viennent souligner l'urgence d'un cadre législatif et réglementaire précis, une jurisprudence en la matière ne pouvant qu'être longue, imprécise, quand elle n'est pas divergente.

L'exemple d'une réflexion éthique conduisant à une norme juridique a déjà permis l'adoption de la loi du 20 décembre 1988 relative aux essais thérapeutiques chez l'homme. L'avant-projet de loi Braibant, qui abordait un ensemble de sujet n'étant plus d'actualité, on attend avec intérêt la prochaine initiative en la matière. Elle pourrait, dit-on, concerner l'anonymat des donneurs de gamètes qui, à l'heure actuelle, ne repose que sur un principe éthique.

JEAN-YVES NAU

SCIENCES • MÉDECINE

Science, islam et pays sous-développés

La recherche de la connaissance est un devoir.
« Maudite soit la science qui n'est pas utile ! »

OBJECTIVÉE, neutre, la science est glorifiée sinon élevée au rang de mythe ; synonyme de progrès, elle est la preuve patente de la conquête par l'homme de l'inconnu et des secrets de l'univers ; elle est la valeur sûre qui signifie la modernité.

L'islam, dès l'origine, a porté la science aux nues car, écrit Jacques Berque, « il a une propension originelle à la raison ». Tout bimbini qui en terre d'islam apprend à lire ou à écrire le fait tout naturellement à travers le Coran qui l'interpelle ainsi :

Lis ! Au nom de ton Seigneur qui créa l'homme d'une adhérence
Lis ! de par Ton Seigneur Tout générosité
Lui qui enseigne par le calame, enseigna à l'homme ce que l'homme ne savait pas.

(Sourate XCVI, traduction J. Berque)

Il s'agit là de la toute première sourate révélée au prophète Mohammed par l'archange Gabriel. L'exégèse traditionnelle y a toujours vu une incitation, que dis-je, un ordre divin à tout musulman pour qu'il acquière science et connaissance (1). Un autre traducteur du Coran, Mohammed Hamidullah, écrit à ce propos : « Les cinq premiers versets avec leur éloge de la plume comme instrument de la science humaine voire de la civilisation et de la culture de l'homme constituent la toute première révélation de Mohammed ».

La tradition du Prophète n'est pas en reste et nombreux sont les hadiths (paroles authentiques du Prophète) de la même veine tels que :

« L'encre de l'étudiant est plus sacrée que le sang du martyr (ou du combattant) ».

« Qui abandonne son foyer pour se mettre en quête du Savoir suit la voie de Dieu ».

« L'étude de la Science a la valeur du jeûne, l'enseignement de la Science celui d'une prière ».

« Demande la Science, jusse en Chine », etc.

Les préceptes coraniques et les hadiths ont été exécutés au pied de la lettre dès le début de la conquête arabe. On vit alors des peuples divers, des savants d'obédience religieuses différentes, « produire de la science » exclusivement dans une seule langue, l'arabe, « un vecteur particulièrement flexible et approprié pour l'expression des concepts scientifiques », note Colin

A. Ronan dans sa fameuse histoire de la Science dite de Cambridge. Quant à Sigrid Hunke, elle écrit : « Tout musulman apprend et comprend l'arabe. Tout citoyen de l'empire jouissant des droits civils et politiques obtient l'accès aux « merveilles de la science », qui n'est donc pas réservée à un petit cercle d'élites isolés du peuple » comme en Occident, à la même époque, où le latin reste la langue du savoir par excellence. A noter ici qu'en 1209 le synode de Paris déclara péché pour les moines la lecture des ouvrages de sciences naturelles et qu'en 1291, de tous les moines du chapitre de Saint-Gall, pas un seul ne savait écrire.

Un grand sens de la rationalité

Le professeur Ali Kettani, spécialiste internationalement reconnu en énergie solaire et directeur de la Fondation islamique pour la science, la technologie et le développement de Jeddah, déclarait récemment : « La recherche de la connaissance est un devoir en islam, et je pense que nous devons encourager cette quête dans tous les domaines sans interférence », et il insiste sur le fait que l'islam (ensemble de tous les musulmans de la terre) a besoin d'une politique scientifique appropriée et qu'elle doit laisser de côté les iniquités inutiles à propos de valeurs et d'idéologie en science. D'autant que, ajoute Kettani, en islam, l'épistémologie (théorie de la connaissance) reconnaît, outre la connaissance révélée aux prophètes, le savoir non révélé issu de la raison, de l'observation, de l'expérience...

L'histoire de la science islamique montre qu'en plein Moyen Âge les savants rationalistes arabes, comme Ibn Rochd (Averroès), ont maîtrisé avec brio la logique, car les merveilles de la science prouvent la puissance divine. Ibn Rochd insistait sur le fait que l'esprit humain est le « réceptacle des formes intelligibles » que l'on peut abstraire des choses. Au dixième siècle, le géographe Al Massaoudi, qui voyagea aussi bien à travers tout le monde musulman qu'en Inde et en Afrique de l'Est, refuse de faire de La Mecque le centre de l'univers et de plier la géographie aux concepts coraniques... sans subir le malheureux sort d'un Galilée et de Giordano Bruno feront face quelques siècles plus tard. Déjà, au neuvième siècle, les théologiens mutazilites avaient

un grand sens de la rationalité de l'arabe, et c'est ainsi que les *Éléments de géométrie* d'Euclide furent traduits en 813, Abderahman III d'Andalousie obtint aussi de la même façon de Constantin VII nombre de manuscrits, dont la *Pharmacologie* de Dioscoride. Certains cependant ont essayé de nier l'apport des Arabes, et Ernest Renan a pu écrire après des considérations négatives sur la race sémitique : « Quant à la science arabe, elle est un reflet de la Grèce combiné avec des influences de la Perse et de l'Inde », ce qui fait dire à un historien des mathématiques, Rochdi Rachid, directeur de recherche au CNRS : « Pour Renan, la science arabe est un relief arabe, de plus, dépendant étroitement de la science grecque, les savants de cette période se trouvant finalement reliés au rôle de gardiens consciencieux du musée hellénistique ». Et Rochdi Rachid de conclure : « Les sciences classiques sont en fait le produit de la Méditerranée non pas comme telle mais comme foyer d'échanges de toutes les civilisations au centre et à la périphérie de l'Anatolie ». Et Michel Serres d'ajouter : « La science arabe ne doit pas être considérée comme un relais mais comme un temps dans l'histoire d'une science euro-asiatique... La science transmise par les Arabes à l'Occident a son identité propre, profondément originale par rapport à ses initiatives grecque ou indienne, comme sera différente la science de l'Occident médiéval ». La chute de Bagdad en 1258 allait sonner le glas de la puissance temporelle de l'islam et amorcer le déclin progressif de ses activités scientifiques, même si l'astronomie continuera à briller d'un certain éclat et même si l'Empire ottoman insufflera quelques siècles plus tard un peu de vie... Emergera aussitôt un « culte » adéfiste : la contemplation quasi obsessionnelle de la gloire passée dans un univers dominé par « la fin d'El Jihād », c'est-à-dire la mort de l'esprit libre et la sclérose de la pensée... jusqu'à l'expédition d'Égypte... Mahmoud Hussein écrit que « certains intellectuels égyptiens se mirent à exprimer le respect que leur avaient inspiré les savants français, l'admiration qu'ils avaient sentie en les écoutant expliquer leurs découvertes et leurs inventions » que la venue de Bonaparte fut considérée comme « un appel à passer d'un univers dominé par les vérités révélées et intangibles dans un univers ouvert au doute, à l'expérience, à la liberté, où la conscience

« Superbe héritage »

Et c'est ainsi que les savants de l'islam introduisirent l'algèbre et la trigonométrie et firent profiter l'Occident, en mathématiques, d'un « superbe héritage », reconnaît Colin A. Ronan. Ce n'est pas le lieu de faire ici le détail de tout ce qu'ils apportèrent à l'humanité en médecine, en pharmacie, en optique, en chimie... ou dans la fabrication des pièces d'artillerie qu'ils utilisèrent pour la première fois à Alicante en 1325... ce qui donna des idées aux Anglais, lesquels en firent l'usage que l'on sait à Crécy en 1346 ! Leur fièvreuse quête scientifique se manifesta même dans le domaine de la diplomatie. Après sa victoire sur l'empereur byzantin Michel III, le calife El Maamoun (786-833) exigea, en guise de réparation, tous les ouvrages grecs anciens de sa biblio-

thèque non encore traduits en arabe, et c'est ainsi que les *Éléments de géométrie* d'Euclide furent traduits en 813, Abderahman III d'Andalousie obtint aussi de la même façon de Constantin VII nombre de manuscrits, dont la *Pharmacologie* de Dioscoride.

Certains cependant ont essayé de nier l'apport des Arabes, et Ernest Renan a pu écrire après des considérations négatives sur la race sémitique : « Quant à la science arabe, elle est un reflet de la Grèce combiné avec des influences de la Perse et de l'Inde », ce qui fait dire à un historien des mathématiques, Rochdi Rachid, directeur de recherche au CNRS : « Pour Renan, la science arabe est un relief arabe, de plus, dépendant étroitement de la science grecque, les savants de cette période se trouvant finalement reliés au rôle de gardiens consciencieux du musée hellénistique ». Et Rochdi Rachid de conclure : « Les sciences classiques sont en fait le produit de la Méditerranée non pas comme telle mais comme foyer d'échanges de toutes les civilisations au centre et à la périphérie de l'Anatolie ». Et Michel Serres d'ajouter : « La science arabe ne doit pas être considérée comme un relais mais comme un temps dans l'histoire d'une science euro-asiatique... La science transmise par les Arabes à l'Occident a son identité propre, profondément originale par rapport à ses initiatives grecque ou indienne, comme sera différente la science de l'Occident médiéval ». La chute de Bagdad en 1258 allait sonner le glas de la puissance temporelle de l'islam et amorcer le déclin progressif de ses activités scientifiques, même si l'astronomie continuera à briller d'un certain éclat et même si l'Empire ottoman insufflera quelques siècles plus tard un peu de vie... Emergera aussitôt un « culte » adéfiste : la contemplation quasi obsessionnelle de la gloire passée dans un univers dominé par « la fin d'El Jihād », c'est-à-dire la mort de l'esprit libre et la sclérose de la pensée... jusqu'à l'expédition d'Égypte... Mahmoud Hussein écrit que « certains intellectuels égyptiens se mirent à exprimer le respect que leur avaient inspiré les savants français, l'admiration qu'ils avaient sentie en les écoutant expliquer leurs découvertes et leurs inventions » que la venue de Bonaparte fut considérée comme « un appel à passer d'un univers dominé par les vérités révélées et intangibles dans un univers ouvert au doute, à l'expérience, à la liberté, où la conscience

En revanche, les maladies de la surconsommation (hypertension, affections cardiovasculaires...) focalisent leur attention. David Dickson, dans un livre paru en 1988, affirme, après avoir observé pendant dix ans la communauté scientifique outre-atlantique, que la science aujourd'hui est un outil de « domination impérialiste » et une « marchandise ». Le Brésilien Paulo Freire dans *Pédagogie de l'opprimé*, publié en 1970, ne dit pas autre chose : « De plus en plus, les oppresseurs sont en train d'utiliser la science et la technologie comme des instruments décidément très puissants pour atteindre leur but : le maintien de l'ordre oppressif... ». Le Pakistanais Abdus Salam (Prix Nobel de physique 1979) prône quant à lui la coopération scientifique Nord-Sud et Sud-Sud et appelle les décideurs du tiers-monde à investir bien plus dans la recherche scientifique et l'éducation, car Indira Gandhi affirmait : « On ne peut éliminer la misère sans le concours de la science et de la technologie ». N'est-ce pas son père Jawaharlal Nehru qui disait : « La technique moderne ne consiste pas à avoir un outil et à l'utiliser. La technique moderne procède de la pensée moderne. Vous ne pouvez utiliser un outil moderne et avoir un esprit désuet. Cela ne marchera pas ».

Pour les scientifiques du tiers-monde, il est nécessaire de s'attaquer aux problèmes de l'eau, de l'énergie, de la santé, des semences, car il faut que les populations soient et apprennent ce que la science peut réaliser pour eux. Bien avant Erwin Schrödinger, le proverbe arabe clame : « Maudite soit la science qui n'est pas utile », c'est-à-dire la science qui ne profite pas au peuple, car comme dit le physicien autrichien : « Une science théo-

Malgré les efforts menés par l'OMS, la solution orale de réhydratation reste encore insuffisamment utilisée. Selon certaines estimations, ce traitement ne toucherait qu'environ 20 % des enfants atteints par des épisodes diarrhéiques. Un réseau de recherche sur la diarrhée et la malnutrition de l'enfant mis en place en 1988 entre l'INSERM et différents centres cliniques de pays francophones d'Afrique s'est intéressé à cette question. « Le message auprès des populations n'a pas une efficacité maximum. La communication de masse ne semble faire passer qu'une connaissance théorique qui a du mal à se traduire dans les faits. En outre, la diarrhée de l'enfant, notamment au moment du sevrage, est tellement fréquente qu'elle n'est pas perçue comme une maladie. Se pose également le problème des difficultés socio-économiques dans lesquelles sont plongées les familles qui n'accéderont pas naturellement à la solution médicale », conclut le professeur Desjeux.

Lutter contre les diarrhées d'origine infectieuse et les risques de déshydratation dans les pays du tiers-monde revient aussi à lutter pour de meilleures conditions d'hygiène au sein de populations qui vivent dans des conditions souvent dramatiques.

MARTINE LARONCHE

(1) Selon certains spécialistes, la réhydratation à partir du Coca-Cola ou de boissons similaires ne serait pas sans inconvénients. L'osmolarité élevée de ces boissons pourrait, en effet, dans certains cas, aggraver la diarrhée.

De l'eau pour éteindre le mal

Les maladies diarrhéiques peuvent être efficacement soignées à partir d'une réhydratation orale à base de glucose. Une thérapeutique encore trop peu mise en œuvre

Le traitement des dizaines de milliers de cas de choléra revient avant tout à soigner les diarrhées qui caractérisent cette maladie dont on peut mourir par déshydratation. Il arrive, dans les cas les plus critiques, que les pertes en eau de l'organisme atteignent, en l'espace d'une journée, jusqu'à quinze litres chez l'adulte. En agissant sur le sodium et le chlore au niveau de l'intestin grêle, les toxines cholériques bloquent à la fois la réabsorption de l'eau dans l'organisme tout en stimulant sa sécrétion par les cellules intestinales.

Plus généralement, les diarrhées représentent dans les pays du tiers-monde une des principales causes de mortalité infantile. Les estimations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) évaluaient, en 1980, entre 744 millions et un milliard les épisodes diarrhéiques chez l'enfant de moins de cinq ans, dans le monde (Chine exceptée), avec une mortalité évaluée à 4,6 millions de cas dans l'année. A cet égard, la mise au point de solutions orales de réhydratation à base de glucose représente une découverte essentielle dans le domaine de la santé publique.

D'un point de vue strictement historique, il est certain que des solutions contenant du glucose avaient déjà été essayées dans le traitement des diarrhées. Pourtant, la reconnaissance de la supériorité de ces solutions sur les nombreux autres traitements n'a été vraiment reconnue qu'à la lumière d'une découverte physiologique dans les années 1960, explique le professeur Jehan-François Desjeux, pédi-

tre et directeur de l'unité 290 de l'INSERM. On a pu, en effet, démontrer à cette époque que les mouvements de l'eau à travers l'épithélium du tube digestif suivent ceux du sodium.

Comme on savait par ailleurs que le glucose stimule l'absorption du sodium, l'hypothèse des physiologistes portait sur la compensation des pertes en eau et en électrolytes dans les selles avec une solution orale comportant l'un et l'autre. Les premiers essais cliniques, qui ont porté sur des enfants atteints de choléra en Inde et au Bangladesh, ont montré l'efficacité de cette solution.

Lutter pour de meilleures conditions d'hygiène

Ce n'est toutefois qu'à partir de 1980 que l'Organisation mondiale de la santé a mis en place un programme de lutte contre les maladies diarrhéiques basé sur l'utilisation de cette technique de réhydratation par voie orale. La composition de la solution recommandée par l'OMS comprend 20 grammes de glucose, 3,5 grammes de chlorure de sodium, 2,9 grammes de citrate de sodium et 1,5 de chlorure de potassium, pour un litre d'eau. Elle permet de réhydrater un enfant en l'espace de quatre à six heures et il suffit ensuite de lui apporter avec la même solution, volume pour volume, la quantité d'eau qu'il perd par les selles.

Toutefois, le sucre reste un produit qui n'est pas toujours disponible dans les pays du tiers-monde. Aussi des tentatives ont-elles été menées à

partir de 1985 pour utiliser d'autres substances riches en glucose comme les céréales. « La poudre de riz, à partir de grains cuits puis finement moulus, a donné de bons résultats pour lutter contre la déshydratation et semble en outre diminuer le volume des selles et la durée des diarrhées. Ensuite, on a essayé d'autres céréales comme le maïs au Kenya et au Cameroun, le sorgho au Rwanda dont les résultats vont dans le même sens. La tradition, avec, par exemple, les recettes à partir de l'eau de cuisson du riz, était sur la bonne voie mais manquait de précision. Par ailleurs, les réhydratations à partir de Coca-Cola présentent des inconvénients », remarque le professeur Desjeux (1).

Une étude publiée dans le *New England Journal of Medicine* (daté du 21 février) semble confirmer l'intérêt des solutions à base de céréales. Menée sur 86 enfants par le professeur Daniel Pizarro à l'hôpital national des enfants de San-José (Costa Rica), cette étude porte sur les effets comparés de trois solutions, l'une, industrielle, à partir d'amidon de riz, l'autre à partir d'amidon de riz et de caséine et enfin la troisième à partir de glucose. Les résultats montrent que la solution industrielle à partir d'amidon de riz était efficace dans la réhydratation des nourrissons souffrant de diarrhées aiguës et qu'elle permettait même, par rapport à une solution glucose, de réduire le volume des selles dans les six premières heures du traitement tout en rallongeant cependant légèrement la durée de la diarrhée.

Malgré les efforts menés par l'OMS, la solution orale de réhydratation reste encore insuffisamment utilisée. Selon certaines estimations, ce traitement ne toucherait qu'environ 20 % des enfants atteints par des épisodes diarrhéiques. Un réseau de recherche sur la diarrhée et la malnutrition de l'enfant mis en place en 1988 entre l'INSERM et différents centres cliniques de pays francophones d'Afrique s'est intéressé à cette question. « Le message auprès des populations n'a pas une efficacité maximum. La communication de masse ne semble faire passer qu'une connaissance théorique qui a du mal à se traduire dans les faits. En outre, la diarrhée de l'enfant, notamment au moment du sevrage, est tellement fréquente qu'elle n'est pas perçue comme une maladie. Se pose également le problème des difficultés socio-économiques dans lesquelles sont plongées les familles qui n'accéderont pas naturellement à la solution médicale », conclut le professeur Desjeux.

Lutter contre les diarrhées d'origine infectieuse et les risques de déshydratation dans les pays du tiers-monde revient aussi à lutter pour de meilleures conditions d'hygiène au sein de populations qui vivent dans des conditions souvent dramatiques.

MARTINE LARONCHE

(1) Selon certains spécialistes, la réhydratation à partir du Coca-Cola ou de boissons similaires ne serait pas sans inconvénients. L'osmolarité élevée de ces boissons pourrait, en effet, dans certains cas, aggraver la diarrhée.

CORRESPONDANCE

Corticoïdes

À la suite de notre article paru le 13 mars 1991, nous avons reçu de nombreux lecteurs des remarques et des questions. Nous avons essayé de répondre à certaines d'entre elles. Les autres seront traitées dans un prochain numéro.

Le traitement des leucémies par les corticoïdes est un sujet très complexe. Il faut distinguer le traitement des leucémies aiguës et celui des leucémies chroniques. Les corticoïdes sont utilisés dans les deux cas, mais à des doses et pour des durées différentes.

Le Défi bioéthique

La médecine entre l'espoir et la crainte

autrement

MALOINE

MOHAMED LARBI BOUGUERRA professeur à la faculté des sciences de Tunis

(1) Une école privée d'électronique à Tunis n'hésite pas à mettre dans son emblème et sa publicité le « Lis ! » de cette sourate.

(2) Ce thème, « Science, islam et pays sous-développés », sera abordé lors du colloque que la Cité des Sciences et de l'industrie organise avec le journal *Le Monde* les 13 et 14 mars à la Villette.

"Dormir"

L'enjeu de chaque nuit

Dirigé par Lucette Savier. 208 pages, 95 F. En librairie.

autrement

Le Monde ÉDITIONS

L'ISLAM DANS LE MONDE

Dossier présenté et établi par Paul Balta

VENTE EN LIBRAIRIE

RONFLEMENT

TESTÉ EN MILIEU HOSPITALIER

Strasbourg - Les chercheurs du VRL, un jeune laboratoire spécialisé, ont mis au point le premier médicament bien-être à formulation homéopathique contre le ronflement. S'agit-il d'une solution à utiliser en prévention, des troubles du sommeil, du stress, de la fatigue, de la sécheresse et de la congestion nasales, et qui assure une substantielle réhydratation des voies nasales. En effet, le ronflement ou ronchopathie chronique est dû principalement au passage de l'air inspiré, qui se réchauffe et se dessèche, à travers les voies nasales. Les chercheurs du VRL proposent un traitement à base de plantes médicinales, qui agit sur la sécheresse et la congestion nasales, et qui assure une substantielle réhydratation des voies nasales. En effet, le ronflement ou ronchopathie chronique est dû principalement au passage de l'air inspiré, qui se réchauffe et se dessèche, à travers les voies nasales. Les chercheurs du VRL proposent un traitement à base de plantes médicinales, qui agit sur la sécheresse et la congestion nasales, et qui assure une substantielle réhydratation des voies nasales.

SCIENCES • MEDECINE

CORRESPONDANCE

Corticoïdes et lésions médullaires

A la suite de notre article consacré à la polémique concernant un nouveau traitement des traumatismes médullaires (le Monde du 6 février 1991), nous avons reçu les textes suivants du professeur Geneviève Barrier, responsable du département d'anesthésiologie et de réanimation chirurgicale du groupe hospitalier Necker-Enfants-Malades (Paris), et du professeur Jean-Pierre Boissel, unité de pharmacologie clinique, département méthodologie et essais thérapeutiques (Hôpital neurocardiologique, Lyon).

Le traitement des lésions médullaires des traumatismes rachidiens par les corticoïdes paru dans le New England Journal of Medicine du 17 mai dernier n'a pas été méconnu par les spécialistes français, mais nous sommes, au SAMU de Paris, particulièrement sensibles au drame que constitue l'installation d'une parapégie ou d'une tétrapégie irréversible. Nous ne sommes pas les seuls à avoir pas-

sionnément analysé et discuté les résultats de cette étude s'appuyant sur une méthodologie rigoureuse et démontrant pour la première fois un effet bénéfique de l'administration précoce de fortes doses de méthylprednisolone.

Plusieurs coauteurs de cette étude ont été invités en France, et un groupe de travail international vient de se réunir en Angleterre pour faire le point sur ce sujet.

Le résultat de ces réflexions et l'analyse précise des conditions de réalisation de l'étude en cause verraient actuellement un optimisme initial peut-être excessif.

Nous pensons que l'utilisation de ce traitement doit être raisonnée, et non systématique, en nous appuyant sur trois arguments principaux. L'étude publiée porte sur un collectif de blessés extériorisés d'une lésion médullaire isolée résultant d'un traumatisme fermé, et excluant toute lésion associée. Ce groupe de blessés est restreint, et cette limitation empêche l'extension du résultat obtenu à des polytraumatisés ou à des blessés médullaires graves atteints de lésions multiples.

Le protocole épidémiologique suivi par Bracken et ses collaborateurs est limité aux modalités d'administration des corticoïdes, sans prendre en compte la stratégie diagnostique et thérapeutique envisagée pour ces blessés. Or l'arsenal thérapeutique utilisé dans ces circonstances (réanimation cardio-respiratoire, bilan radiologique, chirurgie spécialisée) n'est pas univoque dans les dix centres où ce travail a été réalisé. (...) Enfin, les effets secondaires négatifs de l'administration de fortes posologies de corticoïdes sont un sujet de préoccupation très vive pour les cliniciens dans ce contexte.

Cette administration précoce, dans des conditions scientifiques et éthiques qui doivent être strictement respectées en médecine d'urgence comme dans les autres domaines de la médecine, est possible dans une structure telle que les SAMU français, qui permet la médicalisation préhospitalière de ce type de blessés, ce qui est impossible aux Etats-Unis.

C'est pourquoi nous travaillons non pas à « reproduire l'expérience américaine », mais à la poursuivre en collaboration avec ses auteurs ; et, tenant compte des remarquables premiers résultats qu'ils ont obtenus, faire progresser la définition du

traitement initial de ces blessés afin de minimiser ou, mieux, d'éviter les conséquences catastrophiques des traumatismes médullaires.

P. GENEVIÈVE BARRIER

On peut, à propos de l'essai de la méthylprednisolone dans les traumatismes médullaires, faire plusieurs critiques ou commentaires qui diminuent considérablement le poids des résultats. Le bénéfice dont il est fait état ne concerne qu'un sous-groupe de patients. Globalement, il n'y a pas de différence statistiquement significative en faveur du groupe traité par la méthylprednisolone compte tenu du nombre de tests statistiques réalisés. Les méthodologistes connaissent très bien le danger des conclusions fondées sur des analyses en sous-groupe. En conclusion, les résultats de cet essai sont intéressants, mais en aucun cas probants.

Un des arguments en faveur de la diffusion de ce traitement est l'avis d'un panel d'experts du NHL. Il ne s'agit pas d'un argument sérieux pour au moins deux raisons : 1) ce panel est constitué des promoteurs de l'essai ; 2) le NHL a mis en place, depuis le début des années 80, une politique de promotion des résultats des essais cliniques que cet organisme a financés à la suite de critiques émises par un comité sénatorial sur la faible rentabilité des recherches payées par le contribuable américain. Cette politique a déjà conduit à des abus, comme le délire actuel concernant l'usage des médicaments hypocholéstérolémiants. Cet argument n'a donc pas plus de valeur qu'une page de publicité de l'industrie pharmaceutique.

Même si les résultats de cet essai avaient été positifs, il n'aurait pas été raisonnable de les mettre en application largement sans vérification par un autre essai au moins. La prescription rationnelle a besoin de faits établis, et non d'un peu-près. Qu'est-ce qu'un fait établi, ou scientifique, sinon un résultat reproductible ? Il y a un grand danger à lancer une campagne en faveur d'une thérapeutique dont le bénéfice n'est pas connu avec suffisamment de certitude. C'est de traiter de nombreux malades sans qu'ils en retirent de bénéfice et de bloquer la recherche de traitements vraiment efficaces.

P. JEAN-PIERRE BOISSEL

POINT DE VUE

« Chevignon » à la question

Par Gérard Dubois, Claude Got, Albert Hirsch, François Grémy, Maurice Tubiana

Le débat autour de la création par la SEITA d'une cigarette « Chevignon » a porté principalement sur l'interprétation de la loi du 10 janvier 1991 qui interdit à une entreprise de faire de la publicité pour un produit qui rappelle le tabac. Il est évident que la SEITA et Chevignon ont tenté toute publicité pour un produit Chevignon, mais l'exigence principale de la loi n'est pas là. L'article 4 de la loi du 9 juillet 1976 indique « qu'il ne peut être fait d'offre, à titre gratuit ou non, d'objets d'usage ou de consommation courants, s'ils portent le nom, la marque ou l'emblème publicitaire d'un produit du tabac ». Cette interdiction ne concernait pas les « objets présentés sur le marché antérieurement au 1^{er} janvier 1976 ». Cette exception ne peut concerner Chevignon, la marque ayant été déposée en 1979.

Si les mots ont encore un sens, le vêtement d'un adolescent est un « objet d'usage courant » et Chevignon doit interrompre la vente de vêtements. Le premier ministre a indiqué que le procédé de la SEITA n'était pas admissible et qu'il y avait mis « bon ordre », nous espérons donc que la garde des sceaux prendra sans tarder les mesures qui feront respecter la loi.

Ce qui va se passer indiquera la volonté gouvernementale de met-

tre en œuvre le plan de santé publique annoncé en mars 1980. Si la SEITA continue sa vente de cigarettes Chevignon, ou Chevignon celle de ses vêtements, nous saurons que ce plan n'était qu'une velléité d'action et que le « bon ordre » auquel se réfère le premier ministre est de ne pas s'opposer à un pouvoir économique qui accepte que le tabac tue prématurément 65 000 personnes chaque année. La qualité des références humaines d'un pouvoir politique se juge sur des faits, nous sommes en présence d'un conflit dont l'issue sera plus instructive que bien des discours.

Au-delà des détails subalternes de l'opération maladroite d'une entreprise qui croit récupérer par cette manœuvre les parts du marché qu'elle a perdues, il faut s'intéresser au respect de la volonté du législateur. Le débat parlementaire a montré sans ambiguïté la volonté du gouvernement et du Parlement d'interdire la publicité directe ou indirecte pour le tabac. La première firme qui tente de contourner cet interdit est sous la tutelle d'un des signataires de la loi. Il est indécent que les infractions à la loi de 1976 se reproduisent avec la tolérance des pouvoirs publics. Il ne peut y avoir une politique de la santé soutenue par les ministres de la solidarité et de la santé et une politique de la

maladie et des emplois de la SEITA soutenue par le ministre du budget.

D'autre part, au moment où le coût de la guerre du Golfe va peser sur les finances publiques, nous renouvelons notre demande d'une évolution des prix du tabac vers une augmentation dissuadant les consommations excessives. La Communauté économique européenne s'est fixée des objectifs en matière de taxation de ces produits. Il serait normal que le Parlement puisse choisir entre une diminution des moyens attribués aux différents ministères et une élévation des taxes sur le tabac qui permettrait d'atteindre les objectifs communautaires dès 1992. Cette hausse n'aurait pas d'effet inflationniste, le Parlement ayant interdit l'inclusion du tabac dans le calcul de l'indice des prix.

Si le gouvernement a l'exigence légitime d'une meilleure maîtrise des dépenses de soins, il doit être cohérent dans sa démarche en assurant la prévention de l'alcoolisme et du tabagisme par l'information et l'éducation, l'application stricte de la loi sur la publicité et une politique des prix.

Les professeurs Dubois, Got, Hirsch, Grémy et Tubiana sont les auteurs d'un rapport sur la santé publique qui a été à l'origine de la loi du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre l'alcoolisme et le tabagisme.

Le Défi bioéthique

La médecine entre l'espoir et la crainte

Dirigé par
Françoise Brisset-Vigneau
224 pages, 95 F.
En librairie.

autrement

MALOINE

PH. DOROSZ
GUIDE
PRATIQUE DES
MÉDICAMENTS
11^e édition
1991
6500 médicaments
16000 entrées / 1680 pages
250,00 F
En vente chez votre libraire habituel
27, RUE DE L'ÉCOLE DE MÉDECINE
75006 PARIS - TÉL. : 43.25.60.45

(Publicité)

RONFLEMENT :

UNE FORMULE FRANÇAISE
TESTÉE EN MILIEU HOSPITALIER

Strasbourg - Les chercheurs de VRL, un jeune laboratoire alsacien, ont mis au point le premier produit de bien-être à formulation homéopathe contre le ronflement. Il s'agit d'une solution à utiliser en pulvérisations, qui agit contre la sécheresse et la congestion des muqueuses, et qui assure une substantielle réhydratation des fosses nasales. En effet, le ronflement ou ronchopathie chronique est dû principalement au frotement du voile du palais au contact de l'air inspiré. Facteurs aggravants : l'atmosphère desséchée, l'encombrement des voies respiratoires, l'usage du tabac, de l'alcool, des somnifères, des tranquillisants. A noter : un français sur quatre ronfle, au moins occasionnellement et, après 60 ans, un homme sur deux. Après une période de tests en milieu hospitalier, qui a fait apparaître une amélioration sensible chez 54% des utilisateurs et une disparition totale du phénomène chez 19% d'entre eux, HOMÉORONFLEX est disponible en pharmacie. VRL propose aussi HOMÉO-TAB, pastilles homéopathiques à sucer pour un meilleur contrôle de la consommation tabagique. HOMÉO-TAB également en pharmacie.

Les maladies systémiques

1991, 3^e édition, 1272 pages.

LES MALADIES SYSTÉMIQUES
3^e édition entièrement revue et enrichie

PRIX EXCEPTIONNEL DE LANCEMENT :
1 100 FF JUSQU'AU 31 MAI 1991
1 400 FF à partir du 1^{er} juin 1991

- Un guide diagnostique unique
- Une nouvelle édition complètement remaniée
- Un ouvrage majeur rédigé par les plus grands spécialistes

Médecine-Sciences
Flammarion

D U 1 1 A U 2 5 M A R S
CHEZ LES CONCESSIONNAIRES ET AGENTS RENAULT

LES 15 JOURS GAGNANTS RENAULT

Pendant les 15 Jours Gagnants Renault, vous avez vraiment tout à gagner :

DES CREDITS DIAC POLE POSITION* avec des solutions de financement particulièrement intéressantes.

DES EQUIPEMENTS A PRIX RECORD** qui vous laisseront l'embaras du choix.

DES REPRISES FULGURANTES** pour partir au volant de votre nouvelle Renault.

DES MILLIERS DE CADEAUX avec 12 Renault 19-16 soupapes,

des milliers de chemises sport, de tee-shirts ou

de chronomètres à gagner.

Grand Jeu National Gratuit.

* Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC.

** Offres non cumulables réservées aux particuliers.

TAPE 36-14



DANS TOUT LE RESEAU RENAULT PARIS ILE-DE-FRANCE

ARTS

Picasso au fil du temps

Une exposition intime à propos des séjours provençaux du peintre

PICASSO, LA PROVENCE
ET JACQUELINE
à l'Espace Van-Gogh d'Arles

Picasso a séjourné en Provence en 1912, à l'été 1914 puis, des décennies plus tard, en 1958, quand il acquit le château de Vauvenargues. Concevoir une exposition à partir de ces quelques faits relève de l'acrobatie la plus périlleuse : il s'agit de sauter adroitement d'un point à l'autre et de jouer au grand écart, le tout avec élégance. C'est ce qu'a réussi Pierre Daix en se donnant pour ambition de rendre manifeste la cohérence de l'œuvre durant trois quarts de siècle.

Il a rassemblé une cinquantaine d'œuvres - peintures et dessins - divisées en trois groupes : les recherches cubistes menées à Sorgues entre mai et septembre 1912; les expériences post-cubistes tentées à Avignon entre la mi-juin et la mi-novembre 1914; et les exercices de virtuosité de la fin des années 50. Dans les premières, Picasso fragmente l'anatomie en angles aigus et en courbes brisées qu'il rehausse tantôt de traits de plume entrecroisés, tantôt de gouaches. D'une figure de moissonneur, il déduit une construction de triangles et ne conserve du motif qu'un bras musculé et une main tenant ce qui semble être un carafe.

Trois péchés
célestiens

Le dessin procède par élisions et allusions altérées. A l'œil de reconnaître les fragments identifiants, à l'esprit de reconstruire ce qui lui est soumis en pièces afin de le forcer à analyser l'image. Parmi les études de cette période, deux s'intitulent *Arlesienne*, qui ne conservent du modèle que nœuds d'étoffe, pils de jupe et de corsage et chaussons à talons. A qui s'obstinerait encore à ressasser le regain du cubisme ouvrant la voie à l'abstraction, on conseillerait volontiers de vérifier comment Picasso s'y prend pour déjouer le système géométrique, pour le corrompre à l'aide de détails picturaux.

Picasso
« Mandoline
cruche
et poisson »
avril 1959.



D. R.

ques. Il n'a pas cessé. Si l'exposition arlésienne impose sa cohérence, le mérite en revient à Picasso. Il change ? Il varie ses méthodes ? Il s'accommode avec Ingres, le quitte pour Manet, se prend de passion pour les Hollandais et les lâche ensuite ? Naturellement. C'est pour mieux les pervertir, pour les forcer à des unions contre nature, comme l'on dit, dont naissent des hybrides délectables. Une nature morte de 1914, formidable dessin relevé d'aquarelle, réunit trois péchés célestiens, des cartes à jouer et un verre à pied d'un dessin maladroit, trait tremblé, profil bancal. La grâce de la construction, la complexité des rapprochements triomphent tout au long de la période. Au moment de la déclaration de guerre, après avoir conduit Braque au train qui le conduisit à son régiment, Picasso atteint à une subtilité qui force aux adjectifs les plus

excessifs : c'est admirable, c'est voluptueux, c'est prodigieusement juste et intelligent dans le genre de la diversité maîtrisée, ce qu'il peint alors. Il faudrait une exposition consacrée à cette seule année 1914 afin de prendre la mesure de cet art de la métamorphose.

Même dynamique quarante ans plus tard. L'histoire de la peinture est au complet dans l'atelier de Vauvenargues, prête à l'emploi, vouée aux plus extravagantes alliances. Un portrait de Jacqueline en Arlésienne s'obtient avec du ripolin appliqué par coulures et touches divisées à l'aide de plumes de pigeons. Une nature morte de 1959, *Mandoline, cruche et verre*, renouvelle le cubisme par la couleur, grattée par endroits, si fluide ailleurs que l'on croirait une aquarelle. Les paysages provençaux, les vues des arènes sont des dessins au pinceau très vigoureux. Etrangement, Picasso utilise alors les tons

verts et jaunes qui lui servaient à Avignon autrefois, aussi acides, aussi dissonants. Accrochées face à face, comme il le fallait, les toiles de 1914 et celles de 1959 dégagent un sentiment d'unité remarquable. De la même façon, les « arlequins » et « mousquetaires » de 1971 dont l'artiste fit don au Musée Réattu à l'occasion de son quatre-vingt-dixième anniversaire, et sur lesquels l'anthologie s'achève en forme d'hommage, se réfèrent explicitement, mais avec ironie, aux personnages de cirque qu'il peignait dans les années 1900. Admirable cohérence.

PHILIPPE DAGEN
Jusqu'au 12 mai. Tél. :
90-49-38-13.

DESIGN

La boîte à trucs

La préfiguration, à Paris
d'un nouveau musée néerlandaisLE MUSÉE DE GRONINGUE
à l'Institut néerlandais

Après le Stedelijk Museum d'Amsterdam et le Gemeentemuseum de La Haye, l'Institut néerlandais à Paris présente des maquettes, des croquis, des objets illustrant le futur musée de Groningue (Pays-Bas) qui doit être inauguré en 1993. A l'heure où l'enveloppe compte autant, sinon plus, que le contenu, ce musée fait figure d'exemple, voire de caricature. Le projet a été confié à une équipe de signatures hétéroclites : les Italiens Alessandro Mendini et Michele de Lucchi, figures de l'ex-mouvement d'avant-garde Memphis, le Français Philippe Starck, le peintre et sculpteur américain Frank Stella. Situé sur un plan d'eau face à la gare, cet ensemble de trois pavillons évoque un assemblage naïf en pâte à modeler, parodie un peu grimasante de l'enfance.

Terrorisme
culturel

Le tout forme un parallépipède doré, ceraté à gauche par un camembert géant et à droite par une compression de coques, posé sur un socle multicolore. Ce musée doit rassembler des collections de toutes sortes : art ancien et moderne, arts décoratifs. Mais, à en juger par les présentations minimalistes (un fauteuil Directoire perdu dans un hall de briques, une assiette incluse dans un mur de verre), l'important c'est d'abord l'emballage, la forme manifeste « post-moderne » de la création contemporaine définie comme un collage de citations au carrefour de l'art, de l'architecture et du design.

L'idée n'est pas nouvelle, la firme italienne Alessi l'avait déjà exploitée il y a dix ans en faisant construire sa « Casa della Felicità » (la maison du bonheur) par plusieurs personnalités : Frank Gehry (la serre), Robert Venturi (la bibliothèque), Aldo Rossi (la dou-

ble tour abritant le bureau et les collections d'Alessi), Ettore Sottsass (la cheminée du salon). François Haks, futur conservateur du musée de Groningue, hier à la tête du département des arts décoratifs du Stedelijk Museum, parle d'une « ville miniature » et critique le « terrorisme culturel » des vieilles classifications du « savoir général ». Alessandro Mendini évoque un « phénomène-objet » où l'« édifice constituera par lui-même un ensemble d'œuvres muséales ». Mais, des monstres verts de Di Rosa, du kitsch des années 80 (candelabres en perles artificielles d'Arch Connelly, divans en plâtre peints de Riccardo Dalisi), aux coups d'éclat de Memphis (fauteuil Proust de Mendini), les créations empruntées à la BD et aux clips se succèdent dans une sorte de bric-à-brac, hélas plus pompier que moderne.

LAURENCE BENAÏM

121, rue de Lille, 75007 Paris.
47-05-85-89; jusqu'au 31 mars.

La fréquentation du cinéma en hausse. - Comme M. Jack Lang l'avait annoncé dans nos colonnes (*Le Monde* du 9 mars), la fréquentation des salles de cinéma a connu en 1990 sa première hausse depuis huit ans avec 121,767 millions de spectateurs, soit une augmentation de près de 900 000 entrées (+ 0,7 %) par rapport à 1989, et une recette globale de 3 827,8 millions de francs (+ 4 %). Alors que la baisse des entrées s'est accentuée Paris (- 3,8 %), les remontées les plus spectaculaires concernent la banlieue parisienne, Strasbourg et Lille. La part de marché du cinéma français est remontée, passant de 34,2 à 37,1 %, mais aussi celle des films américains, de 55,3 à 57,3 %, au détriment des autres nationalités qui, ensemble, ne représentent plus qu'un minuscule 5,6 %, soit à peine la moitié qu'en 1989.

PETIT MARIGNY
100 REPRESENTATIONSANOUK
AIMEEBRUNO
CREMERLove
Letters

LOCATION 42 25 20 74 ET AGENCES

JUSQU'AU
24
MARSMADEMOISELLE
MARIEd'après le journal de
MARIE BASHKIRTSEFFmis en scène par
ERIC TARAUD
adapté et interprété par
ISABELLE HABIAGUE

DU MARDI AU SAMEDI A 18 H 30 ■ DIMANCHE A 18 H ET 21 H 30

P E T I T
O D E O NL'Afrique
des artistes

En août 1912, à Marseille, Picasso acheta un masque grebo qui lui inspira quelques trouvailles graphiques. Il était donc fort logique d'ajouter à l'exposition Picasso une anthologie de sculptures africaines appartenant à des artistes du vingtième siècle. Elle est en deux moitiés, l'historique et l'actuelle. L'historique réunit quelques pièces de premier ordre, propriété du musée du Trocadéro à la fin du siècle dernier, et des objets collectionnés par Apollinaire, Viaminck, Braque et Magne. De tous, le dernier nommé se révèle le plus avisé, ayant acquis dès 1913 des masques du Gabon de premier choix et un masque bambara à patine noire orné de plumes blanches du plus bel effet magique.

La section contemporaine, moins attendue, rassemble des œuvres appartenant à des artistes français aussi divers que Marfaing, Cornille, Bouillon et Clerté. Elle se visite comme une anthologie africaine improvisée, dont la disparate et l'inégale qualité des pièces déconcerte. D'une statue attée de qualité « musée » à des sculptures tout juste convenables, la marge est trop vaste. A ce jeu, où la fortune compte autant que l'œil, Guillaume Cornille, François Bouillon et Jean Zuber se montrent les plus adroits et les plus inventifs, préférant aux classiques baoués ou fangs des ethnies moins renommées, et non moins captivantes cependant.

Ph. D.

► « L'art d'Afrique noire dans les collections d'artistes », salle romane du cloître Saint-Trophime à Arles. Jusqu'au 12 mai.

A Jean-Christophe
VERTY
collages
découpages
14 mars - 28 avril 1991
ESPACE ELECTRA
6, rue Récamier - 75007 Paris

FONDATION ELECTRICITE DE FRANCE

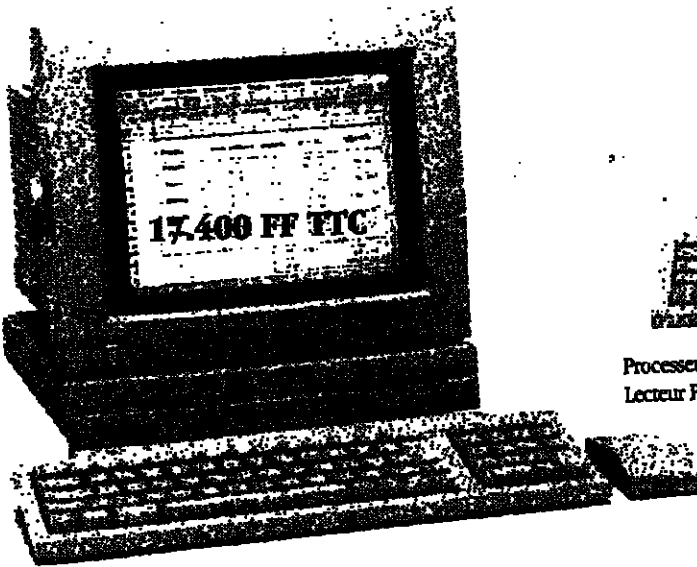
avec le concours de l'Institut National de l'Audiovisuel - Projections continues d'œuvres choisies - de 12h à 20h sauf lundi et jours fériés, jeudi jusqu'à 22h
Parking Bourdault - Métro Sévres-Babylone

Un Macintosh par étudiant "Etude comprise"

Avec Macintosh, Apple s'est plongé dans une vision nouvelle de l'éducation, en choisissant d'apprendre l'homme à la machine, et non le contraire. Orienté dans le sens de la créativité et de la liberté, Macintosh constitue l'outil le plus adapté à l'épanouissement des individus.

Micro Valley a souhaité proposer à chacun le meilleur instrument de travail en donnant à tous l'opportunité de l'utiliser sur un sujet qui nous intéresse. Dans cette logique, Micro Valley propose trois configurations comportant un logiciel d'apprentissage de la dactylographie et un logiciel de traitement de texte qui rendent Macintosh immédiatement opérationnel.

**Macintosh LC 2/40 +
moniteur couleur 12"**




17.400 FF TTC

Processeur 68020 - 16 MHz - Disque dur interne Apple 40 Mo - Mémoire vive - RAM 2 Mo
Lecteur FDHD Lit, écrit et initialise MS-DOS et OS/2 - Port SCSI - AppleTalk intégré - 2 ports série.

+ Logiciel de traitement de texte WINTXT
+ Logiciel d'apprentissage de la dactylographie WINTYPE
+ Sac de transport

Macintosh Classic 2/40

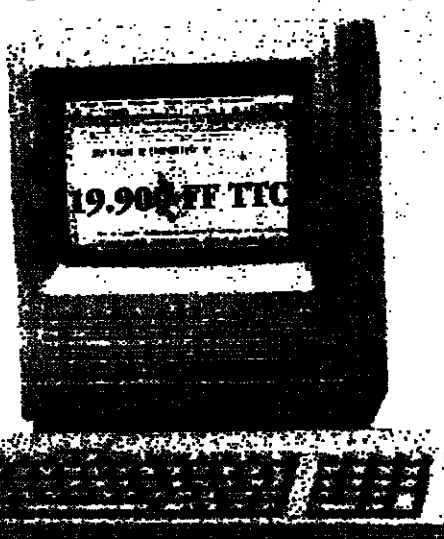


16.800 FF TTC

Processeur 68000 - 8 MHz - Disque dur interne Apple 40 Mo - Mémoire vive RAM 2 Mo
Lecteur FDHD Lit, écrit et initialise MS-DOS et OS/2 Port SCSI - AppleTalk intégré - 2 ports série.

+ Logiciel de traitement de texte WINTXT
+ Logiciel d'apprentissage de la dactylographie WINTYPE
+ Sac de transport

Macintosh SE 30



19.900 FF TTC

Processeur 68030 - 16 MHz Coprocesseur 68882 - 16 MHz - Disque dur interne Apple 40 Mo - Mémoire vive RAM 2 Mo - Lecteur FDHD Lit, écrit et initialise MS-DOS et OS/2 - 2 ports SCSI - AppleTalk intégré - 2 ports série.

+ Logiciel de traitement de texte WINTXT
+ Logiciel d'apprentissage de la dactylographie WINTYPE
+ Sac de transport

Micro Valley, Apple Center, propose aux étudiants un contrat d'étude rémunéré 2.000 francs TTC⁽¹⁾

Mieux connaître son environnement est une nécessité pour une entreprise qui souhaite suivre au plus près l'évolution des exigences d'un marché en mutation rapide.

En proposant aux étudiants de réaliser une étude de notre marché, nous souhaitons confronter la vision que nous avons avec un regard neuf, celui de nos futurs clients.

En demandant que cette étude soit réalisée

sur un de nos ordinateurs, nous confrontons l'objet et le sujet de l'étude...

C'est pourquoi cette offre est réservée aux étudiants⁽²⁾ acquéreurs à Micro Valley entre le 13 et le 30 mars 1991 de l'une des trois configurations présentées ci-dessus.

L'étude sera dactylographiée, comportera au moins 8 pages et abordera l'un des trois thèmes suivants :

- Faut-il choisir entre les hommes et les machines dans un investissement micro-informatique ?
- La distribution micro-informatique :

tendances et perspectives.

- Les spécificités d'Apple répondent-elles aux évolutions de l'attente des utilisateurs ?

L'étude devra être remise à Micro Valley avant le 3 juin 1991.

Un jury sélectionnera la meilleure étude, dont l'auteur recevra un billet d'avion aller-retour Paris-New York, sur notre stand à Apple Expo le 21 septembre 1991.

Le département Education de Micro Valley se tient à votre disposition pour vous fournir plus d'informations concernant cette proposition au (1) 40 58 00 24.



7/11 rue Sainte Lucie 75015 Paris
Téléphone : 40 58 00 00
Télécopie : 45 77 95 71

(1) Rémunération sous forme d'honoraires.
(2) Cette offre, non contractuelle, est limitée à une étude par étudiant, qui devra présenter une carte justificative.
Apple®, le logo Apple, Macintosh® sont des marques déposées de Apple Computer Inc. Wintext et Wintype sont des marques déposées de Winsoft (distribué par Symbolics).

سازمان آموزش عالی

SOMMAIRE

Les petits aussi

Délaissés par les étudiants, la Grèce, le Portugal, le Danemark et les Pays-Bas offrent pourtant des possibilités intéressantes 24

La difficulté de l'harmonisation

La coordination des programmes et des calendriers universitaires est extrêmement complexe. Seuls les établissements qui ont les moyens d'investir parviennent à développer leurs échanges 25

L'internationale de l'encadrement

Contestées en France, les spécificités de la large catégorie des dirigeants sont mieux reconnues ailleurs 28

Le retard des Latins dans les ressources humaines

La France, l'Italie ou l'Espagne ont, sur les pays anglo-saxons, un retard indéniable. Mais la partie n'est pas perdue pour autant 31

STAGES EN ENTREPRISE

23

18 PAGES D'OFFRES D'EMPLOI



Europe, l'Acier dans to

Rendez-vous dans 'M

مركز من الامم

• Le Monde • Mercredi 13 mars 1991 21

Le Monde

SECTION B

INITIATIVES

CAMPUS ♦ EMPLOI

SOMMAIRE

Les petits aussi

Délaissés par les étudiants, la Grèce, le Portugal, le Danemark et les Pays-Bas offrent pourtant des possibilités intéressantes 24

La difficulté de l'harmonisation

La coordination des programmes et des calendriers universitaires est extrêmement complexe. Seuls les établissements qui ont les moyens d'investir parviennent à développer leurs échanges 25

L'internationale de l'encadrement

Contestées en France, les spécificités de la large catégorie des dirigeants sont mieux reconnues ailleurs 28

Le retard des Latins dans les ressources humaines

La France, l'Italie ou l'Espagne ont, sur les pays anglo-saxons, un retard incalculable. Mais la perte n'est pas perdue pour autant 31

STAGES EN ENTREPRISE 23

18 PAGES D'OFFRES D'EMPLOI



L'EUROPE DES DIPLÔMES ET DES CADRES

La construction européenne se concrétise peu à peu et le mouvement s'élargit aux pays non membres de la CEE, y compris ceux de l'Est. Mais cette volonté d'ouverture se heurte encore à de nombreux obstacles

Pages 23 à 29

(Publicité)

Europe,
l'Acier dans tous ses Etats.

Rendez-vous dans "INITIATIVES" en p. 49 avec **USINOR SAILOR**

AN
GROUPE
IESTO

ORGANISATION
FORMATION D'ORGANISATEURS CONSULTANTS INTERNES OU EXTERNES
DIPLOMES DE TROIS NIVEAUX DES TECHNIQUES DE L'ORGANISATION

IESTO PARIS 202, rue Saint-Martin 75141 PARIS CEDEX 03 754 40 22 25 (ou 01) Dir: Daniel LECHEUR

1 cycle MASTERS
3 cycles CONTINUUS
2 cycles DISCONTINUS

Durée: 1 an Ouverture: 21 octobre 1991
Durée: 1 an Ouverture: 15 septembre et 16 novembre 1991 et 13 janvier 1992
Durée: 1 an 1/2 (à temps partiel pour les enseignements en salle, 1 semestre) Ouverture: 30 septembre 1991 et 27 janvier 1992

ET MAINTENANT...

IESTO LYON 181, av. Jean-Jacques 69007 LYON 1 78 76 59 30 99 Dir: Jean DARRA

1 cycle DISCONTINU
1 cycle CONTINU

Durée: 2 ans (à temps partiel pour les enseignements en salle vendredi - Samedi) Ouverture: 11 octobre 1991
Durée: 1 an Ouverture: sans précéder obligatoirement

IESTO MONTPELLIER 840, rue de Saint-Pierre 34050 MONTPELLIER 1 78 47 43 04 00 poste 314 Dir: Daniel LAPARRA

1 cycle DISCONTINU
1 cycle CONTINU

Durée: 2 ans 1/2 (à temps partiel pour les enseignements en salle, 1 semestre) Ouverture: sans précéder obligatoirement
Durée: 1 an Ouverture: sans précéder obligatoirement

IESTO NANTES 56, rue François BRICHAU 44000 NANTES 1 78 40 29 16 16 Dir: Jean BELJAMONT

1 cycle DISCONTINU
1 cycle CONTINU

Durée: 2 ans 1/2 (à temps partiel pour les enseignements en salle, 1 semestre) Ouverture: sans précéder obligatoirement
Durée: 1 an Ouverture: sans précéder obligatoirement

ÉCHOS

Les vingt-cinq ans
de Nanterre

□ Pour fêter son vingt-cinquième anniversaire, l'université Paris-X Nanterre organisera, les 21 et 22 mars, un colloque sur le thème « Europe des États, Europe des cultures », ainsi que de nombreuses manifestations culturelles et sportives : une représentation théâtrale, un tournoi de football, des projections de films, et des concerts (récital de piano, symphonie...). Ces festivités viendront s'ajouter à celles qui se dérouleront du 18 au 29 mars dans le cadre d'une quinzaine culturelle : une table ronde sur « Mozart, musicien européen », des concerts, des expositions, des ballets, et des représentations théâtrales sont au programme.

► Université Paris-X Nanterre, délégation aux affaires culturelles, Marie-Odile Louis ou Jean-Claude Denise; tél.: 01 40-87-74-68 ou 40-87-74-18.

Mobilité
en Europe

□ La Fondation Europe et société organise, le 20 mars à Bruxelles, une journée de travail sur le thème « L'organisation de la mobilité professionnelle et géographique en Europe ». Sur ce sujet, M. Jacques Moreau, délégué général de la Fondation, a réuni de nombreux experts et des directeurs des ressources humaines. Parmi eux, M.M. Michel Rousselot, président du comité des cadres - Eurofiet, Jean-François Colin, directeur général adjoint de la SNCF, Bernard Brunhes, directeur général de Bernard Brunhes consultants. Ils s'interrogeront sur la nécessité d'un « statut européen » pour les personnels mobiles, et aborderont la question de savoir si la négociation collective entre partenaires sociaux est un moyen de promouvoir la mobilité des salariés en Europe.

► Fondation Europe et société, 14, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris. Tél.: 43-01-65-23.

TRIBUNE

Trois priorités
pour reconstruire le système éducatif

par André Boutin

PREMIÈRE priorité : rétablir, en la modernisant, l'idéologie de la formation, c'est-à-dire le primat de l'instruction publique et de la soif d'apprendre que la III^e République avait su accréditer et maintenir.

Deuxième priorité : tirer les conséquences de l'universalité des processus formatifs. Toute démarche individuelle ou collective agit sur le mode de pensée de ses acteurs, les « forme ». Les conséquences de cette formation, « continue » à tous les sens du terme, seront négatives si elles contredisent les projets essentiels du groupe humain duquel elles interviennent.

Troisième priorité : séparer les fonctions « éducation » et « formation professionnelle », pour permettre que, chacune étant structurée conformément à la logique qui lui est propre, puissent être organisées entre elles les rapports de complémentarité nécessaires à l'efficacité globale du système.

Rétablir l'idéologie de la formation. L'auto-jugement que porte un peuple sur son histoire tient, pour l'essentiel, dans l'appréciation du type d'homme que chaque époque a forgé. Les révolutions scolaires, autrement dit, la généralisation d'un minimum vital culturel, ont été, partout où elles ont eu lieu, la première « conscientisation » de cette idéologie : en créant la possibilité pour tous, d'accéder au certificat d'études nous poursuivions un grand dessein de progrès et d'unification culturelle. Aujourd'hui, le « certifié » n'existe plus comme référence culturelle homogène et n'a pas été remplacé par un autre « modèle ». L'objectif : « amener 80 % de chaque classe d'âge au baccalauréat » est un substitut hors de portée, sauf à respecter les priorités rappelées ci-après.

L'idéologie de la formation elle-même doit être modernisée pour fournir aux responsables du système éducatif un grand projet à l'architecture simple. Cette modernisation consistera à définir le type d'homme que notre société doit produire, clarification qui incombe notamment aux partis politiques placés dans la même situation que les créateurs de l'école moderne au siècle dernier. Comme on le verra à l'instant, cette clarification les contraindra à expliciter leurs différences dans tous les secteurs de la vie.

Tirer les conséquences de l'universalité des processus formatifs. Tout nous forme, en bien ou en mal, par référence au projet d'homme que porte, comme une matrice plus ou moins

secrète, notre civilisation. Imaginons un parti inscrit en tête de son programme qu'il veut « former l'homme dans son rôle de libre inventeur du monde, appliquant sa créativité à la connaissance des harmonies naturelles pour les respecter ou les rétablir ». Ce parti doit, dans la suite de ses déclarations d'intention, récuser le Taylorisme, le travail à la chaîne, le bachotage et la surcharge des programmes scolaires qui l'imposent... Tout cela est facile. Il faut aussi, et c'est plus ardu, expliquer quelle gestion économique, quelle organisation déontologique des médias, quelle justice, quel service militaire, quelles structurations des autres administrations de l'Etat et des collectivités locales, quelle modernisation de la vie publique, sont impliqués par le modèle humain que propose cette « formation politique » aux citoyens dont elle sollicite les suffrages : « Voici ce que nous ferons de vous et de vos enfants » (en faisant valoir, si nécessaire, qu'il faut laisser le temps au temps).

Séparer structurellement les fonctions « éducation » et « formation professionnelle ». - L'éducation a pour objet de doter chaque citoyen d'un capital homogène de langues, de connaissances méthodologiques et générales. L'éducation est donc, autant que faire se peut, la même sur tout le territoire et s'évalue qu'à long terme en raison de la stabilité des valeurs et des connaissances qu'elle transmet.

La formation professionnelle a pour but de donner à chacun un métier conforme à ses aptitudes et à ses goûts, dont celui de négocier sa force de travail à un prix estimé satisfaisant. Elle doit s'adapter à la grande diversité des métiers, variables suivant les lieux et les entreprises et surtout à l'évolution accélérée des technologies.

Les fonctions assumées par l'éducation et la formation professionnelle ne sont pas de même nature. Il serait donc normal que l'éducation soit gérée par une administration centralisée, la formation professionnelle, par des structures publiques et privées décentralisées et déconcentrées (1), l'Etat veillant à l'évolution coordonnée des deux systèmes complémentaires (complémentaires mais pas confondus l'un dans l'autre : la logique impose la séparation des complémentaires).

Il faut faire justice d'une objection qui jaillit toujours à l'encontre des arguments invoqués pour sortir la formation professionnelle de l'éducation, afin de la décentraliser : les pays développés qui disposent

d'un système éducatif décentralisé connaissent des difficultés analogues aux nôtres.

C'est vrai, en grande partie. Beaucoup d'Allemands estiment que leur système fait la part trop belle aux formations alternées au détriment de la culture et envient notre gestion centralisée de l'enseignement général. Dans les pays anglo-saxons et au Québec, on met en cause l'efficacité des commissions scolaires et des commissions de main-d'œuvre, instances démocratiquement élues au niveau académique pour gérer respectivement l'éducation et la formation professionnelle.

En fait, l'invocation de l'échec, au moins partiel, des politiques éducatives décentralisées, conforte la proposition de confier la responsabilité de l'éducation et de la formation professionnelle (la formation continue) non pas à un mais à deux systèmes complémentaires, le premier centralisé, le second décentralisé et déconcentré.

Si les organisations décentralisées connaissent des difficultés semblables aux nôtres, c'est parce qu'elles ont pratiqué, comme nous, une politique univoque. Décentralisé totalement l'enseignement général est aussi illogique que centraliser la formation professionnelle, et comme la réussite de celle-ci dépend, pour beaucoup de l'efficacité de celui-là, des causes, différentes à première vue, produisent les mêmes déperditions d'énergie.

La réussite du couple éducation/formation professionnelle dépend, dans tous les pays développés, de la redéfinition des territoires de chaque fonction, l'une et l'autre étant organisées et gérées selon des règles spécifiques dictées par leur natures différentes mais précisant comment elles seront coordonnées.

(1) La modification structurelle proposée aurait des effets simplificateurs notamment sur :

- La parcellisation de la formation professionnelle. L'extraordinaire complexité du dispositif actuel pourrait être réduite par le recours à un seul régime additionnel de formation professionnelle et contribution obligatoire des entreprises à la formation de leurs salariés ;
- Le régime des diplômes. Réduction du nombre de ceux délivrés par l'éducation nationale, le baccalauréat relevant d'un seul diplôme de l'enseignement général ne comportant que quelques variantes ;
- Une organisation de la formation professionnelle en unités de valeur accessibles aux candidats justifiant du niveau de formation générale ou professionnelle requis.

► André Boutin est chargé de la mission formation-développement du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

LA LIBRAIRIE
DES ÉTUDIANTS

Cette rubrique recense les dernières parutions de livres plus spécialement destinés aux étudiants et aux enseignants.

Histoire
de la France coloniale
(deux tomes)

par J. L. Meyer, J. Tarrade, A. Rey-Goldzeiguer, J. Thobie, G. Meynier, C. Coquery-Vidrovitch et C. R. Ageron

Sept universitaires français, spécialistes de la question coloniale, se sont associés pour écrire une « Histoire scientifique de la France coloniale », présentée de manière chronologique. Plutôt que d'évoquer le destin particulier de chaque colonie, ils développent leurs études à partir du centre, c'est-à-dire de la métropole, examinant sa politique, ses réalisations et ses échecs. Selon les auteurs et les périodes, l'approche privilégie des aspects différents : jeux politiques, mobiles économiques, financiers, patriotiques, religieux ou diplomatiques, organisation administrative, rôle des armateurs et des marchands, rivalités internationales, attitude de l'opinion publique, relations entre colons et colonisés. Le premier tome va des origines à 1914, le second de 1914 à nos jours.

► Armand Colin, 848 p. et 854 p., 225 et 195 F.

L'Eglise
et les ouvriers en France
1940-1990

par Pierre Pierrard

« Je reste convaincu que l'histoire des relations entre l'Eglise catholique et le peuple ouvrier en France à l'époque contemporaine déborde infiniment les domaines de la religion populaire et du catholicisme social », explique Pierre Pierrard. Etudiant les dimensions politiques, économiques, sociales, religieuses et idéologiques dans les relations entre l'Eglise catholique et les ouvriers pendant et après la seconde guerre mondiale, il distingue trois grandes périodes : le temps des grandes espérances entre 1944 et 1953 ; les années difficiles pour le mouvement ouvrier chrétien (1953-1965) ; les mutations fondamentales depuis quinze ans.

Chez Hachette, vient également de paraître une « Vie quotidienne des femmes au Moyen Âge », dont l'originalité est de présenter le destin de huit femmes emblématiques - poète, médecin, mystique, prophète - à partir de leurs œuvres ou récits autobiographiques. Les auteurs sont quatre médiévistes italiens.

► Hachette, 444 p., 168 F.

Marianne Rougé

STAGES

Le service **JOBSTAGE** du CDTE est désormais accessible en tapant directement : 3615 LEMONDE.

« Le Monde Initiatives » publie chaque semaine des offres de stages en entreprises pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement le CDTE, association responsable de ce service, lancé en collaboration avec la MNEF, en téléphonant au 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur MiniTel 3615 JOBSTAGE. Les frais annuels d'inscription sont de 149 F. Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de contacter directement cette association au 45-46-16-20.

Gestion

Lieu : Paris. Date : mars. Durée : 3/4 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3 ou 4. Mission : participer à la réalisation d'un système d'information sur l'environnement concurrentiel international. 11693.

Comptabilité

Lieu : Neuilly-sur-Seine. Date : mai. Durée : indéterminée. Ind. : à définir. Profil : niveau aide-comptable mini, dactylo, Word 5, informatique. Mission : saisie des pièces comptables dans logiciel de comptabilité Sybel, facturation sur Sybel, ventes, secrétariat. 12639.

Lieu : Paris. Date : avril. Durée : 6 mois. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 1. Mission : saisie comptable informatique et travaux divers de comptabilité. 12638.

Personnel

Lieu : Paris. Date : mai. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3/4, sciences humaines. Mission : histoire des fusions, des absorptions, cessions de certaines sociétés du groupe pour permettre la reconstitution de carrière du salarié. 13611.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : SMIC. Profil : bac + 5, niveau DESS Gestion du personnel ou équivalent Sciences-Po. Mission : participation chantier job évaluation, prise en charge définitions de fonction, assistant service du personnel. 13610.

Marketing

Lieu : Evry. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 3 500 F/mois. Profil : bac + 5, maîtrise, gestion Co. public. Mission : recherche politique commerciale et stratégie de communication pour l'activité de l'entreprise, plus deux études de faisabilité autres secteurs. 14966.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 4 mois. Ind. : 6 000 F brut. Profil : bac + 4, école de commerce, micro-informatique. 14959.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 2 000 F/mois. Profil : bac + 2 mini ou BTS Action Co en cours. Mission : assurer la promotion du centre auprès des jeunes et des structures d'orientation des jeunes. 14958.

Lieu : Cambs, Angleterre. Date : mi-mars. Durée : 4/6 mois. Ind. : 5 000 livres/an au prorata. Profil : bac + 2, très bon français (oral, écrit), bonnes connaissances en italien et notions d'anglais. Mission : tâches administratives pour assurer la bonne marche du service et les activités de marketing relatives aux marchés français et italien. 14945.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1 500 F/mois + intéressement. Profil : bac + 2/3 école de commerce ou BTS Action Co, droit, anglais. Mission : marketing direct pour clientèle internationale. 14944.

Informatique

Lieu : Marseille. Date : immédiat. Durée : 4 à 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4, connaissances langage C, MSDOS et les programmation. Mission : dévelop-

per programmes à partir du langage C, application et gestion d'informations. 17914.

Lieu : Paris. Date : du 15 mars à début avril. Durée : 2 mois. Ind. : 9 000 F/mois. Profil : bac + 3/4 micro-informatique, méthodes d'analyse, tableaux. Mission : participer à l'analyse et à la réalisation d'un tableau de bord en lots 1,2,3, consolidation de données économiques et techniques. 17902.

Lieu : Orly. Date : mars. Durée : 4 mois, embauche possible. Ind. : 3 000 F + prime. Profil : bac + 3/4. Mission : développer, programmes statistiques et graphiques (écrans, traceurs) en Turbo Pascal 5-5 ou 6. 17901.

Communication

Lieu : Boulogne. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : 2 800 F net + ind. repas. Profil : bac + 2/3, formation fac ou écoles de commerce ou spécialisées. Mission : assistant du chef de promotion, recueil et analyse des informations, négociations fournisseurs, exécution et contrôle de la production, bilan. 18836.

Lieu : Gentilly. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 3/4 anglais, allemand, espagnol. Mission : suivi d'un logiciel multilingue « mailer » (traduction des lettres, CV, informations informatiques), préparation d'une campagne publicitaire dans les écoles européennes. 18835.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 4/6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3/4. Mission : recherche documentaire, analyse et rédaction de notes de synthèse. 18833.

Electronique

Lieu : Paris, déplacements éventuels à l'étranger. Date : immédiat. Durée : 2 mois, embauche possible. Ind. : 8 000 F. Profil : bac + 2, connaissances en télécommunication souhaitées. Mission : multi-

plexage de données numériques, soutien technique dans le domaine des réseaux de diffusion de données par satellite. 20665.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 4 mois, embauche possible. Ind. : à définir. Profil : BEP électronique, électricité. Mission : technicien de maintenance. 20664.

Technologie

Lieu : Boulogne. Date : immédiat. Durée : 5 mois. Ind. : 3 000 F. Profil : bac + 1 ou niveau BEP électronique, connaissances souhaitées en électricité et alarmes. Permis de conduire. Mission : travail en atelier et sur site. 22544.

Droit

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois mini. Ind. : à définir. Profil : bac + 5 DEA droit des affaires ou autre, connaissances du clavier. Mission : droit des affaires. 23582.

Secrétariat

Lieu : Gentilly. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : suivi de salons, saisie d'entreprises européennes et divers travaux de secrétariat. 24797.

Lieu : Dervallois-Pernet. Date : 15 mai. Durée : indéterminée. Ind. : à définir. Profil : bac + 4/5. Mission : secrétariat de sociétés, études domaine droit des transports/audit juridique/rédaction de contrats. 24795.

Lieu : Gentilly. Date : immédiat. Durée : 6 mois, embauche possible. Ind. : à définir. Profil : bac ou BEP Word 5, mémo, bonne orthographe. Mission : secrétaire adjointe de la direction générale. 24790.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : SMIC. Profil : bac, TTX, Word 5 sous PC. Mission : secrétariat. 24796.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 3 000 F + 3 500 F. Profil : bac + 1/2. Mission :

assurer le secrétariat du chef de produit du marketing santé animale international. 24786.

Lieu : Bourg-la-Reine. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2 BTS ou équivalent, allemand obligatoire.

anglais. Mission : secrétaire trilingue travail dans petite équipe très variée. 24785.

Et de nombreux autres stages sur le 3615 JOBSTAGE. Pour tous renseignements, contacter le CDTE au 47-35-43-43.



MBA

Parce que l'avenir appartient aux managers qui auront su apprendre l'Europe.

IMEA

INSTITUT DE MANAGEMENT EUROPEEN DES AFFAIRES
2 Avenue de l'Europe - BP 527 - 92021 Boulogne-Billancourt Cedex
Téléphone : (1) 47 55 07 00 - Fax : (1) 47 55 58 56
E-mail : imea@orange.fr

Demande de renseignements

Nom _____

Adresse _____

Tel. _____

Remettre de l'ordre dans les programmes

Les actions communautaires ont connu un succès considérable.
Mais la Commission ressent maintenant le besoin de renforcer leur cohérence

LA Communauté européenne a donné naissance, en quelques années, à une impressionnante batterie de programmes de coopération entre les douze pays de la CEE, dans le domaine de la formation initiale et continue. Lancé en 1987 avec l'énergie des pionniers et l'ardeur des néophytes, et destiné à encourager les partenariats transnationaux entre universités et entreprises en matière de formation technologique, le programme Comett a fait, depuis, d'innombrables petits.

Une véritable forêt de sigles a envahi le paysage européen : Erasmus, pour encourager la mobilité des étudiants entre les Douze ; Lingua, pour améliorer l'enseignement des langues communautaires ; Eurotechnet, pour explorer l'impact des mutations technologiques sur les systèmes de qualification ; Tempus, pour encourager la collaboration universitaire avec l'Europe centrale et orientale ; Petra, qui met l'accent sur la préparation des jeunes à la vie professionnelle ; ou Force, le petit dernier, adopté en mai 1990, et qui a pour but de développer la formation continue dans les entreprises. Sans oublier les programmes de recherche, comme Brité,

Science, Bridge ou Delta, dont les implications en matière de formation ne sont pas négligeables.

Derrière cette mobilisation tous azimuts et l'engouement médiatique qui l'a accompagnée, le constat dressé par la Commission des Communautés, les Etats membres ainsi que les milieux économiques et universitaires est unanime : face à la concurrence de plus en plus sensible des Etats-Unis et du Japon, la capacité des Douze à maintenir leur compétitivité dépendra autant du renforcement des coopérations scientifiques européennes dans les secteurs de pointe que de l'amélioration de la qualité de leurs ressources humaines. Bref, l'indispensable investissement en matière grise a fait des politiques de formation une des clefs de l'avenir économique et social de la Communauté.

Il faut bien reconnaître aujourd'hui que l'on est encore loin du compte. Certes, les principaux programmes européens, Erasmus et Comett, ont joué un rôle important de déclencheurs et ont répondu à une attente souvent forte. Ainsi l'appel d'offres Comett 1990 apparaît comme un grand cru, avec 2 335 projets soumis et 876 finalement retenus, soit plus qu'un doublement par

rapport à 1989. De même, Erasmus connaît un véritable envol en 1991 : pour la France seule, ce sont 8 000 étudiants qui seront en mobilité, contre 4 000 en 1990 et 1 500 en 1989. Pour les Douze, on devrait atteindre cette année 4 000 étudiants bénéficiant d'une bourse Erasmus.

Mais, indépendamment même des difficultés techniques de mise en œuvre des programmes (lourdeur des procédures, modicité des allocations, problèmes de logement par exemple), la mobilité européenne des étudiants reste encore un phénomène marginal. L'objectif initial consistant à « faire bouger » 10 % des étudiants européens reste bien lointain.

Surtout, le foisonnement enthousiaste, mais un peu anarchique, des programmes européens a conduit la Commission de Bruxelles à s'interroger sur l'efficacité de sa politique en matière de formation. L'heure est à l'évaluation des investissements consentis et, pour tout dire, à la reprise en main. Un mémorandum présenté à la Commission au mois d'août dernier pose le problème sans détour. Compte tenu de la responsabilité administrative et financière considérable des Etats membres et de la Commission,

« il est temps d'ouvrir le débat sur la rationalisation » des programmes.

L'autocritique est précise. Il convient, souligne ce texte, d'assurer « une transparence et une cohérence accrues » de la gestion, de mieux articuler mesures communautaires et politiques nationales, d'éviter la « dispersion » et « l'émiettement » des efforts, de simplifier les structures, de doter enfin la Commission des instruments de mesure et de pilotage précis de son action.

Pour redresser la barre, la Commission envisage à partir de 1991 d'établir, chaque année, un rapport global sur l'ensemble des dispositifs créés et de faire réaliser une évaluation extérieure des programmes afin, notamment, d'éliminer les doubles emplois. Elle propose en outre de rationaliser ses activités en les recentrant autour de trois grands secteurs : la formation initiale des jeunes, l'enseignement supérieur et la formation permanente. Dans chacun de ces trois domaines d'activité, « le nombre de comités et groupes de travail serait réduit ».

De même, la coordination entre les agences nationales qui gèrent les différents programmes devra être améliorée. Autant de mesures destinées à « mieux

déterminer la valeur ajoutée des mesures communautaires par rapport aux politiques nationales ». C'est admettre, en filigrane, qu'au-delà de son impact initial l'effort engagé depuis quatre ans n'a pas forcément atteint l'efficacité souhaitée.

Enfin, la Commission soulève deux questions-clés. Suggérant que tous ces programmes ne seront pas éternels, elle entend réfléchir, dès à présent, à la façon de consolider les réseaux encore fragiles constitués depuis peu. Le pire, estime ainsi un opérateur français, serait que « le souffle retombe aussi vite qu'il est monté ». Deuxième interrogation, tout aussi urgente : comment s'attaquer aux problèmes immédiats et cruciaux des entreprises européennes, comment adapter la population active aux enjeux humains, sociaux, technologiques et juridiques du marché unique, comment arriver enfin à davantage de cohérence des politiques sociales des Douze.

Chantier impressionnant auquel commence à s'attaquer le programme Force. Mais qui nécessitera surtout, là plus qu'ailleurs, de surmonter les clivages en profondeur qui marquent encore le paysage économique et social européen.

Gérard Courtols

Hercules réunit les chercheurs

Près de deux cents spécialistes de quatorze pays participent à une formation doctorale autour du réacteur à haut flux de Grenoble

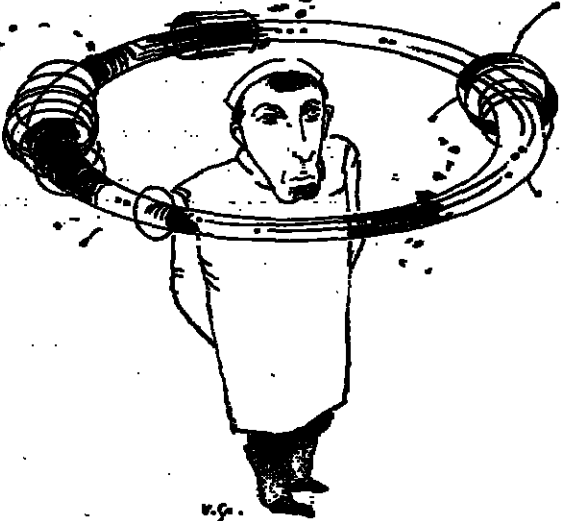
GRENOBLE

de notre correspondante

« **P**EU de chercheurs sont préparés à utiliser efficacement les grands instruments scientifiques. Sortis de leurs laboratoires, ils ont du mal à mettre en œuvre ces appareils spécifiques et sophistiqués dans le laps de temps d'utilisation très réduit qui leur est accordé », Claire Schlenker, professeur à l'Institut national polytechnique de Grenoble (INPG), et Jean-René Regnard, professeur à l'université Joseph-Fourier (Grenoble-II), travaillent respectivement dans des laboratoires du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et du Centre d'études nucléaires de Grenoble (CENG).

Familiers du réacteur à haut flux de neutrons de l'Institut Laue-Langevin (l'un des grands outils européens de recherche abrité à Grenoble), et convaincus

depuis longtemps de la nécessité de former des « utilisateurs intelligents » de ce type d'équipement, ils sont à l'origine du programme Hercules (High European Research Course for Users of



Large Experimental Systems). Cette première formation doctorale européenne consacrée à l'étude de la matière condensée au moyen des neutrons et du rayonnement synchrotron est organisée à Grenoble du 28 janvier au 22 mars. Elle réunit 63 participants (49 étudiants et 14 ingénieurs) en provenance de 14 pays d'Europe, 57 conférenciers européens et une soixantaine d'enseignants, pour 120 heures de cours théoriques et 60 heures de travaux pratiques.

« Grenoble se prête particulièrement bien à l'accueil d'une telle formation, en raison de la présence conjointe de grands équipements européens et d'un environnement très dense de laboratoires », explique M^{me} Schlenker.

Une vingtaine d'étudiants poursuivront par un stage de six mois, sur l'un des grands équipements européens partenaires d'Hercules. En effet, ce programme a été élaboré par les universités grenobloises en collaboration avec les représentants d'une dizaine de centres de recherche et d'universités européennes (1). « Hercules n'aurait pas réuni suffisamment de participants au niveau national. C'est le type même d'opération qui ne se justifie qu'à plus grande échelle », explique Jean-René Regnard, qui a pu sélectionner ses stagiaires parmi 110 candidats âgés de vingt et un à trente ans. « Ces jeunes vont former une communauté européenne habituée à travailler sur les grands instruments. Nous aurions aimé avoir cette chance à leur âge », commente un enseignant âgé d'une cinquantaine d'années, rappelant que l'un des objectifs d'Hercules est également de faire émerger une « Europe scientifique ».

Cette remarque est pain béni

pour Alain Nemoz, le président de l'université Joseph-Fourier, qui met tous ses efforts à faire se concrétiser, le plus rapidement possible, la décision de principe du ministère de l'éducation nationale d'élire Grenoble parmi les rares pôles universitaires promis à un avenir européen. Placé en tête des dossiers forts de ce pôle européen en formation, Hercules verra peut-être, à ce titre, son financement se pérenniser.

En effet, le budget de cette première édition (1,550 million de francs, hors une importante contribution des laboratoires à la formation pratique) est composé d'une savante mosaïque de subventions, dont la reconduction reste hypothétique.

M. Nemoz voit dans Hercules la première pierre d'un futur ins-

titut des hautes études scientifiques « où seraient dispensées d'autres formations doctorales, conçues dans le même esprit qu'Hercules mais sur des thèmes différents, tels que la chimie de l'atmosphère ou la physique des accélérateurs ». Le problème se pose non seulement d'assurer une assise financière plus stable à ces grands projets, mais aussi de leur créer un environnement de qualité. Aujourd'hui, les participants au programme Hercules n'ont trouvé à se loger que dans un internat de lycée reconverti, dans des conditions de confort pour le moins éloignées des normes européennes.

Elisabeth Deval

(1) En Allemagne, France, Italie, Grande-Bretagne.

LA GRANDE ÉCOLE DE COMMUNICATION

3^{ème} cycle
sur concours à Bac + 4.
Durée des études : 1 an.

2^{ème} cycle
sur concours à Bac + 2.
Durée des études : 2 ans.

Sciences Com

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS
SCIENTES COM
BP 67
44003 Nantes cedex 01
Tél. (06) 40 35 79 80
3615 code
SCIENTES COM

ENSPTT
LE MANAGEMENT DES ENTREPRISES DE RÉSEAU

UN METIER D'AVANCE POUR LES GESTIONNAIRES

La gestion avancée des entreprises de réseau (*) demande des cadres supérieurs et dirigeants aux compétences nouvelles :

- France Télécom, la Poste et leurs filiales,
- les entreprises publiques et privées fonctionnant en réseau,
- les entreprises de spécialistes et des managers présentant ce profil nouveau.

Diplômés des grandes écoles de commerce et d'ingénieurs, d'IEP, universitaires titulaires d'un 2^e cycle, ayant de bonnes connaissances en gestion, vous pouvez l'acquérir grâce aux cursus avancés de l'ENSPTT.

(*) dans les domaines du transport, de l'énergie, de la banque et de la finance, de la communication...

Une filière Administrateurs

Cadre dirigeant avec le titre d'Administrateur des PTT, France Télécom, la Poste, leurs filiales, le ministère des PTE.

- Recrutement sur concours.
- Epreuves d'admissibilité : 22, 23 et 24 mai 1991.
- Clôture des inscriptions : 22 avril 1991.
- Formation rémunérée : ENA (12 mois) + cursus ENS (14 mois) + stages.

économie des entreprises de réseau / droit de la communication / gestion des systèmes d'information et de communication / management des organisations / gestion des ressources humaines / finances et gestion financière / marketing / comptabilité et contrôle de gestion / gestion de la production / outils et techniques de communication / langues étrangères...

Une filière Entreprises

Cadre dirigeant dans le secteur public ou privé des grandes entreprises de réseau.

- Recrutement sur dossier et entretiens.
- Date limite de dépôt des candidatures : 24 mai 1991.
- Entretiens : 2^e quinzaine de juin 1991.
- Scolarité : cursus ENS (14 mois) + stages facultatifs.

• Ouvert à des étudiants ou à des candidats en situation professionnelle.

POUR VOTRE INFORMATION, NUMÉRO VERT 05 22 82 82

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS
Direction de la communication - 37/39, rue Dareau - 75014 Paris - Tél. : (1) 42 79 44 76 / 44 91

PARIS OXFORD BERLIN MADRID

L'EAP FORME LES MANAGERS EUROPEENS

Aujourd'hui le développement européen et international des hommes et des entreprises est un impératif.

Depuis 1973 l'EAP, grande école européenne de management, propose des réponses concrètes aux défis économiques mondiaux.

- 4 programmes européens
 - Formation Grande École : 3 ans, 3 pays, 3 langues
 - European MBA in International Business (EMIB)
 - European Executive Development Seminars
 - Executive Language Training
- Une compétence européenne
 - le développement d'enseignements managériaux par une faculté de 80 professeurs en équipes plurinationales
- Une structure européenne
 - Implantation dans 4 pays
 - 50 collaborateurs européens
- Des promotions internationales
 - 850 étudiants et participants "Executives" de plus de 20 pays chaque année

Contactez Relations extérieures : 47 54 65 39

108, BD MALESHERBES - 75017 PARIS

UNIVERSITÉ DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE ET DE FINANCE

EAP

Les petits aussi

Délaissés par les étudiants français, la Grèce, le Portugal, le Danemark et les Pays-Bas offrent pourtant bien des possibilités

EST-IL justifié d'aller étudier dans un des petits pays de la Communauté, comme le Danemark, la Grèce, le Portugal, les Pays-Bas? La réponse « spontanée » des étudiants et des universitaires semble négative, puisque les universités des grands pays de la CEE (Allemagne, France, Grande-Bretagne) monopolisent la plus grande part des accords d'échange. A tel point que le bureau Erasmus de Bruxelles a décidé de redresser la barre, en favorisant les projets incluant des établissements de ces petits pays. On notera également que les accords d'échange des établissements français les plus prestigieux (HEC, ESSEC, les grandes écoles d'ingénieurs) n'incluent jamais des établissements grecs ou portugais (à l'exception de l'EAP et de l'ESCC Reims, qui ont passé des accords avec des universités portugaises).

Une telle désaffection des étudiants français s'explique aisément. « Le premier critère de choix, note M^{me} Casalis, du service des relations internationales et européennes de Grenoble-II, c'est la langue. » Les pays anglophones sont donc choisis en premier, y compris l'Irlande. Puis viennent l'Allemagne et l'Espagne, alors que l'Italie se trouve plus proche de la situation des pays de langue minoritaire comme le Danemark, les Pays-Bas, le Portugal, la Grèce. La Belgique est bien sûr « sauve » par le bilinguisme franco-néerlandais.

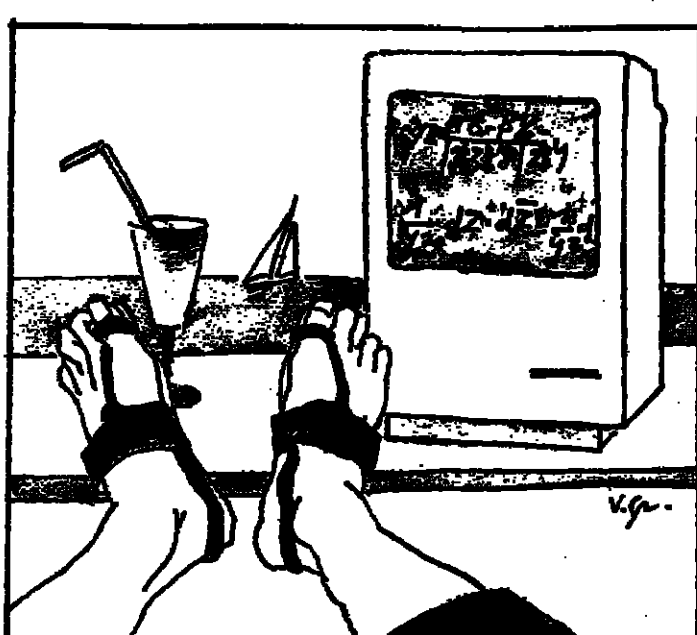
Le deuxième critère de choix est la qualité supposée de la formation. L'Italie, les Pays-Bas, le Danemark, bénéficient ici d'une certaine aura, alors que la Grèce et le Portugal cumulent les handicaps : les étudiants français estiment a priori que les moyens des établissements universitaires de ces deux pays méridionaux ne sont pas

à la hauteur de ce que peut offrir l'Europe du Nord.

Dernier critère : les situations personnelles. Les origines familiales, les rencontres des dernières vacances d'été, ou tout simplement la passion de globe-trotters qui collectionnent les expériences exotiques, jouent un rôle non négligeable dans les choix étudiants. Les pays « à langue minoritaire » sont souvent choisis pour ces dernières raisons. Résultat, les contingents sont extrêmement faibles : l'université Grenoble-II a envoyé 6 étudiants aux Pays-Bas, 2 au Danemark et 1 en Grèce, contre 86 en Grande-Bretagne, 24 en Allemagne, 13 en Irlande, 12 en Italie et 12 en Espagne. L'UTC de Compiègne a envoyé 4 étudiants en Grèce, 3 au Portugal, 2 au Danemark, 1 aux Pays-Bas.

DIFFICULTÉS LINGUISTIQUES. Il est vrai que partir pour un petit pays présente un certain nombre d'inconvénients. « On ne peut soupçonner en tout cas les étudiants qui choisissent ces pays d'avoir choisi la facilité. Le danois, le grec, le néerlandais ne sont pas précisément des langues aisées à apprendre », affirme Nicole Jaffrin, chargée des relations internationales de l'UTC de Compiègne. Les établissements de ces pays concernés exigent d'ailleurs un niveau minimum pour pouvoir suivre les cours dispensés dans la langue locale. « J'ai dû partir un mois avant le début des cours pour apprendre le néerlandais », témoigne Dominique, étudiante de l'UTC.

Quant à la qualité des établissements, « il faut reconnaître que passer trois mois à l'université technique de Brunswick (haut lieu du génie mécanique en Allemagne), ce n'est pas tout à fait la même chose qu'aller à l'université polytechnique de Patras, en Grèce, admet Nicole Jaffrin. Il est certain que les étudiants partant pour certains établis-



sements devront, à leur retour, rattraper un certain retard par rapport à l'enseignement dispensé à l'UTC. Mais ils le savent, nous aussi : ils jouent le jeu et nous les aidons.

Autre inconvénient des « petits pays » : l'expérience dans une université obscure, dans un pays dont la langue est fort peu parlée à travers le monde, ne présente qu'un intérêt mineur pour les futurs employeurs. « La plupart des étudiants qui choisissent ces pays le font en dehors de tout projet professionnel », reconnaît Nicole Jaffrin. Les étudiants préfèrent généralement « ratisser large », en choisissant les établissements les plus prestigieux des pays anglophones, germanophones ou hispanophones. Mais « il ne faudrait pas se contenter d'idées reçues ». L'obstacle de la langue n'est pas insur-

montable. Aux Pays-Bas, une vingtaine d'instituts internationaux proposent des cours dans plusieurs langues. Les deux principaux sont l'International Training Center, qui délivre une quinzaine de Masters of Science, et l'Institute for Social Studies, qui délivre huit Masters of Arts.

La plupart des universités proposent des cours, voire des programmes (comme le MBA de la Rotterdam School of Management), en anglais. Même chose au Danemark, où l'on peut suivre des cours en anglais dans toutes les universités, y compris l'Académie royale des beaux-arts, tandis que l'université de Roskilde propose un cycle complet de formation de lettres et sciences humaines en langue anglaise, et l'Ecole des hautes études commerciales de Copenha-

gue fait de même pour la gestion. De plus, dans ces deux pays, « tout le monde - jeunes et vieux, étudiants et enseignants - parle anglais », constate Valérie, qui revient du Danemark.

On ne peut certes pas en dire autant de la Grèce et du Portugal. Mais, comme le constate Françoise Muller, chargée des programmes européens à Paris-VI, « la plupart de nos étudiants sont accueillis dans des laboratoires où, comme partout dans le monde, les chercheurs parlent un sabir anglo-scientifique qui permet de se comprendre ». Signe révélateur : en Grèce comme au Danemark, les bourses d'études sont attribuées aux étudiants étrangers sans la condition de connaître la langue nationale. L'allemand et l'anglais (mais pas le français) sont acceptés.

POLES D'EXCELLENCE. Quant à la qualité des études et des établissements dans les petits pays d'Europe du Sud, même si les moyens ne sont pas forcément considérables, les enseignants et les chercheurs sont aussi bons que leurs homologues septentrionaux. Ils sont d'ailleurs le plus souvent issus des meilleures universités américaines ou européennes, le Portugal comme la Grèce ayant systématiquement envoyé dans les années 60 et 70 leurs plus brillants étudiants au MIT, à Cambridge ou à Harvard pour former l'encadrement d'un système universitaire en plein développement.

Les meilleurs de ces chercheurs ont suffisamment de poids dans leur institution pour concentrer des moyens importants, même si ceux-ci sont à l'échelle du système universitaire tout entier. Les universités françaises n'ont pas de difficulté à repérer ces pôles d'excellence, grâce aux colloques scientifiques et aux publications des chercheurs. La plupart d'entre eux figurent d'ailleurs dans les pro-

grammes ECTS (1). Les conseils avisés d'un enseignant-chercheur sont donc le meilleur signalement possible pour l'étudiant qui désire séjourner dans l'un de ces deux pays.

Enfin, les universités des petits pays présentent un grand avantage sur celles des plus grands : leur taille, justement. Loin des immenses campus allemands ou britanniques, de la cohue dans les universités italiennes ou espagnoles, l'accueil y est souvent bien meilleur. « Les enseignants grecs et portugais sont d'autant plus contents d'accueillir nos étudiants qu'ils espèrent pouvoir eux-mêmes entrer en contact avec nos laboratoires, et faire le voyage en sens inverse », explique Françoise Muller. « Ils sont incroyablement plus disponibles que nos mandarins français », confirme Philippe, étudiant de Grenoble parti en Grèce durant trois mois.

L'objection du CV doit être également levée, selon Nicole Jaffrin. « Une expérience dans un pays très spécifique peut parfaitement être valorisée auprès d'une entreprise française intéressée par ce pays. Et inversement, les entreprises locales sont extrêmement intéressées par des étudiants français venus tirer de leur langue et de leur culture, donc a priori motivés pour travailler avec elles. »

Antoine Reverchon
(Zélig)

(1) Voici, à titre d'indication, les établissements portugais et grecs qui y participent. Grèce : université de Corinthe, ASOEE Athènes; Héros : université de Minho (pas d'établissement grec); Grèce : université technique de Lisbonne, TEI Patras; Malte : université de Colmar, université de Thessalonique. Aucun établissement n'a été désigné dans ces deux pays pour le programme de chimie.

1 CONCOURS 3 CARRIERES DE COMMISSAIRES

L'armée de terre, la marine et l'armée de l'air recrutent en 1991 plus de 30 élèves commissaires parmi les jeunes gens titulaires d'un diplôme du second cycle de l'enseignement supérieur (licence, I.E.P...)
Droit, économie, sciences politiques...
Limite d'âge 25 ans

RENSEIGNEMENTS auprès des directions centrales des commissariats

ARMEE DE TERRE : D.C.C.A.T.
37, boulevard de Port-Royal
BP 305 - 00484 ARMEES
Tél : 16.1.40.65.52.72

MARINE : D.C.C.M.
2, rue Royale - 00352 ARMEES
Tél : 16.1.42.60.33.30 Postes 21221 & 21396

AIR : D.C.C.A.
26, boulevard Victor 00460 ARMEES
Tél : 16.1.45.52.64.51 & 45.52.64.54

PROGRAMME DOCTORAL ASSOCIE IAE D'ALX-ESSEC*

Préparation à l'Enseignement,
à la Recherche et au Conseil en Gestion

* Vous êtes titulaire d'un diplôme de second cycle ou diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de gestion : DEA "Sciences de Gestion" IAE d'ALX-ESSEC.

Grâce aux accords passés entre l'IAE d'Alx-en-Provence et l'ESSEC, il vous est possible de poser votre candidature pour l'admission au Programme de DEA "Sciences de Gestion" organisé par ces deux institutions. Ce DEA comporte les spécialités suivantes : Finance, Marketing, Stratégie, Gestion des ressources humaines, Modélisation mathématique.

* Vous êtes titulaire d'un DEA en Sciences de gestion : Doctorat IAE d'Alx-ESSEC.

L'obtention d'un DEA vous permet d'accéder à la préparation du Doctorat "Sciences de gestion" IAE d'Alx-ESSEC.

L'ESSEC sélectionne un nombre limité d'étudiants doctoraux parmi les candidats titulaires d'un DEA souhaitant poursuivre des activités d'enseignement, de recherche et de conseil en gestion. Ces étudiants travaillent avec un professeur de l'ESSEC de leur choix qui les guide et les dirige dans leurs recherches doctorales à l'ESSEC. Ils bénéficient, par ailleurs, d'un encadrement rigoureux (séminaires, informatique, bibliothèque, etc...) et du concours d'un corps professoral de notoriété internationale.

Durée des travaux : environ deux ans.

Renseignements et dossiers de candidature :

Programme Doctoral ESSEC, BP 105
95021 CERGY-PONTOISE Cédex
Téléphone : (01) 34.43.30.85

DATE LIMITE DES CANDIDATURES : 1er JUIN 1991

* Etablissement de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Versailles.
Le Programme Doctoral ESSEC reçoit le soutien de la FNEGE (Fédération Nationale pour l'Enseignement de la Gestion des Entreprises).
Groupe ESSEC - Etablissement d'Enseignement Supérieur Privé.

ESAM

ECOLE SUPERIEURE D'ASSISTANT DE MANAGEMENT

UN NOUVEAU METIER : ASSISTANT EUROPEEN DE MANAGEMENT

Vivez et travaillez en 3 langues !

ESAM

Etablissement privé d'enseignement supérieur

ESAM, 1^{re} école française habilitée à préparer le diplôme européen ESA délivré dans 10 pays depuis 25 ans.

Membre du groupe IGS, de l'Académie Européenne de Management et de l'Académie Européenne de Secrétariat.

- Une formation intensive : économie/gestion, techniques de communication, informatique/bureautique, Anglais, Allemand ou Espagnol.
- Une ambiance "internationale" grâce à des étudiants(es) venus(es) de pays d'Europe et des Etats-Unis.
- Des débouchés garantis pour cette formation originale de 30 mois dont 5 en Californie ou en Europe et 5 en entreprise.
- Des diplômes reconnus :
1^{er} cycle : - BTS Bureautique Commercial Bilingue
- BTS Commerce International
2^{ème} cycle : - EMA : European Management Academy
- ESA : European Secretarial Academy
AA : Associate of Arts Degree

ADMISSION : 1^{re} année BAC + Tests
2^{ème} année (niveau DEUG, DUT, BTS...).



Bon à retourner à ESAM
12, rue A. Parodi - 75010 PARIS - Tél. : 40 03 15 20

M. (Mlle) _____

Adresse _____

Code Postal : _____ Tél. : _____

ou souhaitez recevoir une documentation.

MON (1/91)

La coordination
seuls les établissements

GÉRER les relations internationales d'un établissement d'enseignement supérieur est en passe de devenir un métier. L'Ecole Supérieure de Commerce de Lyon, qui délivre une double licence de commerce et de gestion, emploie deux professeurs étrangers, emploie deux professeurs à plein temps, assure la gestion administrative des dossiers, l'autre assure le "marketing" de l'école à l'étranger et multiplie les contacts qui préparent les accords d'échange. « Le budget consacré à l'étranger » des écoles et des enseignants-chercheurs de l'ESCC Lyon s'élève à 100 000 francs par an », estime Gordon Smeaton, directeur (britannique) de l'école. Françoise Muller, qui dirige le service des programmes européens de l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VII), déclare avoir « à ce jour 250 propositions de coopération à mi-temps, avec une dizaine de professeurs de l'école de Lyon, trois demi-journées par semaine ».

Des moyens nettement insuffisants pour accomplir les tâches que M^{me} Casalis, du service des relations internationales et européennes de l'université des Sciences sociales de Grenoble (Grenoble-II), définit ainsi : « Informer les étudiants français de la plus grande variété de possibilités de monter les étudiants dans les universités étrangères, de leur aspect des choses, de leur environnement des bureaux, de leur panoplie au début, de leur résorption par la part des professeurs, des réclamations ont pu être faites, car ils ont pu en faire l'expérience ». « Jusqu'à présent, les étudiants n'ont pas pu aller à l'étranger, nous pourrions-elle, nous pourrions maintenant pourvoir à leur formation internationale, promouvoir des pays ou telle discipline, tel aspect de leur formation, de leur équilibre les échanges ».

TOUR DE BABEL. La mise au point des programmes internationaux est en effet un processus complexe, qui réclame de la part de l'administration, des enseignants et des étudiants un investissement considérable. A tel point que le développement des échanges en est pour le moment entravé. Ce sont les plus sérieux enseignants qui prennent l'initiative, à l'occasion de colloques, de colloques scientifiques, de colloques de chercheurs, de colloques de professeurs.

L'UTC et Cranfield ont été

TELE
PAR
MASTER

Un Master à TEL
c'est une formation complète
pour aborder le master
avec la référence d'une Grande
école et une compétence
dans le domaine des hautes
études de l'électronique et de
des télécommunications

- COMPOSANTS ET DISPOSITIFS DE TELECOMMUNICATIONS
- IMPLANTATION DE SYSTEMES A HAUTES PERFORMANCES
- CONCEPTION ET ARCHITECTURE DES SYSTEMES INFORMATIQUES
- INGENIERIE DU LOGICIEL
- SECURITE DES SYSTEMES INFORMATIQUES ET DES RESEAUX
- INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET SCIENCE COGNITIVE
- TRAITEMENT DES IMAGES

Master - Direction Scientifique - PH
ECOLE NATIONALE SUPERIEURE
46, rue Barreault - 75014

مركز التعليم

La difficulté de l'harmonisation

La coordination des programmes et des calendriers universitaires est une tâche extrêmement complexe : seuls les établissements qui ont les moyens d'investir parviennent à développer leurs échanges internationaux

GÉRER les relations internationales d'un établissement supérieur est en passe de devenir un métier. L'Ecole supérieure de commerce de Lyon, qui délivre onze doubles diplômes avec des établissements étrangers, emploie deux personnes à plein temps - assistées d'une secrétaire à mi-temps - l'une pour la gestion administrative des dossiers, l'autre pour assurer le « marketing » de l'école à l'étranger et multiplier les rencontres qui préparent les accords d'échange. « Le budget « voyages à l'étranger » des cadres et des enseignants-chercheurs de l'ESC-Lyon s'élève à 100 000 francs par an », estime Gordon Shenton, le directeur (britannique) de l'école.

Françoise Muller, qui dirige le service des programmes européens de l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI), déplore d'avoir « à gérer 250 programmes, à mi-temps, avec une secrétaire à mi-temps, et trois collègues qui viennent me donner un coup de main, trois demi-journées par semaine ».

Des moyens nettement insuffisants pour accomplir les trois tâches que M^{me} Casalis, du service des relations internationales et européennes de l'université des Sciences sociales de Grenoble (Grenoble-II), définit ainsi : « Informer les étudiants (c'est le plus lourd, car il faut recommander chaque année à zéro) ; informer les enseignants sur la façon de monter les dossiers pour Bruxelles (c'est de plus en plus facile, car ils ont pris en main cet aspect des choses) ; assurer le versement des bourses (c'était la panique au début, mais nous résorbons peu à peu les problèmes, les réclamations ont pratiquement cessé) ». « Jusqu'ici, nous étions noyées par la gestion administrative, poursuit-elle. Nous devrions maintenant pouvoir définir une politique en matière d'échanges internationaux, promouvoir tel pays ou telle discipline pour rééquilibrer les échanges ».

TOUR DE BABEL. La mise au point des programmes internationaux est en effet un processus complexe, qui réclame de la part de l'administration, des enseignants et des étudiants un investissement considérable. A tel point que le développement des échanges en est pour le moins entravé. Ce sont le plus souvent les enseignants qui prennent l'initiative, à l'occasion de contacts lors de colloques scientifiques ou d'échanges de chercheurs. « L'UTC et Cranfield avaient de

nombreuses similitudes : plusieurs professeurs se sont rencontrés et le « feeling » était bon », se souvient Nicole Jaffrin, chargée des programmes d'échanges internationaux de l'université technologique de Compiègne, qui possède depuis dix ans un accord pour la délivrance d'un double diplôme d'ingénieur avec Cranfield (Grande-Bretagne).

Une fois ces premiers contacts pris, le plus dur reste à faire. Les divergences entre les organisations pédagogiques locales font de l'Europe des universités une véritable tour de Babel. Chaque accord passe donc par la réduction d'un fossé, chaque fois de nature différente. Premier problème : la divergence des calendriers. « En second cycle, explique Françoise Muller, les programmes français suivent une logique annuelle, sont sanctionnés par des examens annuels. Alors que les cursus allemands, par exemple, sont organisés en semestres. » Pour développer les échanges internationaux, l'ESCP a dû réorganiser son cursus par semestres.

« Les programmes de l'UTC ont été, dès l'origine, conçus selon un système d'UV par semestres, ce qui nous permet d'avoir une grande souplesse dans les échanges internationaux », se réjouit Nicole Jaffrin. Nos étudiants obtiennent en équivalence de leur séjour une quantité d'UV, et non les UV correspondant aux matières effectivement étudiées. Ce qui nous évite de rechercher des correspondances exactes entre le cursus britannique et le nôtre. »

Les contenus sont tout aussi différents. « Les Allemands possèdent des programmes beaucoup plus lourds que les nôtres en sciences économiques, remarque Gordon Shenton. Il nous a fallu ajouter des enseignements à l'intention des candidats à l'échange avec l'Allemagne. » Les étudiants doivent accumuler dès la première année des « pré-requis » (bon niveau de langues avec le TOEFL et de gestion avec le GMAT (1) s'ils souhaitent partir, en fin de deuxième année, en Grande-Bretagne ou aux Pays-Bas... En revanche, les élèves ingénieurs français de l'UTC n'ont aucune difficulté à suivre les cours de Cranfield. Ce sont les étudiants britanniques qui doivent « s'accrocher » pour suivre le niveau théorique très élevé des cours français, alors que leurs enseignements sont beaucoup plus pragmatiques. « On les admire ! », reconnaît Nicole Jaffrin. Les échanges entre l'ESC-Lyon et l'université de Sarrebrück

sont entravés par ces divergences : « Alors que nous recevons beaucoup d'Allemands, nos élèves, dissuadés par la lourdeur des programmes, sont peu nombreux à vouloir aller là-bas. » Pour maintenir le niveau théorique de leur formation, les professeurs allemands ont en effet tenu à allonger la durée totale du programme d'un an.

Même l'Ecole centrale a dû accepter cette condition pour signer un accord de délivrance d'un double diplôme avec l'université technique de Berlin... L'ESC-Lyon a mieux négocié avec la WHU-Koblenz : la troisième année n'est prolongée que de trois mois, pour permettre aux étudiants français de réaliser leur

fessure pour la reconnaissance d'une équivalence de leur séjour à l'étranger dans le cursus français ou encore en raison du forfait d'étudiants confrontés à des situations financières délicates.

MONTE. Après les difficultés de l'harmonisation des programmes, le financement des séjours est le deuxième obstacle au départ des étudiants. « J'avoue avoir un peu honte lorsque j'explique aux étudiants qu'ils devront se contenter de 384 francs par mois... », s'exclame Françoise Muller. Les différences de coût de la vie d'un étudiant selon les pays sont en effet importantes (lire page V7). Selon Nicole Jaffrin, « le surcoût pour un étudiant français à Cran-

field représente 2 500 francs par mois ».

Pour les écoles, dont les frais de scolarité sont élevés, deux solutions sont envisagées : un accord entre les deux établissements permet à l'étudiant de suivre les études à l'étranger en payant son inscription à l'université d'origine. Personne n'est perdant s'il y a une parité exacte entre étudiants étrangers. Ce qui n'est pas le cas de l'accord UTC-Cranfield, les candidats britanniques francophones étant fort peu nombreux (six à huit contre une quinzaine de Français). « Mais les laboratoires de Cranfield sont bien contents d'accueillir nos étudiants, car ils n'arrivent pas à attirer leurs propres étudiants vers la recherche », affirme Nicole Jaffrin. Autre cas de figure entre l'ESC-Lyon, l'école de gestion de Nijmegen, aux Pays-Bas, et La Bocconi, en Italie : les étudiants ne paient que 50 % des frais d'inscription de

chance. « Nous sommes en négociation avec le conseil régional d'Ile-de-France pour qu'il octroie des bourses à nos étudiants Erasmus », indique Françoise Muller. Mais rien n'est encore décidé.

Ces blocages pédagogiques et financiers font que les étudiants français sont finalement inégaux face aux échanges européens.

« Les grandes écoles, parce que leurs étudiants trouvent les moyens de partir pendant un an à l'étranger, n'ont pas trop de problèmes pour harmoniser leurs programmes sur un cycle de formation entier », déclare Françoise Muller. « Le double diplôme est beaucoup plus motivant pour les étudiants que le simple séjour d'un trimestre », confirme Gordon Shenton. L'ESC-Lyon a délivré 200 doubles diplômes depuis 1978, et l'UTC autant depuis 1981. « 40 % de nos étudiants ont passé au moins six mois à l'étranger », se réjouit Nicole Jaffrin, pour qui « l'infirmité des étudiants français en langues étran-

gères est en passe de devenir un mythe ».

Les grandes écoles auraient-elles trouvé la bonne recette ? « Tout peut s'arranger si l'on part du principe qu'on ne trouvera jamais dans le programme étranger des éléments de son propre programme », affirme Nicole Jaffrin. « Il ne faut surtout pas dupliquer les cours, et chercher à faire faire là-bas aux étudiants ce qu'ils feraient ici. Il faut définir un autre cursus, qui comprendra ce que chaque partenaire estime indispensable, comme les sciences économiques pour les Allemands, et le stage en entreprise pour nous », confirme Gordon Shenton.

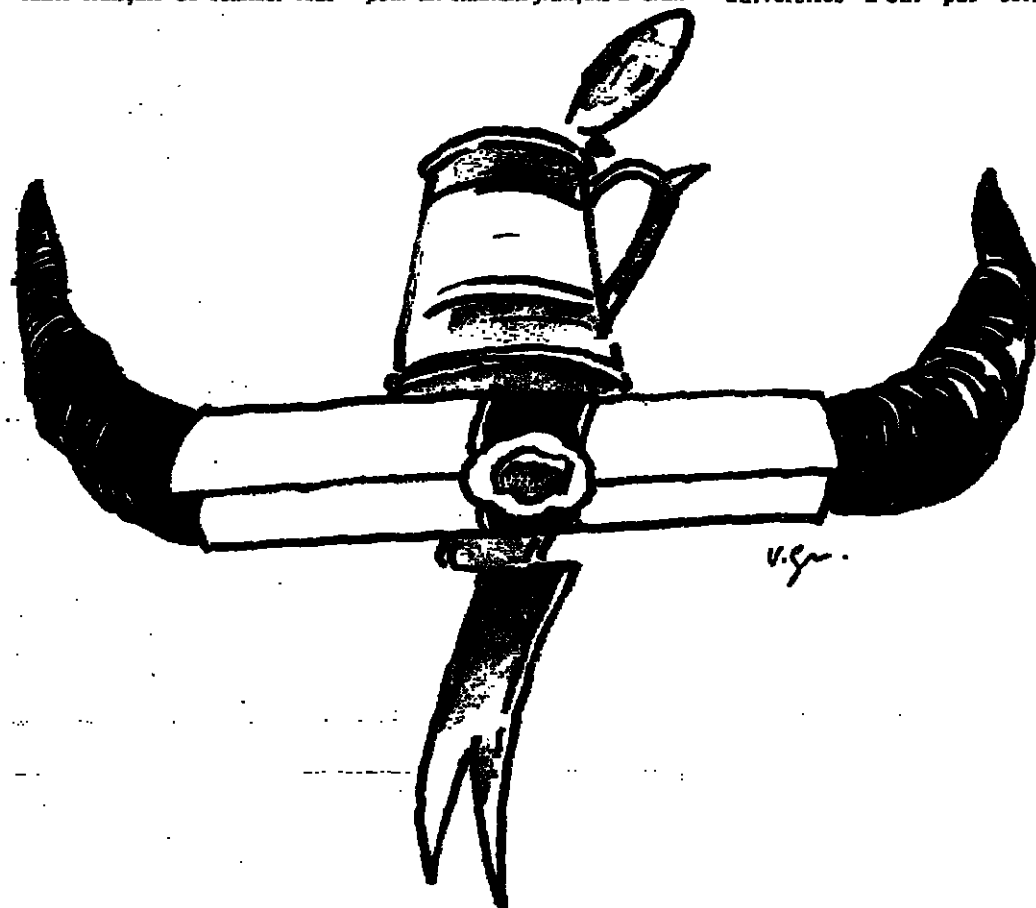
Ces solutions peuvent également être appliquées aux universités, moyennant un certain effort. « Les accords bilatéraux que nous avons passés en dehors d'Erasmus fonctionnent très bien, confirme Françoise Muller, parce que les bourses, financées par le DAAD allemand, le British Council ou le ministère français des affaires étrangères, sont suffisantes, et parce qu'un système d'équivalences précis a été élaboré. » Les cursus, selon Françoise Muller, doivent être repensés en fonction des échanges internationaux. « La maîtrise dont je m'occupe en tant qu'enseignante va être totalement modifiée dans ce sens à la rentrée 1991 : chaque UV durera trois mois, suivis de trois mois de stages, avec des options de quarante heures sur deux semaines, qui pourront facilement trouver des équivalences dans les établissements étrangers. »

Preuve que l'harmonisation est possible : les programmes-pilotes ECTS (système européen de transferts d'unités de cours capitalisables), qui ont fait l'objet de négociations préalables entre les établissements, fonctionnent bien. Tout le problème est de généraliser cette approche.

« Je crois que le programme Erasmus est inefficace, parce qu'inapplicable tel quel, en raison du blocage des mentalités », affirme Françoise Muller. Au contraire du programme Comett, qui va nous permettre d'envoyer une centaine d'étudiants à l'étranger cette année. Parce que ce programme implique des entreprises intéressées, et qu'il apporte une véritable carte de visite aux étudiants pour leur insertion professionnelle. »

A. R.

(1) GMAT : Graduate Management Admission Test, test d'aptitude à l'entrée dans les universités de gestion anglophones ; TOEFL : Test of English as a Foreign Language, test d'aptitude en langue anglaise pour les universités anglophones.



field représente 2 500 francs par mois ».

Pour les écoles, dont les frais de scolarité sont élevés, deux solutions sont envisagées : un accord entre les deux établissements permet à l'étudiant de suivre les études à l'étranger en payant son inscription à l'université d'origine. Personne n'est perdant s'il y a une parité exacte entre étudiants étrangers.

Ce qui n'est pas le cas de l'accord UTC-Cranfield, les candidats britanniques francophones étant fort peu nombreux (six à huit contre une quinzaine de Français). « Mais les laboratoires de Cranfield sont bien contents d'accueillir nos étudiants, car ils n'arrivent pas à attirer leurs propres étudiants vers la recherche », affirme Nicole Jaffrin. Autre cas de figure entre l'ESC-Lyon, l'école de gestion de Nijmegen, aux Pays-Bas, et La Bocconi, en Italie : les étudiants ne paient que 50 % des frais d'inscription de

A Grenoble-II, selon M^{me} Péraudin, qui dirige le service des relations internationales, les équivalences avec les universités étrangères sont obtenues soit par la définition de programmes détaillant les contenus et le nombre d'heures, fastidieux à mettre en place, soit par une équivalence globale, avec la prise en compte d'un « semestre Erasmus » équivalent à un groupe d'UV du cursus français. Mais une seule UFR a choisi cette seconde solution ! « La validation est en fait laissée à la discrétion de chaque professeur », déplore M^{me} Péraudin.

Ces blocages ne sont pas sans conséquences : les enseignants préfèrent utiliser Erasmus pour leurs étudiants de troisième cycle, dont les programmes sont beaucoup moins rigides que ceux de deuxième cycle, et dont l'envoi dans des laboratoires étrangers prépare en fait des échanges de chercheurs. Alors que Paris-VI a signé 24 accords Erasmus pour faire partir 36 étudiants, 7 seulement (pour une université qui en compte 33 000) vont effectivement partir en 1991... Faute d'assurances obtenues auprès des pro-

TELECOM PARIS
MASTERS

Un Master à TELECOM Paris, c'est une formation complémentaire de haut niveau pour aborder le marché de l'emploi avec la référence d'une Grande Ecole d'ingénieurs, et une compétence reconnue dans le domaine des hautes technologies de l'électronique et de l'informatique, des télécommunications et de l'audiovisuel.

■ COMPOSANTS ET DISPOSITIFS DE TELECOMMUNICATIONS	■ TRAITEMENT DU SIGNAL
■ IMPLANTATION DE SYSTEMES A HAUTES PERFORMANCES	■ IMAGE ET SON
■ CONCEPTION ET ARCHITECTURE DES SYSTEMES INFORMATIQUES	■ CONCEPTION DE SYSTEMES DE TRANSMISSION
■ INGENIERIE DU LOGICIEL	■ RESEAUX DE TELECOMMUNICATION ET DE TELEINFORMATIQUE
■ SECURITE DES SYSTEMES INFORMATIQUES ET DES RESEAUX	■ SYSTEME D'INFORMATION ET COMMUNICATION D'ENTREPRISE
■ INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET SCIENCE COGNITIVE	■ TELECOMMUNICATIONS ET SYSTEMES AEROSPATIAUX
■ TRAITEMENT DES IMAGES	

Mastères - Direction Scientifique - Place B 429 - Tél. : (1) 45 81 74 93
ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES TELECOMMUNICATIONS
46, rue Barrault - 75634 PARIS CEDEX 13

SCHILLER
INTERNATIONAL UNIVERSITY - PARIS
Fully Accredited Member AICS, Washington, D.C.

Etablie en Europe depuis 1964, S.I.U. offre une formation américaine en France, en Allemagne, en Espagne, en Suisse et aux USA. Notre vocation est internationale et vous pouvez poursuivre vos études dans un ou plusieurs de nos centres. Si vous désirez en savoir plus, téléphonez ou venez nous voir.

<p>MBA</p> <p>MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION DEGREE PROGRAM WITH SPECIALIZATION IN INTERNATIONAL BUSINESS OR INTERNATIONAL HOTEL AND TOURISM MANAGEMENT</p> <p>FULL TIME AND PART-TIME PROGRAMS.</p> <p>EVENING COURSES FOR WORKING EXECUTIVES.</p> <p>OTHER MBA PROGRAMS IN LONDON, HEIDELBERG, STRASBOURG AND BERLIN (JUNE 1991).</p>	<p>BBA</p> <p>BACHELOR OF BUSINESS ADMINISTRATION DEGREE PROGRAM WITH MAJORS IN INTERNATIONAL BUSINESS, MARKETING, MANAGEMENT.</p> <p>ONE YEAR BILINGUAL TRANSITION PROGRAM.</p> <p>STUDENT MAY TRANSFER FREELY FROM ONE CAMPUS TO ANOTHER (PARIS, LONDON, HEIDELBERG, MADRID AND FLORIDA) WITHOUT LOSING CREDITS.</p>
---	---

SCHILLER INTERNATIONAL UNIVERSITY
32 BOULEVARD DE VALGUYARD 75015 PARIS. TEL. : 45 38 56 01
CHATELAIN, FOURMANS, 103 RUE NEUF 67069 STRASBOURG. TEL. : 03 88 31 00 07

INSTITUT INTERNATIONAL MAXIMS DE PARIS
3 à 4 ANS D'ETUDES SUPERIEURES EN MANAGEMENT GESTION HOTELIERE

STAGES ET MISSIONS PROFESSIONNELLES DANS LES GRANDES CHAINES HOTELIERES INTERNATIONALES

Préparation au **DINH** Diplôme International Management Hotelier

MAHI Master en Affaires Hotelières Internationales

COURS BILINGUES Anglais/Français

ADMISSION 1ère année Bac, High School Diploma 2ème année

PREPA, BTS, DUT, DELG, Licence, ou équivalents

maxim's
100ans

Pour plus d'information
(1) 42 66 66 82

71 RUE DU FAUBOURG SAINT-HONORE 75003 PARIS FRANCE

Erasmus hors des Douze

Les Européens extérieurs à la CEE frappent à la porte.
Mais ils ne veulent pas être les dindons des échanges universitaires

Le principe de la participation des six pays de l'Association européenne du libre-échange (Autriche, Finlande, Islande, Norvège, Suède, Suisse) et du Liechtenstein au programme Erasmus a été approuvé lors d'une réunion à Bruxelles, le 14 février. Ces accords, pour prendre effet dès l'année académique 1992-1993, devront être ratifiés, par plusieurs des Parlements nationaux de l'AELE et par le Conseil des Communautés européennes, avant le mois d'octobre.

C'est le second programme d'éducation communautaire à s'ouvrir aux pays de l'AELE, qui participent à Comett II depuis le mois d'avril 1990 : 85 des 878 projets acceptés par la CEE proviennent de ces pays. Reconnus notamment pour la qualité de leurs formations, ils devraient voir leur participation à Comett II s'amplifier rapidement : elle devrait représenter près de 15 % de l'ensemble des projets en 1991, alors que la population totale des pays de l'AELE ne représente que 9 % de celle de la CEE.

Mais c'est justement là que le bât blesse. « Nous contribuons à hauteur de 14 % aux budgets des programmes auxquels nous participons », souligne Friedrich Hamburger, responsable du programme européen d'éducation et de recherche de l'AELE, et ministre fédéral des affaires étrangères d'Autriche. Pourtant, la part de nos étudiants dans ces échanges est très inférieure à ce pourcentage. Il faudrait l'augmenter de 50 % pour respecter la proportionnalité de notre contribution financière, ce qui est

difficilement envisageable. Nous estimons au moins normal que les conditions de participation ne soient pas discriminatoires à notre égard, étant donné que chaque étudiant échangé nous coûte deux fois plus cher que pour les pays de la CEE. »

En effet, les échanges ne sont admis par le bureau Erasmus que sur la base de deux étudiants de la CEE contre un de l'AELE, sauf pour la première année de mise en route, pendant laquelle la proportion de un pour un est admise provisoirement. Autre discrimination : les échanges ne peuvent se faire entre deux pays de l'AELE. « L'ouverture d'Erasmus aux pays scandinaves, à la Suisse, à l'Autriche et au Liechtenstein ne doit pas compromettre la mobilité intercommunautaire, ni l'équilibre des

échanges, parfois difficile à réaliser, avec les États du Sud de l'Europe », explique M^{me} Verli-Wallace, responsable du programme Erasmus à Bruxelles.

En dépit de ces réserves, « nous sommes certains du succès pratique de cette coopération, attendue avec impatience par nos universitaires », affirme M. Hamburger. Les pays de l'AELE comptent d'ailleurs stimuler l'intérêt des étudiants des pays de la CEE pour les pays nordiques, en informant le plus grand nombre d'entre eux de sa prochaine participation. « Les universités de l'AELE ne sont pas des établissements de deuxième classe et ont beaucoup à offrir. L'identité européenne telle que nous la comprenons aujourd'hui ne peut plus être limitée aux Douze. »

Valérie Gavriel
(Zéla)

Le coût des séjours à l'étranger

Type de dépenses (en francs)	Nijmegen (NL)	Manchester (GB)	Milan (I)	Sarrebrücken (All.)	Koblenz (All.)
Durée du séjour	13 mois	12 mois	12 mois	18 mois	15 mois
Loyer	58 696	30 700	90 000	27 450	22 950
Divers	9 030	11 150	—	18 360	15 300
Nourriture	—	—	—	21 420	17 850
Voyages (2 AR)	6 400	8 600	4 600	5 400	5 400
TOTAL	74 125	51 450	94 600	72 720	61 500
Comparaison frais de vie à Lyon (3 000 FF/mois)	39 000	36 000	36 000	54 000	45 000
Surcoût	35 125	15 450	58 600	18 720	16 500

L'ESC Lyon édite, à l'intention de ses étudiants, une brochure de présentation de ses différents programmes internationaux. Elle comprend un tableau comparant le coût du séjour d'un étudiant (y compris le voyage aller-retour) selon le pays d'accueil, que nous reproduisons ci-dessus. Ces données sont valables pour des étudiants d'Université, dans la mesure où nous n'avons pas reproduit les frais d'inscription aux

divers établissements avec lesquels l'ESC Lyon a passé des accords d'échange. Attention : ces chiffres sont des estimations établies à partir des brochures des établissements d'accueil et des budgets des étudiants de l'ESC Lyon envoyés sur place. Taux de change utilisés : 1 florin hollandais = 3,01 FF ; 1 livre sterling = 10,00 FF ; 1 lire italienne = 0,0045 FF ; 1 deutschemark = 3,40 FF.



MASTERE
back-office

La première formation internationale
aux nouveaux métiers des marchés financiers

AVEC LE SOUTIEN DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

PARTENAIRES

Association Française des Banques, Association Bancaire Italienne, Banque de France, Banque Indosuez, Banque pour l'Industrie Française, Banque Nationale de Paris, Banque NSM, Banque Paribas, Banque Populaire, BCD, Deloitte & Touche, Caisse de gestion Mobilinvest, Chicago Board of Trade, City University Business School London, Commission des Opérations de Bourse, Concept Recrutement, Crédit agricole, Crédit Commercial de France, Crédit du Nord, Crédit Foncier de France, Crédit Fonder de Monaco, Crédit Lyonnais, Fidelity, GSF, Instituto Universitario de Administración de Empresas, International London Stock Exchange, International Society of Securities Administrators, Chase Manhattan Bank, Citibank, Deutsche Bank, Dresdner Bank, Midland Bank, Nomura, Union Bank of Switzerland, MATIF S.A., NASDAQ International, Renvy Banque, SCBF, SDA, Sococri, SICOVAM, Société de Diffusion d'Informations Boursières, Société des Bourses Françaises, Stockholm Options Market, Stockholms Universitet, Sun Microsystems, WHU Koblenz.

CLOTURE DES INSCRIPTIONS : 15 MAI 1991

MS back-office - GROUPE CERAM CERICS - BP 120 - Sophia Antipolis
06561 Valbonne cedex - Tél. : (16) 92 94 22 90

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE PARIS

COMETT

Une Formation Pour Les Nouveaux Métiers Européens

L'ÉCOLE FRANÇAISE DU CYCLE DE GESTION
ET FINANCES EUROPÉENNES

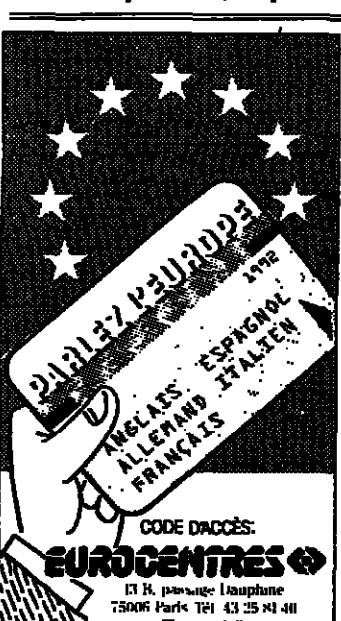
Formation

- 3 années d'étude dont 2 ans à CAEN et 1 année complète à LEEDS en Angleterre ou à BRÈME en Allemagne.
- L'obtention d'un double diplôme à BAC + 3.
Français - Anglais
(Certificat en contrôle de gestion et finance européennes
B.A. in European Finance and Accounting)
Français - Allemand
(Certificat en contrôle de gestion et finance européennes
Diplom Betriebswirt)
- La préparation aux examens professionnels menant à l'expertise comptable (D.P.E.C.F. - D.E.C.F.)

ACCÈS SUR CONCOURS POUR LES BACHELIERS BCD
ET LES ÉLÈVES DES CLASSES PRÉPARATOIRES

Ce programme reçoit l'aide de la CEE (programme ERASMUS)

ESC Le Havre - Caen, rue Claude-Bloch
14000 Caen
Tél. : 31-47-40-20 - Fax : 31-43-81-01



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

MS E S C P

MASTERS SPECIALISES

MS AUDIT ET CONSEIL • MS COMMUNICATION ET PUBLICITE • MS FINANCE ET TRESORERIE • MS JURISTE D'AFFAIRES INTERNATIONALES • MS MANAGEMENT DE L'ÉDITION • MS MANAGEMENT DE L'INFORMATION ET DES MEDIAS • MS MANAGEMENT MEDICAL • MS MANAGEMENT DES PROJETS INTERNATIONAUX • MS MANAGEMENT DE LA QUALITE • MS MANAGEMENT SOCIAL DES ORGANISATIONS • MS MANAGEMENT DES SYSTEMES D'INFORMATION • MS MANAGEMENT DU TOURISME.
NIVEAU DE RECRUTEMENT : DESS, DEA, GRANDES ÉCOLES OU ÉQUIVALENT •

UNE FORMATION D'EXCELLENCE

GROUPE ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE PARIS
MASTERS SPECIALISES - 75, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE - 75344 PARIS CEDEX 11 - Tél. : 48.23.21.40

IMIS
INSTITUT DE MANAGEMENT
DES INDUSTRIES
DE LA SANTÉ

GROUPE IGS

MÉDECIN - PHARMACIEN - VÉTÉRINAIRE - BIOLOGISTE
CHIRURGIEN DENTISTE - INGÉNIEUR

Choisissez l'industrie.

AVEC L'IMIS
3ème CYCLE DE MANAGEMENT
DES INDUSTRIES DE LA SANTÉ

créé et organisé en liaison avec les entreprises
6 mois de formation intensive + 4 mois de mission en entreprise

STRATÉGIE D'ENTREPRISE - MARKETING - COMMUNICATION
FINANCE GESTION - RESSOURCES HUMAINES - ÉCONOMIE
INFORMATIQUE - ANGLAIS

SPECIALISATION AUX INDUSTRIES DE LA SANTÉ

Pour recevoir la brochure d'information et un dossier de candidature, adressez ce bon à IMIS - 107, rue de Marseille - 69007 LYON - Tél. : (16) 72 73 47 83
Pour tous renseignements, contactez Erasmus ROCHE

NOM _____ PRÉNOM _____
DATE DE NAISSANCE _____
FORMATION _____
ADRESSE _____
VILLE _____ CODE POSTAL _____
TEL. _____

IGS ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

3

les 3^{èmes}

10 mois de formation
7 mois de mission en entreprise

- Agir en généraliste de l'entreprise
- Maîtriser les savoir-faire professionnels

Trois 3^{es} cycles spécialisés

- Ressources humaines et communication
- Finance et contrôle de gestion
- Qualité totale et gestion de projet

Admission :
Diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, IEP, maîtrise...) qui souhaitent se préparer à des postes de responsabilités globales.

GROUPE IGS

NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____ VILLE _____
☐ souhaite recevoir une brochure des 3^{es} cycles de Management
INSTITUT DE GESTION SOCIALE 120 rue d'Alsace 92300 Levallois-Perret
Etablissement privé d'enseignement supérieur

« L'ES court de son université, c'est-à-dire de son identité. Nous savons bien que dans le monde des choses ne se passent pas comme ça. Ici, les enseignants sont des professionnels. Nous pouvons nous fier ce que nous avons appris sur le terrain, grâce aux contacts que nous avons avec les entreprises. Cette coopération est ce qui a le plus frappé les étudiants de quatre pays de l'Est (Hongrie, Pologne, Roumanie et Tchécoslovaquie) qui ont participé au programme de formation Copernic, organisé par le Collège des ingénieurs, l'Ecole des ponts et l'Institut d'études politiques de Paris. Et ils s'en rendent compte. Nous sommes en train d'apprendre les mécanismes de l'économie de marché, et les transporter à la situation qui vient d'être créée. Nous sommes en train d'apprendre à ser leur point de vue. Nous pouvons, en fondant notre propre opinion, pour mieux résister à la manipulation. »

Le programme Copernic, qui s'étale sur douze mois, mêle aux enseignements scientifiques une formation économique, juridique et politique. « Il s'agit de donner aux étudiants une approche globale des pays d'Europe centrale », explique Philippe Matter, responsable de Copernic à l'Ecole des ponts. Mais la part de pragmatisme de ces étudiants est telle qu'ils ne voient pas « l'intérêt de cours de sociologie ou de droit, trop généralistes ». Ils ont vraiment surpris de constater que « l'Europe parle » dans tous les domaines. « La comptabilité, la gestion, obéissent aux mêmes règles. Elles les entreprises de l'Europe... »

MASTERE SPECIALI
DES PROJETS INT

Spécialité de la
pour maîtriser les aspects
Scientifiques, juridiques, économiques
et sociaux de la gestion
Diplômés de l'enseignement supérieur
des Universités de l'Est

ESCP

GROUPE ÉCOLE SUPÉRIEURE
DE COMMERCE DE PARIS
MASTERS SPECIALISES
75, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE

INSTITUT DE
Troisième

LA LOGIQUE
une fonction stratégique globale
pour l'entreprise

DES NEZ LO
en complétant v
la spé

CR

REST

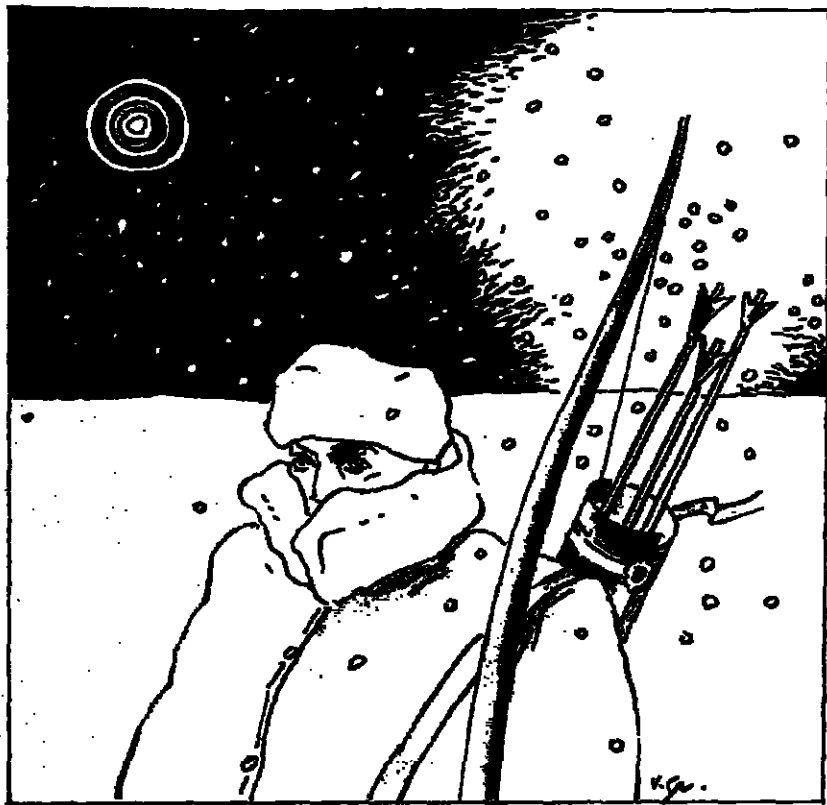
هكذا من الرجل

Les étudiants qui venaient du froid

Rester ou rentrer au pays : tel est le dilemme auquel sont confrontés les Polonais, Tchèques, Hongrois, Roumains venus compléter leur formation en France

« Les cours de nos universités étaient essentiellement théoriques. Nous savions bien que dans la réalité les choses ne se passaient pas comme ça. Ici, les enseignants sont des professionnels. Nous pouvions vérifier ce que nous avons appris sur le terrain, grâce aux stages ou aux contacts que nous avons eus avec les entreprises. » Cette constatation est ce qui a le plus frappé les étudiants de quatre pays de l'Est (Hongrie, Pologne, Roumanie et Tchécoslovaquie) qui ont participé au programme de formation Copernic, organisé par le Collège des ingénieurs, l'Ecole des mines, l'Ecole des ponts et chaussées et l'Institut d'études politiques de Paris. Et ils s'en réjouissent : « Nous sommes ici pour apprendre les mécanismes de l'économie de marché, et les transporter à la situation que vivent actuellement nos pays », expliquent-ils. Selon Stefan, étudiant roumain, « les Etats de nos pays ont longtemps profité de l'ignorance pour imposer leur point de vue. Nous pouvons, ici, fonder notre propre opinion, pour mieux résister à la manipulation ».

Le programme Copernic, qui s'étale sur douze mois, mêle aux enseignements scientifiques une formation économique, juridique et politique : « Il s'agit de donner aux étudiants une approche générale des pays démocratiques », explique Philippe Marber, responsable de Copernic à l'Ecole des ponts. Mais la soif de pragmatisme de ces étudiants est telle qu'ils ne voient pas « l'intérêt de cours de sociologie ou d'histoire, trop généralistes ». Ils sont également surpris de constater qu'on voudrait leur apporter la « bonne parole » dans tous les domaines : « La comptabilité, la gestion, obéissent aux mêmes règles dans les entreprises de l'Ouest et de



l'Est. Ceux d'entre nous qui ont étudié l'économie s'en rendent compte. Ils ont déjà appris tout ça. » Ils rejettent également l'alternative dans les bases nouvelles. En résumé, explique Petra, étudiante tchécoslovaque : « On nous montre le but. Nous connaissons la situation de départ. C'est à nous de trouver le chemin. »

RÉTICENCES DES ENTREPRISES. Car la plupart de ces étudiants manifestent la volonté de retourner dans leurs pays respectifs une fois la formation terminée, « pour participer à la mise en place de l'économie de marché ». Cet objectif déclaré correspond à celui du programme, puisque ce dernier est financé, en grande partie, par des entreprises françaises à la recherche de cadres de haut niveau capables d'assurer leur implantation sur le futur marché des pays de l'Est. La prospection des entreprises intéressées, en avril 1990, a donné de bons résultats, puisque trente et un étudiants ont pu venir participer à Copernic.

Mais la situation, avec la guerre du Golfe et les incertitudes sur l'avenir de l'URSS, a évolué entre-temps. « Nous sentons, au cours des entretiens que nous avons eus, que les entreprises françaises sont devenues très prudentes, voire réticentes », regrette Katarzyna, étudiante polonaise. Les entreprises n'ont proposé jusqu'ici que vingt stages pour les trente et un étudiants. « Mais nous avons encore du temps pour compléter cette offre », assurent, rassurants, les organisateurs. « Les Français ont tort d'être aussi féroces : les Allemands et les Scandinaves sont en train d'occuper le

sur les conditions de l'investissement à l'Est.

« Nous étions venus avec l'espoir d'être embauchés par une grande entreprise française pour travailler dans notre pays. Nous avons même dû promettre que nous retournerons chez nous. Maintenant, la situation semble s'être modifiée, constate Tomasz. Une entreprise m'a proposé un poste en Pologne, en ajoutant que si elle renouait à s'implanter là-bas, elle me prendrait en France, raconte Ewa. Mais je veux retourner chez moi. »

Tous se trouvent donc confrontés à un choix délicat, qui suscite force discussions : faut-il profiter de la pénurie de cadres qui règne à l'Ouest, et se faire embaucher sur place, avec un salaire bien supérieur à ce qui est envisageable à l'Est ? Ou retourner au pays, pour participer à l'édification de l'économie nouvelle ? « Choix personnel, qui dépend du « patriotisme » de chacun », dit Michal, qui voudrait bien prolonger de deux ou trois ans son séjour en se faisant embaucher par l'entreprise où il effectuera un stage. « Les trois mois prévus par le programme constituent une expérience insuffisante pour comprendre réellement l'économie de marché, explique-t-il. Travailler ici me permettra d'être plus efficace lorsque je rentrerai en Pologne. » A moins que les tentations d'une émigration confortable ne soient plus fortes.

Quant à ceux qui veulent rentrer « de toute façon », ils sont prêts à travailler pour n'importe quelle entreprise occidentale qui le leur proposera, « même si elle n'est pas française ». Ou pour une entreprise privée locale à la recherche de cadres bien formés, capables de traiter avec des partenaires occidentaux. « Peu importe où nous travaillons, pourvu que ce soit pour notre pays », affirme Ladislava.

A. R.

Les boursiers et l'exilé

Les étudiants des pays de l'Est venus par le programme Copernic connaissent des conditions idéales. Diplômés en sciences de l'ingénieur ou en sciences économiques, sélectionnés par leur établissement d'origine et par les organisateurs français en fonction de leur niveau et de leur maîtrise de la langue française, ils suivent un programme de neuf mois spécialement préparé pour eux, comprenant un tronc commun de formation générale et deux options (filière de gestion industrielle et filière commerciale), ainsi qu'un stage de trois mois en entreprise.

Chacun de ces étudiants est parrainé par une entreprise qui prend en charge les frais pédagogiques de son séjour, et finance sa bourse, d'un montant de 4 000 francs par mois (plus 600 francs d'indemnité de logement). Seule ombre au tableau, le logement dans un foyer Sonacotra près de Cergy-Pontoise, bien vite déserté par les étudiants au profit de chambres à Paris.

Les loyers pratiqués absorbent, bien entendu, la plus grande part de la bourse. « Mais on se débrouille », assurent les étudiants, heureux des innombrables propositions d'aide formulées par les Français rencontrés, et quelque peu stupéfaits de l'intérêt passionné qu'ils suscitent. « Visiblement, on a beaucoup parlé de nos pays à la télévision... »

Autre cas, à l'extrême opposé : celui de Tomasz, étudiant hongrois débarqué en France à l'été 1989, pour demander l'asile politique. Sa demande est rejetée. Il décide de s'inscrire à titre individuel à la Sorbonne pour obtenir un statut. Il lui faudra alors se frotter à la bureaucratie française : « Je croyais avoir connu le pire en la matière dans mon pays ! » Certificat d'hébergement, attestation de ressources, carte de séjour, c'est le « tour infernal », comme dit Tomasz, qui le conduit de la DDT (Direction départementale du travail et de l'emploi) à la préfecture, du commissariat à la mairie, de l'ambassade à l'OMI (Office des migrations internationales).

Finalement, il obtient, en janvier 1991, un visa de longue durée, moyennant un bref retour en Hongrie « pour réunir des papiers ». Et peut s'inscrire définitivement à la Sorbonne au cours semestriel de langue et civilisation françaises pour étrangers (le cours annuel, 9 500 francs d'inscription, est au-dessus de ses moyens). « Je suis avec des Américains, des Irlandais, des Suédois, des Canadiens. Mais ma situation est complètement différente : leurs parents leur envoient de l'argent, 1 000 dollars leur suffisent. Alors que 1 000 forints (la monnaie hongroise) représentent quelques centaines de francs ! » Tomasz doit donc travailler pour vivre, et économiser pour payer l'inscription en session annuelle l'an prochain.

Son objectif est pourtant le même que celui de ses compatriotes du programme Copernic. « Je veux retourner en Hongrie pour y enseigner le français. Nous en avons besoin, là-bas. »

A. R.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

MS ESCP

MASTÈRE SPÉCIALISÉ MANAGEMENT DES PROJETS INTERNATIONAUX

Spécialisation de haut niveau, en un an, pour maîtriser tous les aspects d'un projet international. Sélection ouverte aux ingénieurs, D.E.A., D.E.S.S., grandes écoles de gestion ou équivalent. Dossier de candidature et renseignements auprès de Cécile DESTOMBES.

GRUPPO ESCP

MASTÈRES SPÉCIALISÉS
79, avenue de la République - 75543 Paris Cedex 11 - Tél. : 49.23.21.44

INSTITUT DE LOGISTIQUE

- Troisième Cycle -

LA LOGISTIQUE une fonction stratégique primordiale pour l'entreprise moderne

DEVENIR LOGISTICIEN

complétant votre formation par une spécialisation de pointe

CONTACTEZ
Gérard TROVÉ - Ecole Supérieure de Commerce de Bretagne - 2, Avenue de Provence
BP 214 - 29202 Brest Cedex - Tél. : 98.34.44.07
Tél. : 98.34.44.44

PCS

PRÉPARATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE

Centre de préparation aux HEC et à Sciences Politiques, créé en 1976.

- Classes prépa ESC et classes pilotes HEC
- Corps professorat réputé
- Suivi personnalisé et groupes homogènes
- Admission sur dossier pour bacheliers B, C, D.

Classes pilotes HEC

Conditions d'admission

- Voie générale : bac C plus mention et/ou admissibles aux concours
- Voie économique : Bac B et D plus mention et/ou admissibles aux concours
- Dépôt des dossiers à partir de janvier

GRUPPO ESCP - PCS
48, rue de la Fédération 75015 Paris
Tél. : 01 45 66 59 98
enseignement supérieur privé

BAC + 5

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE ROUEN

MASTÈRE SPÉCIALISÉ

A VOCATION INTERNATIONALE

TRANSFERT DE TECHNOLOGIE ET DE TECHNIQUES DE MANAGEMENT

- Sélection ouverte aux titulaires d'un D.E.A., D.E.S.S., et aux diplômés de Grandes Ecoles d'Ingénieurs et de Gestion, Pharmaciens, Médecins...
- Dates limites d'inscription : - 15 mai (1^{re} session) - 3 septembre (2^e session)

Renseignements : SUP DE CO ROUEN
Direction des Programmes Spécialisés
R.P. 188 - 76136 MONT-SAINT-AIGNAN CEDEX
Tél. : 35.74.03.00 - Fax : 35.76.06.62
Chambre de Commerce et d'Industrie de Rouen

NSI
SurReCo

INSAM

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES ET DU MANAGEMENT

4 ans de formation internationale au management

Études à Paris, État-Unis, Europe

Admission 1^{re} année : bac + concours,
2^e année : bac + 2 (DUT, DEUG, BTS).

GRUPPO
eslscsa
1, rue Beugnot, 75001 Paris - France
Tél. : 01 42 96 89 14
ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
FONDÉ EN 1941 - RECONNU PAR L'ÉTAT

La nouvelle internationale de l'encadrement

Les spécificités de la large catégorie des dirigeants sont mieux reconnues sur le continent

DÉCIDÉMENT, nul n'est prophète en son pays. Forcé et développé en France, le concept de «cadre» paraît victime de ses succès. Dans l'Hexagone, il est, au mieux, considéré comme une notion floue. Au pis, il apparaît comme une division catégorielle que peu contredit avec la modernisation des rapports sociaux, dans la mesure où celle-ci exige que les caractéristiques dont s'enorgueillissent traditionnellement le personnel d'encadrement — implication, sens de l'initiative et de la responsabilité — s'étendent à l'ensemble des salariés.

Selon l'Agence pour l'emploi des cadres (APEC), qui se base sur des critères assez restrictifs fondés sur des «responsabilités techniques, d'animation ou d'expertise», les cadres sont au nombre de sept millions en Europe (1). Or, à l'étranger, l'existence de cette catégorie paraît davantage reposer sur

des repères fonctionnels clairement identifiés que sur un statut social (renforcé par les mécanismes de retraite complémentaire) dont les contours paraissent de plus en plus incertains. En France, près de 30 % des salariés font partie de l'«encadrement» au sens large. Bref, nos voisins seraient cadres sans le savoir... Rien, pourtant, n'est moins sûr.

Dans plusieurs pays européens, et non des moindres, les cadres ont demandé — et souvent obtenu — une véritable reconnaissance de leur spécificité. Depuis 1987, les cadres belges disposent de leur propre collège pour les élections professionnelles. En 1987, les Italiens ont porté sur les fonts baptismaux une catégorie dénommée *quadri* alors qu'en Allemagne sont apparus les *litende Angestellte*.

Bien sûr, ces différentes dénominations ne recouvrent pas des réalités parfaitement

identiques. Les définitions varient entre la notion française d'encadrement (qui intègre une partie des agents de maîtrise) et le concept «haut de gamme» du manager anglo-saxon.

L'émergence récente des cadres est encore plus nette sur le plan syndical. Ces six ou sept dernières années, les Suédois de LO, le DGB allemand, l'UIL italienne, l'UGT espagnole, le TUC britannique et l'UGT portugaise se sont dotés d'organisations propres aux cadres. Quant à la FIET (Fédération internationale des employés et techniciens), elle a constitué en son sein un Comité mondial des cadres. «Le progrès technique a produit de plus en plus de cadres, mais ils se sont retrouvés fragilisés, notamment par la montée du chômage. Cela explique qu'ils se soient découverts une plus grande disponibilité vis-à-vis du mouvement syndical», souligne Michel Rousselot (UCC-

CFDT), élu à la présidence du Comité mondial des cadres à la fin de l'année dernière.

«Il y a une quinzaine d'années, se souvient Yves Lasfargue, directeur du centre de recherches de l'Institut français de gestion (IFG), la notion de cadre était syndicalement inadmissible dans les autres pays européens.

Et puis, petit à petit, cette catégorie s'est mise à avancer des revendications particulières, sur la formation ou le temps de travail. Aujourd'hui, poursuit-il, le développement technologique élargit considérablement la notion de disponibilité, d'adhésion permanente. De même, la multiplication des reprises d'entreprises par leurs cadres est un élément significatif. Il s'agit désormais d'un concept qui se structure et non d'une notion catégorielle dépassée.

Autre indice révélateur, les ex-démocraties populaires, à la recherche

d'une nouvelle hiérarchie des salaires, tentent de former un véritable encadrement, même si la dénomination qu'ils emploient — celle de «manager» — est probablement trop réductrice.

Alors que la construction communautaire promet d'accélérer la mobilité des salariés, on peut se demander ce que sera le cadre européen de demain. Les futures conventions collectives retiendront-elles la définition stricte du modèle allemand ou celle, plus large, du modèle français? Pour Yves Lasfargue, ce dernier se rapproche peut-être davantage de la «pente naturelle» qui consiste à élargir la capacité d'autonomie des salariés.

Jean-Michel Normand

(1) Selon l'APEC, la proportion de cadres est en moyenne de 12 % en Europe. La plus élevée est en Grande-Bretagne (15 % environ), devant la France (14%), alors que la RFA (9,3 %) est la moins dotée.

Les traducteurs se mettent au diapason

Face à l'échéance de 1993, l'avenir de la profession passe par la spécialisation et les regroupements



L y a cinq ans, le service «traduction» de la Régie Renault comptait treize salariés; ils ne sont plus que deux aujourd'hui. Ils réalisent désormais les travaux les plus urgents et coordonnent ceux confiés à une centaine de traducteurs libéraux. La sous-traitance est devenue la règle dans les entreprises. «Les services intégrés sont très difficiles à gérer», explique Benoît Vuchot, président de la chambre nationale des entreprises de traduction, car le volume de traduction varie beaucoup au cours de l'année. De plus, les traducteurs sont des gens très autonomes, qui s'intègrent mal dans un système.

Cette évolution a entraîné un fort développement du marché. En France, un millier de traducteurs libéraux travaillent directement pour les entreprises ou bien pour des agences de traduction. Ils gagnent entre 15 000 et 30 000 francs par mois selon leur ardeur au travail et la cote de leurs langues et de leur spécialité. Les agences sont, quant à elles, une centaine. Elles emploient, en moyenne, entre deux et quatre salariés (salaire mensuel environ 12 000 francs brut), auxquels s'ajoute un réseau de libéraux.

GEDEV (18 millions de francs de chiffre d'affaires en 1990), par exemple, agence de traduction technique, dispose de treize salariés et d'un réseau d'une trentaine de libéraux réguliers. Elle possède en outre un fichier de plusieurs centaines de traducteurs, capables de répondre à un besoin ponctuel très pointu, qu'il s'agisse d'une langue «rare» ou d'une spécialité technique.

RECONVERSION. Car, face à l'Europe de 1993, l'avenir de la profession passe par la spécialisation. Pierre-Philippe Florent, directeur général d'Euro Traduction (9,5 millions de chiffre d'affaires en 1990) en est convaincu. «90 % de nos traducteurs n'ont jamais fait d'école de traduction. Ce sont des médecins, des ingénieurs de télécommunication, des informaticiens, des pilotes de ligne, etc., qui traduisent vers leur langue maternelle. Ils font cela pendant un an ou deux pour pouvoir, par exemple,

construire une petite maison puis ils arrêtent. D'autres ont été licenciés de l'industrie et trouvent dans la traduction une reconversion.» Les formations à la traduction, notamment en université, se sont développées, elles aussi, développées. Près de la moitié des libéraux qui travaillent pour GEDEV en sortent.

Faut-il espérer un boom du marché à l'horizon de 1993? «Certainement, puisque les échanges commerciaux vont s'intensifier», se réjouit Marie-Thérèse Chapelet, de la Société française des traducteurs. On va se heurter au problème de la concurrence entre les traducteurs, mais cela va stimuler la profession. Benoît Vuchot affiche moins d'optimisme: «Les grosses entreprises n'ont pas attendu 1993 pour exporter. Mais on verra des PME-PMI commencer à le faire. Et qui dit exportation dit traduction.»

Gérard Martin, directeur technique de GEDEV, confirme: «S'exprimer en langues étrangères, cela commence à partir de l'image de marque de l'entreprise. C'est ce que l'on appelle la politique linguistique.» Le développement de la traduction vers des langues encore «rares», comme le grec et le portugais, devrait continuer, tout comme l'évolution des méthodes de travail. Plus aucune entreprise de traduction ne pourra se passer d'une panoplie de logiciels et de plusieurs systèmes informatiques compatibles avec ceux de ses différents clients, ce qui conduira à des regroupements de sociétés pour répartir les investissements.

Les libéraux devront suivre le mouvement. Beaucoup déjà disposent d'un modem ou d'un télécopieur pour transmettre leurs copies. «On voit se former des cabinets de trois à dix traducteurs associés dans des langues et des spécialités différentes, qui partagent le secrétariat et le matériel», note Marie-Thérèse Chapelet.

Un statut européen verra sans doute aussi le jour. Le sujet sera débattu en avril à Bruxelles, lors de la réunion de la Fédération internationale des traducteurs.

Francine Alzicovici

La Communauté joue la différence

L'étude d'Hugues Bertrand montre que le modèle d'emploi européen n'existe pas

Ya-t-il un modèle d'emploi européen? Vu de New-York ou de Tokyo, peut-être. Les responsables de la Commission de Bruxelles ont eux-mêmes longtemps caressé cette idée. Il est d'ailleurs probable qu'en commandant une étude sur ce sujet, ils souhaitaient se conforter dans cette opinion. Pourtant, le travail confié voici deux ans à un Français, Hugues Bertrand, professeur de sciences économiques et directeur associé de la société Conseil Innovation, tend à démontrer le contraire.

Au terme d'une enquête menée en France, en RFA, en Grande-Bretagne, en Italie, en Espagne et en Suède, ses conclusions sont claires et nettes: «D'un bout à l'autre de l'Europe, les systèmes d'emploi diffèrent fortement. Les grands groupes professionnels ne sont ni constitués, ni gérés, ni organisés de la même façon. (...) Ces oppositions n'auraient qu'une importance limitée si les évolutions étaient convergentes, mais les cheminements eux-mêmes diffèrent. Même les grandes entreprises, dont bien des préoccupations et des stratégies sont aujourd'hui semblables ou convergentes, organisent différemment leurs établissements, leurs filiales dans chaque pays et s'adaptent aux systèmes d'emploi nationaux.»

L'auteur, qui ne passe pourtant pas pour un farouche partisan du libéralisme, en tire les conséquences sur le terrain social:

«Une politique visant à construire un espace social européen unifié et uniforme ne paraît ni appropriée, ni possible, ni souhaitable.» A l'appui de cette démonstration, quelques phénomènes bien connus, comme les différences en matière de formation ou de représentativité syndicale, mais aussi de nombreux points trop souvent passés inaperçus.

DEGRÉ D'INDUSTRIALISATION. Ainsi, le degré d'industrialisation ou de tertiarisation des pays varie considérablement: si l'Allemagne est le pays le plus industriel (les emplois manufacturiers représentent 52,5 %, donc plus de la moitié des emplois tertiaires), elle est immédiatement suivie de l'Espagne (46 %) et de l'Italie (42 %), alors que la France apparaît bonne dernière, les effectifs industriels n'y constituant que le tiers des emplois tertiaires.

Autre différence: la dynamique de l'emploi. Entre 1978 et 1984, dernière comparaison internationale connue, la France s'est distinguée par l'importance des créations ou des suppressions d'emplois liées aux ouvertures ou aux fermetures d'établissements, alors qu'ailleurs ces mouvements se sont faits à l'intérieur des établissements existants. Conclusion: malgré une incontestable dynamique de création d'entreprises, la France s'en sort globalement moins bien que les autres pays. Pourtant, s'il ne fallait prendre qu'un critère pour distinguer les différents pays, la place réservée aux femmes serait incontestable-

ment la plus parlante. Qu'y a-t-il de commun entre l'Allemagne, où 67 % des femmes âgées de vingt-cinq à trente-quatre ans ont au moins le niveau bac, et l'Espagne, où elles ne sont que 15 % (21 % en France)? La société espagnole connaît encore bien des blocages: les diplômées de l'enseignement supérieur ont un taux de chômage nettement plus élevé que les jeunes filles sans diplômes (27 %

contre 17 %). Un cas que l'on ne retrouve nulle part ailleurs. Pour l'auteur, les conséquences de ces différences sont claires: mieux vaudrait favoriser l'apparition de nouveautés sociales lorsqu'elles sont communes à plusieurs pays, plutôt que tenter vainement de chercher à aplanner les situations nationales existantes.

Fredéric Lemaître

Le métier en vogue de lobbyiste à Bruxelles

DANS le jargon de Bruxelles, certains appellent les «ferrailleurs». Des hommes d'entregent aux profils les plus divers (anciens fonctionnaires européens, journalistes reconvertis) qui, armés de leur carnet d'adresses et d'un culot certain, investissent aux premières heures de la journée les couloirs du Parlement ou de la Commission pour y exercer, en «free lance», la profession de lobbyiste, encore balbutiante. N'appartenant à aucune structure organisée, intervenant pour pousser tel ou tel dossier, faire un programme de visites au petit patron soucieux de plaider sa cause auprès de Bruxelles, et surtout sur chaque problème frapper à la bonne porte, ces artisans du groupe de pression n'ont pas déserté les murs du Berlaymont (siège de l'exécutif européen). Reste qu'ils s'inscrivent au fil des ans devant des groupes beaucoup mieux organisés. Et notamment de grands cabinets de consultants qui ont tous fait leur entrée à Bruxelles.

Le lobbyisme bruxellois s'est, en moins de cinq ans, professionnalisé et institutionnalisé. Stigmatisés par Edith Cresson, lors de son passage au ministère des affaires européennes, pour leur relatif manque de pugnacité, les entreprises françaises — dont certaines à l'image d'un Rhône-Poulenc ou d'un Elf-Aquitaine vibrant de longue date dans la capitale européenne — redoublent aujourd'hui d'efforts pour faire entendre leurs voix auprès des instances communautaires. Au fur et à mesure que la perspective du grand marché unique se rapproche, directives et réglementations européennes se précipitent, fournissant une matière nouvelle au lobbyisme intégré.

PROFIL DE POSTE. Le lobbyiste maison, cadre éprouvé détaché à Bruxelles par son employeur, était une figure rare dans l'organigramme des grandes entreprises françaises, il y a deux à trois années encore. La fonction est aujourd'hui entrée dans les mœurs. Un profil de poste commence à se dégager. Sa mission est de suivre de très

près l'élaboration des directives et réglementations pouvant avoir des répercussions directes sur l'activité propre de son entreprise ou plus généralement sur son secteur. Ce n'est pas forcément un spécialiste du droit communautaire — les cabinets d'avocats d'affaires parisiens qui ont tous ouvert des antennes à Bruxelles sont là pour cela — mais il est en tout cas très fréquemment issu du département affaires internationales de sa société. Déjà au fait des problèmes européens, il a surtout de la «bouille», comme le note Henri Malosse, bon observateur du métier pour être le délégué bruxellois de l'Association des chambres d'industrie et de commerce.

La topographie du lobbying bruxellois ne se résume évidemment pas aux représentations permanentes de grandes sociétés. A l'image des sidérurgistes (groupe Eurofer), des producteurs d'emballages carton ou des constructeurs automobiles (actuellement divisés), les industriels des douze pays membres se sont parfois regroupés par secteur dans des structures chargées de défendre leurs intérêts communs. Siègent dans ces instances les patrons et hauts dirigeants spécialistes des questions communautaires des firmes adhérentes.

Les organisations patronales, les fédérations professionnelles ont également leurs relais à Bruxelles, généralement pilotés par des hommes du sérail. L'arrivée de délégations des collectivités locales (pour l'essentiel des régions) est plus récente.

Quels que soient l'entreprise, le secteur, l'organisation représentée, le B.A.-ba du métier de lobbyiste, lui, n'a guère varié. Pour François Terrenoire, représentant de la région Rhône-Alpes, un bon lobbyiste doit impérativement respecter quatre règles: connaître son monde communautaire sur le bout des doigts, être très affûté sur les dossiers, savoir discerner les questions réellement importantes dans le flot d'informations qui circulent à Bruxelles... et surtout ne pas dédaigner les dîners en ville.

Caroline Monnot

LA GESTION DE

L'EMPLOI DANS LES ENTREPRISES

A VOCATION EUROPEENNE

UNE FORMATION GRATUITE ET REMUNEREE

▼

L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE propose aux cadres en recherche d'emploi une formation de 8 mois préparant aux fonctions de:

- responsable de l'emploi dans une entreprise à vocation européenne
- responsable de la gestion des expatriés et résidents
- consultant en cabinet international de conseil et de recrutement
- gestionnaire des carrières et de la mobilité des cadres...

Participants:

- BAC + 4 (Droit, Gestion, Maîtrise LEA, ...)
- Première expérience professionnelle significative
- Pratique de l'anglais.

Condition administrative:

- Etre domicilié à Paris depuis un an minimum

Début du stage: 29 mai 1991

Envoyer CV + photo + lettre de motivation à:

IGS - Mme FLOIRAC - 120, rue Danton

92300 Levallois-Perret

pour convocation à une réunion d'information.

GROUPE IGS

La l des foncti

Modification législative en d'un institut à l'ou

CLE de vote de la personne de l'Etat français, la fonction publique est appelée à une réforme législative. Symbole de cette démarche: la présentation en principe en conseil des ministres du 20 mars, par Michel Durafour, d'un projet de loi permettant aux ressortissants de la CEE d'accéder dans les mêmes conditions à la fonction publique que les nationaux. Seule exception: les emplois qui mettent la souveraineté nationale en jeu (police, justice, armée, administrations centrales).

Ainsi, l'article 48 du Statut de Rome aura eu pour effet de modifier l'article 5 du code général de la fonction publique, qui stipule: «Nul ne peut avoir la qualité de fonctionnaire s'il ne possède pas la nationalité française». Mais pour que cette ouverture ne soit pas assimilée à une simple mesure d'ajustement formelle, encore faut-il que les fonctionnaires européens approuvent à se connaître et à travailler ensemble. C'est dans cette optique que le sénateur Germain Aubert, de l'université Marcel Pagnol, deux Arévois, le délégué à l'enseignement supérieur, ont été élus. Les Rencontres européennes des fonctionnaires.

VADEMECUM. L'objectif de cette association, soutenue par le gouvernement et par Bruxelles, est d'apporter une aide à la connaissance des politiques et administratives, en matière de fonction publique, en s'appuyant sur les fonctionnaires nationaux des pays européens. Sous l'égide de ces Rencontres, se réunissent des représentants de petites entreprises, fonctionnaires, magistrats, universitaires, formant un groupe de trente personnes environ. Ses activités de leurs entretiens, seront par la suite organisées.



Former de futurs leaders, les membres du Groupe E.I.A. sont des professionnels de la gestion et du management des entreprises, mais aussi des entrepreneurs, des décideurs, des cadres et des dirigeants. Ils ont en commun de travailler en équipe, d'être internationaux et de vision à long terme: telle est la mission du Groupe Ecole Internationale des Affaires. Eduquer et instruire, apprendre à gérer la complexité, à travailler et à vivre à l'aube de l'Europe et du vingt et unième siècle.

En 1991, c'est 1100 étudiants de toutes origines qui suivront 11 programmes différents. En 1993, ils seront 1500 avant d'atteindre l'objectif de 2000 en 1995. Ces étudiants pourront suivre les cours de l'ESC Marseille-Provence (créée en 1972) ou des différents programmes de 1^{er}, 2^e ou 3^e cycle, et y accéder au travers de concours nationaux ou par recrutement sur dossier. Par ailleurs, des programmes spécifiques ont été mis au point pour répondre à la demande croissante de cadres d'entreprise souhaitant compléter leur expérience par

Renseignements Groupe E.I.A. Da

هكذا من زلزل

La longue marche des fonctionnaires européens

Modification législative en France, rencontres d'experts et création à l'automne d'un institut à Foix : la fonction publique communautaire bouge

C LÉ de vote de la pérennité de l'Etat français, la fonction publique entend adopter une attitude exemplaire dans la construction européenne. Symbole de cette démarche : la présentation en principe au conseil des ministres du 20 mars, par Michel Duraufour, d'un projet de loi permettant aux ressortissants de la CEE d'accéder dans les mêmes conditions à la fonction publique que les nationaux. Seule exception : les emplois qui mettent la souveraineté nationale en jeu (police, justice, armée, administrations centrales...).

Ainsi, l'article 48 du traité de Rome aura en gain de cause du fameux article 5 du code général de la fonction publique, qui stipule : « Nul ne peut avoir la qualité de fonctionnaire s'il ne possède pas la nationalité française ». Mais pour que cette ouverture ne soit pas seulement formelle, encore faut-il que les fonctionnaires européens apprennent à se connaître et à travailler ensemble. C'est dans cette optique que le sénateur Germain Anthié et l'universitaire Marcel Piquemal, deux Ariégeois – le détail a son importance – ont créé, voici deux ans, les Rencontres européennes des fonctions publiques.

VADEMECUM. L'objectif de cette association, soutenue par le gouvernement et par Bruxelles, est d'apporter une aide à la décision des autorités communautaires et nationales, politiques et administratives, en matière de fonction publique, qu'il s'agisse de la fonction publique communautaire ou des fonctions publiques nationales comparées des pays européens. Sous l'égide de ces Rencontres, se réunissent donc régulièrement des petites unités d'experts, fonctionnaires, magistrats ou universitaires, formant un groupe de cent trente personnes environ. Sujets actuels de leurs entretiens : qui seront par la suite soumis aux auto-



rités politiques : les règles et les pratiques de recrutement dans l'enseignement, les fonctions publiques territoriales et les télécommunications.

Parallèlement, ces experts effectuent un travail très attendu à Bruxelles : un vademecum décrivant précisément les conditions dans lesquelles un fonctionnaire peut exercer dans un autre pays de la Communauté, ainsi que les conséquences de cet accès sur sa situation juridique, sa carrière, sa cessation d'activité, etc. C'est l'application directe de l'article 48.

Mais Germain Anthié et Marcel Piquemal, européens convaincus, n'oublient pas qu'ils sont ariégeois. En étroite collaboration avec le conseil général de ce département,

ils devraient, dès l'automne prochain, porter sur les fonts baptismaux – avec la bénédiction de Paris et de Bruxelles – un Institut européen des fonctions publiques, qui sera installé à Foix. Destinée à former en trois ans des experts de haut niveau aux différentes fonctions publiques nationales et à l'administration communautaire, cet institut sera ouvert à des fonctionnaires déjà en poste ou à des étudiants de troisième cycle. Une tentative pour le moins audacieuse de concilier l'Europe, l'Etat et... le développement local.

Frédéric Lemaître

Les juristes français adoptent le modèle anglo-saxon

D'ici dix mois, cabinets d'avocats et sociétés de conseils juridiques se retrouveront au sein d'une même profession. Mais la réforme exclut les services intégrés aux entreprises

P OUR sortir les juristes français de leur apparente torpeur, sans doute fallait-il l'Europe, mais aussi la libéralisation de l'économie qui, paradoxalement, a rendu le droit bien complexe. A côté du juriste « traditionnel », d'entreprise cantonné aux tâches répétitives, au contentieux, à la préparation des assemblées générales, du juriste exerçant une tâche de « contrôle », est apparue progressivement une nouvelle race de juristes plus « offensive », plus « opérationnelle ». Ces juristes new look, dotés de nouvelles compétences, se trouvent associés à la stratégie de l'entreprise.

Avec la mise en place progressive d'un système fédéral en Europe qui fait primer le droit communautaire sur le droit national, les entreprises ont d'importants besoins de juristes bien au fait du droit de la concurrence, de la fiscalité, du droit international, des opérations de fusion-acquisition...», explique Jean Leygonie, qui est retourné en janvier 1991 en cabinet d'avocats, chez Moquet, Borde & Associés, après avoir été, pendant six ans, directeur juridique de Pechiney.

TENDANCE DE FOND. En fait, l'évolution de l'environnement économique constitue une chance pour les juristes, qui prennent de plus en plus de poids au sein de l'entreprise. Ainsi, les grosses multinationales françaises ont mis en place des directions juridiques rattachées à la direction générale, afin d'en accroître l'efficacité. Et les grandes entreprises viennent juste derrière ces très grosses, souligne Frédéric Foucard, de Michael Page Tax & Legal. Même si, note Jean Leygonie, les entreprises françaises ont encore beaucoup de retard par rapport à leurs homologues anglo-saxons, « il y a une tendance de fond qui existe. Incontestablement ».

Pour les cabinets d'avocats et les sociétés de conseils juridiques, il ne s'agit pas d'évolution mais de révolution. L'Europe les a obligés à se regrouper au sein

d'une seule profession. Désormais, au 1^{er} janvier 1992, les quelque 18 000 avocats et 6 000 conseils juridiques se retrouveront au sein de « la nouvelle profession d'avocat ». « Cela va rationaliser la profession », estime Frédéric Foucard. « Désormais, les clients auront un seul interlocuteur au lieu de deux, ce qui déroute les étrangers en France », explique Cyrille Bacrot, directeur des services juridiques de Fidal, la grosse société française de conseils juridiques et membre de la Commission nationale des conseils juridiques. Pour lui, les conséquences de la réforme peuvent se résumer en deux mots : « Compétence et complémentarité pour un meilleur service au client ».

Concrètement, on peut s'attendre à voir les cabinets grossir pour faire face à leurs homologues étrangers. Le mouvement a d'ailleurs déjà commencé. Alors que dans les années 60 et 70 les cabinets américains n'avaient pratiquement pas de concurrents en France, plusieurs gros cabinets sont capables, aujourd'hui, de leur tenir tête. « La période de non-concurrence pour les Anglo-Saxons est terminée », résume Jean Leygonie. Et la réforme applicable aux avocats de l'exercice sous forme de société de profession libérale devrait rendre la profession encore plus performante. « Les cabinets vont pouvoir constituer des réserves, investir dans la formation, le recrutement des jeunes, l'informatique. Avec ces nouvelles armes, les avocats pourront mieux faire face à la concurrence européenne et internationale », indique Cyrille Bacrot.

Une chose cependant chagrine Jean Leygonie : le fait que les juristes d'entreprise aient été exclus de la réforme de la profession. « J'ai beaucoup milité pour qu'ils soient intégrés à la réforme, mais cela n'a pas marché. Je crois que la CNPF n'est pas prêt à voir se créer, au sein des entreprises, une catégorie particulière de salariés. » A ses yeux, pourtant, une

telle intégration aurait eu de nombreux avantages : elle aurait facilité le passage des juristes des entreprises aux cabinets et vice versa. Elle aurait valorisé la place des juristes au sein de l'entreprise. Elle leur aurait permis de bénéficier du secret professionnel et les aurait mis à pied d'égalité avec leurs collègues anglais et allemands. Un avis que partage Frédéric Foucard, qui estime qu'« il serait bon que des passerelles soient mises en place pour permettre le passage des juristes en entreprise vers les cabinets d'avocats ».

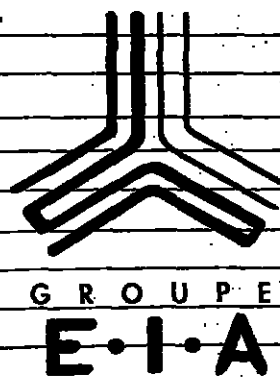
RÉSEAUX. Etre gros au pays ne suffit cependant plus. Pour faire face à la concurrence internationale, les cabinets d'avocats constituent des « réseaux » avec des cabinets étrangers. Si certains s'interrogent encore sur l'opportunité de l'opération, comme le cabinet Moquet, Borde & Associés, d'autres, qui ont fait le plongeon, ne regrettent pas leur choix.

Ainsi, le cabinet Jeantet & Associés a créé, il y a un an, une « alliance » avec cinq cabinets d'affaires européens (français, allemand, italien, néerlandais et belge). Concrètement, les cinq ont d'abord établi un cabinet commun à Bruxelles puis regroupé leur cabinet à Londres et New York. « Cela nous a permis de mener des opérations que nous n'aurions pas faites auparavant, notamment des opérations avec les pays de l'Est et des acquisitions transnationales », explique Gérard Mazet, associé au cabinet Jeantet.

Si le mouvement s'accroît dans les cabinets – on ne compte plus les GEIE (1) qui se montent – ces opérations recouvrent des réalités très différentes. « La plupart s'orientent vers le réseau, indique Gérard Mazet. Nous nous allions beaucoup plus loin. Nous sommes en train de tendre vers le cabinet unique. » Affaire à suivre...

Catherine Leroy

(1) Groupement européen d'intérêt économique.



Ecole Internationale des Affaires

ESC Marseille Provence . CECE/MBA International . ISEFI, Institut de Finance. Executive MBA . ISGA Ingénierie du tertiaire . CESEM Méditerranée

Former de futurs leaders, familiers des techniques de gestion et de management des entreprises, mais aussi leur apprendre le courage d'entreprendre et de décider, la capacité et le talent du travail en équipe, l'ouverture internationale et la vision à long terme : telle est la mission Groupe Ecole Internationale des Affaires. Eduquer et instruire, apprendre à gérer la complexité, à travailler et à vivre à l'aube de l'Europe et du vingt et unième siècle.

En 1991 c'est 1100 étudiants de toutes origines qui suivront 11 programmes différents. En 1993, ils seront 1500 avant d'atteindre l'objectif de 2000 en 1995. Ces étudiants pourront suivre les cours de l'ESC Marseille Provence (créée en 1872) ou des différents programmes de 1^{er}, 2^e, ou 3^e cycle, et y accéder au travers de concours nationaux ou par recrutement sur dossiers. Par ailleurs, des programmes spécifiques ont été mis au point pour répondre à la demande croissante de cadres d'entreprise souhaitant compléter leur expérience par

une formation diplômante.

Le Campus de Luminy

Le campus regroupe les Facultés de Sciences, les laboratoires du CNRS, l'INSERM, une école d'Art et d'Architecture ainsi que les divers établissements du groupe Ecole Internationale des Affaires. 7 000 étudiants au cœur du tissu universitaire d'Aix-Marseille. 7 000 étudiants sur un campus situé dans un lieu unique, d'une rare beauté : aux portes des Calanques. La philosophie de l'EIA est, en effet, un art de travailler et de vivre.

Un art de travailler

Avec intensité, le Groupe EIA prépare ses étudiants à la vie professionnelle en développant compétences, culture, intelligence et caractère. Personnalité et expérience vont de pair. Etroitement liée avec les entreprises de la région, qui a retrouvé un second souffle avec la préparation de l'Europe de 92, le Groupe EIA bénéficie des ressources de la Chambre de Commerce de Marseille

Provence, des diverses organisations régionales et de la Technopôle voisine de Châteaue-Gombert.

Des défis à relever

Au-delà de la transmission des connaissances, la mission des différents établissements du Groupe EIA est de favoriser le goût du concret, le sens des réalités, le plaisir de l'expérience et l'inquiétude du risque.

Un art de travailler et de vivre, au niveau des défis de demain. En développant les compétences, la culture, la personnalité et le caractère de chacun, l'EIA compte sur ses étudiants pour rayonner partout dans le Monde et démontrer à ceux qui resteraient encore septiques que l'avenir gagne chaque jour davantage le Sud.

Présentations futures

ESC Marseille Provence (2013), Institut de Finance et d'Ingénierie du Tertiaire (2713), programmes CECE-MBA International et Executive MBA (1014), CESEM Méditerranée (1714).

Renseignements : Groupe EIA Domaine de Luminy C.921 13288 Marseille Cedex 09 Tél : 91 26 98 00 Fax : 91 26 81 62

GROUPE HEC

DOCTORAT HEC

Professeur et chercheur en gestion

LE CHOIX D'UN METIER PASSIONNANT

HEC, seule école de management habilitée à délivrer le Doctorat, propose une formation au plus haut niveau de professeur, de chercheur et d'expert en gestion, conduisant au titre de Docteur de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de Grande Ecole d'ingénieurs ou de gestion, d'un DEA, d'un MBA, ou équivalent.

Des aides financières sont accordées sous forme de bourses d'excellence et de fonctions d'assistantat. Date limite de candidature : 15 mai 1991.

Pour tous renseignements

Doctorat HEC

Groupe HEC

1, rue de la Libération

78 351 JOUY-EN-JOSAS CEDEX

Tél. (1) 39 67 72 39

THE AMERICAN UNIVERSITY OF PARIS

Département de formation permanente

★ cours d'américain ★
★ nouvelles sessions ★
★ inscriptions immédiates ★
★ préparation TOEFL/6 MAT ★

intensif : 30 h
9 h-12 h sur 2 semaines
début : 18 mars + 8 avril

en cours du soir : 40 h
lun./mer., 19 h-21 h
début : 8 avril

en week-end : 40 h
samedi, 9 h-13 h
début : 13 avril

American Language Institute
BP. AL-40 34, avenue de New-York
75116 Paris. Tél. : 47-20-44-99

Cours par correspondance
cours oraux et conférences à Paris
Sessions de formation

ÉCOLE DE PSYCHO-GRAPHOLOGIE

ORGANISME PRIVÉ FONDÉ EN 1963
Contrôle de l'Éducation Nationale

B. 3 - Dép. LM
12, villa Saint-Pierre
94220 CHARENTON

Tél. : (1) 43-76-72-01
Préparation à la profession de graphologue
Convention de formation continue
Inscriptions reçues toute l'année
Documentation gratuite

(1) Cours hebdomadaire de psychologie
Analyse, sélections, bilan de personnalité

Les consultants retouchent leur panoplie

L'internationalisation des réseaux et du recrutement est déjà avancée. L'effort actuel porte sur la formation et le système de motivations

Le verdict est clair : il n'y a plus de place aujourd'hui pour les petits cabinets de consultants qui n'ont pas déjà établi une présence européenne. « Ils doivent soit se vendre, soit fusionner », constate objectivement Gérard de La Fortelle, directeur général de McKinsey-France. Nous en ouvrons deux ou trois de plus chaque année. Sans aucun accord, car nos circuits sont d'une grande fluidité. La politique de recrutement est, elle aussi, marquée depuis longtemps du sceau de l'internationalisation. Les jeunes diplômés sont au moins bilingues et leur formation de grande école toujours complétée par celle d'une business school. La panoplie est saine et ne demande aucune retouche de fond. Cependant, les consultants peaufinent leur approche du candidat unique afin d'accompagner au plus près la démarche de leurs clients, qui poursuivent la modification de leurs structures, souvent trop nationales.

« Prenez le cas des entreprises françaises, retient Jean-Claude

Petit, président de Peatmarwick Consultants. Avant, par exemple, elles avaient une direction France et une direction Europe du Nord, chacune des deux réglant elle-même les questions de fabrication ou de distribution. Aujourd'hui, ces fonctions dans l'entreprise sont gérées par un même homme, qui a autorité sur plusieurs pays. Un chef de produit n'est donc plus national, mais européen. Conséquence immédiate : nos missions internationales sont de plus en plus fréquentes. »

MOBILITÉ EN HAUSSE. Concrètement, cela se traduit par une accélération de la mobilité des consultants : « Notre taux de rotation a doublé en quelques années, confirme Gérard Thuillier. Il est actuellement de 14 %. » Une réponse souvent doublée par la création d'équipes internationales, véritables petits commandos de consultants, capables de traiter rapidement une mission lancée dans deux ou trois pays simultanément.

Deuxième adaptation : l'accentuation de l'effort de formation au marché européen. McKinsey a ainsi créé une base de formation à Bruxelles, l'Eurocenter, où les consultants se familiarisent avec la réglementation et les circuits juridiques afin de former les entreprises en temps réel. Une démarche identique a conduit la firme américaine à créer une structure pour l'Europe de l'Est, l'Eastern European Center, basée dans l'est de l'Allemagne.

Enfin, dernière retouche et non des moindres, la mise en place d'un système de motivations, qui vise à pénaliser, plutôt qu'à encourager, l'esprit de chapelle. « L'objectif est de gonfler tout conflit d'intérêts entre nos réseaux internationaux, explique Gérard de La Fortelle. Les rémunérations des associés parisiens dépendent donc certes des résultats de leur bureau, mais aussi de ceux du reste du groupe. Si nous pensons qu'un de nos clients sera mieux traité de Londres que de Paris, nous n'hésitons donc pas à l'envoyer là-bas, sans aucun regret pour le chiffre d'affaires. » Un choix qui séduit de plus en plus les quelques retardataires qui ne l'avaient pas encore intégré dans leur politique.

Marie-Béatrice Baudet

Le catalogue des avantages en nature

Le plus souvent pour des raisons fiscales, les employeurs accordent des « petits plus » à leurs salariés. Mais ces cadeaux varient selon les pays

A côté de l'Europe officielle, il y a une Europe du non-dit. On peut toujours parler de l'« européanisation » des cadres, comparer les salaires et les fonctions, il reste encore à savoir, concrètement, où sont les différences au quotidien. Et notamment à propos de tout ce qui concerne la part immergée des revenus, c'est-à-dire les avantages en nature.

On prétend depuis dix ans, par exemple, que les salariés britanniques de haut niveau obtiennent facilement une voiture de fonction, en plus de leurs émoluments. Mais qu'en est-il exactement ailleurs ? On manque d'autant plus de données fiables que ces moyens, licites ou non, utilisés par les employeurs ou réclamés par les salariés naissent en fonction de paramètres nationaux. Ils peuvent en effet servir à compenser les effets d'une réglementation fiscale, ou à corriger les situations particulières d'un marché du travail. Pourtant, leur connaissance permettrait d'établir des équivalences selon le seul critère qui vaille, celui du niveau de vie.

« STOCK-OPTIONS ». Avec l'aide de Jeanine Panteix, directeur associé de C & L Morgane, un cabinet de recrutement, filiale de Coopers & Lybrand, il a été possible de défricher ce maquis impénétrable ou, du moins, de détecter quelques-uns de ses pièges. Ainsi, il faut savoir que les cadres ayant une formation supérieure et pratiquant plusieurs langues sont tellement recherchés au Portugal et en Espagne que l'« inflation salariale » y sévit violemment. Au point de provoquer des déséquilibres, pour les entreprises qui s'implantent dans ces deux pays, et d'entraîner des démissions de cadres qui seraient sinon inexplicables.

Ensuite ? Bien entendu, la pres-



sion fiscale varie selon les États, et ce sont les pays nordiques et la Belgique qui se montrent les plus sévères sur ce point. En réponse, les employeurs ont développé des formules « légales » de stock-options, pour rétablir un équilibre. La Norvège, le Danemark, l'Irlande et la Grande-Bretagne ont généralisé cette méthode, mais sont maintenant rejoints par les autres pays de la Communauté, à l'exception du Portugal et de la Grèce. Comme les dispositions sont à peu près identiques, l'avantage accordé aurait tendance à être gommé.

Dans le détail, il existe égale-

ment tout un catalogue de petits ou gros profits accolés à la position de cadre. « De façon significative », des participations sont accordées pour l'éducation et la scolarité des enfants au Portugal et en Espagne. Mais le même principe est aussi admis en Autriche, au Luxembourg, en Suisse, en Irlande et en Grèce. En

revanche, de telles dispositions n'existent ni dans les pays scandinaves, ni en Hollande, en France, en Allemagne et en Grande-Bretagne. L'aide au logement tend à se généraliser, selon des systèmes divers, et finit par constituer « un élément significatif de la rémunération » en Autriche, en Espagne, en Norvège et au Portugal.

Quant aux remboursements de frais professionnels, théoriquement liés à l'activité, et qui sont toujours honorés dans chacun des pays, ils peuvent faire l'objet d'une générosité plus ou moins grande. « On note quelques records », explique Jeanine Panteix, qui cite l'Irlande, la Finlande, la Grande-Bretagne, la Suède et le Danemark parmi les moins regardants. Dans plusieurs cas, la participation aux frais de téléphone peut également être coquette. La Norvège fait preuve d'une grande libéralité sur ce point, suivie des Pays-Bas, du Danemark, de la Suède et de l'Ir-

lande, puis, à peine en retrait, de la Grande-Bretagne. « Problème très sensible », les frais médicaux sont pris en charge de façon à pallier les différences dues au système de couverture officiel en vigueur dans le pays d'origine. « Le cadre français expatrié est certainement celui qui coûte le plus cher », observe M^{me} Panteix, de même que le Scandinave. »

CONSEIL LÉGAL ET FINANCIER. A l'égard de l'automobile, on assisterait à une généralisation des aides, sous une forme ou sous une autre, pour les cadres de haut niveau, dans l'ensemble des pays d'Europe. Si le principe est admis partout, les modalités peuvent varier en fonction des systèmes de taxation existant sur les voitures de société. Quand la charge fiscale est trop lourde, les entreprises préfèrent cependant verser des indemnités kilométriques élevées.

Mais ce n'est pas tout. « Certains pays offrent à leurs cadres une assistance et un conseil dans le domaine légal et financier », constate Jeanine Panteix. Cela est vrai pour les pays nordiques, mais il semble que, peu à peu, les autres employeurs européens s'engagent dans la même voie.

En réalité, la question de la pression fiscale devient une pré-

occupation générale qui, à son tour, agit sur le développement des avantages en nature. Un cercle vicieux. Coopers & Lybrand, CLC juridique et fiscal, a élaboré un tableau comparatif qui est, de ce point de vue, éclairant. On y découvre que pratiquement tous les pays ont mis en place un dispositif d'imposition sur ces éléments extérieurs à la feuille de paie. La plupart, sauf la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, y appliquent des cotisations sociales, plafonnées en Allemagne et en Irlande.

Alain Leboucq



institut international du commerce et de la distribution

Une Grande École pour le Commerce

Le dynamisme d'une grande école en 4 ans.

Une véritable spécialisation en 3^e et 4^e années.

Une dimension internationale.

4 stages en entreprise.

Le sérieux d'un diplôme d'État.

CONCOURS D'ENTRÉE

1^{re} année : BAC
3^e année : BTS, DUT, DEUG, etc.
Sessions en Mars, Mai, Juin, Juillet, Septembre.



LE COMMERCE : DES DÉBOUCHÉS ASSURÉS, DES MÉTIERS D'AVENIR

Le commerce est un secteur en pleine mutation, et qui se développe rapidement. Il offre des débouchés nombreux et variés dans les domaines du marketing, de la communication, de la distribution, du commerce international et de la vente.

Il demande des jeunes dynamiques, ayant le sens du contact, de la négociation, et souhaitant prendre rapidement des responsabilités.

BTS ACTION COMMERCIALE 2^e CYCLE DE SPÉCIALISATION

LE DYNAMISME D'UNE GRANDE ÉCOLE EN 4 ANS.

Créée à la demande d'entreprises pour préparer spécifiquement aux métiers du commerce et de la distribution, l'ICD est une école différente qui innove dans sa relation avec le monde professionnel. Le deuxième cycle de l'ICD est consacré à l'acquisition d'une spécialisation professionnelle approfondie : « Marketing

et Distribution », « Marketing et Communication », « Management de la Grande Distribution » et « Commerce International ».

UNE DIMENSION INTERNATIONALE. L'ICD a développé un réseau international de Business Schools associées, en Europe, aux États-Unis et en Asie, permettant en 2^e et 4^e années l'indispensable apprentissage à l'étranger. Les stages et missions effectués à l'étranger complètent l'ouverture internationale de la formation.

QUATRE STAGES EN ENTREPRISE. Ces stages nourrissent l'enseignement de la connaissance du terrain et de la réalité professionnelle.

La 4^e année peut être effectuée dans le cadre d'une formule d'alternance. « L'étudiant » est alors salarié et son entreprise prend en charge ses frais de formation.

LE SÉRIEUX D'UN DIPLÔME D'ÉTAT. Durant les deux premières années, les étudiants de l'ICD préparent le BTS Action Commerciale, 78 % de réussite, en moyenne sur les 4 dernières sessions.

ICD PARIS : 12, rue Alexandre Parodi - 75010 PARIS. Tél. : 40.03.15.30
ICD TOULOUSE : 17, Chemin de Belissaire - 31700 Blagnac. Tél. : 61.71.18.91.

Etablissement Privé d'Enseignement Supérieur.

DEMANDE D'INFORMATION
à retourner à ICD 12, rue Alexandre Parodi - 75010 Paris
Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Niveau d'études _____ Tél. _____
MON 0391

Le monde regarde vers l'Est

MASTÈRE EXPERT EUROPÉEN DU MANAGEMENT DES ÉCHANGES OUEST-EST

Accrédité par la Conférence des Grandes Écoles

- ☐ Vous êtes diplômé(e) d'une Grande École, de l'université, ou vous occupez un poste à responsabilités.
- ☐ L'ESSCA vous propose son Mastère, formation spécifique directement liée au développement des échanges Est-Ouest, conclue par un stage de 4 mois dans une grande Entreprise.
- ☐ Sélection sur dossier et entretien avec un jury.
- ☐ Contact : Direction du Mastère au : 41.73.47.85.

ESSCA

1 rue Lakanal - BP 2007 - 49016 ANGERS CX 01
PARIS-ANGERS : 1 H 30 EN TGV

Le retard de en res

Histoire aidant, la face aux Anglo-Saxons

L'ACCELERATION produite par la perspective d'un marché unique le réveille un marché européen du conseil en ressources humaines et ingénierie de formation est en train d'apparaître. A de très rares exceptions près, les entreprises françaises n'y sont pas en situation concurrentielle. Pourtant, ainsi que le note Xavier Gizard, chef de projet pour les activités européennes du groupe Quaternaire, « il y a bien la nécessité de faire émerger une culture européenne dans les domaines qui traitent de notre identité future : les compétences sociales propres à notre continent ».

Dans une phase de développement, l'intervention des Communautés européennes joue le rôle de locomotive. Entre le 1^{er} et le 31^{er} décembre 1992, la DG XX et le FEDER, 100 millions de francs, seront alloués à des actions de formation, de recherche et de développement. Dans la mesure où les États membres, principalement ceux du Sud, qui ont des programmes nationaux les plus développés, en tireront une expansion, un marché du travail se structure donc, qui fait surgir une forte demande et, dans plusieurs cas - l'Espagne, le Portugal, mais aussi la Grèce - une « main-d'œuvre ». Substrats, les entreprises ne sont pas toujours capables de rendre un travail satisfaisant.

DESCENDANTS DE PROFESSIONS LIBÉRALES. Face à cette demande et à ces enjeux, les Français ne sont pas très bien placés. « Il y a une sous-évaluation des compétences des professionnels libéraux », constate Xavier Gizard, attiré sentimentalement par l'Europe, dont la France a intérêt à se rapprocher. « Pour les années 90, les huit grands secteurs d'activité, devenus les dix dernières années, sont en danger d'être dépassés par les autres dans chaque pays ».

CHOISIR L'ECOLE

UN ENSEIGNEMENT C'EST DÉJÀ GAGNER DU TEMPS

L'enseignement est un enjeu majeur. Il est le facteur de développement principal de notre société. Il est le facteur de développement principal de notre société. Il est le facteur de développement principal de notre société.

Un enseignement de qualité, c'est un enseignement qui est adapté à la société. Un enseignement de qualité, c'est un enseignement qui est adapté à la société. Un enseignement de qualité, c'est un enseignement qui est adapté à la société.

Un enseignement de qualité, c'est un enseignement qui est adapté à la société. Un enseignement de qualité, c'est un enseignement qui est adapté à la société. Un enseignement de qualité, c'est un enseignement qui est adapté à la société.

ADMISSION SUP-CC VOTRE DIPLÔME NOUS INTERESSE

Titulaire d'un diplôme français ou étranger
BAC ou équivalent
BA ou équivalent

Charte de l'enseignement supérieur
Ministère de l'Éducation nationale
Paris, le 13 mars 1991

هكذا من لياحل

Le Monde des Cadres

LA CEGOS ET LES SYSTEMES DE COMMUNICATION PEDAGOGIQUES

L'agence de communication pédagogique de la CEGOS recrute des

CONSULTANTS

Intégrée au sein du premier groupe européen (500 personnes) de formation et de conseil en entreprise, notre équipe est spécialisée dans la conception et la réalisation de systèmes de communication pédagogique interactifs multimédia (du support papier au CDi).

Vous serez amené à participer et piloter des projets chez nos clients dans des domaines aussi variés que le lancement de nouveaux produits, l'intégration de nouveaux embauchés ou encore la mise en place de nouvelles applications informatiques.

De formation supérieure (BAC + 4), vous avez de préférence une expérience similaire. Vous êtes créatif, organisé et vous avez le goût de la pédagogie et de la communication.

Notre Conseil en recrutement Annick ALLEGRET vous remercie de lui adresser sous réf. 6006 votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) CEGOS - Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE Cedex.



La ville de Rennes

recrute

DIRECTEUR DU SERVICE INFORMATION

Fonction :

Placé sous l'autorité du Directeur Général de la Communication, il sera responsable de la mise en œuvre de la politique d'information municipale.

Il sera également associé à la conception et au suivi de la stratégie de communication de la Ville de Rennes.

Profil :

- formation supérieure ;
- bonne expérience en matière de communication (réalisation d'opérations concrètes) ;
- expérience en encadrement de personnel et en gestion de budget ;
- connaissance de l'activité municipale et de la collaboration avec des élus appréciée.

Candidature (lettre manuscrite, CV détaillé et photo) à adresser à : VILLE DE RENNES - DIRECTION DU PERSONNEL BP 26 A 35031 RENNES CEDEX avant le 20 mars 1991.



LA VILLE DE NANTES (250 000 habitants) recrute RESPONSABLE DE LA MISSION A LA MODERNISATION

Ce responsable de haut niveau sera en charge de la mise en œuvre du plan de modernisation décidé par la municipalité ; il assurera en outre la direction des services Organisation et Informatique.

Profil souhaité :
- Formation supérieure
- Qualités d'écoute
- Pédagogie
- Expérience confirmée des collectivités territoriales, notamment dans les domaines de l'organisation, de l'informatique et du contrôle de gestion.

Recrutement selon conditions statutaires ou par la voie contractuelle.

Pour tous renseignements complémentaires prendre contact avec : M. VIALLE, Directeur Général des Ressources Humaines, Tél. : 40 41 66 73 - Adressez candidature, curriculum vitae et photo à Monsieur le Député-Maire de Nantes - Hôtel de Ville - 44056 NANTES CEDEX, avant le 31 mars 1991.

Société de CREDIT BAIL - LOCATION FINANCIERE, filiale d'un Etablissement financier de première importance sur le plan national, recherche un

Chargé de Clientèle

pour son Département Grands Comptes

Votre mission : entretenir et développer une clientèle appartenant au secteur public et para-public.

De formation Bac + 4, vous pouvez justifier d'une première expérience d'un minimum de 2 ans dans la commercialisation de produits de financement (crédit-bail, location financière, prêts), si possible auprès d'une clientèle de grands comptes.

Merci d'envoyer lettre manuscrite + CV + rémunération actuelle à l'attention de Madame GAZEL - Société AUXIFIP - 12, rue Chaudat - 75009 PARIS ■

Société de Produits Chimiques, filiale d'un grand groupe international français, recherche, pour son Laboratoire d'Applications situé dans le Ton

CADRE DE RECHERCHE Ingénieur Chimiste ou titulaire d'une maîtrise/DEA

Il sera chargé, au sein d'une équipe jeune et dynamique, de la mise au point de spécialités chimiques dans les domaines Lubrifiants, Pétrole, Phytopharmacie, Résines en émulsion...

Ce poste s'adresse à un candidat débutant ou ayant, si possible, des connaissances sur les tensio-actifs, émulsions et formulations.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous réf. 9658 par Fax n° (16-1) 49.10.95.72 ou à EUROMESSAGES - BP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex qui transmettra. Réponse et confidentialité vous sont assurées.

PARIS - STRASBOURG - LYON - MARSEILLE - BREST EUROMESSAGES

107 000 habitants Capitale régionale De grands projets d'urbanisme Implantation d'entreprises performantes Un environnement prestigieux recherche un :

SECRETAIRE GENERAL ADJOINT

Coordinateur des services de gestion interne et chef de projets dans le cadre de missions ponctuelles

VOUS AVEZ :
- Une formation d'économiste type Sciences-Eco/Sup de Co
- Une solide expérience de la fonction publique territoriale
- Le sens de la communication, de l'organisation et de l'animation

VOUS ETES :
- Une personne capable de manager, un homme de communication, de création, de dialogue.

Merci d'adresser sous réf. 1617 M lettre manuscrite, CV et photo à notre Conseil LGHT - Jean-Noël MERVENDRACK - Immeuble Le Voile - 1719 rue Jeanne Braconnier 92066 MEUDON LA FORET cedex.

Association nationale, reconnue d'utilité publique 60 MF de budget, 150 salariés, 40 000 adhérents, siège à Paris, recherche son :

Délégué général

Mission : Optimiser l'organisation et les performances de l'organisme.
Coordonner et contrôler la gestion des services et des 70 filiales.
Assurer la direction du personnel et la GRH.

Profil : Expérience de 5 ans de gestion et management. Capacités de communication et de négociation. Sensibilisé à « l'économie sociale ».

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo, sous référence D/GLM à Catalys Conseil, immeuble Orchis, Les landes d'Apigné, 35650 Le Rheu.



PLASTIC OMNIUM

Le Groupe Plastic Omnium, avec 4 000 personnes et plus de 3 milliards de Ffr de CA en 1990, est un des leaders dans la transformation des matières plastiques. Le directeur de l'usine de La Verpillière à 25 km de Lyon, (230 personnes) recherche son

Responsable qualité usine

Il assure la qualité des produits, des procédés et procédures, la définition des méthodes qualité, l'encadrement du service (13 personnes).
Ingénieur généraliste, mécanicien, vous pouvez être débutant ou posséder une expérience qui vous a permis de côtoyer l'ensemble des services de l'entreprise.
Rigoureux, vous aimez organiser, motiver et former le personnel à l'esprit qualité totale.

C. Grivolat vous remercie de lui écrire (Réf. 4169 M). DB SA BP 18, 69131, Ecully Cedex.

L'INNOVATION DANS LES MATIERES PLASTIQUES



L'AISE

PARTICIPEZ A NOTRE DEVELOPPEMENT !

Le département de l'Aisne recherche par voie de mutation, de détachement ou d'inscription sur liste d'aptitude 4 cadres A, chargés des fonctions de :

2ème adjoint au chef des Affaires Scolaires

Ce professionnel sera chargé de la coordination des différents secteurs de ce service notamment, le fonctionnement des collèges, les relations avec la région.

2ème adjoint au chef du bureau du Développement Local

Le (la) candidat(e) sera responsable des études et du suivi des procédures contractuelles liées au développement local.

2ème adjoint au chef de service du Secrétariat Administratif du Conseil Général

Ce (cette) candidat(e) se verra confier la préparation des réunions du Conseil Général (convocations, ordre du jour), ainsi que la mise en œuvre et le suivi de ses délibérations (diffusion des rapports administratifs, procès verbaux).

1er adjoint au Service du Personnel et de l'Administration Générale

Responsable de la cellule documentaire, cette personne sera également chargée des études se rapportant à ce service.

Pastes à pourvoir à LAON (120 kms de Paris). Rémunérations valorisantes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + cv.) à Monsieur le Président du Conseil Général de l'Aisne (Service du Personnel), Hôtel du Département, 2 rue Paul Doumer, 02013 LAON.

L'Etablissement Public de la Bibliothèque de France recherche pour son département bibliothéconomie et relations avec les bibliothèques

Trois bibliothécaires ou documentalistes

de niveau maîtrise ou DEA et titulaires d'un diplôme professionnel (INTD, DUT, DSB, CAFB), ils (elles) seront chargés(ées) de recherches bibliographiques et de sélection de documents, dans les disciplines suivantes : mathématique - sociologie - sciences juridiques, économiques & politiques

Un(e) spécialiste de l'information bibliographique automatisée

chargé(e), sous la responsabilité du chef de projet « catalogue », de travaux de définition du catalogue de la future bibliothèque

Deux assistants-documentalistes

de niveau DEUG, plus CAFB, ils (elles) effectueront le suivi technique des acquisitions dans les disciplines suivantes : sciences juridiques, économiques et politiques

pour ces six postes, une bonne connaissance de l'anglais sera appréciée.

Un agent administratif

qui assurera le suivi des marchés pour les fournisseurs et les libraires (pour ce poste, une connaissance de la gestion de librairie est souhaitée)

Merci d'adresser votre candidature avec C.V. et prétentions au département personnel de l'EPBF, 1, place Valhubert, 75013 PARIS.

Mission locale pour l'insertion sociale et professionnelle des jeunes recherche

COLLABORATEUR

- Bonne connaissance du public 16-25 ans.
- Bonne connaissance du domaine de la formation.
- Connaissance de l'entreprise.
- Capacités de négociation.

Adressez lettre de candidature et CV à :

M. le Directeur de la Mission locale, 23, rue Maurice-Berteaux - 78700 Conflans-Sainte-Honorine.

FORMATION PROFESSIONNELLE

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS Formation de Formateurs et de Conseillers en Formation (Stage rémunéré)

Fondée en 1969, l'F.A.C.E. est un établissement de la Chambre de commerce et d'Industrie de Paris.

Le programme est ouvert aux diplômés du 2^e cycle de l'enseignement supérieur, ayant au moins trois ans d'expérience professionnelle.

Il prépare à des fonctions d'animateur, de formateur ou de conseiller dans diverses organisations (entreprises, établissements d'enseignement et de formation continue, sociétés de conseil...)

Le programme dure deux ans à temps plein et s'ouvre chaque année en septembre/octobre. Il consiste en une alternance de mises en situation et de réflexions sur les expériences vécues, ponctuée de séminaires.

Le programme est agréé au titre de la rémunération des stagiaires par l'Etat et peut aussi être financé au titre des C.I.F. et des A.F.R. Les inscriptions seront closes le 30 Avril 1991.

Renseignements et dossiers peuvent être obtenus à l'F.A.C.E. 79, avenue de la République 75643 Paris Cedex 11 tél: 49.23.22.25/22.26.

CHEQUER LANGUES

Pour un emploi, une langue en plus une chance de plus.

Vous cherchez un emploi, formez-vous aux langues étrangères, avec le Conseil Régional d'Ile-de-France.



NUMERO VERT 05.344.344

هكذا من زيل

Juin 1991 : vous aurez contribué au recrutement de 70 collaborateurs...

MICROSOFT, c'est l'histoire d'un étudiant génial qui fonda son entreprise à 20 ans et, en a fait, avec les fameux MS-DOS, Word, Windows, Excel..., le numéro 1 mondial du logiciel pour micro-ordinateurs. MICROSOFT France, c'est l'histoire d'une réussite tout aussi spectaculaire. 2 mai 1983 : MICROSOFT ouvre son premier bureau en France. 220 personnes aujourd'hui, 70 personnes de plus d'ici juin 1991. A vous de contribuer à leur recrutement, en tant que :

CHARGÉ (E) DE RECRUTEMENT

responsable de l'organisation, de la gestion, de la planification et de l'ingénierie des opérations de recrutement. Définition des postes, relations avec les partenaires agences et cabinets, sélection des candidats... : dense, variée mais passionnante votre mission sera essentielle dans nos objectifs de croissance. Vous avez complété votre formation Bac + 4

par 3 à 4 ans d'expérience du recrutement en entreprise ou cabinet. Vous avez envie de construire une fonction dans un département récent. A vous de jouer !

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 35 à notre Conseil ALPHA CDL, 20, avenue André Malraux 92300 Levallois-Perret.

Microsoft

Nous civilisons la micro-informatique.

Une vision large des ressources humaines au cœur de deux entreprises nationales.

Au sein de la Direction du personnel et des relations sociales d'EDF et GDF, nous vous proposons de rejoindre le Service emploi et développement des ressources humaines.

Intégré dans l'équipe économie et productivité du travail, nous vous confierons :

- des analyses prospectives et prévisionnelles,
- la mise au point des modèles de simulation,
- le développement de systèmes d'information et d'un dispositif de contrôle de gestion.

Diplômé ENSAE ou issu d'une grande école scientifique option économie,

vous possédez déjà une expérience professionnelle de l'analyse économique, de la construction de modèles prévisionnels et du contrôle de gestion.

Par la suite, de nombreuses opportunités seront à saisir au sein de nos différentes directions : vous découvrirez ainsi la richesse des métiers d'EDF et GDF.

Merci d'adresser votre candidature (CV et lettre de motivation), sous réf. M/1203, à Alain Chancel, Département recrutement d'EDF et GDF, 16 rue de Monceau, 75383 Paris Cedex 08.

INGÉNIEUR
ÉCONOMISTE
CONFIRMÉ

EDF
GDF



N° 1 mondial de la formation à la vente,
au management et au service

Des programmes de formation à concevoir, des hommes à former

La formation opérationnelle des hommes dans l'entreprise constitue l'essentiel de notre activité et de notre compétence, l'esprit de compétition et de communication notre philosophie.

Le développement que nous connaissons, en France et en Europe depuis plus de 15 ans, est lié à la qualité de nos programmes et de nos prestations sur un marché en forte progression.

Nous souhaitons vous confier la conception des programmes : traduction, adaptation, doublage et tournage de films... Vous aurez en outre à gérer les budgets, suivre les stocks et les fournisseurs.

"Européen" diplômé de l'enseignement supérieur littéraire ou IEP, CELSA... votre expérience professionnelle pédagogique, votre goût pour

l'écriture et la parole vous portent tout naturellement vers la formation.

Celui ou celle que nous souhaitons rencontrer possède des qualités personnelles évidentes de synthèse, de conviction, de curiosité intellectuelle, d'organisation, d'animation et... de l'humour.

Compte tenu du contexte international dans lequel se situe cette fonction, la pratique courante de l'anglais est indispensable ; celle d'une ou plusieurs autres langues européennes souhaitable.

Notre société est porteuse de réelles possibilités d'évolution pour des hommes ou des femmes décidés à s'investir et progresser.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence C2231M à notre Conseil NERVET PONT 15 rue Cardinet 75017 PARIS - Fax 47 54 94 56

Grand groupe industriel français, plus de 50 000 personnes, dont
8 000 Cadres, réparties dans le monde entier, nous recherchons un :

EXPERT EN REMUNERATIONS

Au sein de la Direction des Ressources Humaines Groupe, il pilote et contrôle la mise en œuvre de la politique de rémunération des Cadres définie par la Direction Générale. Il veille notamment à la cohérence entre les pratiques du Groupe et celles du marché extérieur en ce domaine, et assure l'équité de traitement entre les unités décentralisées à vocation mondiale.

En liaison avec les DRH d'Unités, il anime, coordonne et exploite toutes les actions permettant l'adaptation dynamique de la politique salariale (enquêtes de salaires, positionnement des postes, opérations de fin d'année, systèmes de rémunérations...). Il met au point et suit les Tableaux de Bord des rémunérations du Groupe.

Au moins 35 ans, vous avez une formation supérieure (Bac + 5 minimum), et une expérience approfondie dans le domaine des rémunérations acquise sur le terrain d'une part et dans une fonction spécialisée d'autre part (entreprise ou cabinet d'étude). Professionnel de ce type de questions, vous souhaitez vous affirmer dans un poste de haut niveau.

Vous êtes familier de l'utilisation de systèmes informatiques et vous avez une bonne maîtrise de la langue anglaise. Poste basé à Paris.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), en précisant la réf. 6000/M à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantit une entière discrétion.

251, Bd Péreire - 75017 Paris

Actiman

amnesty international

Prix Nobel de la Paix 1977

Section
Française

Recherche Coordonnateur Général de l'Action (Directeur de département)

- Niveau d'études supérieur
- Expérience confirmée de coordination et d'animation de plusieurs équipes
- Expérience du milieu associatif vivement souhaitée
- Sens de l'organisation, des contacts et du dialogue
- Anglais indispensable

Candidature à adresser, avec lettre manuscrite + CV + photo, à M. le Directeur de la Section Française d'Amnesty International 4, rue de la Plaine Levée - 75011 Paris

Ville
d'Angers

146 000 HABITANTS

recherche

UN CHARGE
DE MISSION
ANGERS/
TECHNOPOLE

UN CHARGE
DE DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE

Placé au sein du Service Economique de la 20ème ville de France, mais en étroite collaboration avec l'ensemble des acteurs d'Angers/Technopole (Département, Chambre de Commerce...), il sera chargé d'élaborer, de proposer puis de mettre en œuvre une politique de promotion d'Angers/Technopole visant à développer le Parc Scientifique existant, la recherche et les transferts de technologie.

Ce poste exige une formation économique et scientifique, le sens des contacts, de fortes aptitudes relationnelles et un bon esprit d'initiative.

Formation :

Niveau maîtrise ou école supérieure minimum.

Ayant l'expérience des négociations entre les collectivités territoriales et les entreprises, placé au sein du Service Economique de la 20ème ville de France, il/elle sera spécialement affecté(e) à la prospection d'entreprises et à la promotion économique de la Ville.

Il/elle aura en charge, dans le cadre d'un travail d'équipe, outre l'élaboration et la mise en œuvre du programme d'actions retenu, de mener à bien les négociations d'implantations industrielles.

Ce poste exige une formation économique ou commerciale, le sens des contacts et un bon esprit d'initiative.

Formation :

Niveau maîtrise ou école supérieure minimum
Pratique de l'anglais indispensable.

Envoyer candidature avec lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions à :

Monsieur le Maire d'Angers
Hôtel de Ville
49035 ANGERS CEDEX 01
Avant le 31 mars 1991

Consultant Ingénieur Grande Ecole

Conseil en Management, notre objectif de croissance nous amène à étoffer notre équipe de Consultants.

Vous deviendrez expert dans le domaine de l'organisation et de la gestion industrielle : production, logistique, maintenance, systèmes d'information... Vous saurez saisir la spécificité de l'entreprise, comprendre sa stratégie et sa culture, favoriser la participation des différents interlocuteurs à l'élaboration de projets, concevoir les solutions les mieux adaptées à l'entreprise, intervenir de façon pragmatique, sans perdre de vue le résultat à atteindre. Votre réussite vous permettra d'accéder vers des fonctions plus élargies.

Vous avez une formation Grande Ecole, une expérience d'environ 5 ans dans le consulting ou en Entreprise. Vos capacités aux plans commercial et technique et de responsabilités de projets, font que vous évoluerez au top niveau dans un métier passionnant, formateur, à la pointe des techniques et des technologies.

Merci d'adresser votre CV avec photo et prétentions sous la référence 3410 B.

CORT

MEMBRE DE SYNTEC

12, Rue Hamelin 75116 PARIS
Paris-Lille-Lyon-Strasbourg

Professionnels des ressources humaines, construisez notre politique du personnel dans votre région

DIRECTEURS DU PERSONNEL Sud-est et nord de la France

Pour deux de nos filiales régionales regroupant chacune 800 à 1 000 personnes, nous recherchons deux Directeurs du personnel. Partenaire privilégié du Directeur de la filiale, vous mettrez en place une politique dynamique en matière de ressources humaines, recrutement, gestion de l'emploi, communication, et serez l'interlocuteur direct des responsables opérationnels. A 35/45 ans, vous nous apporterez une solide expérience de généraliste dans la fonction, si possible dans le secteur du BTP. Avec trois grandes branches d'activité, 37 000 personnes, plus de 230 implantations en France, Spie Batignolles vous offrira des opportunités et responsabilités variées. Merci d'adresser CV et lettre manuscrite, sous réf. GFG033, à Françoise Gouget, Direction du personnel, Parc St-Christophe, Pôle Galilée II, 95865 Cergy-Pontoise Cedex.

Spie Batignolles

UN ESPRIT D'ENTREPRISES



Nous sommes leader mondial de l'industrie des matériaux de construction (35 milliards de CA, 33 000 personnes). ORSAN est notre pôle de développement dans le domaine des bio-activités (CA 4 milliards de F) et a été créé, en partenariat avec le groupe japonais AJINOMOTO, son usine d'Amiens (210 personnes). Nous recherchons :

RESPONSABLE DU PERSONNEL ET DES RELATIONS SOCIALES

Homme de communication en milieu industriel

Rattaché au Directeur de l'usine, vous aurez la responsabilité de l'ensemble de la fonction, tant sur le plan de la gestion que de la formation et de la communication. Vous mettrez en œuvre et animerez les projets sociaux avec le souci de management participatif qui caractérise notre groupe. Dans un contexte de vive concurrence, la capacité à maintenir au sein du personnel une bonne qualification, une forte réactivité et un esprit de progrès est fondamentale.

Ce poste conviendrait à un diplômé d'Etudes Supérieures (IEP, Ecoles de Commerce ou équivalent, avec de préférence une option en ressources humaines). Une expérience réussie d'au moins 6 ans est nécessaire, avec la tenue d'une responsabilité dans la fonction personnel confiant un solide savoir-faire de terrain en usine. La pratique de la langue anglaise est indispensable. La taille du groupe et la diversité de ses activités offrent à un candidat de valeur de réelles perspectives d'évolution.

Ecrire sous réf. 11 A 2128-1M. Discretion absolue.

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Alusuisse France
Produits Industriels S.A.



Filiale d'un groupe Multinational, en pleine expansion, nous sommes 3ème producteur français de profilés d'aluminium. Notre usine performante et automatisée, située à 150 kms au Sud de Paris, regroupe 580 personnes. Nous recherchons :

Ingénieur de Fabrication

à dominante Mécanique ou Métallurgique

Vous avez acquis une première expérience industrielle. Vous souhaitez intégrer une entreprise dynamique, favorisant les promotions internes et pratiquant un management participatif. Vous recherchez un cadre de vie agréable : venez nous rejoindre à Saint-Florentin (Yonne).

Votre mission : durant une période d'un an, assisté d'un dessinateur projeteur et reporteur en Directeur de Production, vous mettez en œuvre le projet d'agrandissement de notre Usine tant pour la partie gros œuvre que pour la partie équipements. Après la mise en service des différents équipements, votre fonction évoluera vers des responsabilités d'Ingénieur de Fabrication, vous conduisant à assurer l'exploitation des équipements très importants que vous aurez mis en place (extrusion de profilés aluminium).

Notre Conseil Danielle Jalbert, vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et rémunération actuelle sous la référence 3415B.

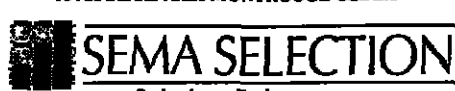
12, Rue Hamelin 75116 PARIS
Paris-Lille-Lyon-Strasbourg

Recherche débutants, délibérément

Sema Group est passé maître dans l'art d'adapter les connaissances et les aspirations des jeunes diplômés aux métiers de l'informatique. Nous recherchons actuellement, pour le compte d'une société française (5000 personnes, 3,5 Milliards de C.A.), filiale d'un grand groupe international aux activités industrielles diversifiées, deux débutants, qui auront l'opportunité de démarrer leur parcours professionnel dans l'informatique.

Diplômés d'une grande école ou de l'université (3ème cycle scientifique ou gestion), vous suivrez la formation initiale de Sema Group aux méthodes et outils de l'informatique qui constituera pour vous un véritable quatrième cycle. Ensuite, vous intégrerez les services informatiques de cette société. Votre première mission consistera à contribuer au développement du système d'information en évoluant progressivement vers une position de chef de projet.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence C230/M à Olivier CREMIEN, SEMA SELECTION, 16 rue Barbès 93126 MONTRouGE CEDEX



Paris - Lyon - Toulouse

CONSEILLER EN RECRUTEMENT

La SOCIÉTÉ GÉNÉRALE recherche un responsable du recrutement des informaticiens.

Nous confions à un(e) psychologue la recherche et l'appréciation des talents de nos futurs informaticiens jeunes ou confirmés. Vous définissez les cibles et les profils avec chaque décideur. Vous développez en amont notre politique de communication externe (écoles, forums, plaquettes...), et mettez en œuvre les actions de recrutement.

Pour ce poste très autonome, vous possédez une solide formation en psychologie (DESS) et une expérience de 3 à 5 ans dans le recrutement d'informaticiens en entreprise ou en cabinet. La fiabilité de vos diagnostics, la qualité de vos contacts et votre force de persuasion sont pour nous les atouts de votre réussite dans la fonction.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, C.V. et prétentions) sous référence 61.082/M à notre conseil
R. ZUILLI - CPA - 3, rue de Liège, 75009 PARIS



CONJUGUONS NOS TALENTS.

Une nouvelle façon d'accéder aux métiers de la gestion

BDA/Deloitte & Touche

La gestion et la finance dans un contexte international vous attirent. Vous avez une formation supérieure de qualité qui ne vous permet pas d'écarter à ces métiers passionnants et progressifs. Vous avez un réel potentiel. Voici peut-être l'opportunité que vous ne pensiez plus avoir. BDA/Deloitte & Touche, l'un des leaders mondiaux de l'audit et du conseil vous propose l'un de ces métiers passionnants avec l'opération "potentiels" organisée en partenariat avec le groupe

ESSEC.
Après sélection, vous intégrez le cabinet à Paris, dès août 1991.

Nous vous offrons une formation de 50 jours avec le Groupe ESSEC.
A l'issue de cette étape, vous travaillez sur le terrain, au sein d'équipes d'auditeurs. Ce principe vous plaît, vous avez impérativement moins de 26 ans, le niveau Bac + 5 minimum et vous maîtrisez bien l'anglais. Si vous vous sentez capable de réussir ce parcours, alors adressez votre CV sous 8 jours, sous référence 14... à Groupe ESSEC, Opérations nouvelles potentiels, CNIT, BP 330, 92055 Paris-La Défense.

Technologie Avancée

CHARGE DE RECRUTEMENT

Ce centre de plus de 1000 personnes, dont environ 700 ingénieurs et cadres, fait partie d'un Groupe Industriel Français, leader mondial dans les équipements électroniques sophistiqués. Intégré dans une cellule Ressources Humaines jeune et très performante, vous prendrez en charge les missions de recrutement depuis la définition des fonctions jusqu'au suivi d'intégration des candidats.

En relation étroite avec les chefs de service sur le terrain, vous mettrez en œuvre les moyens nécessaires (contacts écoles, forums, annonces...) pour drainer et motiver les meilleurs Ingénieurs et Techniciens du marché de l'emploi.

Ce poste est basé en proche banlieue Nord de Paris et conviendrait bien à un jeune diplômé d'études supérieures qui aura acquis une première expérience d'au moins 18 mois en recrutement.

Une évolution au sein de la fonction Ressources Humaines peut être envisagée, à terme, au sein du Groupe.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 32/1386 DX à :

EGOR S.A.
8, rue de Belfort - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.25.71.07

PARIS ALGER PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

ATTACHE DE DIRECTION TOULOUSE

De formation supérieure Ecole de Commerce, Université (Bac + 3/4)... fort d'une première expérience opérationnelle en Entreprise, nous vous proposons d'intégrer notre équipe de Direction et de devenir un élément moteur de notre Entreprise.

Votre mission première : la gestion des stocks. Une expérience dans ce domaine ou un intérêt réel développé par une formation est nécessaire pour assurer votre réussite.

Notre enthousiasme, la richesse de nos idées, la qualité de nos Hommes séduiront un candidat de valeur à qui nous offrons, par notre réussite, de réelles possibilités d'évolution et une rémunération à la hauteur de ses ambitions.

Envoyez CV + photo et rémunération actuelle à MERCURI URVAL, 18 rue Lafayette, 31000 TOULOUSE, sous réf. 71.4706/LM

Mercuri Urval

COMPAGNIE D'ASSURANCE à taille humaine - 120 personnes

Responsable Technique de la production

Rattaché au Directeur Général, le Responsable Technique assure la responsabilité de la production des produits. Il est responsable de la mise en œuvre de la politique technique de la Compagnie.

Le candidat est diplômé d'une école supérieure et justifie d'une expérience de 5 à 10 ans en tant que Responsable Technique. Il doit être capable de travailler avec une équipe et de gérer des projets.

Envoyez votre lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 8888, à AXIAL (sous référence 8888, 3

LA POSTE

ERGONOMIE

Le SRT (Service de Recherche Technologique) recherche un Directeur Recherche et Développement.

Mission : Intégrer au sein de la production un savoir scientifique et technique. La réalisation du cahier des charges de développement de produits est la tâche principale. Vous devrez travailler avec des équipes multidisciplinaires et gérer des projets.

Vous Devez être diplômé d'une école supérieure et justifier d'une expérience de 5 à 10 ans en tant que Directeur Recherche et Développement. Vous devez être capable de travailler avec une équipe et de gérer des projets.

Un débutant fortement motivé sera accepté.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 8888, à AXIAL (sous référence 8888, 3

Interregional

LE CONSEIL GÉNÉRAL

1 300 000 habitants - 2 500 agents

UN INSPECTEUR

OU

UN ATTACHE

Responsable, au sein de la Direction du Département des Travaux, de la gestion des dossiers de la Direction Générale de l'Urbanisme. Vous devrez travailler avec des équipes multidisciplinaires et gérer des projets.

Vous devez être diplômé d'une école supérieure et justifier d'une expérience de 5 à 10 ans en tant que Directeur Recherche et Développement. Vous devez être capable de travailler avec une équipe et de gérer des projets.

Compte tenu de ses attributions, financières, communicationnelles et de la rigueur de sa tâche, ce poste est de niveau supérieur.

Rémunération attractive.

Votre candidature (lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle) doit être adressée à M. le Président du Conseil Général, Direction Générale des Travaux, 2, place André-Mignot, 76000

Formateurs

en management

et communication

Notre cabinet conseil en management a été créé en 1973, avec 18 personnes et une progression de 30 % par an en moyenne.

Nous créons des postes dans le cadre d'un département formation. Vous êtes motivés par la réalisation, les Actions répondant à la spécificité de la formation Bac + 4, votre expérience de faire reconnaître vos compétences interdisciplinaires.

Après apprentissage de nos méthodes à leurs évolutions.

Adresser votre candidature, sous référence 1680, à CDI, 16, rue de la République, 92000 NANTERRE, Tél. : 16.80.31.60.75.

DIJON PARIS C.D.I.

هكذا من زلزل

Le Monde

des Cadres

COMPAGNIE D'ASSURANCES I.A.R.D.
à taille humaine - 120 personnes - 300 millions de C.A.

Responsable Technique de la production

Rattaché au Directeur Général et destiné à être membre du Comité de Direction, il anime un groupe de 30 personnes et assure la responsabilité de la souscription et de la gestion.

De façon concertée, il assure la conception et l'évolution des produits, évalue leur rentabilité en proposant au Comité de Direction une politique tarifaire adaptée et un suivi des résultats techniques.

Le candidat est diplômé de l'enseignement supérieur et justifie d'une solide expérience technique acquise en Compagnie d'Assurances I.A.R.D. Une bonne maîtrise de l'informatique serait un atout important.

Il doit s'intégrer en souplesse dans une équipe dynamique avec une réelle capacité à manager cette équipe. Des qualités de rigueur, d'organisation et une forte implication personnelle sont indispensables.

Envoyer lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à AXIAL (sous référence 6856), 27 rue Talbot, 75009 Paris.

L'Association Mission Locale pour l'Emploi de Marne-la-Vallée - Val-Maubuée

recherche SON DIRECTEUR

MISSIONS :

- Direction de la Mission Locale pour l'Emploi.
- Gestion et coordination du partenariat des structures de formation, d'information, d'accompagnement et d'insertion des jeunes.
- Mettre en adéquation les dispositifs de formation et d'emploi avec la situation des jeunes.
- Organiser et gérer l'adéquation équipes et moyens.

PROFIL :

- Expérience professionnelle dans une Mission Locale (ou équivalent) exigée.
- Formation supérieure souhaitée.
- Capacité de coordonner le réseau local agissant en direction des jeunes, mobilisant tous les acteurs.

LES CANDIDATURES SONT A ADRESSER A :

M. le Président de la Mission Locale pour l'Emploi
Syndicat d'Agglomération Nouvelle
de Marne-la-Vallée - Val-Maubuée.
5, place de l'Arche-Guédon, 77200 TORCY.

Le Monde de l'Informatique

Le Département Informatique d'une
dynamique et prestigieuse Banque
d'Affaires recherche un

Adjoint au Responsable des Etudes

(en charge des activités Fonctionnelles)

Rattaché directement à la Direction Etudes, vous êtes responsable du suivi et du développement de l'informatique personnelle, des nouvelles technologies de communication, de l'Administration des données, des bases SWIFT et EDI.

Vous managez une équipe d'une vingtaine de personnes, spécialistes de haut niveau, dans le contexte de la mise en oeuvre d'un nouveau schéma directeur.

Diplômé d'une très grande école d'ingénieurs, âgé de 35/45 ans, vous justifiez d'une expérience similaire en structure importante tertiaire ou industrielle.

Merci de contacter Jean-Louis Ferrein au
(1) 42.89.30.03 ou adresser C.V. + photo +
rémunération actuelle à Michael Page
Technology 10, rue Jean Goujon, 75008 PARIS
sous réf. JLF6434MO.



Michael Page Technology

Spécialistes en recrutement Informatique

ERGONOME/ISTE

Le S.R.T.P. (Service de Recherche Technique de La Poste), situé à NANTES renforce sa Direction Recherche et Développement.

Mission : Intégré au sein de la Division ERGONOME, vous prenez en charge un rôle d'expertise et de conseil auprès des services de la Poste. De l'élaboration du cahier des charges à l'exploitation et au suivi sur site, vous maîtrisez l'ensemble du cycle de projet. Les domaines d'intervention sont variés et multiples : évaluation de logiciels ou de matériels informatiques, analyse du travail, étude d'outils d'aide pour les ingénieurs etc...

Vous : De formation supérieure (MST, D.E.S.S. ou D.E.A.), vous possédez un savoir scientifique et technique dans le domaine de l'ergonomie ou des Sciences de l'homme (psychologie, physiologie). La maîtrise de la micro-informatique est un PLUS apprécié. Sans du relationnel, esprit d'équipe mais aussi autonomie, esprit créatif et sens de l'observation sont des qualités nécessaires pour cet emploi.

Un débutant fortement motivé peut valablement postuler.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et photo sous réf. ERG444LM à

Interrégions Consultants
10, rue de la Ville Marie - 44000 - NANTES

Paris
Le Groupe Arbel, c'est un important groupe industriel (CA de 2 milliards, 3000 personnes), spécialisé principalement dans deux activités : production de matériel ferroviaire et embouteillage. Véritable partenaire des professionnels du transport (en France et à l'étranger), le Groupe Arbel poursuit son développement et se diversifie. Nous recherchons notre



RESPONSABLE ADMINISTRATIF

En collaboration directe avec le Président Directeur Général du Groupe, vous prendrez en charge les relations administratives avec nos filiales et actionnaires. Vous organiserez et participerez en tant que secrétaire aux réunions des conseils et assemblées. Vous assurerez, entre autres, la gestion des assurances, du patrimoine immobilier, et le suivi des positions fiscales du groupe. Vous êtes prêt à vous impliquer dans une mission très diversifiée où rigueur, organisation et sens relationnel sont les mots clés. Une solide culture juridique, une bonne connaissance du droit des sociétés et du droit fiscal associées à une expérience réussie de plusieurs années dans une fonction administrative sont vos meilleurs atouts pour réussir dans ce poste. A. Merci d'adresser votre dossier de candidature à Arbel, Caroline Cate, 40 boulevard Henri-Sellier, 92156 Suresnes Cedex.

LE CONSEIL GÉNÉRAL DES YVELINES
1 300 000 habitants - 2 500 agents - 3,6 milliards de budget
recherche

UN INSPECTEUR OU UN ATTACHÉ

Responsable, au sein de la Direction de l'Action Sociale du Département des Yvelines - Circonscription de Mantes-la-Jolie, il se verra chargé de :

- la protection de l'Enfance sur un secteur géographique par délégation du Président du Conseil Général ;
- la gestion des dossiers des pupilles et des enfants pour lesquels l'autorité parentale a été déléguée au Président du Conseil Général.

Compte tenu de ses attributions : formation juridique et financière, communication et esprit d'analyse et de synthèse sont de rigueur.

Rémunération statutaire plus primes.

Votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo, copie du dernier arrêté de promotion d'échelon et des trois dernières fiches de notation) sera adressée à :

M. le Président du Conseil Général
Direction Générale des Services du Département,
Direction des Ressources Humaines,
2, place André-Mignot, 78012 VERSAILLES CEDEX.

ORGANISME PROFESSIONNEL NATIONAL
Quartier Etoile

Recherche pour sa Direction Affaires Sociales Formation :

COLLABORATEUR FORMATION

Titulaire d'un diplôme de formation supérieure ou d'un DUT complété par une autre formation, vous avez une bonne connaissance des métiers et des filières de formation du Bâtiment acquise en entreprise ou dans un organisme professionnel.

Si vous êtes convaincu que les questions relatives à la Formation Professionnelle sont au cœur du débat national sur l'emploi, si vous aimez le travail d'équipe et si vous possédez les qualités de contact qui feront de vous un interlocuteur reconnu et apprécié, alors vous saurez :

- promouvoir l'image des métiers du bâtiment,
- participer à l'élaboration et au suivi des diplômes professionnels spécialisés, en Formation Initiale et Continue, avec nos partenaires institutionnels et les organismes paritaires de notre Profession.

Vous pourrez être amené à effectuer de courts déplacements en province. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 91 070 à LEVI-TOURNAY/ASSCOM 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 PARIS (qui transmettra).

cegedim

PRESTATAIRE DE SERVICES
INFORMATIQUES (300 PERSONNES -
400 MF DE CA)

CHEFS DE PROJETS INGENIEURS DEBUTANTS

Lancez-vous dans une aventure technique de haute volée !

Maîtriser, développer et utiliser des "outils" tels que : les bases de données relationnelles, la télématique, l'E.D.I., les progiciels...

Ce challenge vous tente !

Pour rejoindre notre équipe, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) à M.D. BINARD - CEGEDIM - 116 rue d'Aguesseau 92100 BOULOGNE.

Formateurs "Free lance" en management et communication

Notre cabinet conseil en management des ressources humaines, créé en 1973, avec 18 personnes et 4 implantations, est en progression de 30 % par an sur les 5 dernières années.

Nous créons ces postes dans le cadre du développement de notre département formation.

Vous êtes motivés par la réalisation, en intra, d'importantes formations.

Actions répondant à la spécificité des besoins de nos clients.

De formation Bac + 4, votre expérience de l'entreprise vous a permis de faire reconnaître vos compétences et d'acquiescer la culture de vos interlocuteurs.

Après apprentissage de nos méthodes et outils, nous vous associerons à leurs évolutions.

■ Adressez votre candidature, sous référence SCILM30, à notre Département formation, CDPA, 52 bd Carnot, 21000 Dijon.
Tél. : 16.80.31.60.75.

CDPA AYON BESANCON

Société d'Etudes d'Urbanisme, d'Aménagement et d'Environnement. Filiale du Groupe Caisse des Dépôts et Développement. BETURE-SETAME est en France, en Europe et sur les autres continents, le partenaire du développement des villes et des régions.

Ses experts étudient et élaborent des projets "sur mesure" en étroite collaboration avec ses clients. Son département Développement urbain recherche :

POUR SON AGENCE DE L'ILE DE LA REUNION : (10 personnes)

Architecte urbaniste

ETUDES PREALABLES ET PROJETS DE VILLE

(2 à 3 ans d'expérience) (Réf. 08/91)

Architecte urbaniste

ETUDES DE COMPOSITION URBAINE ET URBANISME OPERATIONNEL

(3 à 6 ans d'expérience) (Réf. 07/91)

POUR SON IMPLANTATION PARISIENNE : (25 personnes)

Architecte urbaniste

ETUDES DE COMPOSITION URBAINE ET URBANISME OPERATIONNEL

(3 à 6 ans d'expérience) (Réf. 08/91)

Postes à pourvoir immédiatement. Diplôme d'Urbanisme nécessaire.

Sens du travail en équipe, autonomie et aisance dans les contacts avec les clients sont des qualités indispensables.

Merci d'adresser lettre man. de motivation et c.v. en rappelant la réf. du poste vous intéresse à

BETURE-SETAME, Département
Développement Urbain,
M. L. Forestier, 31 cours de Juilletes,
B.P. 10 - 94701 Maisons Affort Cedex.



BUREAUX D'ETUDES

Filiale d'un grand groupe

recherche

INGENIEUR GRANDE ECOLE (Contrôle, Mines...)

Avec SPÉCIALISATION INFORMATIQUE pour développer
SYSTÈME EXPERT en usine, près d'Annecy.

Age : 25/30 ans.

- Expérience en système de développement exigée.
- Connaissance en intelligence artificielle appréciée.
- Anglais lu et parlé.

Après conception, réalisation et suivi du système, évolution de carrière possible dans la société ou le groupe.

Écrire : PUBLIPRINT DAUPHINE, BP 47

74002 ANNECY Cedex - Sous n° 60

**J'AI CHOISI
LES RESPONSABILITES**

La DGA, c'est l'ensemble des intelligences et des énergies réunies dans près de 60 sites industriels, services techniques, laboratoires ou centres d'essais. C'est le quart de la recherche-développement en France pour garantir à long terme la défense du pays. Ce sont 6000 ingénieurs et un point de vue exceptionnel sur des secteurs industriels les plus innovants.

La Direction des Constructions Navales (DCN), au sein de la DGA, est chargée de la conception, de l'ingénierie, de la fabrication et de l'entretien des navires de guerre. Elle recherche des

Jeunes Ingénieurs Informaticiens

Diplômés Grandes Ecoles, ENS, 3ème cycle... motivés, qui souhaitent de l'autonomie et des responsabilités dans des projets de haute technologie et des réalisations de pointe.

Pour le Centre de Programmation de la Marine (CPM), ils se verront confier la conception et la réalisation de projets dans les techniques : systèmes temps réel, bases de données, simulations de réseaux, génie logiciel, intelligence artificielle, calcul parallèle. Réf. P-112/AM

Pour le Bureau Informatique, ils participeront à l'élaboration de schémas directeurs et de systèmes d'information, ils coordonneront de grands projets réseaux, bureautique, micro-informatique (connaissances DPST, DEC-VAX, Merise, appréciées). Réf. P-113/AM

DGA

Merci d'adresser votre candidature sous la référence choisie à BERNARD BEAUNOIR SEMA SELECTION, 16 RUE BARRES 92126 MONTRouGE CEDEX.

GROUPE CIC

Le CIC-Paris, 1^{re} banque du groupe CIC, recherche pour sa Division de l'Organisation, située à CERGY-Préfecture (RER ligne A ou SNCF St-Lazare) :

ORGANISATEUR INFORMATICIEN

dans le cadre de projets applicatifs importants.

MISSIONS PRINCIPALES :

Etablissement de circuits organisationnels, validation des études fonctionnelles, création de jeux d'essais, recette des produits informatiques. Participation au groupe de travail utilisateurs.

PERSPECTIVES :

Ce poste doit permettre d'évoluer à terme.

- soit vers des activités bancaires chez l'utilisateur,
- soit vers d'autres missions d'organisation.

PROFIL :

- diplômé de l'enseignement supérieur,
- chef de projet, concepteur ou analyste confirmé, ou correspondant informatique,
- rigueur, esprit d'analyse, sens relationnel.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., prétentions) à Thierry de LASSUS - CIC-Paris - D.P.A.S. Division Emploi et Gestion des Carrières 66, rue de la Victoire - 75009 PARIS.

CIC

**NOUS RECHERCHONS DES INGENIEURS
GRANDES ECOLES POUR CONSTRUIRE
UNE NOUVELLE INFORMATIQUE**

Groupe privé d'assurances, AXA réalise un Chiffre d'Affaires de 57 milliards de francs (Assurances et Finance) dont 1/3 à l'étranger. Actuellement dans les 10 premiers groupes européens d'assurance, AXA affirme sa volonté de devenir l'un des premiers groupes internationaux dans son domaine.

Notre forte croissance nous amène à développer une architecture informatique qui permette de mettre en commun pour l'ensemble des sociétés du groupe les moyens techniques, les données, les fonctions utilisateurs.

Notre environnement, composé de gros systèmes IBM (MVS, CICS, DB2, COBOL 2) et de 17.000 postes interconnectés (micros sous OS/2 réseau local TOKEN RING, Pascal orienté objet), intègre les nouvelles techniques : langages structurés, systèmes experts, EAO, bases de données distribuées, communication programme à programme...

Diplômés des Grandes Ecoles, de débutants à 5 ans d'expérience, nous vous proposons de rejoindre notre équipe jeune de très haut niveau, où chacun est responsable de son projet de A à Z.

Nous offrons une rémunération attractive.

D'autre part, la taille d'AXA permet d'offrir des évolutions de carrière tant dans le domaine informatique que dans les différents secteurs d'activité du groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + prétentions sous réf. LMO/1 à : AXA - Eric BRETON - DCRH 14 Rue de Londres - 75009 Paris.

AXA

**UN MÉTIER A DÉCOUVRIR :
L'INFORMATIQUE DE NOS
STRATÉGIES BANCAIRES**

LIVE

Pour bien démarrer une carrière dans l'informatique bancaire, LIVE vous propose de participer à l'un des plus grands projets du moment en informatique et de vivre au cœur du monde de la Banque, de ses enjeux, de ses stratégies, de ses évolutions.

Vous apprendrez à concevoir et à réaliser de nouveaux systèmes d'information, à développer les compétences qui vous permettront de maîtriser les techniques informatiques et de découvrir le domaine bancaire.

**DIPLOMÉS D'ÉTUDES SUPÉRIEURES
SCIENTIFIQUES**

Ingénieurs, Universitaires Bac + 4, Bac + 5

Venez vous associer à la réussite de LIVE et partager les ambitions des trois banques qui sont à l'origine de ce projet.

Dès votre intégration, vous bénéficierez d'une formation complète aux techniques et aux outils informatiques qui vous permettront de prendre vos premières responsabilités.

Grâce à la multiplicité de compétences que vous développerez, vous aurez en main tous les atouts de votre future évolution!

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo sous la référence JLB/1000 à notre Conseil,

Ethnos Conseil en recrutement 141, avenue de Wagram - 75017 PARIS Membre de SYNTec Recrutement

Centre d'Enseignement Scientifique et Technique de Pointe
Le GROUPE ESIEE
(Ecole Supérieure d'Ingénieurs en Electronique et Electrotechnique)
recherche pour son Service des Moyens Informatiques Généraux :

INGENIEUR SUPPORT LOGICIEL

Ce responsable assurera la conception et la mise en application des procédures d'exploitation des outils pédagogiques et scientifiques ainsi que le support des actions d'enseignement sur stations de travail UNIX et postes MS/DOS.

- Ingénieur débutant ou ayant 1 à 2 ans d'expérience industrielle,
- Bonne maîtrise des outils de l'IAO/CAO électronique,
- Connaissance en génie logiciel et notions d'intelligence artificielle ou d'analyse d'image,
- Capacités de développement d'applications logicielles dans des langages de haut niveau : Pascal, C, C++, Lisp ou Ada.

Merci d'adresser votre candidature au Service du Personnel du Groupe ES.I.E.E.
Cité Descartes, BP 89, 2 bd. Blaise Pascal
93162 NOISY LE GRAND CEDEX Tél. : 45 92 66 24

ESIEE

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

ISOVER

N°1 Français et Européen de l'isolation thermique et acoustique.

Notre technologie, la qualité de nos produits et leur conditionnement nous assurent une position de leader dans le domaine des laines minérales destinées à l'isolation thermique et acoustique.

Pour renforcer notre Direction Informatique équipée de matériel IBM grands systèmes / AS 400 en réseaux - SGBDR - LAG, nous recherchons pour notre siège à la Défense, un

JEUNE INGENIEUR INFORMATICIEN

Débutant ou première expérience.

De formation supérieure (Ecole d'Ingénieur ou équivalent), vous avez eu lors de vos études une première expérience de l'informatique de gestion.

Après une formation complète à notre environnement, vous prendrez en charge la conception de nouvelles applications et participerez à la mise en place d'outils et de méthodes.

Votre sens de l'analyse et votre capacité à communiquer vous permettront de mener à bien cette mission.

De larges perspectives d'évolution pourront par la suite se présenter à vous au sein du groupe.

Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre manuscrite) sous la référence ISJ à notre conseil : EL CONSEIL - 7, rue Paul Lelong 75002 PARIS.

ISOVER

هكذا من زيل

هكذا من لا يصل

REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Mercredi 13 mars 1991 37

Le Monde des Secteurs de Pointe

Choisir son métier et se sentir libre.



Le transfert de la Direction Mondiale du groupe Ordinateurs Personnels à Grenoble ouvre des perspectives pour l'ensemble de la division PC.

Rejoindre le département Manufacturing de cette division, c'est choisir une activité en plein développement, c'est partager l'enthousiasme d'équipes passionnées par la technique.

Chez Hewlett Packard, nous sommes convaincus que le succès de nos projets s'appuie sur la diversité de pensées et d'action des femmes et des hommes.

Accueillir et développer de nouveaux talents c'est pour nous le facteur essentiel de réussite, au présent comme au futur.

INDUSTRIALISER DE NOUVEAUX PC, EXIGENCE ET PLAISIR.

Aujourd'hui, nous souhaitons rencontrer :

INGÉNIEURS PRODUITS

Vous devenez l'expert technique d'une famille de produits. En étroite relation avec le Laboratoire, le Marketing et la Production, vous industrialisez nos micro-ordinateurs. Vous êtes le garant au travers de l'organisation des performances de coûts, de production et de qualité.

INGÉNIEURS QUALITÉ

Vous concevez, mettez en œuvre et faites évoluer les stratégies de test et de qualification de nos produits. Vous êtes le garant de leur efficacité et de leur performance. Vous dirigez les programmes d'amélioration de la fiabilité de nos produits et vous êtes le garant de la satisfaction clients.

INGÉNIEUR COMPOSANTS

Vous qualifiez les composants nécessaires à la fabrication de nos nouveaux produits. Vous négociez dans un esprit de partenariat avec nos fournisseurs les meilleures conditions de qualité et de performance.

Ces postes s'adressent à des ingénieurs électroniciens ayant une expérience industrielle.

INGÉNIEUR PHYSICO-CHIMISTE

Vous participez à l'élaboration, au transfert et à l'évolution de nouveaux procédés d'assemblage de circuits imprimés.

INGÉNIEUR PROCESS

Vous optimisez l'organisation de nos ateliers en termes de coûts, de qualité, de flexibilité et d'ergonomie. Vous définissez et vous mettez en œuvre les meilleures stratégies d'utilisation de notre parc machine. Ce poste s'adresse à un ingénieur généraliste ayant une première expérience industrielle.

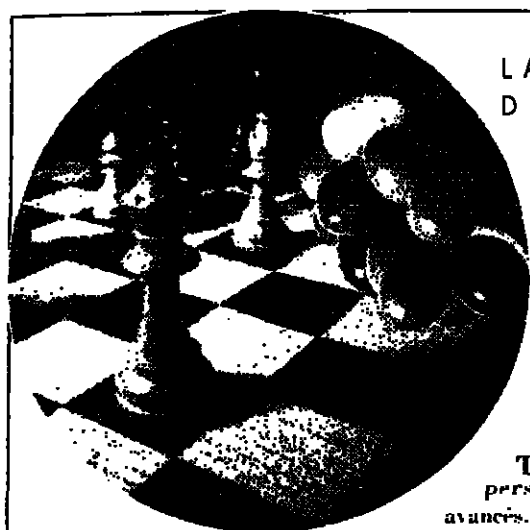
Ces postes requièrent une bonne aptitude à la communication dans un environnement international, dynamique et motivant (anglais indispensable). Une pleine réussite dans ces missions vous donnera un choix étendu pour votre évolution de carrière, tant sur le plan géographique que fonctionnel.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) en précisant le poste choisi au Service Recrutement - HEWLETT PACKARD FRANCE 38053 GRENOBLE CEDEX 09.



**HEWLETT
PACKARD**

Le Monde des Secteurs de Pointe

LA RECHERCHE AU-DELA
DE LA RECHERCHE

A l'intérieur du COMMISSARIAT
À L'ÉNERGIE ATOMIQUE, LA DIREC-
TION DES APPLICATIONS MILI-
TAIRES (D.A.M.) mobilise près de 6.700
personnes sur des programmes de R et D
avancés.

En vue d'étudier le comportement des matériaux soumis
à des conditions de vitesse, pression et température très élevées, le Centre d'études de
VAUJOURS-MORONVILLIERS (banlieue Nord-Est de PARIS) recrute des Physiciens,
Ingénieurs-Grandes Ecoles et Docteurs d'Université, attirés par la recherche théorique
finalisée.

PHYSICIENS THÉORICIENS

En collaboration permanente avec les expérimentateurs et les numériciens du Centre :

- vous serez chargés d'analyser les problèmes de physique avancée dans le domaine cor-
respondant à votre spécialité et vos aspirations : Mécanique des Fluides et des Solides,
Lois de Comportement Dynamique de la Matière, Physique des Plasmas,
Thermodynamique Statistique, Neutronique,
- vous participerez à la modélisation de phénomènes physiques et à la validation théo-
rique ou expérimentale des simulations.

Ces études nécessitent, en particulier, l'utilisation de logiciels de calculs très élaborés et
d'outils informatiques puissants (ordinateurs CRAY XMP et YMP, Stations de travail
SUN...).

Vous travaillerez au sein d'une équipe pluridisciplinaire où vous trouverez un contexte
adapté à la fois à l'approfondissement de vos compétences et à l'acquisition de formations
complémentaires.

A terme, de nombreuses possibilités d'évolution de carrière vous seront offertes à l'inté-
rieur de la D.A.M. ou dans une autre Direction Opérationnelle du CEA.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + c.v.)
sous référence TL/M/141 au CNPG CONSEIL

61, rue des Belles Feuilles - 75116 PARIS, qui étudiera en toute confidentialité.

IMAGINEZ VOTRE AVENIR DANS UNE AUTRE DIMENSION



Ingénieurs d'Affaires

Chargé de mener à bien la réalisation de nos chantiers,
votre responsabilité sera globale : analyse du cahier des
charges, études techniques et financières, coordination et
animation des équipes, supervision et gestion de nos
chantiers.

Après une période d'adaptation et de formation, vous
sauriez vous imposer par vos compétences
techniques et votre sens du management.

De formation Ingénieur ou de niveau équivalent, venez
rejoindre un leader de l'installation électrique
Postes à pourvoir à : NANTERRE (92) - MALAKOFF (92) -
LE BLANC MESNIL (93) - ROUEN (76) - RENNES (35).
Adressez votre candidature et réf. BM 8 en précisant votre
préférence géographique à : FORCLUM - Centre
d'Affaires PARIS-NORD - BAT Ampère N°1 - BP 201
93153 LE BLANC MESNIL Cedex.



groupe forclum

une dimension à connaître

INSTALLATION ELECTRIQUE - AUTOMATISME - INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

BOURJOIS

Depuis plus d'un siècle
notre nom est synonyme
de Beauté. Notre
créativité, notre
technologie et notre
professionnalisme nous
positionnent parmi les
grands de la parfumerie
et des cosmétiques.
1,6 milliard de CA,
1900 personnes, une
dimension internationale
avec des exportations
dans plus de 120 pays
et, en France, une
position leader et une
présence dans plus de
5000 points de vente à
travers tous les circuits
de distribution.

Ingénieur de projet GPAO

Rattaché au Directeur des projets gestion de production,
vous concevrez et mettez en œuvre, en collaboration
avec l'informatique, des projets d'organisation et
d'informatisation de la gestion de production des 3 sites
industriels et des fonctions centrales de l'exploitation, en
ayant toujours comme principal souci la satisfaction
maximale des utilisateurs.

Ingénieur Grande Ecole ou Université avec option
informatique, vous avez une expérience de 2 à 3 ans
d'un projet GPAO et souhaitez aujourd'hui rejoindre
une entreprise très performante.

Si vous conjuguez qualités humaines et organisationnelles,
vous bénéficierez de nombreuses perspectives d'évolution.

Le poste est basé à Pantin.

Merci d'adresser votre dossier de candidature
sous réf. LW/PGP 3 à BOURJOIS - Direction de
Développement des Ressources Humaines
12-14, rue Victor Noir - 92521 Neuilly sur Seine Cedex.

PARIS UN PROFESSIONNALISME ECLATANT



Dans le cadre du déménagement de son siège de La Défense
sur Rueil, ESSO recherche

INGENIEUR DE PROJET

De formation Ingénieur Généraliste, diplômé d'une Grande Ecole,
vous possédez une première expérience réussie de la conduite de
projet en milieu industriel (2 à 4 ans).

Rattaché à la Direction Systèmes d'Information, vous êtes
responsable d'une partie des projets qui permettront d'assurer d'ici
juin 92, l'installation des moyens informatiques de la société à Rueil :

- électricité et climatisation de la salle machine,
- câblage informatique des bâtiments,
- déménagement physique des matériels,
- réseau de télécommunications...

Pour réussir dans cette mission, vous êtes rigoureux et
méthodique, vous avez le sens des contacts et un réel goût
pour le travail en équipe.

Notre société vous offre à terme des opportunités
d'évolution dans de nombreux secteurs d'activités :
projets construction, opérations industrielles ou
commerciales (Ing. Technico-Commercial, Ing.
d'affaires...).



Candidature et C.V. à adresser sous réf. PRO
à ESSO - Service Recrutement - 92093 PARIS
LA DEFENSE cedex 02.

Wang est l'un des principaux constructeurs informatiques mondiaux. Par ses filiales (en France 400 personnes,
500 MP de C.A.), il est présent dans tous les pays développés. Il doit son succès à la parfaite maîtrise d'une gamme
intermédiaire, reconnue pour sa flexibilité, sa convivialité, et l'exceptionnelle étendue de ses intégrations et de ses
applications. Dans un marché en mutation profonde, l'offre produit s'adapte et se diversifie de manière rapide.
Pour accompagner cette expansion nous proposons aujourd'hui plusieurs postes au sein de notre Direction
Commerciale.

WANG

INGENIEURS COMMERCIAUX

GRANDS COMPTES

VOTRE MISSION
Au sein d'une de nos agences parisiennes, sur les secteurs industrie, tertiaire,
ou finance, vous commercialisez l'offre globale WANG, produits et services, auprès
de notre base installée grands comptes :

- en termes de gammes (Unix, PC + réseaux de PC, serveur UNIX, etc.),
- en termes d'applications (gestion électronique de documents, SGED, bureautique,
réseaux d'entreprises, etc.).

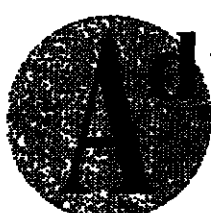
Vous recherchez et développez de nouvelles opportunités, et vous coordonnez
l'ensemble des actions des équipes techniques associées à chaque projet.

VOTRE PROFIL
Vous êtes ingénieur commercial, déjà spécialisé dans l'informatique (constructeurs,
SSI, par exemple), diplômé de l'enseignement supérieur, et vous souhaitez donner
un nouvel élan à votre carrière, dans une grande entreprise qui saura vous faire
évoluer.

Les conditions offertes, (notamment rémunération, plan d'intéressement,
mutuelle/prévoyance - voiture de fonction) sont de nature à motiver les candidats
de valeur que nous recherchons.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet sous référence : 145 E,
à notre conseil NEMESIS, 10 rue de Richelieu, 75001 PARIS. Des informations
complémentaires pourront vous être données par téléphone au 42.61.52.59.

LA PERFORMANCE
INFORMATIQUE
EN TOUTE SIMPLICITÉ



Joint de Direction Générale

INGENIEUR GRANDE ECOLE

PARIS

Une société spécialisée dans la conception, la réalisation et l'exploitation d'usines de
production d'eau potable et de traitement des eaux usées et des ordures ménagères, en France
et à l'étranger, filiale d'un groupe français d'importance mondiale, recherche, pour être adjoint à la
direction générale, un ingénieur généraliste expérimenté, âgé d'environ 30 ans, de formation grande
école (CENTRALE, MINES, AM, SUP'elec, SUP'aéro...) rompu aux relations et aux
négociations de haut niveau dans les secteurs de l'industrie, des services ou des collectivités. Après
une période d'adaptation, pendant laquelle il suivra des affaires pour se familiariser avec l'activité
de la société, il prendra progressivement en charge des opérations commerciales, des réalisations
d'affaires et des passations de marchés. Parallèlement, il assurera les relations avec la clientèle
française et étrangère et les filiales. Ce poste, basé en proche banlieue ouest de Paris, avec des
déplacements fréquents en France et à l'étranger, nécessite de parler couramment anglais et une
autre langue, allemand ou italien. Il comporte une rémunération motivante et d'intéressantes
perspectives d'avenir pour un candidat à fort potentiel.

IDL

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 252 LM à
IDL CONSEIL S.A. - 54, rue du Docteur Oursel - BP 275 - 27002 EVREUX Cedex.

UNE ENVIE DE NOUVEAUTE,
UNE ATTIRANCE POUR
LA COMPLEXITE : 2 RAISONS
DE VOUS DEPASSER.

Filiale d'un Groupe Français de tout premier plan et mondialement connu,
notre Société a pour vocation la conception, la transformation et la commer-
cialisation de produits et de biens d'équipements industriels pour des
usages spéciaux.

Notre savoir-faire dans des domaines très variés, la recherche et le déve-
loppement de produits nouveaux nous permettent d'avoir une forte avance
technologique et une position bien assise sur le plan international, tous
recherchons un

INGENIEUR CHARGE D'AFFAIRES

Eléments et ensembles de protection contre les rayonnements.

Vous êtes responsable en toute autonomie :

- de la réalisation complète des affaires
- conception des produits et installations destinées à une clientèle mondiale
(Engineering, centres de recherche, industrie nucléaire...)
- élaboration des dossiers techniques
- négociations commerciales internationales
- achats/approvisionnements, gestion de la production, contrôle qualité
- montages sur sites
- animation d'une quinzaine de personnes, techniciens et équipe de fabrication
- de l'évolution des produits, techniques et procédés de fabrication
- de développement de l'activité par une veille attentive du marché.

28/35 ans, de formation ingénieur généraliste ou mécanicien, vous bénéficiez d'une expérience réussie de 3 ans mi-
mum dans le domaine de l'engineering, les études ou chargé d'affaires, vous ayant permis des contacts à l'étranger.
Une connaissance du milieu nucléaire est appréciée.

Le poste basé en REGION PARISIENNE requiert la maîtrise de l'Anglais et une disponibilité pour des déplacements en
France et à l'étranger.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé avec photo et salaire actuel
sous la réf. P805/SLM à notre Conseil :

34, rue du Colisée - 75008 PARIS

MORENO CONSULTANTS
REIMS - PARIS - LYON

مركز البحث

REJOIGN

(Lille, Toulou
créent ch
contrô

INGENIEUR

Mission : Défini
projet de système de
Profil : Ingénieur
Qualités : sens des

Mission : Elabor
les responsables d
objets de délais. B
Profil : Ingénieur
en relation avec le c
nification et d'animat

Mission : Organ
de fonctionnalités
systèmes. Vérificat
en relation avec le c
Profil : Ingénieur
études de système

Pour tous ces postes
sous référence chois
MATRA TRANSPORT
48/56, rue Barbès

I L Y

مركز الإعلام

REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Mercredi 13 mars 1991 39

Le Monde des Secteurs de Pointe

De Lille à Mexico, de Toulouse à Taïpeh,
de Lyon à Chicago...
Le talent de nos ingénieurs fait le tour du monde



REJOIGNEZ LE LEADER MONDIAL DES TRANSPORTS AUTOMATIQUES

Nous rejoindre aujourd'hui, c'est écrire l'histoire des transports de demain.

Les contrats sur lesquels nous vous proposons d'intervenir se situent aux quatre coins de l'hexagone (Lille, Toulouse, Lyon, Région Parisienne...) et du monde (Mexico, Taïpeh...). Notre volonté d'innover et nos succès commerciaux créent chaque jour de nouvelles opportunités dans de nombreux domaines : Recherche et Développement, industrialisation, contrôle de projet, planning, suivi d'affaires... Votre talent nous intéresse, que votre compétence corresponde ou non à l'un des postes suivants, rencontrons-nous pour préparer l'avenir ensemble.

INGÉNIEURS SÛRETÉ DE FONCTIONNEMENT (Réf. ISF)

Mission : Définition et coordination des études de sûreté de l'ensemble d'un projet de système de transport automatique (sécurité, fiabilité, disponibilité).

Profil : Ingénieur Grande Ecole doté d'une expérience en système et/ou sûreté. Qualités : sens des contacts (internes ou clients), conviction, rigueur.

INGÉNIEURS PLANNING (Réf. IP)

Mission : Elaboration et mise à jour des plannings d'un projet en relation avec les responsables d'affaires. Proposition de mesures correctives afin de tenir les objectifs de délais. Etablissement des plannings de synthèse pour le client.

Profil : Ingénieur doté d'une première expérience technique familiarisé avec l'élaboration et le contrôle de la planification d'un projet. Capacités de communication et d'animation.

INGÉNIEURS SYSTÈME (Réf. IS)

Mission : Organisation et suivi des études d'une partie du système. Contraintes de fonctionnalités, performances, coût et délais, interfaces avec les autres sous-systèmes. Vérification du respect des exigences et des dispositions contractuelles en relation avec le client.

Profil : Ingénieur Grande Ecole doté d'une première expérience significative en études de système.

INGÉNIEURS D'AFFAIRES (Réf. IA)

Mission : Responsabilité de l'exécution d'une affaire pour l'ensemble des aspects techniques, qualité, coûts et délais en relation avec le client. Coordination d'équipes internes ou de sous-traitants. Suivi des études, fabrication, essais et installations.

Profil : Ingénieur Grande Ecole, 5 à 10 ans d'expérience technique en électronique / informatique / automatismes ou électricité / électromécanique / mécanique.

INGÉNIEURS DÉVELOPPEMENT LOGICIEL (Réf. IDL)

Mission : Prise en charge du développement de logiciels d'application temps réel. Outils à la pointe des méthodes de production de logiciel : conception orientée objet, bases de données.

Profil : Ingénieur Grande Ecole informatique, débutant ou avec première expérience.

INGÉNIEURS D'ÉTUDES EXPLOITATION (Réf. IEE)

Mission : Interlocuteurs privilégiés du client sur un projet sous les aspects Exploitation, Maintenance et Formation. Préparation et mise en place des procédures et moyens. Coordination des études d'exploitation et maintenance du système.

Profil : Ingénieur Grande Ecole 5 à 10 ans d'expérience en études de système.

Pour tous ces postes, merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence choisie à
MATRA TRANSPORT - Direction du personnel
48/56, rue Barbès - BP 531 - 92542 MONTROUGE Cedex.



I L Y A U R A T O U J O U R S D E S H O M M E S D E T A L E N T

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

Le Monde des Secteurs de Pointe

SEXTANT
AVIONIQUE

Ingénieur d'études

CONNAISSANCES EN MÉCANIQUE ET ÉLECTRONIQUE

SEXTANT Avionique, premier pôle européen en électronique de vol, se situe en tant que filiale au carrefour des deux grands groupes AEROSPATIALE et THOMSON.

Spécialisé en mécanique, avec des connaissances en électronique, vous concevez et développez des instruments aéronautiques à dominante mécanique (pour planches de bord). Vous suivez également sur le plan technique le déroulement des projets, en relation avec le département commercial et la division industrielle. Vous êtes débutant ou avez 1 à 2 ans d'expérience dans le milieu aéronautique ou de la mécanique de précision, et vous appréciez le travail en équipe. La maîtrise de l'anglais est nécessaire. Des déplacements en France ou à l'étranger sont à prévoir. Le poste est basé à Issy-les-Moulineaux, puis à Conflans-Sainte-Honorine en juin 1991.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. IE/GAL, à SEXTANT Avionique, Service du personnel, 31 rue Camille-Desmoulins, 92130 Issy-les-Moulineaux.

L'ÉLECTRONIQUE DE VOL PUISSANCE 4

INGENIEUR SYSTEME ET RESEAU IBM/VM

Bienvenue dans un monde informatique en croissance.

Bienvenue dans le Centre de Recherche du secteur Santé du groupe RHONE-POULENC RORER à Vitry-sur-Seine (94) sur un site informatique d'une grande diversité : matériels IBM et DEC, réseaux ETHERNET, TOKEN RING et fibres optiques.

Rattaché au Responsable Systèmes et Réseaux IBM, vous préparez l'évolution des systèmes en adaptant de nouveaux logiciels, en optimisant les performances de machines, en proposant des solutions techniques.

Vous participez également au développement de nouveaux projets (intégration DEC, IBM, micros ordinateurs).

Ingénieur-Grande École ou titulaire d'un DEA, vous êtes un ingénieur système expérimenté (deux ans) rompu à l'environnement IBM. Vous connaissez VTAM / RSCS.

Relationnel et autonome, vous trouverez dans notre groupe tous les moyens d'affirmer votre potentiel.

Réf. MON/9123

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant bien la référence du poste choisi à notre conseil : DATAID SELECTION - 26, rue de Berni - 75008 PARIS.

 **RHÔNE-POULENC RORER**

LE CONSEIL GENERAL DES ALPES-MARITIMES

recherche pour sa Direction de la Programmation des Investissements et du Développement Économique

UN CHARGE D'OPERATIONS : GESTION DE ZONES D'ACTIVITES

Vous aurez en charge le suivi de l'aménagement et de la gestion de zones d'activités communales et départementales existantes et à venir. Vous coordonnerez et organiserez l'ensemble des activités d'aménagement en liaison avec nos partenaires SEM, CC, CC, IET, entrepreneurs... Vous utiliserez de manière complémentaire vos connaissances techniques (I.C.E.) et administratives (plan de trisorerie, bilan financier). De formation ingénieur ou technicien supérieur possédant une expérience significative en travaux publics ou aménagement. Vous êtes un homme de terrain sachant négocier et piloter des projets importants. Une connaissance des marchés et procédures publiques serait un plus.

Motivé pour participer à la conduite de l'avenir économique d'un département en expansion, merci d'adresser votre candidature à notre conseil (CV, photo, rémunération actuelle). réf. 95.08

HC
HERBLIN CONSEIL

HERBLIN CONSEIL
11, Place de la Beauté - 06300 NICE
NICE - PARIS

3616 CODE HERBLIN

Etablissement d'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, situé en Sud Rhône-Alpes, délivrant un diplôme homologué de niveau BAC + 4, nous formons en deux ans de jeunes cadres spécialisés en ÉLECTRONIQUE, AUTOMATIQUE et CAO.

Nous aidons également les entreprises de haute technologie à maîtriser des projets industriels pointus intégrant ces disciplines, dans le cadre de partenariats et contrats d'études.

Renforçant notre Structure, nous recrutons :

INGENIEUR

INGENIEURS ETUDES & PROJETS

Les profils recherchés sont des ingénieurs possédant une expérience industrielle de 2/3 ans, une solide formation technique, dans les domaines enseignés, un esprit d'ouverture et d'écoutes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous réf. 788 à : MEDIA PA - 51, avenue Jean Jaurès - 69007 LYON qui transmettra.

VALIDATION ET QUALITÉ DES LOGICIELS AU PLUS HAUT NIVEAU

AIKI. Une équipe d'ingénieurs de haut niveau, des outils, des méthodes et des savoir-faire à la pointe des techniques actuelles du Temps Réel (générateurs de codes, analyseurs de comportements, outils de vérification par analyse statique et dynamique, validation sémantique...) et surtout des missions où peuvent s'exprimer notre expertise et notre volonté de traiter les problèmes à leur niveau le plus élevé.

CONSULTANTS EN GÉNIE LOGICIEL

Ingénieur diplômé d'une Grande École, vous avez 3 à 5 ans d'expérience en informatique industrielle Temps Réel et vous avez déjà abordé les domaines de la Validation et/ou de la Qualité des logiciels.

Dans le cadre d'importantes applications civiles et militaires sur systèmes à sûreté de fonctionnement critique, nous vous proposons d'exercer, dès vos premières missions, les responsabilités de Conseil et d'Ingénierie auprès de nos clients.

Au sein d'AIKI et du Groupe SAGITEC, votre efficacité et votre évolution de carrière pourront s'appuyer sur une expertise reconnue dans nos domaines d'intervention, sur des moyens internes avancés, sur une croissance rapide et maîtrisée de nos activités.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et rémunération souhaitée à Hélène Lavagne.

AIKI - 4, rue du général Lanrezac
75017 PARIS



RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

INGENIEURS GRANDES ECOLES

Aujourd'hui, Usinor Sacilor est le premier européen et le second mondial dans son métier : l'acier. Notre Groupe a dégagé en 1990 un résultat net de 3,7 milliards de francs et a consacré un budget de 1 milliard de francs à la recherche et au développement.

Améliorer les process et les produits, participer à l'évolution des matériaux, appartenir à une communauté scientifique mondiale "universitaire et industrielle", valoriser votre formation, tels sont les quatre traits caractéristiques de notre Recherche.

Ainsi, Usinor Sacilor se dessine comme une industrie restructurée et remusclée autour d'un produit aux mille nuances qui a plus que jamais besoin d'ingénieurs dans les spécialités suivantes :

- intelligence artificielle,
- électronique, automatique, informatique industrielle,
- électrotechnique, électronique de puissance,
- chimie organique et minérale, génie chimique, électrochimie,
- emboutissage,
- soudage,

- physico-chimie des surfaces, corrosion, interaction avec plasma, rayonnements...
- mécanique des surfaces, tribologie,
- mécanique et métallurgie des matériaux, physique du solide,
- physico-chimie des procédés,
- génie mécanique.

Ces postes basés en province ou en région parisienne s'adressent à des candidats dotés de curiosité et d'imagination, de formation ingénieurs grandes écoles ou universités (doctorat), débutants ou possédant une première expérience, amenés à évoluer comme experts ou managers dans le Groupe.

Travailler au sein d'Usinor Sacilor, c'est d'abord souhaiter prendre rapidement des responsabilités, c'est aussi choisir de travailler avec les meilleurs de sa spécialité, se former et s'enrichir soi-même au quotidien.

Merci de nous contacter au 49.00.57.49 ou d'adresser votre candidature sous réf. LM123 à USINOR SACILOR - DRH Ingénieurs et Cadres CEDEX 33 - 92070 PARIS-LA DEFENSE



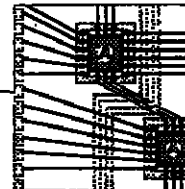
Elargissez vos compétences

LCTAR - LE CENTRE THOMSON D'APPLICATIONS RADARS (230 personnes dont 110 ingénieurs), a pour vocation l'étude et le développement de techniques avancées dans le domaine du Radar.

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Vous participez à la conception et la réalisation de systèmes de radars complexes. Ce qui vous permet, à moyen terme, d'acquies une expérience unique dans le domaine du traitement du signal. Diplômé d'une grande école type Supélec, Télécoms, Centrale... vous avez acquis une première expérience en Système Radar, Traitement du Signal, Circuits numériques câblés et programmés. Votre autonomie, votre goût de l'innovation et votre capacité à vous impliquer dans des projets d'envergure, sont les qualités que vous mettez en oeuvre en nous rejoignant.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV + photo) à D. URRACA - LCTAR BP 16 - 78143 - VELIZY VILLACOUBLAY Cedex.


THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

Le Monde des Secteurs de Pointe

Electronique de haute technologie

INGENIEUR D'AFFAIRES

Rattachée au leader mondial de l'électronique de pointe dans les domaines grand public et militaire, cette société possède un savoir-faire internationalement reconnu en électronique d'armement, optronique, télécommunications, radionavigation.

Une de ses Unités Industrielles (300 personnes, 600 millions de frs de C.A.) souhaite développer son activité de sous-traitance d'industrialisation et de production en France et en Europe. Dans le cadre de ce challenge, elle crée le poste d'INGENIEUR D'AFFAIRES.

Rattaché au Directeur du Centre, le candidat prend en charge la conquête et le développement de ce nouveau marché. Interlocuteur de haut niveau, il propose le savoir-faire et les atouts de la société auprès d'un secteur technologique high tech. Il conduit le montage des dossiers techniques et financiers et assure les négociations. Il réalise son objectif en toute autonomie par une action commerciale dynamique et une présence efficace sur le terrain.

Pour ce poste à responsabilité basé en Lorraine, nous recherchons un ingénieur âgé de 30/35 ans, possédant une expérience similaire ou technique (bureau d'étude, production) dans l'industrie électronique.

Le candidat aura la responsabilité commerciale du site et pourra ultérieurement évoluer vers un poste au sein du Groupe.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 724076 A à :

EGOR TECHNOLOGIES
17, avenue Matignon - 75008 PARIS

EGOR

PREMIER PRINCIPAL INGENIEUR D'AFFAIRES
RECHERCHE D'INGENIEUR D'AFFAIRES EN FRANCE ET A L'ETRANGER



J'AI CHOISI LES RESPONSABILITES

La DGA, c'est l'ensemble des intelligences et des énergies réunies dans près de 60 sites industriels, services techniques, laboratoires ou centres d'essai. C'est le quart de la recherche - développement en France pour garantir à long terme la défense du pays. Ce sont 1000 ingénieurs et un point de vue exceptionnel sur des secteurs industriels les plus innovants.

La Direction des Constructions Navales (Paris), au sein de la DGA, est chargée de la conception, de l'ingénierie, de la fabrication et de l'entretien des navires de guerre : de recherche :

Ingénieur Etudes d'Investissements

Il a pour mission d'étudier les projets d'investissements industriels dans les domaines de production, transmissions industrielles, moyens de manutention et de transport ; il participe à la définition de la politique d'investissement sur différents segments techniques. De formation Ingénieur (ENSI ou équivalent), le candidat possède une première expérience en production industrielle et une bonne culture technique.



Merci d'adresser votre candidature sous la réf. P1147/A à BERNARD BEAUMONT SEHA SELECTION, 16 RUE BARRES 92126 MONTROUGE CEDEX.

RCE

Premier constructeur français de réseaux locaux avec un CA doublé chaque année depuis quatre ans, implanté en région parisienne nord-ouest, nous recherchons, afin de poursuivre notre développement en France et à l'étranger des

INGENIEURS GRANDES ECOLES

(ESE, ENST, ISEP, ou équivalent)
POUR LE DEVELOPPEMENT DE PRODUITS
DE HAUTE TECHNOLOGIE

En nous rejoignant, vous intégrez une équipe de spécialistes de niveau international :

- Vous travaillez sur les standards les plus récents et/ou sur des produits innovateurs, vous bénéficiez d'une large autonomie d'action, tant au stade du développement que celui du suivi industriel ultérieur, à partir de spécifications auxquelles vous participez dans le cadre d'un groupe pluridisciplinaire.
- Vous accédez à un environnement de développement performant, permettant la valorisation de votre potentiel personnel et vous enrichissez vos propres compétences tout en contribuant au succès d'une équipe dynamique.
- A votre rémunération fixe s'ajoute, comme il est de règle chez RCE, un intéressement en fin d'année et une participation qui, à terme, vous donne accès au capital de la société.

Plus particulièrement nous recherchons

2 SPECIALISTES LOGICIELS

(réf. L 1132)

Compétences souhaitées : langage C, programmation temps réel, protocoles (OSI, TCP/IP, SNMP, ...), DOS, WINDOWS, OS/2, UNIX, anglais courant.

1 SPECIALISTE MATERIEL

(réf. B 1124)

Compétences souhaitées : logique numérique, microprocesseurs, composants à logique programmable (PAL, FPGA, LCA...), techniques de transmission, connectique et packaging, anglais courant.

Merci d'adresser votre candidature sous référence choisie à notre conseil
A.L. PARTNERS - 86/88 Grande Rue - 92310 SEVRES.

A.L. PARTNERS
CONSEIL EN RECHERCHE HUMAINE

rep

Premier constructeur mondial de presses à injecter le caoutchouc et leader technologique sur son marché, implanté à Lyon-Corbas, offre une opportunité de carrière à un

Jeune Ingénieur recherche-développement

AM ou similaire

Intégré à la Direction technique, il exprimera sa créativité et son sens pratique dans un large domaine de compétences : mécanique, automatisme, hydraulique. Il sera notamment responsable des essais de prototypes (machines et équipements) et s'attachera à développer des méthodes d'expérimentation pour aboutir à la présentation de synthèses et être le moteur de solutions nouvelles. Ce poste peut éventuellement convenir à un débutant de bon niveau (AM ou similaire). Ses qualités d'animateur faciliteront son évolution dans une entreprise en développement constant.

Les candidats retenus seront reçus à l'usine le 4 avril, après une première étude des dossiers, sous référence M/1031, par

josette vanden borre

Chamandre - 01340 Folsiat

1ère SESSION 1991

Débutants, et si vous pensiez carrière informatique ?



Groupe parisien de sociétés de services et d'ingénierie en informatique et télécommunications, nous avons su depuis plus de vingt-cinq ans conquérir une excellente réputation auprès de grands organismes du secteur public et privé, et sur des marchés très vastes et diversifiés, tout en demeurant des entreprises à dimension humaine.

Aujourd'hui, nous recherchons de nombreux jeunes collaborateurs « Bac + 5 ou ayant suivi plusieurs années d'études supérieures scientifiques ou en gestion » dégagés des obligations militaires et libres pour démarrer rapidement.

Vous n'avez pas de connaissances particulières en informatique, nous vous formerons intégralement à la technique et à nos méthodes, et vous permettrons de connaître une véritable évolution au sein de nos sociétés.

Pour un premier contact, merci d'adresser une lettre manuscrite, un CV détaillé et une photo, sous réf. M113SP5, à Honoré Informatique - 52, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris.

HONORÉ Informatique

NEYRPIC

recherche pour son siège à GRENOBLE

Ingénieur ou Universitaire Spécialiste en Calcul de Mécanique des Fluides

Pour son Département Etudes Hydrauliques
Turbo-machines

Rattaché au Responsable du Département, vous serez chargé au sein d'une équipe de développer et d'exploiter des logiciels de calcul des mécanismes des fluides appliqués à nos turbo-machines.

Vous travaillerez en relation avec notre laboratoire Hydraulique et nos logiciels Développement.

Débutant ou justifiant de quelques années d'expérience, vous avez une formation Grandes Ecoles ou Universitaire. Entrepreneur, vous avez le goût des responsabilités, aimez travailler en équipe et maîtrisez l'anglais.

Vous êtes alors, le candidat que nous cherchons.

Merci d'adresser votre candidature avec CV à : Gestion des Cadres
Société NEYRPIC - BP 75 - 38041 GRENOBLE cedex

GECALSTHOM

Société d'Ingénierie
et de Technologies de
l'Environnement,
leader sur son marché,
située en proche banlieue Ouest
recherche pour faire face à son
expansion

**INGENIEUR
ETUDES EN
ENVIRONNEMENT**

Outre la conduite et l'animation
d'une équipe de 4 collaborateurs,
vous instruirez des
dossiers industriels au plan
pollution (Etudes d'impact/
SIAI).

Vous assurerez une veille
technologique en matière de
process de dépollution, de
recyclage et de récupération,
et effectuerez, s'il y a lieu, les
études au point et adaptations
de ces derniers.

A 30/35 ans environ,
Ingénieur en Génie Chimique
de préférence, votre expérience
professionnelle vous a
conduit à réaliser des études
d'environnement en milieu
industriel.

Bien évidemment, vous êtes
bilingue anglais.

Déplacements à prévoir y
compris à l'étranger.

Merci d'adresser lettre man.,
c.v., photo et prétentions à/réf.
6805 à AXIAL, 27 rue Talbot,
75008 Paris qui transmettra.

ETUDIER DES SYSTEMES ELECTRONIQUES !

Notre société (500 personnes - 300 MF) située dans une grande ville universitaire au bord de la Loire est leader en France dans le domaine de la signalisation routière électronique. Pour renforcer notre présence dans le monde entier, nous recherchons un

JEUNE INGENIEUR DE PROJET EXPORT

Vous aurez pour mission d'assister notre filiale ou nos partenaires locaux dans l'étude, la négociation, le montage et suivi des projets.

De formation électronique supérieure, vous justifiez de commercialisation à l'export de systèmes électroniques. Bien sûr vous parlez anglais couramment. Votre potentiel et vos succès vous feront évoluer au sein d'une société ambitieuse et performante.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, photo, CV et rémunération) à notre Conseil sous réf. 46.026 M qui garantit toute confidentialité KEY MEN - 2 avenue de Paris - 45000 ORLÈANS.

KEY MEN

GRUPE DANIEL POITE CONSULTANTS

MATRA
laissez

Chez MATRA, vous
trouvez un environnement
créatif, innovant, où
l'enseignement est

Cette école vous offre
un environnement
complexe et riche en
métiers, où vous
MARCONI

En entrant dans
formation et dans
du domaine des
systèmes spatiaux
spécifiques à

Situe dans une
PECOLE DE LA
ESPACE en 1980
réussite d'une
SPACE de

Le domaine
reconnaitre
Adressez vos

MATRA ESPACE
21 du Polys

IL Y AURA

Au delà des la str

ALM...
domaine de la communication
lancement du véhicule de la...
contre l'ennemi...
MER... 25 ans de l'industrie

INGENIEUR MECANIQUE Maîtrise du

En étroite collaboration avec
définissent les objectifs et la
domaine des mathématiques
fonctionnement des systèmes

Le suivi de fabrication
Contrôle qualité
Veille technologique

Pour mener à bien votre
de 5 personnes
Jeune ingénieur mécanicien
de manager l'ensemble de
milieu aéronautique sera un
attribuée à chaque candidat

Merci d'adresser votre
Technique N°12 - ALM...

THOMSON

DES HOMMES

مركز من زلي

Le Monde des Secteurs de Pointe

MATRA MARCONI SPACE : laissez l'Espace vous dévoiler ses secrets...

Chez MATRA MARCONI SPACE, leader européen dans le domaine spatial et filiale du groupe MATRA, la formation, c'est une priorité... Aussi avons-nous créé l'ECOLE DE L'ESPACE. Cette année près de 500 personnes suivront ses enseignements.

Cette école s'est fixé trois objectifs : améliorer votre intégration ; adapter vos compétences techniques et industrielles aux évolutions de carrières et de métiers ; vous offrir un corridor d'échanges et d'expertise entre MATRA MARCONI et leurs principaux partenaires industriels.

En entrant chez MATRA MARCONI SPACE, vous bénéficiez, suivant votre formation et votre expérience, de quatre cycles d'enseignement : la découverte du domaine spatial et de MATRA MARCONI ; les disciplines techniques des systèmes spatiaux ; la conduite de projet spatial ; et enfin des modules spécifiques à votre métier.

Située dans un cadre privilégié, au château de Fourquaux près de Toulouse, l'ECOLE DE L'ESPACE réalisera plus de 50 % de la formation de MATRA SPACE en 1992... parce que la formation des hommes est à la base de la réussite d'une entreprise, et parce que la réussite de MATRA MARCONI SPACE se traduit par un leadership dans son secteur d'activité.

Le domaine spatial vous attire ? Chez MATRA SPACE nous saurons reconnaître votre talent... et l'entretenir !

Adressez votre dossier de candidature sous référence 202 à Lydie Lejourn.

MATRA SPACE - rue des Cosmonautes
ZI du Paray - 31077 Toulouse Cedex.



IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

Ingénieurs support technique et logistique

Pôle européen du leader mondial de l'imagerie Médicale, nous réalisons en étroite synergie avec nos unités d'Amérique et d'Asie une gamme complète d'équipements de radiologie et de radiothérapie.

Ingénieurs support technique central scanner/RX

Vous participez à l'introduction mondiale de nouveaux produits. Véritable support technique pour les produits de la base installée, vous élaborerez un programme de suivi et d'optimisation de haut niveau.

Ingénieur Electricien, Electronicien ou MST, à votre parfaite maîtrise de l'anglais, vous alliez si possible une première expérience de la maintenance et des services dans un environnement RX, Imagerie...

Vous serez amené à vous déplacer fréquemment à l'échelle internationale. (Réf. IS/M)

Ingénieurs responsables de programmes

Au sein d'une équipe projet, vous participez au développement de nouveaux produits en Europe et aux Etats-Unis :

- vous êtes responsable des spécifications de maintenabilité des produits,
- vous assurez le suivi de la conformité des performances du parc installé,
- vous engagez toute action visant à la maîtrise des coûts de service.

Ingénieur Electronicien ou Electricien, vous avez une expérience en service étude ou après-vente. Nous sollicitons vos compétences et votre sens relationnel pour bâtir votre réussite.

Le caractère international de votre mission vous demande bien sûr une parfaite maîtrise de l'anglais. (Réf. IP/M)

Ingénieurs logisticiens

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, vous analysez et améliorez les modèles de prévision des pièces de rechange, vous décidez des niveaux de stocks et vous développez des outils d'approvisionnement et de suivi des performances de nos fournisseurs, enfin, vous êtes le garant du meilleur compromis entre le service client et les investissements sur stocks.

Ingénieur Grande Ecole, débutant ou ayant une première expérience, votre parfaite maîtrise de l'anglais et votre goût pour les contacts internationaux vous permettront de répondre au challenge de cette mission. (Réf. IL/M)

Ingénieur coordination logistique Europe

Intégré à une équipe projet, vous contribuez à la mise en œuvre d'un Réseau Européen de distribution des pièces de rechange. Vous participez au démarrage d'un plan d'intégration des logistiques locales à la logistique centrale, dans un but d'optimisation de nos stocks européens de pièces détachées.

De formation Ingénieur Grande Ecole, vous maîtrisez parfaitement l'anglais et n'hésitez pas à vous déplacer fréquemment en Europe.

Débutant ou avec une expérience dans un service de logistique ou de gestion de production, vous souhaitez vous investir dans une fonction évolutive. (Réf. IC/M)

Pour nous rencontrer rapidement, merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV et photo en précisant la référence choisie au Service Recrutement General Electric CER - 283, rue de la Minière - 78530 BUC.



General Electric CER

Au delà des méthodes, la stratégie

AUXILEC (740 personnes - 413 MF de CA), leader Européen dans le domaine de la génération électrique embarquée destinée principalement au secteur de l'aéronautique (régulateur, alternateur, convertisseur statique...) recherche pour son établissement de MERU (25 Km de Pontoise) :

INGENIEUR METHODES MECANIQUE

Maîtrise du poste à 1 an

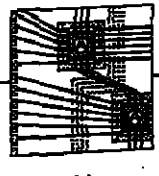
En étroite collaboration avec le responsable des méthodes, vous définissez les objectifs et la stratégie à mettre en œuvre dans le domaine des méthodes électromécaniques, afin d'assurer le parfait fonctionnement des 3 compétences dont vous êtes le garant :

- Le suivi de fabrication
- Correspondant industrialisation prototypes
- Veille technologique

Pour mener à bien votre mission, vous pilotez et animez une équipe de 6 personnes.

Jeune ingénieur mécanicien, vous souhaitez développer vos qualités de manager. Une expérience de production d'1 ou 2 ans dans un milieu aéronautique sera un plus. Une description de poste sera envoyée à chaque candidat motivé.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV) à : Dominique NOLP - AUXILEC - 3, Rue Emile Zola - 60110 MERU.



THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

SIEMENS NIXDORF

1^{er} constructeur informatique européen, est en France le 1^{er} pôle d'activité après l'Allemagne, avec 2,5 Milliards de francs de CA, et un effectif de 2300 personnes. Dans le cadre de la nouvelle organisation du Groupe, la Direction de l'Organisation Informatique recherche son

Ingénieur en organisation

Rattaché au Directeur, il aura pour missions de :

- participer à l'établissement de cahier des charges informatiques,
- concevoir les processus informatiques correspondants (en liaison étroite avec le service informatique qui est responsable de la réalisation),
- concevoir, formaliser et enseigner les circuits administratifs et les procédures de travail correspondants,
- conduire toute étude d'organisation qui pourra lui être confiée.

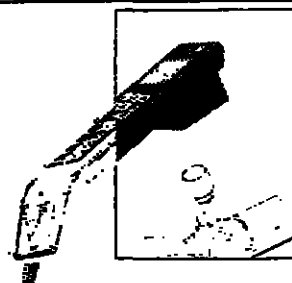
Ingénieur ENSI ou équivalent, vous avez une expérience de 3 à 5 années.

Vous maîtrisez l'anglais, l'allemand serait un plus.

Lieu de travail : CERGY SAINT CHRISTOPHE.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite sous réf. H/AP/10 à Pierrette VEZINAT.

Société SIEMENS NIXDORF
14, Avenue des Béguines
95802 Cergy Pontoise Cedex.



Ligne de conduite

Alcatel Radiotéléphone - 1350 personnes, 1,2 milliard de F de CA - est le leader en France pour la conception et l'installation de réseaux et systèmes de radiotéléphonie publics et privés. De la conception à la commercialisation de nos produits, notre maîtrise est totale. C'est notre ligne de conduite.

Aujourd'hui nous recherchons pour faire face à notre très forte progression des

Ingénieurs projets affaires France

Responsables d'affaires (de l'appel d'offres jusqu'à l'installation et la recette du système), vous aurez pour principales missions :

- les réponses aux appels d'offres fonctionnelles avec le client,
- le support technique de la Direction Commerciale
- la négociation des spécifications fonctionnelles avec le client,
- la maîtrise d'œuvre générale et la conduite de l'affaire.

Ces postes s'adressent à de jeunes ingénieurs ayant une première expérience en développement ou en conduite de projets radio et/ou informatique. Une bonne maîtrise de la langue anglaise est souhaitée.

ALCATEL

RADIOTELEPHONE

La passion de communiquer

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et salaire actuel) à Benoit de Fournoux, 56 avenue Jean Jaurès, 92707 COLOMBES CEDEX

Le Monde des Secteurs de Pointe

Electronique de pointe : autant travailler chez le numéro 1 mondial...

Leader mondial de l'électronique haute technologie, MOTOROLA fabrique dans son unité de production Electronique Automobile d'Angers, des systèmes d'allumage et d'injection, des régulateurs pour alternateurs... d'une extrême fiabilité.

INGENIEUR QUALITÉ (Ref. IQ)

Vous mettez en place et suivez les Indicateurs qualité, vous coordonnez la réalisation du plan Qualité que vous réactualisez régulièrement. Au delà, vous êtes le représentant Qualité de Motorola auprès des clients. Consultant Qualité en interne, vous avez un rôle de formateur aux outils qualité du Personnel.

Ingenieur électronicien diplômé d'une Grande Ecole, votre expérience de 2/3 ans à un poste similaire vous a permis d'acquérir une bonne connaissance des composants électroniques et des principaux outils qualité (notamment statistiques). Votre rigueur et vos talents de pédagogue vous permettront de réussir à ce poste clé pour l'entreprise qui exige une forte implication dans l'optique "zéro défaut".

JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN "TEST ET SYSTEME" (Ref. IT)

Au sein du service test et système, vous assurez la mise en place et le support des équipements de test d'une famille de produits. Egalement, vous préparez l'intégration "CIM" de ces matériels. Interlocuteur unique de la fabrication pour tout ce qui concerne les tests, vous êtes responsable de la qualité des tests et proposez toutes améliorations dans la testabilité, la rapidité et la qualité des tests. Ingenieur diplômé d'une Grande Ecole à dominante électronique + informatique, vous connaissez, grâce à des stages ou à une première expérience, l'informatique industrielle (bases de données, réseaux...).

Ces postes basés à ANGERS nécessitent de nombreux contacts avec nos unités européennes et américaines. La maîtrise de l'anglais est indispensable, une autre langue serait un plus.

Merci d'adresser votre candidature sous référence choisie à Patricia Paillet - MOTOROLA Electronique Automobile
8, boulevard Détriché - 49010 ANGERS Cedex.



MOTOROLA
Electronique Automobile

La technologie qui a son mot à dire

Grand Centre de Recherche, Paris Sud, recrute

UN RESPONSABLE DE

Ingenieur ou Docteur ingénieur confirmé.
30 ans environ, 2 ans d'expérience minimum.

A dominante Mécanique et Thermique, cet ingénieur aura pour missions :
- de concevoir le cahier des charges de nouveaux matériels.
- de suivre le processus de fabrication.

Il assurera la coordination avec les responsables des autres départements. Nationalité française de plus de 5 ans exigée.

Adresser C.V. et prétentions à : CREGE (Mr Finkbeiner)
Grande Voie des Vignes - 92295 Chateaufort-Malebray

Notre grande richesse : savoir transmettre notre savoir



La maîtrise des risques techniques se fonde sur les plus hautes qualités humaines. CEP SYSTEMES, société de Conseil et d'Etudes en Qualité, Fiabilité, Logistique, Sécurité, dans les domaines des Technologies Avancées et de l'Informatique, cultive la valeur de ses hommes pour assurer les meilleurs prestations : connaissance de la technologie des systèmes, sens de l'adaptation mais aussi qualité du dialogue.

Nous recherchons aujourd'hui pour faire face à notre développement important :

UN INGENIEUR CONSULTANT

EN LOGISTIQUE - (Ref. FD1)

Vos talents d'organisateur vous permettront de manager efficacement une équipe et de mettre en place une méthodologie de soutien logistique intégrée.

CEP SYSTEMES



INGENIEURS CONSULTANTS - (Ref. FD2)
Véritable conseil auprès de notre client, vous réaliserez des études en sûreté de fonctionnement.

INGENIEURS - (Ref. JLC1)
pour prestations d'analyse et de conception de systèmes de soutien logistique (plans et procédures de maintenance, documentation technique, bancs de tests).

De formation grande Ecole (Centrale, Mines, ENSAM, Supélec...), vous êtes fortement attiré par les missions ayant trait à la Logistique et êtes motivé par le travail en équipe.

Vos aptitudes à l'organisation, la communication et la persuasion seront les clés de votre réussite.

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence du poste choisi à CEP SYSTEMES
Métairie LON - 26, rue d'Oradour sur Glane
75015 PARIS.

Sur fond de matière grise, vos grands projets verront le jour

L'intelligence humaine s'imposera toujours comme la matière vive de notre entreprise.

Filiale du groupe Alcatel, Alcatel TITN ANSWARE est spécialisée dans la conception et la réalisation des systèmes d'information interconnectés par des réseaux. Ces systèmes trouvent des applications dans tous les secteurs de la vie économique : l'Industrie, l'Aérospatial, la Défense, les Télécommunications et le Tertiaire. Nous intervenons à tous les stades : conseil, assistance et réalisation de logiciels ; intégration de systèmes ; ingénierie d'exploitation de parc. Un savoir-faire reconnu, une puissante organisation régionale et la volonté de rassembler des équipes pluridisciplinaires caractérisent notre SSII. Vous aspirez à un monde fait d'ambition, de missions passionnantes, de perspectives d'évolution. Rejoignez-nous pour donner naissance aux plus grands projets dans les domaines d'activités suivants :

Industrie / Aérospatial / Défense

Intégration de projets de pointe dans les domaines : systèmes embarqués - traitement du signal et de l'image - télécommunications militaires - production - contrôle de process - gestion électronique de documents - OLTP (On Line Transactional Processing) - sécurité des systèmes informatiques.

Consultants, ingénieurs grandes écoles débutants ou confirmés.

Contact : Laurence LE CAVEZ.

Tertiaire

Etude et développement des systèmes d'information des Administrations, des Banques, des Assurances, et des Grandes Entreprises. Nos atouts : la compétence de nos spécialistes dans les métiers de nos clients, la maîtrise des outils et méthodes indispensables à un service de qualité, l'expérience et la rigueur dans la tenue de nos engagements commerciaux.

Consultants, chefs de projet, ingénieurs d'études et analystes en informatique de gestion.

Contact : Estelle MONIN.

Télécommunications

Architecture de réseaux hétérogènes - protocoles de communication - réseaux locaux - large bande - NUMERIS - Messagerie X 400 et serveurs multimédias. Consultants, ingénieurs grandes écoles débutants ou confirmés.

Contact : Murielle YDE.

Génie Logiciel

Développement d'outils - organisation et suivi de projets - méthodologie - intégration d'ateliers logiciels.

Consultants, ingénieurs grandes écoles débutants ou confirmés.

Contact : Murielle YDE.

Ingénierie d'exploitation de Parc

Offre complète de services dans l'exploitation, la gestion, le suivi matériel et logiciel de parcs informatiques.

Ingenieurs et techniciens gestionnaires de réseaux, administrateurs de systèmes et techniciens d'exploitation.

Contact : Christian SCHWARTZ.

Nos implantations régionales interviennent dans les mêmes domaines applicatifs

Nord : Villeneuve d'Ascq, Est : Metz, Strasbourg, Rhône-Alpes : Lyon, Grenoble, Clermont-Ferrand, Sud-Est : Aix-en-Provence, Toulon, Montpellier, Toulouse, Bordeaux, Ouest : Nantes, Brest, Rennes.

Chefs de projets, ingénieurs d'étude et analystes en informatique technique et de gestion.

Contact : Ariane CHARTIER.

L'INFORMATIQUE ENRICHIE DES TELECOMMUNICATIONS

ALCATEL

TITN ANSWARE

Merci d'adresser votre candidature en précisant le domaine d'activité et la ville de votre choix. Si plusieurs de nos activités vous intéressent, contactez Ariane Chartier qui vous orientera. ALCATEL TITN ANSWARE, Direction des Ressources Humaines, 1, rue Galvani - BP 110 - 91301 Massy Cedex.

Composants électroniques dans l'Espace : Nous vous demanderons la lune...

...ou presque. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'une fois qu'un satellite est lancé, il est difficile de le rattraper... Autant dire qu'il faut tout prévoir avant : penser à l'éruption potentielle du soleil, aux cycles thermiques, aux décharges électrostatiques... à leurs incidences sur les composants... La vocation de la Direction Composants Electroniques est claire : anticiper le mieux possible de façon à choisir parmi tous les composants du marché ceux qui seront les plus aptes à survivre dans l'Espace. Objectif de chacun des collaborateurs : déployer imagination, fiabilité et rigueur pour atteindre le "0 défaut" en matière de composants sur des projets de dimension nationale et internationale : SPOT, TELECOM 2, HISPASAT, COLOMBUS...

Vous avez complété votre formation Ecole d'Ingenieur électronique par quelques années dans un poste similaire. Nous vous offrons selon votre expérience l'opportunité d'exercer l'une des missions suivantes : choisir les composants et justifier votre prise de position (simulation d'environnement, essais, évaluations, enquêtes fournisseurs...); conseiller les utilisateurs (MATRA et tous ses contractants) sur les choix et les modes d'utilisation de composants; négocier dans le monde entier les approvisionnements qui permettront d'avoir des composants fiables... Il est temps d'occuper l'espace avec talent ! Postes basés à VELIZY.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 401 au Service du Recrutement

MATRA ESPACE - 9 avenue du Centre - BP 213
78051 Saint-Quentin en Yvelines Cedex



IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

la pre

Née en juillet 1990, le groupe Thomson Identification a pris une place de leader mondial.

Et ses ambitions ne s'arrêtent pas là. Par la participation de ses clients, nous nous engageons à améliorer la performance des systèmes de sécurité.

Au sein de l'entreprise, nous nous engageons à offrir la meilleure solution de sécurité pour nos clients, systèmes et des systèmes internationaux.

Pour en savoir plus, contactez-nous à l'adresse suivante : Thomson Identification, 1, rue de la République, 92000 Nanterre.

ING

Vous êtes ingénieur, vous avez une expérience de 5 ans minimum, vous êtes intéressé par les nouvelles technologies, vous avez une bonne connaissance de l'anglais, vous êtes motivé, vous êtes rigoureux, vous êtes organisé, vous êtes capable de travailler sous pression, vous êtes capable de travailler en équipe, vous êtes capable de travailler seul, vous êtes capable de travailler dans un environnement international.



D E S H

Un challenge

**INGENIEUR
PROCEDES
FOURS
FUSION**

FONTAINEBLEAU

Faire l'un des plus grands défis de l'industrie : la maîtrise des procédés de fusion. Nous recherchons des ingénieurs expérimentés pour relever ce défi.

Nous recherchons des ingénieurs expérimentés pour relever ce défi. Vous devez avoir une bonne connaissance des procédés de fusion et une expérience dans le domaine de la métallurgie.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 401 au Service du Recrutement

مكذ من الرطل

Le Monde des Secteurs de Pointe

Communiquer, naviguer, identifier, la preuve par trois de notre compétence système

Née en juillet 1990 de la fusion des unités de radiocommunication du Groupe Thomson, la Division CNI (Communication, Navigation, Identification) rassemble les compétences les plus pointues. Résultat, cette union place le Groupe en tête du palmarès européen dans ce domaine d'activité.

Et ses ambitions ne s'arrêtent pas là. En effet, cette unification marquée par la participation aux plus grands programmes internationaux, qu'ils soient civils (couverture VHF-UHF de 9 pays dont le Brésil, la Chine, l'Egypte) ou militaires (AWACS, MIDS, SATURN, NIS, ICNIA ...) et par la performance des solutions proposées lui confère aujourd'hui un rôle mondial.

Au sein de CNI, la Direction Technique, forte de 300 personnes, a pour vocation de concevoir et de mettre en oeuvre les technologies de pointe et de mener les études et les développements concourant à la réalisation des systèmes et des équipements de CNI ou de ceux élaborés en coopération internationale.

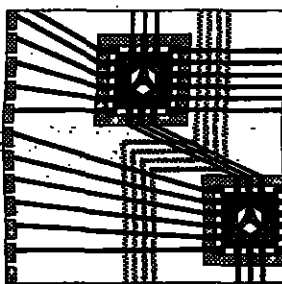
Pour répondre à la croissance d'activité, la Direction technique recherche des ingénieurs auxquels les responsabilités suivantes pourront être confiées :

INGENIEUR CHEF DE PROJET

Au sein du Service Radionavigation, vous aurez la responsabilité de la conception puis du développement d'un équipement dans le domaine de la radiométrie à traitement de signal analogique et numérique. Vous aurez à diriger l'action d'une petite équipe et à assurer l'interface d'une part avec les ingénieurs commerciaux et le client auprès duquel vous soutiendrez vos choix techniques, d'autre part avec les équipes de développement des différentes composantes du produit en vue de l'intégration.

Ingénieur grande école d'électronique, une expérience d'environ 5 ans dans l'industrie aéronautique vous aura préparé à ces fonctions.

CNI 25-26



INGENIEURS D'ETUDES

Au sein du Service Radiocommunications, vous aurez pour mission de mener à bien des études et des développements pour des équipements aéroportés. Cela demande la mise en oeuvre de compétences aussi bien en techniques numériques qu'analogiques (domaine spécifiquement radio et hyperfréquences). Des déplacements sont à envisager en Europe et aux E.U.

Une expérience d'au moins 3 ans et une bonne maîtrise de l'anglais sont nécessaires.

CNI 57 - 60

INGENIEUR CONFIRME

Dans le cadre du programme international MIDS, vous serez chargé de la conception et de l'architecture fonctionnelle du convertisseur d'alimentation en mettant en oeuvre des simulations analogiques. Synthèse de documents de travail et normes US, spécifications de programmes de tests, les travaux seront menés en coopération internationale avec déplacements en Europe ou aux E.U.

Une formation d'ingénieur en électronique, de l'expérience et la maîtrise de l'anglais sont indispensables.

CNI 56

INGENIEUR D'ARCHITECTURE NUMERIQUE

Au sein du Service Systèmes d'Identification, vos compétences en architecture numérique et en conception matériel orienté micro-processeurs vous auront préparé à l'étude et à la réalisation de modules numériques d'équipements avioniques.

Ces études sont à mener dans le cadre de vastes programmes en coopération internationale. Ingénieur grande école, votre connaissance des langages évolués, une expérience de 3 ans et un anglais bien maîtrisé vous permettront de dominer le sujet. Déplacements possibles en Europe et aux E.U.

CNI 42

INGENIEURS LOGICIEL

Au sein du Service Systèmes Informatiques et Logiciels, une grande variété de fonctions sont à pourvoir :

- développement de logiciels temps réel
- études et conception d'architectures, études exploratoires, dans le cadre de projets importants
- responsabilité de l'intégration et de la validation de logiciels et systèmes, définition des programmes et moyens de tests.

Une expérience réussie de quelques années est recherchée.

CNI 28 - 34

Tous ces postes sont à même d'offrir d'intéressantes évolutions de carrière.

Si d'autres domaines vous intéressent, n'hésitez pas à prendre contact pour connaître nos autres besoins.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisie au Service Gestion des Cadres - THOMSON CNI - BP 402 - 92103 BOULOGNE

THOMSON

D E S H O M M E S S I G N E N T L E U R T E M P S

Un challenge international

INGENIEUR
PROCEDES
FOURS
FUSION

Filiale d'un important groupe industriel français, nous produisons des verres techniques dans notre usine de 700 personnes située en sud Seine-et-Marne. Le contexte en croissance et largement international de nos produits nous conduit à des développements techniques de haut niveau.

Nous sommes persuadés que nous gagnerons la part du futur grâce à la qualité de nos ingénieurs. Nous recherchons un jeune ingénieur diplômé d'une grande école, généraliste ou chimiste, option thermique, génie des procédés. "Solide débutant" ou disposant d'une première expérience, votre intérêt pour les responsabilités opérationnelles vous incite à développer votre carrière dans un environnement technologique élaboré dont les performances exigent une grande rigueur.

Au sein d'une équipe de jeunes ingénieurs, vous prendrez en charge le suivi, le contrôle technique et les études de développement de nos procédés à chaud.

Homme de dialogue, votre aisance relationnelle vous permettra d'optimiser vos contacts avec la production, les fournisseurs et d'autres usines du groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 15311, à Media-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

BIO-RAD

DIVISION CHIMIE
MATIERES ET REACTIFS
POUR LA BIO-RECHERCHE

Nous recherchons notre

RESPONSABLE SCIENTIFIQUE

Rattaché au Directeur de Division, vous assurez le support scientifique de nos produits auprès des laboratoires de recherche et le soutien technique de notre équipe commerciale.

En contact direct avec les responsables produits de BIO-RAD LABORATORIES, vous participez à l'élaboration de nos stratégies de développement.

Docteur Es Sciences, vous avez acquis dans un laboratoire de recherche une solide expérience en biologie moléculaire et vous maîtrisez les techniques de séparation des protéines et des acides nucléiques (électrophorèse, chromatographie...).

L'univers de la micro-informatique vous est familier et, bien sûr, vous parlez l'anglais couramment.

Vous souhaitez vous investir dans une équipe performante et faire partager votre enthousiasme et votre rigueur, merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à BIO-RAD SA, Direction des Ressources Humaines, 94/96 rue Victor Hugo - 94200 IVRY SUR SEINE.

Câbleries de Lens

Filiale du groupe Alcatel Câble, recherche pour son unité de transformation du cuivre.

Ingénieur de production

NORD

A 30 ans environ, ingénieur A&M, IDN, HEI ou équivalent, vous avez acquis une première expérience réussie dans le domaine de la production industrielle (métallurgie de préférence) et vous souhaitez occuper rapidement un poste d'encadrement de production.

Pour vous familiariser avec notre métier, nous vous proposons dans un premier temps d'assister le responsable de notre unité de coulée continue du cuivre (70 personnes) dans l'ensemble de ses fonctions.

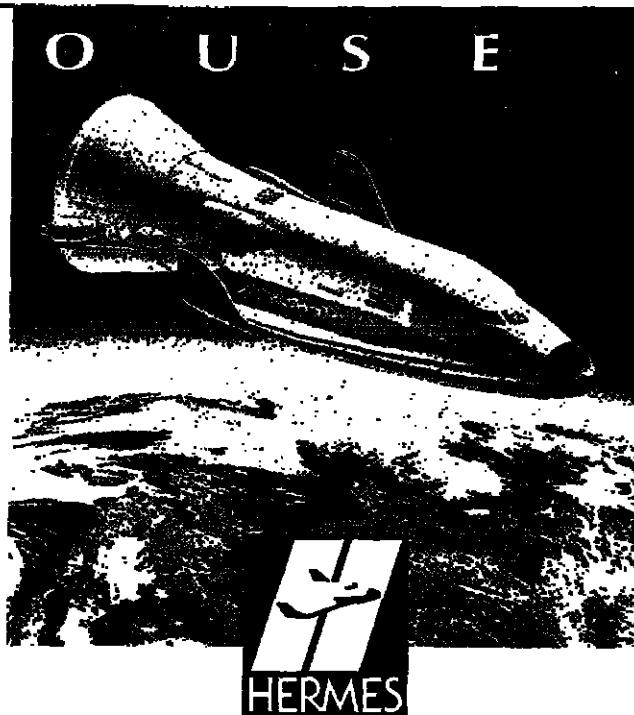
Dans ce poste opérationnel, vous pourrez rapidement prouver votre potentiel. Outre les aspects proprement technologiques, une de vos responsabilités importantes consistera à conduire, avec un esprit d'innovation et un réel sens de la communication, l'évolution de vos équipes et de vos produits ; ainsi, vous vous préparerez à assumer votre future fonction.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 15478, à Media-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

Le Monde des Secteurs de Pointe

T O U L O U S E

Ingénieurs avion spatial Hermès



HERMES

Le Centre National d'Etudes Spatiales, dans le cadre du développement de l'Avion Spatial Hermès, recherche des ingénieurs expérimentés dans les domaines suivants :

- **Alimentation électrique** du véhicule spatial : plus particulièrement les sources d'énergie, la distribution électrique, l'électronique de surveillance et de gestion.
- **Commande de vol** (Flight control system) de l'avion pendant la phase de retour atmosphérique.
- **Structure et mécanismes Hermès** : développement et essais de la cellule, des structures secondaires de l'avion, suivi du développement et des essais des mécanismes installés à bord d'Hermès.
- **Protection thermique externe / structure chaude** : synthèse et suivi du développement industriel des structures et protections thermiques externes de l'avion qui lui permettent de résister à des températures de 1500°C.
- **Navigation, guidage, pilotage** en phase atmosphérique et pour les rentrées nominales et en sauvegarde.

Ces postes nécessitent une forte motivation pour le projet, dynamisme, sens du contact et esprit de synthèse, un goût de l'approche système et une connaissance indispensable de l'anglais, tant rédigé que parlé.

Merci d'envoyer votre dossier complet, sous la référence 91/H, au CNES, 18 avenue E.-Belin, Division du personnel, 31055 Toulouse Cedex.



INERIS

CHEF DU DEPARTEMENT ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL ET SANTE

L'institut national de l'environnement industriel et des risques a pour vocation de promouvoir auprès des industriels des collectivités territoriales et des responsables politiques et économiques des savoirs et des techniques en matière de prévention des risques et de protection de l'environnement.

Dans ce but, cet institut développe une activité de recherche, de formation et d'information et participe à l'élaboration de normes et de réglementations.

Nous recherchons le responsable d'un de ses départements agissant dans le domaine de l'hygiène et de la santé (au travail et plus généralement en rapport avec l'environnement). Ce responsable de haut niveau, aura une formation, une expérience et une envergure personnelle lui permettant : • d'être l'animateur d'une équipe étendue et pluridisciplinaire, d'élaborer des programmes de recherche, de développer les moyens, de gérer les budgets • d'assurer les relations avec des organismes de recherche nationaux et internationaux et avec les différents acteurs économiques et institutionnels : industries, pouvoirs publics, instances de réglementation...

Médecin, pharmacien, ingénieur, universitaire, il aura : • une solide expérience professionnelle dans le domaine de la biochimie et des risques toxicologiques acquise dans la direction médicale d'un laboratoire pharmaceutique, comme médecin du travail, dans un centre de recherche ou dans l'industrie chimique • de solides compétences dans le management : animation d'équipes, gestion budgétaire, communication.

Poste basé à Verneuil en Halatte (Oise)

Ecrire sous réf. 11 A 2115-1M. - Discretion absolue.

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



elf aquitaine

Groupe français pétrolier engagé, de 90.000 collaborateurs, d'implantation mondiale, fortement développé dans la chimie et ayant réussi son extension vers la santé, recherche pour la Division Exploration Production Département Approvisionnement

3 INGÉNIEURS ACHATS

Vous êtes issu d'une école d'ingénieur ou commerciale et vous avez si possible une expérience professionnelle dans le domaine des approvisionnements.

Votre sens des contacts humains, votre capacité à animer une équipe, votre dynamisme ainsi qu'une bonne maîtrise de l'anglais sont les atouts nécessaires à votre réussite dans ce métier.

Cette fonction ouvre de nombreuses opportunités d'évolution de carrière dans un grand groupe international.

Mobilité indispensable (France et expatriation). Envoyez votre candidature (lettre, c.v., photo et prétentions) sous référence 91 T 01 LM à SNEA (P) DPRS - Carrières Recrutement - Tour ELF Cedex 45 - 92078 PARIS-LA-DEFENSE.

CANDIDATURE EN PARTI

Ingénieurs, investissez-vous dans la high-tech !

Important groupe industriel français, nous concevons et réalisons des systèmes mécaniques complexes, intégrant des techniques de pointe telles que l'électronique, l'hydraulique, l'optique, etc. Nos matériels sont utilisés principalement dans les domaines de l'armement, de l'aéronautique, du nucléaire, des chantiers navals.

Dans le cadre de notre stratégie de développement, nous recherchons pour deux de nos centres d'études et de production situés dans l'Allier (03) et le Cher (18), de jeunes ingénieurs grandes écoles, avec une expérience de 1 à 5 ans (ou débutants), connaissant l'anglais.

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

- Vous assurez la conception, l'étude et le développement de systèmes électroniques embarqués et de télémesures associées.

Réf. DSE/1

INGÉNIEURS GÉNÉRALISTES

- Vous assurez la conduite d'études de concepts et modélisation par le calcul pour des systèmes d'armes, ainsi que le soutien technique dans le domaine de la mécanique du vol. Connaissances en aérodynamique et balistique.

Réf. SMV/1

INGÉNIEURS MÉCANICIENS

- Vous assurez la conception, l'étude et le développement de composants pyrotechniques. Connaissances en chimie, électricité, électronique.
- Vous assurez la conception, l'étude et le développement de munitions ou sous-ensembles de munitions. Bonne pratique de l'outil informatique et de la CAO.

Réf. RDM/2

Merci d'adresser, sous la référence choisie, lettre manuscrite, CV et prétentions à notre Conseil, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

Les entretiens auront lieu à Paris et dans le Centre.



38 RUE DE LISBONNE 75008 PARIS

Leader Mondial dans son domaine de VERRES SPECIAUX. La Direction Technique Européenne de CORNING EUROPE située à Fontainebleau (77) recrute un

INGENIEUR OPTIQUE INSTRUMENTALE

Dans un environnement international de haute technologie, vous participerez à des projets importants de développement des produits du futur. Vous aurez également la coordination des essais en atelier pilote et la mise au point des procédés de fabrication.

Ingénieur E.S.O. ou équivalent, votre première expérience industrielle confirme vos goûts et votre compétence technique dans des domaines aussi variés que : systèmes optiques, métrologie, optique physiologique, surfacages, mécanique de précision.

Vous pourrez affirmer votre savoir-faire et votre goût du travail en équipe et des contacts dans cette fonction diversifiée et évolutive au sein de notre Groupe International.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV à : Corning Europe, Service du Personnel, sous réf. 101/UM, BP n°3, 77211 AVON CEDEX.

Ingénieur d'Études et d'Essais Isolation et Câbles Électriques

Notre métier

Étudier, tester, mesurer tout matériel électrique ou électronique.

Votre mission

- développer nos activités
 - Études dans le domaine de l'isolation électrique
 - Essais de câbles et connexions en favorisant leur synergie
- assumer des responsabilités techniques et d'animation de votre équipe
- participer à l'action commerciale et aux activités de normalisation

Votre profil

- Ingénieur, avec de solides connaissances en courants forts
- de préférence une expérience du secteur câbles électriques.



Merci d'adresser lettre manuscrite, CV au : LCIE - BP 08 - 92266 Fontenay aux Roses cedex

COMPAGNIE D'AMÉNAGEMENT DES COTEAUX DE GASCogne

Société d'Aménagement Régional recherche

un jeune Ingénieur Géotechnicien débutant ou ayant acquis une expérience professionnelle de quelques années

- Il sera chargé du suivi d'études de barrages en remblai (reconnaissances, projet).
- Il participera à la direction des travaux.
- Il possèdera une bonne maîtrise de l'outil informatique.

Activité essentiellement régionale (Midi-Pyrénées)

La rémunération sera fonction du profil du candidat.

Merci de bien vouloir adresser votre candidature (CV, photo, lettre manuscrite) à :

COMPAGNIE D'AMÉNAGEMENT DES COTEAUX DE GASCogne
Service Maîtrise d'Œuvre
Boîte Postale 449 - 65004 TARBES CEDEX
Tél. : 62-51-72-30.

L'avenir est à l'homme. Les progrès dans les sciences de la vie, de la santé, de l'environnement, de l'énergie, de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, de la montagne, de la mer, de l'espace, de la culture, de la communication, de la défense, de la justice, de la police, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, de la formation, de la recherche, de l'innovation, de la création, de l'art, de la littérature, de la musique, de la danse, de la sculpture, de la peinture, de l'architecture, de l'urbanisme, de l'aménagement, de la gestion, de l'administration, de la politique, de la diplomatie, de la coopération, de la solidarité, de la paix, de la justice, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de l'humanité, de la civilisation, de la culture, de la science, de la technique, de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, de la montagne, de la mer, de l'espace, de la culture, de la communication, de la défense, de la justice, de la police, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, de la formation, de la recherche, de l'innovation, de la création, de l'art, de la littérature, de la musique, de la danse, de la sculpture, de la peinture, de l'architecture, de l'urbanisme, de l'aménagement, de la gestion, de l'administration, de la politique, de la diplomatie, de la coopération, de la solidarité, de la paix, de la justice, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de l'humanité, de la civilisation, de la culture, de la science, de la technique, de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, de la montagne, de la mer, de l'espace, de la culture, de la communication, de la défense, de la justice, de la police, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, de la formation, de la recherche, de l'innovation, de la création, de l'art, de la littérature, de la musique, de la danse, de la sculpture, de la peinture, de l'architecture, de l'urbanisme, de l'aménagement, de la gestion, de l'administration, de la politique, de la diplomatie, de la coopération, de la solidarité, de la paix, de la justice, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de l'humanité, de la civilisation, de la culture, de la science, de la technique, de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, de la montagne, de la mer, de l'espace, de la culture, de la communication, de la défense, de la justice, de la police, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, de la formation, de la recherche, de l'innovation, de la création, de l'art, de la littérature, de la musique, de la danse, de la sculpture, de la peinture, de l'architecture, de l'urbanisme, de l'aménagement, de la gestion, de l'administration, de la politique, de la diplomatie, de la coopération, de la solidarité, de la paix, de la justice, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de l'humanité, de la civilisation, de la culture, de la science, de la technique, de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, de la montagne, de la mer, de l'espace, de la culture, de la communication, de la défense, de la justice, de la police, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, de la formation, de la recherche, de l'innovation, de la création, de l'art, de la littérature, de la musique, de la danse, de la sculpture, de la peinture, de l'architecture, de l'urbanisme, de l'aménagement, de la gestion, de l'administration, de la politique, de la diplomatie, de la coopération, de la solidarité, de la paix, de la justice, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de l'humanité, de la civilisation, de la culture, de la science, de la technique, de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, de la montagne, de la mer, de l'espace, de la culture, de la communication, de la défense, de la justice, de la police, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, de la formation, de la recherche, de l'innovation, de la création, de l'art, de la littérature, de la musique, de la danse, de la sculpture, de la peinture, de l'architecture, de l'urbanisme, de l'aménagement, de la gestion, de l'administration, de la politique, de la diplomatie, de la coopération, de la solidarité, de la paix, de la justice, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de l'humanité, de la civilisation, de la culture, de la science, de la technique, de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, de la montagne, de la mer, de l'espace, de la culture, de la communication, de la défense, de la justice, de la police, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, de la formation, de la recherche, de l'innovation, de la création, de l'art, de la littérature, de la musique, de la danse, de la sculpture, de la peinture, de l'architecture, de l'urbanisme, de l'aménagement, de la gestion, de l'administration, de la politique, de la diplomatie, de la coopération, de la solidarité, de la paix, de la justice, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de l'humanité, de la civilisation, de la culture, de la science, de la technique, de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, de la montagne, de la mer, de l'espace, de la culture, de la communication, de la défense, de la justice, de la police, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, de la formation, de la recherche, de l'innovation, de la création, de l'art, de la littérature, de la musique, de la danse, de la sculpture, de la peinture, de l'architecture, de l'urbanisme, de l'aménagement, de la gestion, de l'administration, de la politique, de la diplomatie, de la coopération, de la solidarité, de la paix, de la justice, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de l'humanité, de la civilisation, de la culture, de la science, de la technique, de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, de la montagne, de la mer, de l'espace, de la culture, de la communication, de la défense, de la justice, de la police, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, de la formation, de la recherche, de l'innovation, de la création, de l'art, de la littérature, de la musique, de la danse, de la sculpture, de la peinture, de l'architecture, de l'urbanisme, de l'aménagement, de la gestion, de l'administration, de la politique, de la diplomatie, de la coopération, de la solidarité, de la paix, de la justice, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de l'humanité, de la civilisation, de la culture, de la science, de la technique, de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, de la montagne, de la mer, de l'espace, de la culture, de la communication, de la défense, de la justice, de la police, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, de la formation, de la recherche, de l'innovation, de la création, de l'art, de la littérature, de la musique, de la danse, de la sculpture, de la peinture, de l'architecture, de l'urbanisme, de l'aménagement, de la gestion, de l'administration, de la politique, de la diplomatie, de la coopération, de la solidarité, de la paix, de la justice, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de l'humanité, de la civilisation, de la culture, de la science, de la technique, de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, de la montagne, de la mer, de l'espace, de la culture, de la communication, de la défense, de la justice, de la police, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, de la formation, de la recherche, de l'innovation, de la création, de l'art, de la littérature, de la musique, de la danse, de la sculpture, de la peinture, de l'architecture, de l'urbanisme, de l'aménagement, de la gestion, de l'administration, de la politique, de la diplomatie, de la coopération, de la solidarité, de la paix, de la justice, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de l'humanité, de la civilisation, de la culture, de la science, de la technique, de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, de la montagne, de la mer, de l'espace, de la culture, de la communication, de la défense, de la justice, de la police, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, de la formation, de la recherche, de l'innovation, de la création, de l'art, de la littérature, de la musique, de la danse, de la sculpture, de la peinture, de l'architecture, de l'urbanisme, de l'aménagement, de la gestion, de l'administration, de la politique, de la diplomatie, de la coopération, de la solidarité, de la paix, de la justice, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de l'humanité, de la civilisation, de la culture, de la science, de la technique, de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, de la montagne, de la mer, de l'espace, de la culture, de la communication, de la défense, de la justice, de la police, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, de la formation, de la recherche, de l'innovation, de la création, de l'art, de la littérature, de la musique, de la danse, de la sculpture, de la peinture, de l'architecture, de l'urbanisme, de l'aménagement, de la gestion, de l'administration, de la politique, de la diplomatie, de la coopération, de la solidarité, de la paix, de la justice, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de l'humanité, de la civilisation, de la culture, de la science, de la technique, de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, de la montagne, de la mer, de l'espace, de la culture, de la communication, de la défense, de la justice, de la police, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, de la formation, de la recherche, de l'innovation, de la création, de l'art, de la littérature, de la musique, de la danse, de la sculpture, de la peinture, de l'architecture, de l'urbanisme, de l'aménagement, de la gestion, de l'administration, de la politique, de la diplomatie, de la coopération, de la solidarité, de la paix, de la justice, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de l'humanité, de la civilisation, de la culture, de la science, de la technique, de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, de la montagne, de la mer, de l'espace, de la culture, de la communication, de la défense, de la justice, de la police, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, de la formation, de la recherche, de l'innovation, de la création, de l'art, de la littérature, de la musique, de la danse, de la sculpture, de la peinture, de l'architecture, de l'urbanisme, de l'aménagement, de la gestion, de l'administration, de la politique, de la diplomatie, de la coopération, de la solidarité, de la paix, de la justice, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de l'humanité, de la civilisation, de la culture, de la science, de la technique, de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, de la montagne, de la mer, de l'espace, de la culture, de la communication, de la défense, de la justice, de la police, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, de la formation, de la recherche, de l'innovation, de la création, de l'art, de la littérature, de la musique, de la danse, de la sculpture, de la peinture, de l'architecture, de l'urbanisme, de l'aménagement, de la gestion, de l'administration, de la politique, de la diplomatie, de la coopération, de la solidarité, de la paix, de la justice, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de l'humanité, de la civilisation, de la culture, de la science, de la technique, de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, de la montagne, de la mer, de l'espace, de la culture, de la communication, de la défense, de la justice, de la police, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, de la formation, de la recherche, de l'innovation, de la création, de l'art, de la littérature, de la musique, de la danse, de la sculpture, de la peinture, de l'architecture, de l'urbanisme, de l'aménagement, de la gestion, de l'administration, de la politique, de la diplomatie, de la coopération, de la solidarité, de la paix, de la justice, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de l'humanité, de la civilisation, de la culture, de la science, de la technique, de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, de la montagne, de la mer, de l'espace, de la culture, de la communication, de la défense, de la justice, de la police, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, de la formation, de la recherche, de l'innovation, de la création, de l'art, de la littérature, de la musique, de la danse, de la sculpture, de la peinture, de l'architecture, de l'urbanisme, de l'aménagement, de la gestion, de l'administration, de la politique, de la diplomatie, de la coopération, de la solidarité, de la paix, de la justice, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de l'humanité, de la civilisation, de la culture, de la science, de la technique, de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, de la montagne, de la mer, de l'espace, de la culture, de la communication, de la défense, de la justice, de la police, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, de la formation, de la recherche, de l'innovation, de la création, de l'art, de la littérature, de la musique, de la danse, de la sculpture, de la peinture, de l'architecture, de l'urbanisme, de l'aménagement, de la gestion, de l'administration, de la politique, de la diplomatie, de la coopération, de la solidarité, de la paix, de la justice, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de l'humanité, de la civilisation, de la culture, de la science, de la technique, de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, de la montagne, de la mer, de l'espace, de la culture, de la communication, de la défense, de la justice, de la police, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, de la formation, de la recherche, de l'innovation, de la création, de l'art, de la littérature, de la musique, de la danse, de la sculpture, de la peinture, de l'architecture, de l'urbanisme, de l'aménagement, de la gestion, de l'administration, de la politique, de la diplomatie, de la coopération, de la solidarité, de la paix, de la justice, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de l'humanité, de la civilisation, de la culture, de la science, de la technique, de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, de la montagne, de la mer, de l'espace, de la culture, de la communication, de la défense, de la justice, de la police, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, de la formation, de la recherche, de l'innovation, de la création, de l'art, de la littérature, de la musique, de la danse, de la sculpture, de la peinture, de l'architecture, de l'urbanisme, de l'aménagement, de la gestion, de l'administration, de la politique, de la diplomatie, de la coopération, de la solidarité, de la paix, de la justice, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de l'humanité, de la civilisation, de la culture, de la science, de la technique, de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, de la montagne, de la mer, de l'espace, de la culture, de la communication, de la défense, de la justice, de la police, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, de la formation, de la recherche, de l'innovation, de la création, de l'art, de la littérature, de la musique, de la danse, de la sculpture, de la peinture, de l'architecture, de l'urbanisme, de l'aménagement, de la gestion, de l'administration, de la politique, de la diplomatie, de la coopération, de la solidarité, de la paix, de la justice, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de l'humanité, de la civilisation, de la culture, de la science, de la technique, de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, de la montagne, de la mer, de l'espace, de la culture, de la communication, de la défense, de la justice, de la police, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, de la formation, de la recherche, de l'innovation, de la création, de l'art, de la littérature, de la musique, de la danse, de la sculpture, de la peinture, de l'architecture, de l'urbanisme, de l'aménagement, de la gestion, de l'administration, de la politique, de la diplomatie, de la coopération, de la solidarité, de la paix, de la justice, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de l'humanité, de la civilisation, de la culture, de la science, de la technique, de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, de la montagne, de la mer, de l'espace, de la culture, de la communication, de la défense, de la justice, de la police, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, de la formation, de la recherche, de l'innovation, de la création, de l'art, de la littérature, de la musique, de la danse, de la sculpture, de la peinture, de l'architecture, de l'urbanisme, de l'aménagement, de la gestion, de l'administration, de la politique, de la diplomatie, de la coopération, de la solidarité, de la paix, de la justice, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de l'humanité, de la civilisation, de la culture, de la science, de la technique, de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, de la montagne, de la mer, de l'espace, de la culture, de la communication, de la défense, de la justice, de la police, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, de la formation, de la recherche, de l'innovation, de la création, de l'art, de la littérature, de la musique, de la danse, de la sculpture, de la peinture, de l'architecture, de l'urbanisme, de l'aménagement, de la gestion, de l'administration, de la politique, de la diplomatie, de la coopération, de la solidarité, de la paix, de la justice, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de l'humanité, de la civilisation, de la culture, de la science, de la technique, de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, de la montagne, de la mer, de l'espace, de la culture, de la communication, de la défense, de la justice, de la police, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, de la formation, de la recherche, de l'innovation, de la création, de l'art, de la littérature, de la musique, de la danse, de la sculpture, de la peinture, de l'architecture, de l'urbanisme, de l'aménagement, de la gestion, de l'administration, de la politique, de la diplomatie, de la coopération, de la solidarité, de la paix, de la justice, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de l'humanité, de la civilisation, de la culture, de la science, de la technique, de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, de la montagne, de la mer, de l'espace, de la culture, de la communication, de la défense, de la justice, de la police, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, de la formation, de la recherche, de l'innovation, de la création, de l'art, de la littérature, de la musique, de la danse, de la sculpture, de la peinture, de l'architecture, de l'urbanisme, de l'aménagement, de la gestion, de l'administration, de la politique, de la diplomatie, de la coopération, de la solidarité, de la paix, de la justice, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de l'humanité, de la civilisation, de la culture, de la science, de la technique, de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, de la montagne, de la mer, de l'espace, de la culture, de la communication, de la défense, de la justice, de la police, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, de la formation, de la recherche, de l'innovation, de la création, de l'art, de la littérature, de la musique, de la danse, de la sculpture, de la peinture, de l'architecture, de l'urbanisme, de l'aménagement, de la gestion, de l'administration, de la politique, de la diplomatie, de la coopération, de la solidarité, de la paix, de la justice, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de l'humanité, de la civilisation, de la culture, de la science, de la technique, de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, de la montagne, de la mer, de l'espace, de la culture, de la communication, de la défense, de la justice, de la police, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, de la formation, de la recherche, de l'innovation, de la création, de l'art, de la littérature, de la musique, de la danse, de la sculpture, de la peinture, de l'architecture, de l'urbanisme, de l'aménagement, de la gestion, de l'administration, de la politique, de la diplomatie, de la coopération, de la solidarité, de la paix, de la justice, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de l'humanité, de la civilisation, de la culture, de la science, de la technique, de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, de la montagne, de la mer, de l'espace, de la culture, de la communication, de la défense, de la justice, de la police, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, de la formation, de la recherche, de l'innovation, de la création, de l'art, de la littérature, de la musique, de la danse, de la sculpture, de la peinture, de l'architecture, de l'urbanisme, de l'aménagement, de la gestion, de l'administration, de la politique, de la diplomatie, de la coopération, de la solidarité, de la paix, de la justice, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de l'humanité, de la civilisation, de la culture, de la science, de la technique, de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, de la montagne, de la mer, de l'espace, de la culture, de la communication, de la défense, de la justice, de la police, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, de la formation, de la recherche, de l'innovation, de la création, de l'art, de la littérature, de la musique, de la danse, de la sculpture, de la peinture, de l'architecture, de l'urbanisme, de l'aménagement, de la gestion, de l'administration, de la politique, de la diplomatie, de la coopération, de la solidarité, de la paix, de la justice, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de l'humanité, de la civilisation, de la culture, de la science, de la technique, de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, de la montagne, de la mer, de l'espace, de la culture, de la communication, de la défense, de la justice, de la police, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, de la formation, de la recherche, de l'innovation, de la création, de l'art, de la littérature, de la musique, de la danse, de la sculpture, de la peinture, de l'architecture, de l'urbanisme, de l'aménagement, de la gestion, de l'administration, de la politique, de la diplomatie, de la coopération, de la solidarité, de la paix, de la justice, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de l'humanité, de la civilisation, de la culture, de la science, de la technique, de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, de la montagne, de la mer, de l'espace, de la culture, de la communication, de la défense, de la justice, de la police, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, de la formation, de la recherche, de l'innovation, de la création, de l'art, de la littérature, de la musique, de la danse, de la sculpture, de la peinture, de l'architecture, de l'urbanisme, de l'aménagement, de la gestion, de l'administration, de la politique, de la diplomatie, de la coopération, de la solidarité, de la paix, de la justice, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de l'humanité, de la civilisation, de la culture, de la science, de la technique, de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, de la montagne, de la mer, de l'espace, de la culture, de la communication, de la défense, de la justice, de la police, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, de la formation, de la recherche, de l'innovation, de la création, de l'art, de la littérature, de la musique, de la danse, de la sculpture, de la peinture, de l'architecture, de l'urbanisme, de l'aménagement, de la gestion, de l'administration, de la politique, de la diplomatie, de la coopération, de la solidarité, de la paix, de la justice, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de l'humanité, de la civilisation, de la culture, de la science, de la technique, de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, de la montagne, de la mer, de l'espace, de la culture, de la communication, de la défense, de la justice, de la police, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, de la formation, de la recherche, de l'innovation, de la création, de l'art, de la littérature, de la musique, de la danse, de la sculpture, de la peinture, de l'architecture, de l'urbanisme, de l'aménagement, de la gestion, de l'administration, de la politique, de la diplomatie, de la coopération, de la solidarité, de la paix, de la justice, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de l'humanité, de la civilisation, de la culture, de la science, de la technique, de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, de la montagne, de la mer, de l'espace, de la culture, de la communication, de la défense, de la justice, de la police, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, de la formation, de la recherche, de l'innovation, de la création, de l'art, de la littérature, de la musique, de la danse, de la sculpture, de la peinture, de l'architecture, de l'urbanisme, de l'aménagement, de la gestion, de l'administration, de la politique, de la diplomatie, de la coopération, de la solidarité, de la paix, de la justice, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de l'humanité, de la civilisation, de la culture, de la science, de la technique, de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, de la montagne, de la mer, de l'espace, de la culture, de la communication, de la défense, de la justice, de la police, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, de la formation, de la recherche, de l'innovation, de la création, de l'art, de la littérature, de la musique, de la danse, de la sculpture, de la peinture, de l'architecture, de l'urbanisme, de l'aménagement, de la gestion, de l'administration, de la politique, de la diplomatie, de la coopération, de la solidarité, de la paix, de la justice, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de l'humanité, de la civilisation, de la culture, de la science, de la technique, de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, de la montagne, de la mer, de l'espace, de la culture, de la communication, de la défense, de la justice, de la police, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, de la formation, de la recherche, de l'innovation, de la création, de l'art, de la littérature, de la musique, de la danse, de la sculpture, de la peinture, de l'architecture, de l'urbanisme, de l'aménagement, de la gestion, de l'administration, de la politique, de la diplomatie, de la coopération, de la solidarité, de la paix, de la justice, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de l'humanité, de la civilisation, de la culture, de la science, de la technique, de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, de la montagne, de la mer, de l'espace, de la culture, de la communication, de la défense, de la justice, de la police, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, de la formation, de la recherche, de l'innovation, de la création, de l'art, de la littérature, de la musique, de la danse, de la sculpture, de la peinture, de l'architecture, de l'urbanisme, de l'aménagement, de la gestion, de l'administration, de la politique, de la diplomatie, de la coopération, de la solidarité, de la paix, de la justice, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de l'humanité, de la civilisation, de la culture, de la science, de la technique, de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, de la montagne, de la mer, de l'espace, de la culture, de la communication, de la défense

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Secteurs de Pointe

L'avenir est à l'image. Une image qui se développe chez Kodak dans un univers de haute technologie. De la photo à la vidéo, de la santé à la bureautique, Kodak repousse sans cesse l'étendue de ses recherches : élaboration de nouveaux produits, amélioration des procédés de fabrication, souci de la performance et d'une qualité sans faille. Afin de conforter notre place de leader de l'image, nous recrutons pour la division INGENIERIE et TECHNOLOGIE de notre centre industriel de Chalon sur Saône :

Jeune ingénieur d'affaires

Ingénieur généraliste Grande Ecole (Centrale, Mines, ENSAM, ESPCI, INSA...) vous êtes débutant ou possédez une première expérience.

Vos compétences techniques et relationnelles vous permettent aujourd'hui de vous orienter vers une mission nécessitant un fort investissement. En relation avec tous les partenaires internes et externes (clients, Bureau d'Etudes, services financiers), vous assurerez l'étude et la réalisation d'importants investissements industriels.

De réelles perspectives d'évolution s'offrent aux candidats ouverts à la mobilité géographique et fonctionnelle, avec une pratique courante de l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) sous référence GC 13, à KODAK PATHE - Direction Gestion des Cadres - 26 rue Villot 75592 Paris Cedex 12.

L'avenir est à l'image



Derrière ce qui fait votre confort dans la vie quotidienne...

Il y a de la haute technologie.

PSC-ENERTEC, filiale de GEC ALSTHOM, est le n° 2 mondial dans le domaine des systèmes de protection et de contrôle commande destinés au transport et à la distribution de l'énergie électrique.

Ces systèmes évolués font appel aux techniques suivantes :

- RÉSEAUX DE COMMUNICATION (FIP, PROFIBUS, MAP, X25).
REF : CRC 337 M
- TRAITEMENT DU SIGNAL (ALGORITHMES ET CALCUL MATHÉMATIQUE).
REF : CTS 338 M
- ÉLECTRONIQUE ET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE TEMPS RÉEL.
REF : CEI 339 M

et à la connaissance des réseaux électriques.

Vous, Jeunes Ingénieurs (ECP, ENST, ESE, ESIEE, ESME, ENSTA, ENSI, INT) débutants ou première expérience, spécialisés dans l'une de ces disciplines : Réseaux de Communication, Traitement du Signal, Electronique et Informatique Industrielle Temps Réel, nous vous proposons de participer à des projets Européens de grande ampleur, dès la définition du cahier des charges avec le marketing. Vous serez en contact avec le client. Chacun d'entre vous disposera d'une grande autonomie et travaillera dans une ambiance d'équipe où l'on reconnaît votre valeur. La pratique courante de l'anglais vous sera indispensable.

Vous êtes attiré par la vie d'une Entreprise à taille Humaine qui, intégrée à un grand Groupe, vous offre des perspectives d'évolution où chacun dans son métier est largement impliqué. On vous demandera de la créativité, de la rigueur, le sens de l'organisation, de la gestion et des responsabilités.

Ces postes sont à pourvoir à MONTROUGE.

Adresser votre candidature (en précisant la référence choisie) à SEFOP, 11 rue des Pyramides, 75001 PARIS, notre Conseil, qui vous parlera plus en détail de chacun de ces postes.

GEC ALSTHOM

Le Monde de la Fonction Commerciale

elf antargaz

groupe elf aquitaine

ANNOU...
FR...
NOU...

INGÉNIEUR

Après une période d'intégration de plusieurs mois au siège social, l'une de nos DIRECTIONS RÉGIONALES des responsabilités TECHNICO-COMMERCIALES (animation de l'équipe, démarches et négociations commerciales...). Cette fonction pourra à terme vous amener à évoluer vers des postes à l'ÉTRANGER.

Vous êtes INGÉNIEUR diplômé ENSAM, INSA, ENSAIS, IDN, ENSPM ou équivalent, et justifiez d'une première expérience (même courte) réussie dans le domaine THERMIQUE et COMMERCIAL.

Motivé par le terrain, vous avez une grande mobilité géographique, le sens du contact et des responsabilités : votre connaissance de l'anglais sera votre autre atout.

Venez nous rejoindre, nous partagerons nos ambitions.
Adresser lettre manuscrite, C.V. + photo et prétentions à ELF ANTARGAZ - DRS - Tour ELF 92078 Paris-la-Défense Cedex 45.

Degrémont
TRAITER L'EAU. PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT

Filiale de la LYONNAISE DES EAUX - DUMEZ et leader mondial du Traitement de l'Eau (2,5 milliards de Francs de CA, 2 600 personnes), notre vocation, tant auprès des collectivités locales qu'auprès des industriels, est de produire une eau pure et de protéger l'environnement.

Fortement implantées en France mais aussi dans le monde entier, nous concevons et réalisons des usines de traitement d'eau.

Notre activité d'exploitation (gestion et maintenance de ces usines) est en forte progression.

Notre activité d'exploitation (gestion et maintenance de ces usines) est en forte progression.

Notre activité d'exploitation (gestion et maintenance de ces usines) est en forte progression.

Notre activité d'exploitation (gestion et maintenance de ces usines) est en forte progression.

Notre activité d'exploitation (gestion et maintenance de ces usines) est en forte progression.

Notre activité d'exploitation (gestion et maintenance de ces usines) est en forte progression.

Notre activité d'exploitation (gestion et maintenance de ces usines) est en forte progression.

Notre activité d'exploitation (gestion et maintenance de ces usines) est en forte progression.

Notre activité d'exploitation (gestion et maintenance de ces usines) est en forte progression.

Notre activité d'exploitation (gestion et maintenance de ces usines) est en forte progression.

Notre activité d'exploitation (gestion et maintenance de ces usines) est en forte progression.

Notre activité d'exploitation (gestion et maintenance de ces usines) est en forte progression.

Notre activité d'exploitation (gestion et maintenance de ces usines) est en forte progression.

Notre activité d'exploitation (gestion et maintenance de ces usines) est en forte progression.

Notre activité d'exploitation (gestion et maintenance de ces usines) est en forte progression.

Notre activité d'exploitation (gestion et maintenance de ces usines) est en forte progression.

Notre activité d'exploitation (gestion et maintenance de ces usines) est en forte progression.

Notre activité d'exploitation (gestion et maintenance de ces usines) est en forte progression.

Notre activité d'exploitation (gestion et maintenance de ces usines) est en forte progression.

Notre activité d'exploitation (gestion et maintenance de ces usines) est en forte progression.

Notre activité d'exploitation (gestion et maintenance de ces usines) est en forte progression.

Notre activité d'exploitation (gestion et maintenance de ces usines) est en forte progression.

"Digital :
l'avance
technologique"

DIGITAL, leader mondial des Réseaux Informatiques et des Systèmes Intégrés d'Information, recherche :

**Ingénieurs
Commerciaux**

L'innovation en action et l'avance technologique sont les forces de Digital.

Nos produits, vous en connaissez l'originalité, la qualité et l'adaptation au contexte international.

Un style très personnel de management, un profond respect de la réussite individuelle : nous donnons à chacun les moyens d'exploiter au mieux ses talents pour améliorer ses performances, être mieux satisfait, s'adapter à l'évolution constante du marché.

**NOUS AVONS BESOIN DE VOS COMPÉTENCES
ET DE VOS TALENTS !**

Vous avez une formation supérieure Bac + 4, plusieurs années d'expérience. Confirmez-le ou non, nous vous proposons des postes tels que : Grands Comptes, Développement, Produits et Services, etc.

Merci d'écrire à DIGITAL EQUIPMENT FRANCE
Service du Recrutement :

PARIS (réf. M 997) :

43, boulevard Diderot - 75012 PARIS.

PROVINCE (réf. M 998) :

Tour Malte - boulevard de

France - 91004 EVRY Cedex.

Postes à pourvoir à : Nice,

Lyon, Strasbourg.

**Digital
Equipment
France**

**RESPONSABLE
COMMUNICATION-
DEVELOPPEMENT**

**ORGANISME NATIONAL
DE REFLEXION ECONOMIQUE
ET DE SERVICES**

recherche un Responsable

Communication-Développement

Chargé de développer les moyens

d'information et de valoriser les

travaux du Groupe

Sup. de G.O. ou ingénieur

connaissant le secteur agricole

et agro-alimentaire.

Envoyer CV, photo et prétentions

à J.M. COUTEL - S.A.F.

8 rue d'Athènes 75008 PARIS



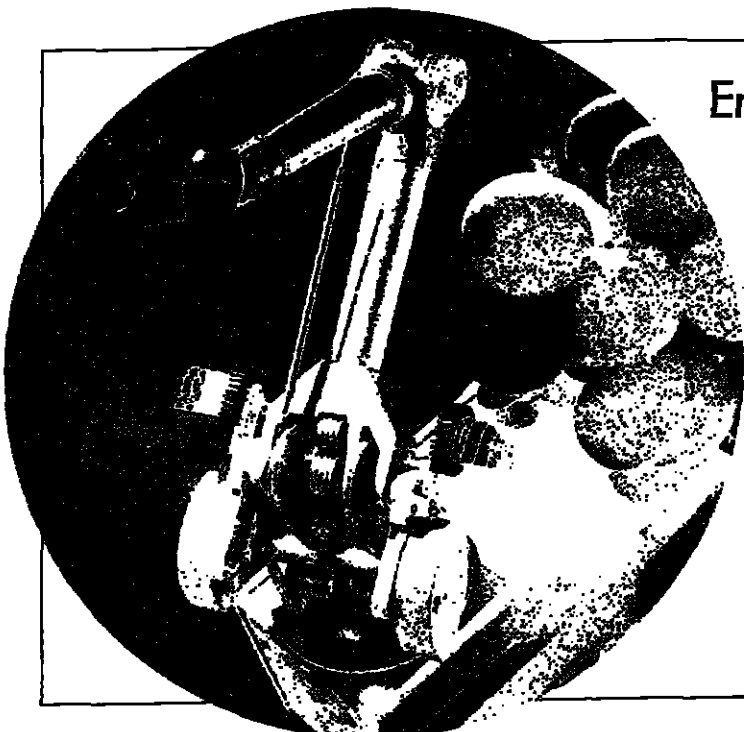
COCEPLAN
à l'écoute des talents

2, rue Louis David - 75782 PARIS Cedex 18
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON

Le Monde

OPÉRATION SPÉCIALE

Les Jeunes Diplômés Européens



Entre les hautes technologies et vous, il y a des atomes crochus

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES

La vocation première du CEA : maîtriser l'atome. L'expertise qu'exige un tel domaine lui a permis d'acquérir un savoir-faire inégalé dans tous les secteurs à la pointe de la recherche. Jeunes ingénieurs, vous êtes généralistes ou spécialistes de l'un des domaines suivants : physique, neutronique, chimie, mathématiques, mécanique, thermohydraulique, microélectronique, électronique de puissance, optronique, informatique, intelligence artificielle, robotique, biotechnologies, matériaux...

Au cœur des enjeux scientifiques, technologiques et industriels de demain, le CEA vous offre la possibilité de travailler sur des programmes à la croisée de la recherche et de l'industrie.

Rejoindre nos équipes, c'est avoir l'opportunité de suivre des projets depuis la conception jusqu'à leur réalisation, tout en disposant des outils les plus performants au sein de centres de recherche de réputation internationale, implantés en région parisienne, Aquitaine, Touraine, Bourgogne et Sud-Est.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence LM/123 à Paul Queyssié
CEA - Direction des Ressources Humaines - 31-33 rue de la Fédération - 75015 PARIS.



LA RECHERCHE AU-DELA DE LA RECHERCHE

LA RÉUSSITE EST COMPLÈTE QUAND LES COMPÉTENCES SE COMPLÈTENT



Jean-Yves Tortani, architecte naval et skipper

SLIGOS : deuxième SSII française, près de 3 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1990, 5000 collaborateurs et plus de 25 % de croissance moyenne annuelle. Nos spécialités : les moyens de paiement, le conseil et l'ingénierie auprès de la banque, des industries et des administrations, les solutions micro-informatiques pour PME et les services télématiques.

INFORMATIENS ou COMMERCIAUX, DÉBUTANTS ou CONFIRMÉS

Nous vous proposons de partager notre réussite auprès des grands noms de chaque secteur économique. En 1991, nous voulons consolider chacun de nos secteurs d'activité, en accueillant des :

CONSULTANTS

Spécialistes du secteur public, industriel ou bancaire, vous conseillez les nos clients pour la mise en place ou l'amélioration de leur système d'information. Vos missions : conseil en organisation, système d'information, études préliminaires, audit, étude et étude de solutions.

INGÉNIEURS CONCEPTEURS, RÉALISATEURS

Intégrés au sein d'équipes à taille humaine, vous êtes formés aux méthodes de la société et participez à l'élaboration de projets de grande envergure. La diversité de nos missions vous offre une expérience unique pour une évolution rapide au sein du Groupe. Vous optimisez vos compétences à chaque nouvelle expérience pour satisfaire vos ambitions.

Diplômés de l'enseignement supérieur (université ou grande école), vos qualités relationnelles, vos compétences techniques, votre goût du conseil et du service, vous permettent de conduire avec succès vos missions.

SLIGOS vous propose un environnement technique et méthodologique à la hauteur de vos ambitions.

Pour un premier contact, envoyez votre dossier de candidature sous référence L.M. à :

SLIGOS, Direction des Ressources Humaines, 5 place de la Pyramide, Cedex 49, 92067 Paris La Défense.

SLIGOS, LA DOUBLE COMPÉTENCE INFORMATIQUE

SLIGOS

CORNING FRANCE Division télécommunications.

Corning est le 1er fabricant mondial de verres spéciaux et de fibres optiques.

Jeune Ingénieur Généraliste Mécanicien ou Micromécanicien

Vous vous intégrez dans notre département "développement produits nouveaux" pour les réseaux de télécommunication. Interface entre le marché (application de nos produits à la demande des clients) et la production, vous prendrez en charge des études d'adaptation et de mise au point concernant nos procédés de fabrication "fin de ligne" : raccordement de fibres optiques sur puces, mise en boîtier, essais d'environnement...

Jeune Ingénieur diplômé ECP, A&M, IDN ou équivalent, vous êtes débutant, passionné de technologie et souhaitez développer votre carrière dans un environnement international high-tech en forte croissance.

Localisation Fontainebleau, puis Melun.
Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions), sous réf. 13735, à Corning France, DRH, 44 avenue de Valvin, 77120 Avon.

CNIM - 980 personnes, 1 milliard de CA - concepteur et réalisateur d'équipements de haute technologie et d'ensembles industriels, recherche un

jeune diplômé d'études

Diplômé d'école d'ingénieur ou universitaire, vous êtes débutant ou possédez une première expérience. Directement impliqué par l'évolution technologique et le développement marketing commercial de la division optique et projecteur, vous serez amené à moyen terme à manager ce service. Compétences, imagination et qualités relationnelles vous permettront d'évoluer au sein d'un grand groupe. Poste basé à Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à :
CNIM - Mr SILVOLA
80, rue Emile Zola - 93120 LA COURNEUVE.
Tél. : (16 - 1) 49.37.31.31.

CNIM

Les

La recherche

Imaginez vos futurs logiciels pour les systèmes de parole, données, transport d'énergie, mobiles pour des espaces, nucléaires et transports ferroviaires.

• Intelligence artificielle, réseaux, supervision, contraintes ou raisonnement, traitement des langues naturelles.
• Informatique pour domaines de l'exécution distribuée, (réf. I.T.R.)
• Génie logiciel.

Explorez de nouveaux

هكذا من زلزل

50 در من لامل

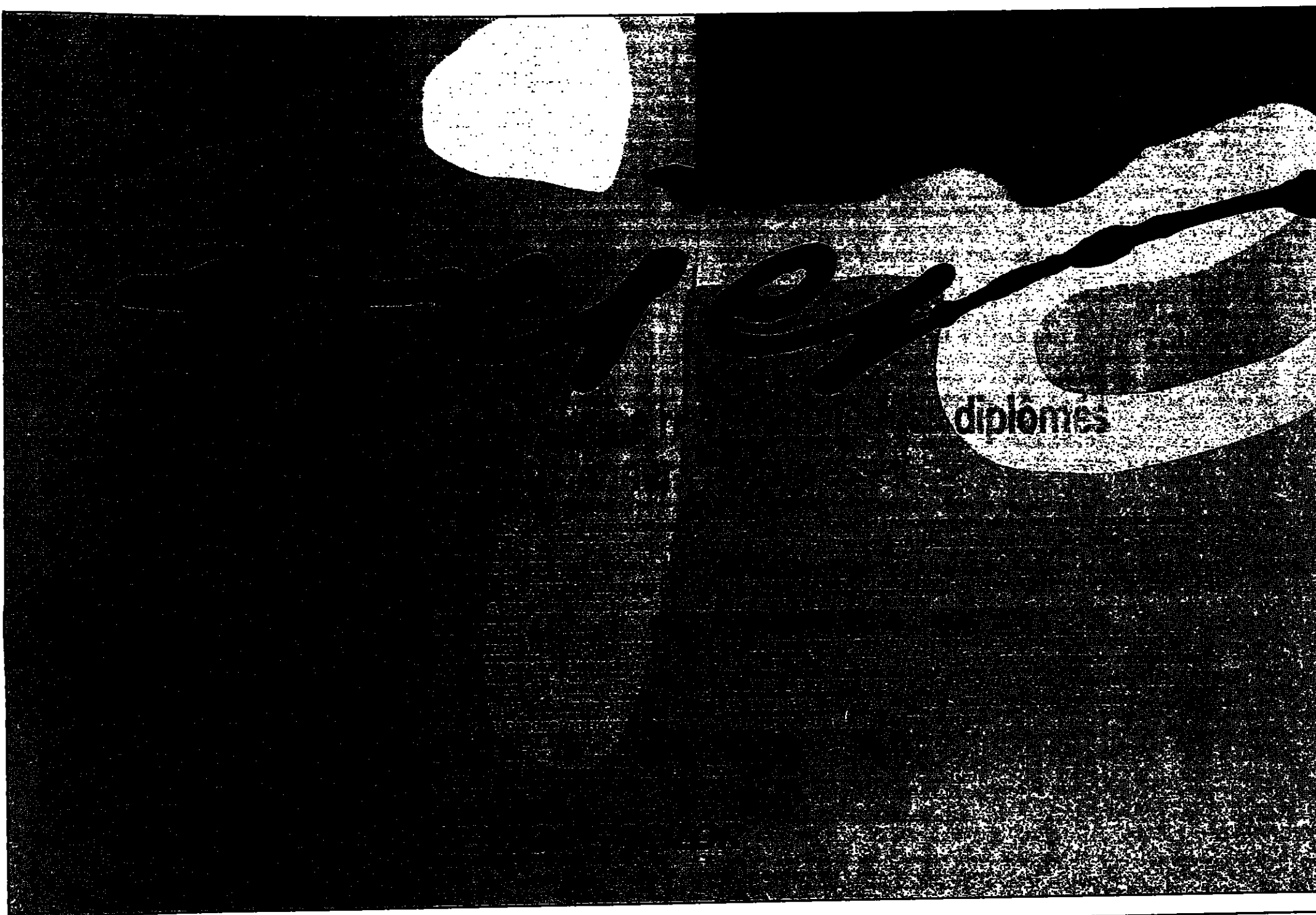
REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Mercredi 13 mars 1991 49

Le Monde

OPÉRATION SPÉCIALE

Les Jeunes Diplômés Européens



La recherche motivée par les plus grandes ambitions industrielles

Imaginez vos futurs domaines d'interventions : le développement d'outils logiciels pour les systèmes de communication de demain (intégration parole, données, image), la gestion informatisée des grands réseaux de transport d'énergie et de télécommunications, la réalisation de robots mobiles pour des applications futures dans les domaines ferroviaires, spatiaux, nucléaires et militaires et l'automatisation des futurs moyens de transports ferroviaires (métro automatisé, TGV de l'an 2000). Vous

explorerez les plus hauts niveaux technologiques dans les domaines de l'énergie, des transports et des télécommunications et conforterez ainsi la position de leader mondial d'ALCATEL ALSTHOM. La recherche industrielle et la préparation de l'avenir du groupe représentent la vocation d'ALCATEL ALSTHOM RECHERCHE.

Plus que jamais dans une nouvelle grande phase de développement du groupe de nouvelles voies sont à ouvrir.

15 ingénieurs informaticiens

- **Intelligence artificielle.** Vous réaliserez différentes applications en conduite de réseaux, supervision, surveillance ou maintenance. Des connaissances en gestion des contraintes ou raisonnement temporel, langages orientés objets, apprentissage, temps réel, et traitement des langues naturelles seront utiles (réf. I.A.).
- **Informatique temps réel distribuée sécuritaire.** Votre travail recouvrira les domaines de l'exécutif temps réel ou sûreté de fonctionnement, contrôle et algorithmique distribués. (réf. I.T.R.)
- **Génie logiciel.** Vous serez associés à des projets dans les secteurs des langages,

méthodes objet ou télécom en base de données objets, persistance ou C++, spécifications formelles et/ou validation, méthodologie, qualité ou certification. (réf. G.I.).

- **Robotique mobile.** Vous travaillerez sur la navigation, la locomotion, les systèmes multi-robots, les intégrations de prototypes pré-industriels. (réf. R.M.).

- **Algorithmique, automatique, contrôle flou, reconnaissance des formes ou réseaux de neurones.** Les applications en diagnostic et contrôle de procédés industriels feront partie de vos secteurs d'intervention. (réf. A.A.).

**ALCATEL
ALSTHOM**
RECHERCHE

Explorez de nouveaux domaines d'applications et adressez votre candidature en indiquant la référence choisie à Philippe PASTOR, Direction des Ressources Humaines, ALCATEL ALSTHOM RECHERCHE - route de Nozay - 91460 MARCOUSSIS.

CONTESSE

ÉCONOMIE

TRANSPORTS

16 800 marins et officiers en 1986, 10 700 en 1990

Les armateurs français exploitent plus du tiers de leur flotte sous des pavillons étrangers

Alors qu'au début de 1990 les armateurs français manifestaient un optimisme raisonnable, voilà qu'à nouveau leur vocabulaire, renoué avec un trébuchement chronique, emprunte abondamment aux « grandes incertitudes » et aux « préoccupations ». À écouter les dirigeants du Comité des armateurs de France, qui présentent le 12 mars leur rapport annuel, la situation de la marine marchande, dans une concurrence mondiale de plus en plus débridée et en l'absence de toute politique européenne constructive, n'est pas de nature à attirer de nouveaux investisseurs.

Pour la marine marchande, beaucoup d'éléments conduisent aujourd'hui à un constat amer. La croissance des échanges maritimes mondiaux est tombée à 3 %. Pendant ce temps, les commandes passées aux chantiers navals ont continué à un bon rythme, ce qui laisse présager une entrée en flotte massive de nouveaux navires, notamment de porte-conteneurs. En France, la diminution du nombre de navires ne connaît plus le rythme inquiétant des années 1983 à 1989, mais, l'an dernier encore, trente bateaux sont sortis de la flotte, alors que vingt-sept y entraient.

Beaucoup d'armateurs ont profité des avantages financiers relatifs au pavillon des Kerguelen, qui abrite aujourd'hui quarante-sept navires. De ce point de vue, l'une des principales dispositions du plan de consolidation élaboré à l'été 1989 par M. Jacques Mellick, ministre de la mer, a eu des résultats positifs car, sans elle, de nombreux armateurs auraient tout simplement vendu leurs cargos à des filiales ou à des

opérateurs étrangers ayant recours à des pavillons domoaux. Mais, en dépit d'embauches substantielles, notamment dans les compagnies de ferries comme la BAF de Roscoff, les effectifs de marins et d'officiers continuent à fondre : 10 760 à la fin de l'année dernière, contre 16 810 en 1986. Chaque année, l'Etat consacre quelque 90 millions de francs pour faciliter ce que l'on nomme pudiquement les cessations anticipées d'activité, offertes aux navigants à partir de cinquante ans.

Tout se passe comme si les armateurs français se transformaient de plus en plus en opérateurs ou gestionnaires d'un parc de navires à géométrie variable, dont certains leur appartiennent et dont d'autres relèvent de filiales parfois fictives, installées à Hambourg ou aux îles Caïman, naviguant avec des équipages cosmopolites. Sur un gros navire gazier comme le *Floral* de Worms (pavillon des Kerguelen) travaillent treize Philippins et huit Français. Le groupe Delmas gère presque cinquante navires, dont à peine une dizaine sous pavillon français.

Economies budgétaires aussi

Les observateurs s'attendent à une chute encore marquée des effectifs du personnel d'exécution. En revanche, les carrières d'officier seront davantage préservées, surtout s'ils acceptent (et l'on voit se multiplier les exemples) de travailler sur des navires étrangers contrôlés par des intérêts français. La marine marchande devient un métier de cadres supérieurs.

En définitive, sur 305 navires exploités directement par des sociétés françaises ou leurs filiales, plus du tiers, en tonnage, navigent sous pavillon étranger, de Panama, de Chypre ou des Bermudes. Et le phénomène de

délocalisation - qui n'est pas propre à la France mais qui caractérise encore davantage la Grande-Bretagne, la Grèce... et l'URSS - tend à s'accroître d'année en année. Les syndicats semblent s'y être résignés et n'ont plus ni l'envie ni les moyens de déclencher de vastes mouvements, sauf à bord des ferries des compagnies nationales, qui opèrent sur la Manche ou sur la Méditerranée et où ils bénéficient encore de conditions sociales privilégiées.

Le tableau demande à être contrasté. Tandis que, sur les lignes régulières que desservent entre l'Europe et l'Extrême-Orient, par exemple, les grands porte-conteneurs, les taux de fret restent extrêmement déprimés (mettant à mal des compagnies comme la CMA, mais aussi l'allemand Hapag-Lloyd ou le belge CMB et obligeant chaque compagnie à nouer des alliances), le secteur du pétrole brut résiste assez bien. Dans les transports de gaz ou de produits pétroliers raffinés, les taux d'affrètement flambent. Et, dans le créneau que l'on appelle le *wet sec* (céréales, charbon, minerais, acier), les armateurs ont le sourire; on s'arrache les bâtiments et les taux de fret sont relativement élevés.

Deux grands consortiums français d'armateurs, leaders dans ce domaine avec les Norvégiens, les Britanniques et les Belges, profitent de l'aubaine. Il s'agit de CETRAGPA, sous la houlette du groupe Louis Dreyfus, et d'UNITRAMP, une association franco-belge dont la société-pivot est située dans l'île de Man pour des raisons fiscales. « La fermeté du marché est réelle mais ne permet pas encore d'envisager un renouvellement d'une flotte qui commence à vieillir », déclare M. Patrick Chapel, directeur général d'UNITRAMP, qui exploite ses quarante navires sous pavillons étrangers. Or la flotte vieillit et les prix dans les

chantiers continuent à s'envoler : 51 millions de dollars pour un grand porte-conteneur au lieu de 36 millions il y a deux ans.

La nécessité d'un *navy* dur de navires français, avec des équipages de qualité, n'est pourtant plus à démontrer. Pour transporter les soldats et les matériels de l'opération « Daguet », le ministre de la défense a pu facilement mobiliser cinquante navires civils, qui ont effectué une soixantaine de rotations entre Toulon et Yambou sur la mer Rouge, alors que les Britanniques, par exemple, ont éprouvé des difficultés pour affréter des cargos sur le marché international. C'est pourquoi M. Mellick, qui a accepté - discipline oblige - que les crédits de la marine soient rognés de 45 millions cette année, a prévenu que de droit : « Je ne dis rien de cette fois-ci, mais si la direction du budget recommande dans quelques mois, ce sera un véritable casse-belli... »

FRANÇOIS GROSCHARD

La Grande-Bretagne ouvre l'aéroport de Heathrow à la concurrence américaine

Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne sont parvenus à un accord important en matière de transport aérien. La Grande-Bretagne accepte qu'United Airlines reprenne les droits de trafic de PanAm entre l'Amérique et l'aéroport de Londres-Heathrow et qu'American Airlines se substitue, sur le même aéroport, à TWA. En échange, les Etats-Unis ont accepté que les avions de British Airways puissent effectuer des vols entre leur territoire et le Mexique, les Caraïbes, l'Amérique du Sud et le Pacifique.

A court terme, cet accord évite la liquidation de la compagnie PanAm, qui pourra enfin toucher d'United les 290 millions de dollars provenant de la vente de ses lignes vers la Grande-Bretagne. TWA pourra aussi continuer à faire face à ses créanciers puisque American lui paiera les 450 millions de dollars dus pour la cession de ses lignes transatlantiques.

Au-delà de ces sauvetages, l'accord américano-britannique ouvre une concurrence accrue entre les transporteurs des deux pays. British Airways aura non seulement pour compétiteurs les deux plus importantes compagnies occidentales, mais aussi le britannique Virgin Atlantic, qui va recevoir le droit de lancer des vols vers les Etats-Unis au départ de Londres-Heathrow.

Le ministre des transports britannique favorable à la privatisation des bus londoniens. - M. Malcolm Rifkind, ministre des transports britannique, préconise, dans un document adressé au Parlement, la privatisation de London Buses Ltd, la société exploitante des bus de Londres. Malgré les résultats mitigés obtenus par l'introduction de la concurrence sur les lignes interurbaines, le gouvernement semble vouloir autoriser plusieurs transporteurs dans les différentes villes britanniques.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Les Résultats Parlent D'eux-Mêmes

Principaux postes du Bilan 1990

Total Actif	: 3,7 milliards
Prêts à la Clientèle	: 1,5 milliards
Dépôts	: 2,5 milliards
Fonds propres	: 724 millions
Bénéfice (après impôts)	: 250 millions

En Turquie, Akbank est la banque commerciale qui fait le plus de bénéfices et qui détient le plus fort capital du secteur privé. Elle propose toute une gamme de services pour les particuliers et les entreprises. Akbank se situe parmi les 300 plus grandes banques au niveau mondial et certainement parmi celles qui font les plus forts bénéfices. En matière de retour des actifs et de retour de fonds propres, Akbank figure parmi les dix premières.

- 620 agences nationales
- 10 bureaux à l'étranger, 600 banques correspondantes
- Un des principaux actionnaires de Ak International Bank Ltd. à Londres et de la BNP-AK Dresdner Bank à Istanbul

AKBANK
"Viser l'Excellence"

Pour de plus amples informations, veuillez contacter Hayri Culhaci, Vice Président

Mediis Nebusan Cad. 147 Fındıklı 80800 Istanbul - Turquie Tel: (01144) 41 55 Fax: (01144) 21 27

AGRICULTURE

Les négociations sur les prix agricoles

Un paysan a été grièvement blessé à Brest lors d'une manifestation

BREST

de notre correspondant

Quelque mille agriculteurs ont manifesté dans la soirée du lundi 11 mars à Brest. Après un meeting, ils se sont retrouvés devant la sous-préfecture et ils ont attaqué un bâtiment en construction à coups de pierres. Les CRS ont dégagé la rue avec des grenades lacrymogènes, mais un paysan a été grièvement blessé à un œil par un tir.

La FDSEA et le CDJA du Finistère avaient appelé à la manifestation pour protester contre les discussions sur les prix agricoles actuellement en cours à Bruxelles. Le mécontentement vient des producteurs de lait et de viande bovine. Les premiers refusent le quota de matières grasses qui leur est imposé. L'an passé, ils avaient déjà montré leur mécontentement face à cette mesure. Finalement, celle-ci avait été annulée. Le couperet doit tomber de nouveau cette année. Les producteurs du Finistère devront payer des pénalités de 72 millions de francs, soit une moyenne de 10 000 francs par exploitation.

Ils réclament que la facture soit calculée sur la campagne 1989-1990. Actuellement ce sont les campagnes de 1984-1985 et 1985-1986 qui servent de référence. Or, depuis, les éleveurs ont nettement fait progresser leur volume de matières grasses. « La base 1989-1990 est indispensable pour ne pas réduire à néant les

efforts engagés par la filière lait », a souligné M. Jean-Paul Bizien, président de la section lait de la FDSEA du Finistère.

Lundi soir, les manifestants ont mis le feu à un fichier informatique contenant toutes les références en matière de qualité du lait des producteurs du Finistère, des Côtes-d'Armor et du Morbihan. Ils entendaient ainsi empêcher le calcul du quota de matières grasses.

GABRIEL SIMON

■ Recul des ventes de cognac. - Après trois années de hausse, les ventes de cognac se sont ralenties en 1990, avec quelque 174,6 millions d'équivalent bouteilles, soit en deça du record atteint en 1989 avec 177 millions d'équivalent bouteilles (meb), selon les chiffres publiés lundi 11 mars par le Bureau national interprofessionnel du cognac (BNIC). Toutefois, le montant des transactions a battu un nouveau record en valeur, atteignant 9,6 milliards de francs, contre un peu plus de 9 milliards en 1989. Avec 32 millions d'équivalent bouteilles, les Etats-Unis restent le premier client des exportateurs de cognac français, devant le Japon avec 28,5 millions d'équivalent bouteilles. Les autres clients sont dans l'ordre le Royaume-Uni (16,8 meb), Hongkong (13,4) et l'Allemagne (10,2). En revanche, le marché intérieur français a reculé de 17,8 % et continue de se dégrader.

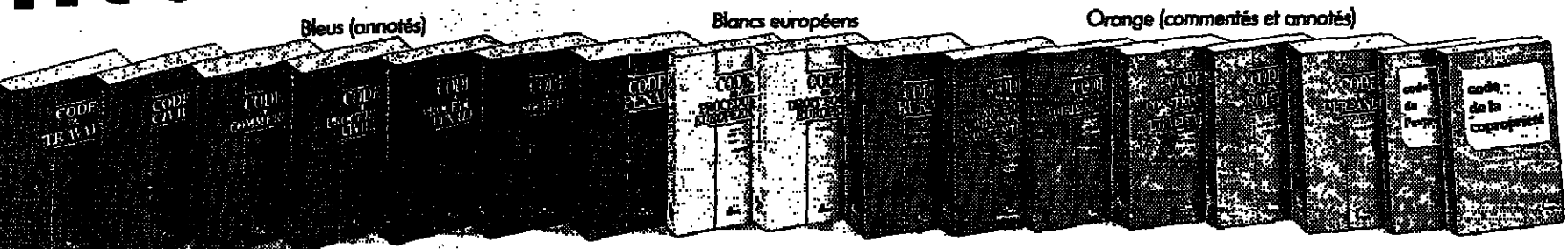
SOCIAL

■ Condamnation de neuf militants de la CGT qui avaient volé des dossiers à l'usine Renault de Douai. - Neuf syndicalistes CGT, qui s'étaient introduits par effraction, le 13 septembre 1988, dans les bureaux de la direction du personnel de l'usine Renault de Douai (Nord) pour y dérober une centaine de dossiers de salariés, ont été condamnés, lundi 11 mars, par le tribunal correctionnel de Douai à des peines allant de quinze jours à deux mois de prison avec sursis. Un dixième militant, qui comparait pour les mêmes faits, a été relaxé. A l'occasion d'une journée d'action nationale pour l'application de la loi d'amnistie du 20 juillet 1988, des syndicalistes extérieurs à l'entreprise (à l'exception d'un secrétaire général adjoint du syndicat CGT Renault) avaient emporté les dossiers des salariés qui avaient fait l'objet de sanctions - selon eux amnistiables - pour les porter au parquet de Douai.

■ Journée d'action de la CGT, le 13 avril, pour défendre le système des retraites. - M. Henri Krasucki a annoncé, lundi 11 mars au cours d'une conférence de presse, l'organisation d'une journée nationale d'action, le 13 avril prochain, pour défendre le système des retraites qui « est, estime-t-il, en danger ». Le secrétaire général de la CGT a notamment dénoncé l'action du gouvernement qui s'apprête à publier un Livre blanc sur ce sujet, puis organiser un « Grenelle » des retraites, tandis qu'un débat est prévu à l'Assemblée nationale.

itec

LES CODES EN TROIS COULEURS



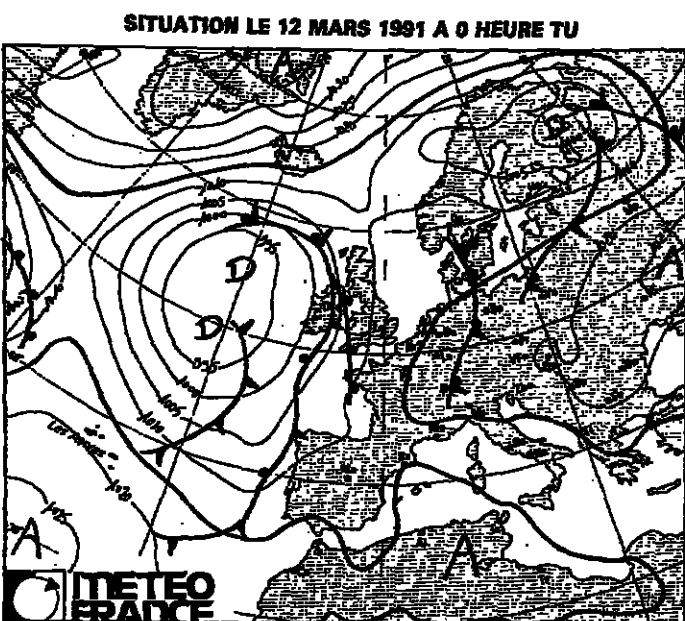
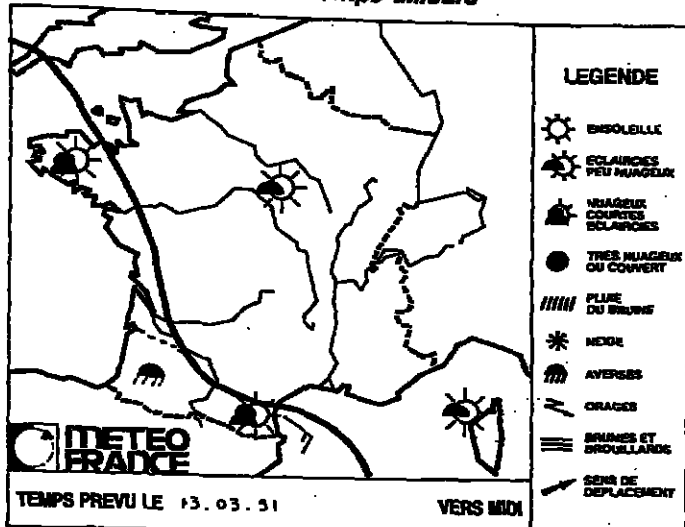
220 F 154 F 205 F 200 F 190 F 200 F 160 F 310 F 350 F 230 F 350 F 180 F 190 F 280 F 200 F 160 F 170 F
France 246 F France 180 F France 232 F France 225 F France 212 F France 225 F France 185 F France 330 F France 370 F France 256 F France 375 F France 197 F France 210 F France 302 F France 220 F France 177 F France 190 F

En vente chez votre libraire spécialisé ou Itec.
27 place Dauphine
75011 Paris
26 rue Soufflot
75005 Paris
158 rue Saint-Jacques
75005 Paris.

AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mercredi 13 mars
Quelques pluies dans le Sud-Ouest et nuages à l'Ouest
Beau temps ailleurs



Le temps calme et gris qui affectera le pays jeudi, se gâtera par l'ouest vendredi. Une perturbation traversera le pays vendredi et samedi avec des pluies importantes, puis un temps plus frais avec des nuages s'étendra à l'ouest du pays.

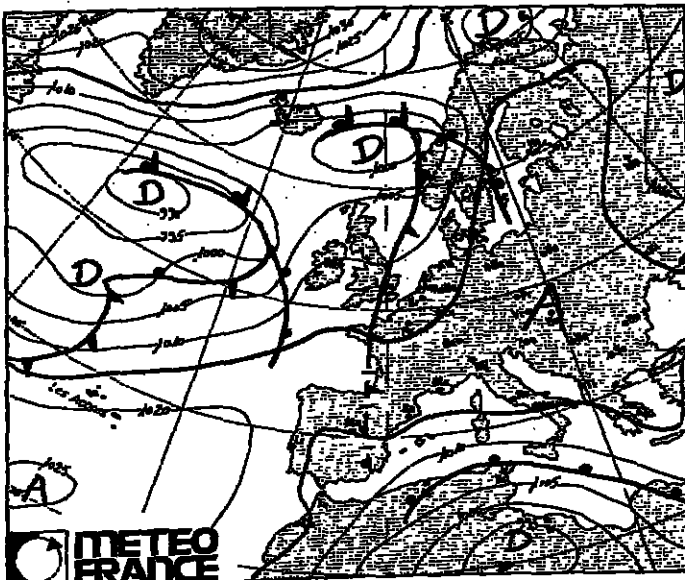
Jusqu'à beaucoup de nuages. Des éclaircies ou des brèves matinales se développeront sur la Bretagne et les régions de l'Est et du Sud-Est. Partout, ailleurs, le ciel sera très nuageux à couvert et s'accompagnera de petites pluies ou de brèves éparses.

Au cours de la journée, les nuages gagneront vers l'Est, mais des éclaircies plus larges persisteront sur l'extrême sud-est de la Corse. Un temps variable avec alternance de nuages et d'éclaircies s'établira alors sur une petite moitié nord-ouest du pays. Mais des nuages annonciateurs de la perturbation envahiront peu à peu la Bretagne et la Normandie.

Les températures minimales seront comprises entre 2 degrés et 5 degrés dans l'Est et le Centre-Est, 6 degrés et 8 degrés ailleurs, jusqu'à 10 degrés sur les régions méditerranéennes.

Les maximales atteindront 12 degrés à 14 degrés sur l'Ouest, 13 degrés à 16 degrés ailleurs, jusqu'à 18 degrés sur l'extrême Sud-Est.

PRÉVISIONS POUR LE 14 MARS 1991 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

le 11-03-1991 à 18 heures TU et le 12-03-91 à 8 heures TU				le 12-03-91			
FRANCE				ÉTRANGER			
ALGER	16	8	C	ALGER	20	6	D
ARLES	16	9	D	AMSTERDAM	12	6	C
BORDEAUX	15	9	D	ATHÈNES	13	9	C
BRESCIA	12	11	P	BANGKOK	24	26	N
CARIN	14	11	C	BARCELONE	18	7	D
CHERBOURG	14	11	C	BERGAMO	13	1	D
CLERMONT-FERRAND	14	11	C	BERLIN	15	6	C
DIJON	14	11	C	BRUXELLES	13	7	D
GRENOBLE	14	11	C	COPENHAGUE	13	4	D
LYON	13	6	D	DAKAR	23	18	D
MARSEILLE	13	6	D	DARJEV	22	11	D
NANCY	13	6	D	HONGKONG	24	21	D
NICE	13	6	D	JAKARTA	20	7	D
PARIS-MONTMARTRE	13	6	D	LA CAIRE	23	14	D
PARIS-MONTMARTRE	13	6	D	LAS VEGAS	16	11	N
PERPIGNAN	13	6	D	LONDRES	12	5	C
RENNES	13	6	D	LOS ANGELES	12	5	C
STRASBOURG	13	6	D				

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■■ On peut voir ; ■■■■ Ne pas manquer ; ■■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 12 mars

TF 1

20.50 Cinéma : Rocky 3, l'œil du tigre. □ Film américain de Sylvester Stallone (1982).
22.35 Magazine : Ciel, mon mardi ! Invité : Régine.
0.30 Au trot.
0.35 Journal, Météo et Bourse.
0.55 TF 1 nuit. Reportages (rediff.).
1.20 Feuilleton : C'est déjà demain.
1.45 Info revue.

A 2

20.50 Cinéma : Les bronzés. ■ Film français de Patrice Leconte (1978). Avec Josiane Balasko, Michel Blanc.
22.25 Magazine : Cinéma, cinémas 2. Alain Rocca ; A la recherche des rushes perdus de la fleur de l'âge, de Marcel Carné ; Francis Ford Coppola ; Jean-Pierre Melville ; Jane Campion.
23.25 Journal et Météo.
23.50 Musique : Jazz à Antibes. Spécial Tony Williams Quintet (2^e partie).

FR 3

20.35 ► Téléfilm : Marie Curie, une femme honorable. De Michel Bozard (1^{re} partie).
22.15 Journal.
22.40 Télévision régionale.
23.35 Variétés : Eurotop.
0.25 Magazine : Espace francophone. Bordeaux-Bangor-Kinshasa-Grasseville, le bord de bord des créateurs francophones.
0.50 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Presidio, base militaire, San-Francisco. ■

LA 5

20.45 Cinéma : Sale temps pour un fils. ■ Film américain d'Andy Davis (1984). Avec Chuck Norris, Henry Silva, Bert Remsen.
22.25 Magazine : Ciné Cinq.
22.35 Téléfilm : Le verger des sens. D'Ellen Cabot.
0.05 Journal de minuit.
0.15 Rediffusions.

M 6

20.35 Téléfilm : Le ventre creux. D'Arthur Allan Seidman.
21.30 Téléfilm : Le cœur gros. De Fred Barzyk, avec Jennifer Esposito, Jessica Walter.
22.45 Téléfilm : Le jardin secret. D'Alan Grim, avec Genie James, Barret Oliver.
0.30 Six minutes d'informations.
0.35 Magazine : Dazibao.
0.40 Musique : Boulevard rock and hard.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

20.00 Documentaire : Turbulences. De Jean-Pierre Gies.

Mercredi 13 mars

TF 1

14.30 Club Dorothée.
17.35 Série : Chips.
18.25 Jeu : Une famille en or.
18.55 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.20 Jeu : La roue de la fortune.
19.50 Divertissement : Pas folles, les bêtes !
19.52 Tirage du Loto.
20.00 Journal, Tapis vert, Météo, Trafic Infos et Loto.
20.55 Variétés : Sacré soirée. Avec Jérémy Barthe, Choristes de Turckheim, Francis Valéry, Art Mango, Michel Berger, Scorpions, P.-M. Sampson, Patricia Kaas.
22.45 Magazine : Choc.
23.40 Au trot.
23.45 Journal, Météo et Bourse.
0.10 Série : Intrigues.
0.40 Série : Cité cœur.

A 2

14.25 Série : Fantômes. L'école magique, de Claude Chabrol.
18.05 Hit NRJ.
17.00 Magazine : Giga.
18.10 Jeu : Des chiffres et des lettres junior. Animé par Laurent Catrol.
18.30 Série : Alf.
19.00 IHC.
19.05 Série : Mac Gyver.
20.00 Journal et Météo.
20.50 ► Téléfilm : Sortie interdite.
22.15 Documentaire : Les aventures de la liberté. De Bernard-Henri Lévy et Alain Ferrer. Une saga des intellectuels français.
23.15 Journal et Météo.
23.40 Magazine : Prolongations. Patinage artistique : championnats du monde.

FR 3

15.05 Magazine : Objectif Tintin.
16.20 Jeu : L'œuf de Colomb.
17.05 Magazine : Une pêche d'enfer.
17.30 Amuse 3.
18.10 Magazine : C'est pas juste.
18.30 IHC.
19.00 Jeu : Questions pour un champion. Le 19-20 de l'information. De 18.12 à 19.30, le journal de la région.
20.05 Divertissement : La classe.
20.35 Magazine : La marche du siècle. Présenté par Jean-Marie Cavada. L'après-Golf.
22.20 Journal.
22.45 Magazine : Faut pas rêver. Côte d'Ivoire : levers du Banco. Espagne : les femmes au pouvoir ; Bangladesh : le défi de Saver.
23.40 Magazine : Minuit en France. Présenté par Aline Peller. Le choix africain.
0.05 Musique : Carnet de notes.

LA 5

14.25 Série : Le renard.
15.30 Série : Bergerac.
18.30 Dessins animés.
18.30 Série : Happy days.
19.00 Série : Ripôle.
20.00 Journal.
20.45 Histoires vraies. Les hordes, feuilleton de Jean-Claude Mézière (1^{er} épisode).
22.15 Dédé : Vivre dans les grandes métropoles. Animé par Gilles Schneider et Béatrice Schöberg.
0.00 Journal de minuit.
0.10 Les animaux du soleil (rediff.).

M 6

18.30 Dessins animés : Ça cartoon.
18.50 Top albums. Présenté par Marc Toesca.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildas et Antoine de Caunes.
20.30 Cinéma dans les salles.
21.00 Cinéma : L'insoutenable légèreté de l'être. ■ Film américain de Philip Kaufman (1987).
23.40 Flash d'informations.
23.50 Sport : Basket-ball. Coupe d'Europe des clubs champions : CSP Limoges-FC Barcelone, en direct de Limoges.
1.20 Cinéma : Les dents du diable. ■ Film américain de Nicholas Ray (1961).

LA SEPT

14.25 Série : Le renard.
15.30 Série : Bergerac.
18.30 Dessins animés.
18.30 Série : Happy days.
19.00 Série : Ripôle.
20.00 Journal.
20.45 Histoires vraies. Les hordes, feuilleton de Jean-Claude Mézière (1^{er} épisode).
22.15 Dédé : Vivre dans les grandes métropoles. Animé par Gilles Schneider et Béatrice Schöberg.
0.00 Journal de minuit.
0.10 Les animaux du soleil (rediff.).

M 6

14.00 Téléfilm : Les prisonniers de la tour.
15.45 Jeu : Quizz cœur.
18.15 Série : Vegas.
17.05 Hit hit hit heures !
18.05 Série : Supercopier.
19.00 Série : La petite maison dans la prairie.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madanne est servie.
20.35 Téléfilm : Tout pour être heureuse.
22.20 Série : Equalizer.
23.10 Documentaire : 60 minutes. Les soldats de Gorbache, de Jean-Pierre Vaudon et Gilles Delannoy. Une semaine avec des jeunes appelés soviétiques, au bord de la Baltique.
0.00 Six minutes d'informations.

20.30 Documentaire : Ici bat la vie (la salamandre géante).
21.00 Magazine : Mégamix.
22.00 Magazine : Dynamo (Savoir-vivre).
22.30 Téléfilm : La maison dans la dune. De Michel Mees, avec Tcheky Karyo, Jean-Pierre Castaldi.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel science. Quoi de neuf sous le soleil ?
21.30 Profession cinéaste, deuxième : Images d'Europe. Débat dans le cadre du Festival Premiers Plans d'Angers (janvier 1991).
22.40 Les nuits magnétiques. Journal d'enfances.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda, Sons of the desert.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du Grand Auditorium) : Symphonie n° 94 en sol majeur, de Haydn ; Concerto pour violon et orchestre à cordes en ré mineur, de Mendelssohn ; The unanswered question, d'Yves ; Symphonie n° 1 en si bémol majeur op. 38, de Schumann, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Yoav Talmi ; sol : Olivier Charlier, violon.
23.07 Poussières d'étoiles. Plain ciel - Studio 118. Hétérozygote, de Ferrari. A. 0.30. Concert (donné le 16 août 1990 lors du Festival de Salzbourg) : Requiem in memoriam Jane B. pour soprano et orchestre, de Rilm ; Concerto pour violoncelle et orchestre en forme de pas de trois, de Zimmermann ; Sinfonia tragica, de Hartmann, par l'Orchestre symphonique de la Radio autrichienne, dir. Michael Gielen ; sol : Ingrid Haubold, soprano, Heinrich Schiff, violoncelle.

0.05 Magazine : Dazibao.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

17.30 Magazine : Mégamix.
18.30 Court métrage : Souinax in love. D'Andy Wilson.
19.00 Documentaire : Ici bat la vie (Bébé Koko).
19.20 Magazine : Dynamo (L'œuf).
19.55 Le dessous des cartes.
20.00 Musique : Sing loud, play strong. (premier Festival national de musique aborigène, à Darwin, en Australie, v. o.).
21.00 Cinéma : Tropic run. ■ Film franco-papou de Pengau Nengo (1990).
22.30 Documentaire : Sijainen, l'enfant qui ne souriait jamais.
22.50 Cinéma : L'homme de cendres. ■ Film tunisien de Nouri Bouzid, 1986, v. o.
0.40 Court métrage.

FRANCE-CULTURE

20.30 Tire ta langue. La langue au risque du sacré.
21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Histoires fantastiques, d'après Edgar Allan Poe.
22.40 Les nuits magnétiques. Journal d'enfances.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda, Sons of the desert.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de l'église Saint-Augustin) : Hommage à Marcel Dupré. Symphonie pour orgue op. 13 n° 1 (Friedrich, Immanuel), de Victor ; Pièces de fantaisies pour orgue, de Vierne ; Nunc dimittis, de Kouzan ; Symphonie-passion pour orgue op. 23, de Dupré, par la Maîtrise de Radio-France, dir. Denis Dupuy ; Suzanne Chaisemartin, orgue.

23.07 Poussières d'étoiles.
Du lundi au vendredi, à 9 heures sur FRANCE-INTER
« ZAPPING »
Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNEX COJEAN et la collaboration de « Le Monde »

LE PLAISIR DE SORTIR,
MODE D'EMPLOI

Le Monde
ARTS-SPECTACLES

CHAQUE MERCREDI
(NUMÉRO DATÉ JEUDI)

